LeMonde Job: WMQ0909--0001-0 WAS LMQ0909-1 Op.: XX Rev.: 08-09-99 T.: 11:10 S.: 111,06-Cmp.:08,11, Base : LMQPAG 57Fap:100 N°:0527 Lcp:700 CMYK


# Le Monde

www.lemonde.fr

55e ANNÉE – N° 16989 – 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE — JEUDI 9 SEPTEMBRE 1999 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI


EN ÎLE-DE-FRANCE

■ Dans « aden » : tout le cinéma et une sélection de sorties

## Chaos au Timor-Oriental

■ Djakarta refuse l'envoi d'une force internationale

■ Le président indonésien boycotte le sommet d'Auckland

■ Les expulsions massives de population continuent

■ Le conflit menace l'unité du plus grand archipel du monde

*Lire pages 2-3, 15 et 32 et notre éditorial page 14*

# Les nouvelles frontières des paysans

● José Bové appelle dans « Le Monde » à une alliance européenne entre agriculteurs et consommateurs ● Il veut lutter contre le « dumping économique, social et environnemental » et faire pression sur l'OMC ● « Il y a un consensus national contre la sale bouffe », assure-t-il

***« IL FAUT** faire valoir une autre logique internationale que le dumping économique, social et environnemental en agriculture ; il faut changer l'OMC afin qu'elle respecte les choix culturels des peuples, ne détruise pas la paysannerie mondiale et garantisse un commerce équitable »* : dans des déclarations au *Monde*, José Bové, animateur de la Confédération paysanne, sorti de prison mardi 7 septembre, explique comment il entend continuer le combat dont il est devenu une figure symbolique depuis le « démontage » d'un McDonald's, le 12 août, à Millau. *« Refondons un projet paysan pour l'Europe »*, lance-t-il avant d'ajouter : *« L'agriculture et l'alimentation ne seront pas sauvées dans le cadre de l'Etat nation contre le reste du monde. »*

*« Il y a un consensus national contre la sale bouffe »*, estime M. Bové. Aussi l'éleveur de brebis du Larzac tend-il la main à Luc Guyau, président de la FNSEA, et aux pouvoirs publics afin de construire une alliance entre *« paysans, consommateurs et citoyens, au-delà des clivages politiques, pour une riposte commune »* et pour bâtir *« au niveau européen, un rapport de force »* face aux Etats-Unis lors des négociations commerciales de Seattle, fin novembre.

Le succès médiatique de M. Bové renforce la Confédération paysanne dans la rivalité qui l'oppose depuis dix ans à la FNSEA : la première, en phase avec les nouvelles orientations de Paris et de Bruxelles et les préoccupations contemporaines de la société, conteste la suprématie de la seconde, longtemps identifiée au « productivisme » agricole des Trente Glorieuses. Les amis de M. Guyau veulent réoccuper le terrain, face à ceux de M. Bové, en accentuant leur pression sur le ministre au sujet des rapports difficiles avec la grande distribution des producteurs de fruits et légumes et de lait.

*Lire page 6*

I. ESHRAGI

CINÉMA

## Kiarostami triomphe

Le public du 56e Festival de Venise a salué debout *Le vent nous emportera*, d'Abbas Kiarostami. Le réalisateur iranien *(photo)* raconte au *Monde* les conditions difficiles du tournage de son film, parti d'un projet de dix lignes, dans un village du Kurdistan à l'écart du monde. En France, les nombreuses sorties de la semaine sont dominées par *Peau neuve*, le premier long métrage d'Emilie Deleuze, qui met en scène une étrange amitié sur un chantier en Corrèze. p. 28 à 30

## Collèges : ratés de rentrée à Paris

**DEPUIS** lundi 6 septembre, date de la rentrée scolaire, des centaines d'élèves et de parents font le siège du rectorat de Paris pour obtenir une place en collège. Destiné à faire en sorte *« que Paris cesse d'être une zone de non-droit en matière d'affectation des élèves »*, le nouveau système informatisé de sectorisation totale des collèges de la capitale ne fonctionne pas très bien. Non seulement le nombre de dérogations accordées n'est pas en baisse, mais, dans bien des endroits, les effets de cette *« politique républicaine »* destinée à accroître la mixité sociale ne se font guère sentir. Dans le primaire, le système semble fonctionner de manière plus satisfaisante.

*Lire page 10*

## *Des « grandes oreilles » américaines dans le ventre de votre ordinateur*

**LE SPECTRE** de Big Brother, qui affectionne les dédales virtuels d'Internet, reprend du service. L'Agence nationale pour la sécurité américaine, la NSA, chargée des écoutes électroniques, disposerait d'une clé lui donnant accès aux fonctions cryptographiques de chaque ordinateur équipé d'un système d'exploitation Windows (95, 98, 2000 et NT) de Microsoft. C'est-à-dire à environ 90 % du parc informatique installé dans le monde. Cette alliance présumée de la firme de Bill Gates et des « grandes oreilles » américaines a été découverte par un spécialiste canadien de la cryptographie qui, en désossant une portion d'un logiciel de Microsoft, est tombé sur une clé portant les initiales NSA. Andrew Fernades y a aussitôt vu la marque de ces chevaux de Troie soupçonnés de livrer l'accès à des données que l'utilisateur croit protégées par des logiciels de chiffrement – et il a proposé un petit logiciel pour barricader cette porte dérobée *(backdoor)*.

Microsoft nie fermement avoir livré un tel passe-partout à la NSA – laquelle se contente du *« no comment »* d'usage. *« Nous ne partageons pas nos clés »*, a assuré Scott Culp, le responsable sécurité de la branche Windows NT de la firme de Seattle. Cette clé « NSA » aurait pour seule fonction *« de vérifier que ces produits respectent les réglementations sur l'exportation des logiciels de cryptage »*. L'administration américaine n'autorise en effet la vente à l'étranger que de versions bridées, officiellement pour prévenir leur utilisation par les terroristes ou les malfrats. Officieusement, suggère-t-on dans les cercles libertaires américains, pour pouvoir écouter plus facilement les communications qui transitent sur Internet.

Les spécialistes de la cryptographie, qui savent bien que l'intox fait partie intégrante de cette science du secret, restent circonspects. Bruce Schneier, l'un des papes de cette discipline, estime que l'existence d'une telle clé *« n'a pas de sens »*. Une agence aussi sophistiquée que la NSA n'aurait pas besoin du concours de Microsoft pour déchiffrer des informations sensibles. Elle gère en effet le système Echelon d'écoute par satellite, ce dont le Parlement européen s'est récemment ému. Selon Jacques Stern, directeur du laboratoire d'informatique de l'Ecole normale supérieure, une telle *« kleptographie »* est tout à fait praticable. Mais il voit mal Microsoft mettre en péril son crédit aussi maladroitement. L'explication du géant du logiciel lui semble crédible : *« Il existe des codes qui ne servent qu'à apposer une signature à un logiciel »*, indique-t-il.

Pour Thierry Autret, du cabinet d'audit Ernst & Young, l'explication la plus probable, c'est que la NSA utilise des ordinateurs achetés dans le commerce, *« mais qu'elle doit remplacer les logiciels de M. Tout-le-Monde par ses propres programmes sécurisés »*. La fameuse clé servirait à ses agents à télécharger de telles applications. Microsoft, qui vient d'être sérieusement ébranlé par la défaillance de la sécurité de son système de courrier électronique gratuit HotMail, n'aurait donc péché que par omission : il lui serait effectivement pénible d'avouer à ses clients, notamment étrangers, que ses produits sont considérés comme pas assez sûrs pour les agents de la première centrale mondiale d'espionnage.

***Hervé Morin***

AFP

AFGHANISTAN

## Victimes des talibans

La dernière offensive des talibans, au nord de Kaboul, la capitale afghane, pourrait témoigner d'une volonté de déplacer les minorités ethniques, notamment les Tadjiks, le peuple du commandant Massoud. Les témoignages sur les enlèvements et les massacres de civils sont innombrables. p. 13

## Un géant des médias

SUMNER REDSTONE

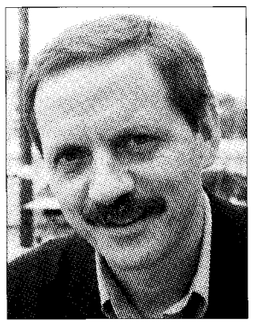
**PDG** du groupe américain Viacom, Sumner Redstone assouvit une ambition qu'il qualifie *« d'obsédante »* en mettant la main sur CBS pour 37 milliards de dollars. Il s'agit de la plus grosse fusion jamais réalisée dans l'univers des médias et des loisirs.

*Lire pages 16-17*

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $ ; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 909 - 7,50 F

JEAN-MARIE LACLAVETINE



PREMIÈRE LIGNE

roman

Vous écrivez ? Ne dites pas non. J'ai l'œil.
Pas de quoi avoir honte.
Moi aussi, vous savez, j'ai un problème avec l'écriture.

GALLIMARD

POINT DE VUE

## Eloge de la puissance française

*par Nicolas Tenzer*

LA puissance a mauvaise presse. Elle effraye ; lorsqu'elle séduit, ce sont le plus souvent ceux qui épousent des causes catastrophiques. La tonalité dominante est plutôt celle de la coopération, du compromis et de la concorde.

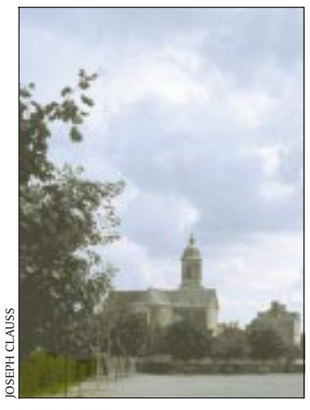
Comment ne pas le comprendre lorsqu'on considère les résultats désastreux de politiques de puissance du passé et les désordres qu'elles provoquent encore lorsque l'égoïsme à courte vue des plus puissants désorganise le commerce, menace l'environnement et appauvrit une partie du monde ? Comment ne pas vitupérer aussi l'emphase alambiquée et vaine qu'elle suscite parfois chez ceux dont le rêve de puissance entame une course perdue d'avance avec la réalité ? Comment ne pas trouver ridicule enfin le souci du petit symbole d'indépendance, de la distance marginale avec les plus puissants, qu'on utilise pour dissimuler la perte de la puissance et, plus gravement encore, des objectifs qui pourraient la justifier ?

Pourtant, la puissance est une réalité – et même la réalité de la démocratie, la réalité d'un monde pacifié, la réalité évidemment de l'économie et de l'ensemble des activités productives. La démocratie, le droit et les pratiques individuelles, qui font que les membres d'une communauté humaine font corps et se reconnaissent dans un groupe social et politique, sont orientés, plus ou moins directement, par la puissance. Ce seul objectif constitue l'un des plus forts leviers de transformation qui soit.

Notre capacité à vivre de manière prospère, c'est la puissance qui l'assure.

*Lire la suite page 15*

***Nicolas Tenzer** est président du Centre d'étude et de réflexion pour l'action politique (Cerap), directeur de la revue « Le Banquet ».*


JOSEPH CLAUSS

VOYAGES

## Guidé par un peintre

Retrouver les lieux qui ont inspiré le peintre Constant Le Breton, né en 1895 à Saint-Germain-des-Prés, en Anjou *(photo)*, permet de découvrir la région en croisant les traces de Gilles de Rais, dit Barbe-Bleue, de Gaulle et Julien Gracq. p. 24-25


| | | | |
|---|---|---|---|
| International | 2 | Aujourd'hui | 23 |
| France | 6 | Météorologie-Jeux | 27 |
| Société | 10 | Culture | 28 |
| Régions | 12 | Guide culturel | 30 |
| Horizons | 13 | Carnet | 31 |
| Entreprises | 16 | Kiosque | 32 |
| Communication | 19 | Abonnements | 32 |
| Tableau de bord | 20 | Radio-Télévision | 33 |

LeMonde Job: WMQ0909--0002-0 WAS LMQ0909-2 Op.: XX Rev.: 08-09-99 T.: 11:06 S.: 111,06-Cmp.:08,11, Base : LMQPAG 57Fap:100 N°:0528 Lcp:700 CMYK



**CHAOS L'Indonésie s'est dite hostile, mercredi 8 septembre, à l'envoi d'une force de paix multinationale au Timor-Oriental. Le ministre de la justice a affirmé que Djakarta avait les moyens de rétablir l'ordre dans l'île où se poursuit l'évacuation forcée ou volontaire de dizaines de milliers de personnes. ● LE PRIX NOBEL DE LA PAIX José Ramos Horta, qui est l'un des dirigeants de la résistance timoraise, estime, dans un entretien accordé au *Monde,* que l'armée indonésienne *« échappe à tout contrôle », « non seulement à celui du président Habibie »* mais aussi *« à celui du ministre de la défense Wiranto »*. ● LE MINISTRE AUSTRALIEN de la défense, John Moore, a déclaré qu'une force de paix nécessiterait l'envoi de six à sept mille soldats, même s'il n'est pas question d'intervenir sans le consentement de Djakarta. *(Lire aussi notre éditorial page 14.)***

# L'Indonésie refuse l'envoi d'une force de paix au Timor-Oriental

## En dépit de la loi martiale, exode et évacuation forcée de dizaines de milliers de personnes se poursuivent. Les violences pourraient avoir fait des centaines de morts. Le président B.J. Habibie boycotte les pourparlers internationaux d'Auckland

**DJAKARTA**
*de notre envoyé spécial*

L'Indonésie a exclu, mercredi 8 septembre, la possibilité de l'envoi d'une force de paix internationale au Timor-Oriental, affirmant, selon le ministre de la justice Muladi, que Djakarta *« fera de son mieux pour surmonter la situation et continue de rejetter la présence de forces de sécurité étrangères »*. Autre conséquence du chaos timorais, le président indonésien B.J. Habibie n'assistera pas au sommet du Forum de coopération économique d'Asie-Pacifique qui se tient en ce moment à Auckland, en Nouvelle-Zélande.

Ce sommet est cependant largement dominé par la situation à Timor où la possibilité d'un rétablissement de l'ordre au Timor-Oriental par l'armée indonésienne demeurait, en dépit des assurances de Djakarta, une inconnue, mercredi 8 septembre en milieu de journée. L'application de la loi martiale, décrétée la veille, n'avait pas mis un terme à l'évacuation, volontaire ou le fusil dans le dos, de dizaines de milliers de gens. Quatre journées de violences organisées par les milices pro-indonésiennes, avec le soutien d'éléments militaires, auraient fait des centaines de morts, bilan aussi imprécis qu'invérifiable faute de témoignages indépendants.

Les agglomérations de l'ancien territoire portugais seraient dévastées, à commencer par Dili, dont le quartier commerçant a brûlé mardi après avoir été dévalisé. L'électricité a été coupée à la mission de l'ONU devant laquelle, à la tombée de la nuit, des troupes envoyées en renfort par Djakarta ont établi des barrages de camions, ce qui pourrait être le premier signe d'une volonté de protéger un complexe qui abrite un millier de réfugiés ainsi que de plus deux cents étrangers, fonctionnaires de l'ONU et journalistes. L'Australie a annoncé mercredi l'évacuation de son consulat à Dili.

Parmi le personnel de l'ONU évacué de Baucau mardi par l'aviation australienne figurait Mgr Carlos Belo, Prix Nobel de la paix, qui a recouru à une fausse identité pour s'échapper. L'évêque de la ville, Mgr Basilio Nascimiento, a par ailleurs été blessé le lendemain en tentant de s'opposer aux miliciens et aux soldats en train d'attaquer sa résidence. *« Je pense que les soldats se préparent à refaire ce qu'ils ont déjà fait en 1975 »*, a déclaré l'évêque Belo à son arrivée à Darwin, dans une référence à l'invasion de l'ancien territoire portugais par l'armée indonésienne. *« Il ne s'agit pas d'une guerre civile mais d'une véritable attaque froidement organisée par les soldats indonésiens qui utilisent les milices comme des marionnettes »*, a-t-il ajouté tout en jugeant que *« la communauté internationale devrait agir immédiatement pour protéger les populations »*.

### PASSIVITÉ COMPLAISANTE

Theo Syafei, un général à la retraite devenu l'un des conseillers de Megawati Sukarnoputri, candidate à la présidence, a estimé que l'armée ne pouvait pas se retourner contre les milices pro-indonésiennes qu'elle a *« formées »*. Leurs relations sont *« trop émotionnelles »* pour qu'on puisse espérer la *« neutralité »* du commandement militaire.

L'armée n'a pas évoqué, jusqu'ici, l'éventualité d'une dissolution des milices que David Wimhurst, ancien porte-parole de l'ONU à Dili, a jugé indispensable après son évacuation, mardi, vers Darwin.

Par ailleurs, des désaccords entre la police et l'armée et, surtout, entre militaires semblent avoir fait surface. Selon plusieurs sources, la police a été priée de ne pas se mêler d'une affaire que le commandement militaire considère comme son exclusivité depuis 1975. Ce qui expliquerait la passivité complaisante dont les policiers, responsables de la sécurité jusqu'à l'application de la loi martiale, ont fait souvent preuve à l'égard des miliciens pendant plusieurs semaines.Enfin, des divergences pourraient exister au sein du commandement militaire, en dépit des démentis opposés par le général Wiranto, ministre de la défense et commandant des forces armées. Ce dernier, ainsi que d'autres ministres, n'a pas quitté l'aéroport de Comoro quand il s'est rendu à Dili dimanche dernier. Au sein des garnisons locales, de la police comme de l'armée, des Timorais-Orientaux, dont le nombre est évalué à quelques milliers, auraient pris le parti des milices, participant au pillage et aux violences. Les six nouveaux bataillons envoyés par Djakarta se seraient donc retrouvés avec la délicate mission de rétablir d'abord l'ordre parmi les forces de sécurité, ce qui pourrait déjà demander plus de temps que les *« quarante-huit heures »* exigées, dans la nuit de lundi à mardi, par le secrétaire général de l'ONU pour rétablir la sécurité au Timor-Oriental.

Pour sa part, Xanana Gusmao, le leader indépendantiste timorais qui s'est réfugié dans les locaux de la chancellerie britannique à Djakarta après sa libération mardi, a estimé que le gouvernement indonésien *« soit n'a pas la capacité de contrôler la situation soit ne veut pas le faire »*. Robin Cook, secrétaire au Foreign Office, a émis, de son côté, des réserves sur l'approbation par l'ONU des *« nouvelles mesures »* prises par Djakarta. *« Il est difficile de voir comment la loi martiale peut aider le Timor-Oriental car l'armée a bien peu fait pour y restaurer l'ordre cette semaine »*, a-t-il déclaré sur le chemin d'Auckland, où il doit participer à une conférence régionale sur la situation dans l'ancien territoire portugais. Quant à Alexander Downer, ministre australien des affaires étrangères, il s'est dit mercredi *« sceptique »* sur l'application de la loi martiale en raison de *« réelles divisions à la base »* de l'armée indonésienne.

Les répercussions politiques, en Indonésie, de ce fiasco se font de plus en plus sentir. La candidature de B.J. Habibie à la présidence en novembre est ainsi contestée, notamment par son principal adversaire, la fille de feu Sukarno, qui a *« déploré »* que 78,5 % des habitants du territoire se soient prononcés pour l'indépendance. Megawati Sukarnoputri a ajouté, lundi, que le gouvernement indonésien a joué un double jeu au Timor-Oriental : *« D'un côté,* a-t-elle dit, *il offre un référendum mais, de l'autre, il entreprend des efforts en sous-main pour maintenir, par tous les moyens, le Timor-Oriental au sein de la République »*.

***Jean-Claude Pomonti***

### *Le FMI et la Banque mondiale préoccupés*

**Grands bailleurs de fonds de l'Indonésie, les institutions de Bretton Woods se sont dites, mardi 7 septembre, préoccupées par la détérioration de la situation au Timor-Oriental. *« L'Indonésie devrait avoir tout intérêt à voir le processus au Timor-Oriental se dérouler sans à-coups et sans violence, en accord avec les normes internationales reconnues »*, a estimé le porte-parole de l'institution. La Banque mondiale demande à Djakarta de rétablir l'ordre et de permettre l'application du processus de transition. Elle rappelle que lors de la dernière réunion de pays donateurs à Paris en juillet, l'Indonésie // s'était engagée à appliquer sa part des accords signés au Timor-Occidental en mai. Cet engagement *« est un élément critique »* du programme politique du gouvernement indonésien *« dans le cadre de l'assistance internationale »* accordée en juillet, avertit la banque.**

**Lors de la crise de 1997, l'Indonésie a bénéficié d'une aide internationale de 47 milliards de dollars. Quelque 10 milliards ont déjà été**

## *« Les tirs, un bruit de fond continu... »*

***VOICI** des extraits du témoignage, transmis par courrier électronique depuis Dili, d'un membre de la mission électorale des Nations unies auprès du Timor-Oriental (Unamet), sur les événements du 4 au 6 septembre :*

« La consultation a eu lieu, avec beaucoup de succès. Malgré les obstacles, malgré la violence des miliciens pro-Djakarta, le jour du vote est arrivé. Cela a été émouvant comme tout. Tout d'un coup, le travail semblait avoir un sens. Tout de suite après le vote, on a transporté les urnes à Dili. Un cauchemar logistique et de sécurité. Alors le dépouillement a commencé. A nouveau, nous avons travaillé comme des bêtes. C'est à ce moment que les vrais ennuis ont commencé.

» Nos "amis" miliciens n'étaient pas contents du tout que 98,6 % de la population aient participé au scrutin. Djakarta nous avait donné toutes les assurances que les résultats seraient reconnus et que la sécurité serait maintenue, et même renforcée. Samedi, on a annoncé les résultats. 78,5 % pour l'indépendance. Ça a été l'hécatombe. J'ai dû aller à Darwin. En revenant, nous nous sommes fait tirer dessus. L'équipage de l'avion n'a pas voulu rester. L'avion est reparti après m'avoir déposé à l'aéroport, où régnait une confusion totale.

» Ça tirait de partout. Les gens tiraient en tous sens. C'était l'enfer. J'ai réussi à trouver un hélicoptère qui m'a emmené au siège *[de l'ONU]*. La ville brûlait. Les milices l'avaient reprise. Sous les yeux des militaires et de la police indonésienne, qui n'ont rien fait pour les arrêter, mais au contraire ont participé aux agressions. Cela ressemblait à un film d'aventures, mais un mauvais film. Hier, j'ai failli me faire tuer dans ma chambre d'hôtel. Les balles sifflaient de partout. Je me suis protégé sous le lit. Les miliciens sont entrés et ont tiré comme des malades. Puis j'ai été pris par les militaires, qui m'ont kidnappé et m'ont envoyé à l'aéroport. Mais j'ai réussi à m'échapper.

» Comme toujours, le pire a été pour les Timorais. Ils ont été terrorisés. Notre siège est à présent *(lundi midi, NDLR)* transformé en camp de réfugiés, environ mille cinq cents personnes – presque toutes des enfants et des femmes. Nous sommes l'objet d'attaques en permanence. Le bruit des tirs est devenu un bruit de fond continu. A chaque fois, ce sont des explosions, des gens qui courent, les enfants qui pleurent, affolés. C'est affreux.

» Nous avons toujours pensé que les jours suivant l'annonce du résultat du référendum seraient les plus difficiles. Mais personne n'a imaginé cette horreur. Les tueries, les déplacements massifs et forcés de la population vers l'ouest se multiplient, sous l'escorte des militaires. Des centaines de morts, les maisons qui brûlent... je n'ai jamais vu ça. Nous sommes complètement à la merci des miliciens et des militaires qui les appuient alors qu'ils sont censés nous protéger.

» La plupart des fonctionnaires de l'Unamet d'ici ont été évacués en Australie. Mais je ne peux pas partir. Je ne le veux pas : plus l'ONU est obligée de s'en aller, plus la victoire des miliciens est grande. Pour l'instant, nous sommes en sécurité, bien que les attaques soient constantes. Nous pensons qu'ils n'oseront pas attaquer notre siège. Mais aujourd'hui, ils ont saccagé le siège de la Croix-Rouge, et brûlé la maison de l'archevêque Belo. Donc, rien n'est certain.

» Je vais bien... mais je suis bouleversé : jamais je n'ai été aussi mécontent d'avoir fait un si bon travail... »

*Un second courrier suit :* « L'horreur continue, on vient d'attaquer l'école d'à côté. Je commence à perdre espoir... »

## José Ramos Horta, Prix Nobel de la paix et dirigeant de la résistance est-timoraise

# « L'armée échappe aujourd'hui à tout contrôle »

**« Quelles sont vos premières réactions aux massacres et aux expulsions forcées en cours au Timor-Oriental ?**

– Ce qui se passe au Timor-Oriental est tout à fait comparable à ce qui s'est passé en Bosnie et au Kosovo. Il s'agit d'un nettoyage ethnique planifié par l'armée indonésienne. Soyons clair : les soi-disant milices de Timorais proindonésiens ne sont en fait que des membres des forces armées, en l'occurence les forces spéciales "Kopassus", qui se font passer pour des milices. Nous assistons aux conséquences d'une stratégie mise au point de longue date. Quant aux vrais miliciens, ils ne voulaient pas d'une telle violence même s'ils étaient opposés à l'indépendance. Chaque fois que les chefs des milices ont essayé d'adopter des positions plus souples, ils en ont été empêchés par les militaires. Au vu de cette situation dramatique, je viens de proposer, notamment dans un appel à la France, la constitution d'un tribunal pour juger les criminels de guerre indonésiens.

JOSÉ RAMOS HORTA

**– Le gouvernement indonésien a-t-il les moyens de mettre fin aux exactions ?**

– Le président Habibie, qui a donné des assurances à l'ONU que la violence va s'arrêter et a accepté le verdict du référendum en faveur de l'indépendance, n'a plus le pouvoir de contrôler l'armée. Aujourd'hui, l'armée a les pleins pouvoirs. Elle a non seulement échappé au contrôle du président mais aussi à celui de son chef d'état-major et ministre de la défense, le général Wiranto. J'en veux pour preuve que lorsque celui-ci s'est rendu à Dili, dimanche, il n'a même pas pu sortir de l'aéroport !

**– Comment un tel désastre aurait-il pu être évité ?**

– Il aurait fallu que l'ONU dépêche sur place une vraie force armée. Aujourd'hui, la communauté internationale a le droit d'intervenir unilatéralement. L'Australie et la Nouvelle-zélande ont évolué dans leurs positions et sont prêts à l'envoi d'une force de paix. Cela sera pour eux une tâche facile. Pendant la deuxième guerre mondiale, quatre cents commandos australiens ont tenu tête à trente mille soldats japonais avec l'appui de la population locale. Les Indonésiens, eux, ont comme seule expérience la répression contre la population locale. Ils ne feront pas le poids face aux soldats d'une force multinationale. Quant à la population locale, elle sera là pour les soutenir. Les Indonésiens ne peuvent tout de même pas évacuer huit cent mille personnes...

**– Croyez-vous aux rumeurs de partition du Timor-Oriental, les Indonésiens essayant de grignoter un maximum du territoire, à l'ouest, pour le rattacher à la partie occidentale de l'île, qui appartient à l'Indonésie ?**

– C'est une perspective qui ne pourra jamais être acceptée par la communauté internationale. C'est un mythe de penser que la population timoraise qui habite le long de la frontière avec la partie occidentale du Timor est hostile à l'indépendance. Au contraire, les gens sont férocement hostiles à la colonisation du pays par l'Indonésie.

**– Mais comment assurer la sécurité d'un Timor-Oriental indépendant, les militaires indonésiens pouvant utiliser le Timor occidental comme base arrière pour mener des actions armées contre votre pays ?**

– Il faut qu'une force de l'ONU reste au Timor-Oriental pendant une période de transition de trois ans. Les militaires indonésiens partis, il n'y aura plus de problèmes de sécurité pour nous. Si les militaires indonésiens pensent utiliser le Timor occidental comme base arrière, nous aurons les moyens diplomatiques de protéger notre pays. »

***Propos recueillis par Bruno Philip***

# La Chine « pour le dialogue », mais critique envers Djakarta

**PÉKIN**
*de notre correspondant*

La Chine s'opposerait-elle à l'envoi d'une force internationale de maintien de la paix au Timor-Oriental ? La posture traditionnelle de la diplomatie de Pékin – primauté de la souveraineté des Etats et rejet de toute forme d'ingérence – pourrait le laisser penser. Comme pourraient le faire penser les déclarations du président Jiang Zemin, arrivé, mercredi 8 septembre, à Canberra : *« Je comprends les préoccupations de l'Australie concernant la situation au Timor-Oriental. Mais je crois que, comme il y a beaucoup de points chauds dans le monde, ces points chauds devraient être réglés par la négociation pacifique et le dialogue »*, a déclaré le président chinois.

Toutefois, l'attitude chinoise dans cette affaire est nuancée, voire assez proche des analyses occidentales, et en tout cas différente du cas du Kosovo. Après avoir *« pris note »* des résultats du référendum – organisé dans des conditions jugées *« équitables »* par Pékin –, le ministère des affaires étrangères a indiqué que la Chine *« étudiait »* les propositions d'envoi d'une force internationale.

Dans l'esprit des Chinois, la différence entre le Timor-Oriental et le Kosovo tient au rôle des Nations unies, actives dans le premier cas, court-circuitées dans le second. Pékin entend opposer aux Etats-Unis un contre-feu encourageant la « multipolarité » sur la scène internationale, ambition qui passe à ses yeux par l'affirmation des autres puissances (la Russie, l'Europe) mais aussi, et surtout, de l'ONU – où Pékin dispose d'un droit de veto en tant que membre permanent du Conseil de sécurité. Cette ligne pro-ONU a déjà conduit la Chine a soutenir des missions de maintien de la paix dans la mesure où celles-ci sont assorties d'une double condition : l'agrément de l'Etat intéressé et la limitation du recours à la force.

Toutefois, cette rhétorique onusienne a ses limites. Deux précédents – au Guatémala et en Macédoine – ont illustré l'hypocrisie dans les beaux principes affichés par la diplomatie chinoise dès que Taïwan apparaît, même très lointain, à l'horizon. Qu'importe si les deux questions n'ont aucun rapport ! La Chine n'hésite pas, alors, à torpiller sans scrupules des missions si l'Etat intéressé entretient des relations avec Taïpeh. En pareil cas, le veto chinois est automatique.

Dans l'affaire timoraise, ce paramètre taïwanais n'a pas interféré dans l'attitude chinoise. La Chine n'a rien trouvé à redire au bien-fondé du référendum au Timor-Oriental, alors qu'elle refuse le même droit à l'autodétermination à la population taïwanaise. Elle a sèchement fait savoir que les deux dossiers sont de *« nature différente »*, mais sans expliquer pourquoi.

### COMMENTAIRES DÉSOBLIGEANTS

On peut donc penser que Pékin agira dans la crise timoraise au diapason de la communauté internationale dans la stricte mesure où l'aval de Djakarta serait acquis. Mais, contrairement à son attitude bienveillante, voire complice, à l'égard de Belgrade, la Chine ne témoignera pas de tendresse particulière à l'endroit du gouvernement indonésien. Déjà, la presse officielle donne le ton. Alors qu'elle avait passé sous silence les exactions serbes au Kosovo, elle n'est pas avare de détails sur les violences des milices pro-Djakarta à Dili. Les dépêches de l'agence Chine Nouvelle soulignent avec insistance la responsabilité de l'armée indonésienne, qui *« autorise, et peut-être même encourage, les gangs pro-Djakarta dans leurs sanglantes mises à sac »*. Resituant le contexte historique, la même agence évoque *« l'invasion »* de Timor par l'Indonésie en 1975, précisant, que depuis le début des années 90, *« les milices, agissant sous les ordres d'officiels haut placés à Djakarta, ont été utilisées pour terroriser la capitale, Dili »*.

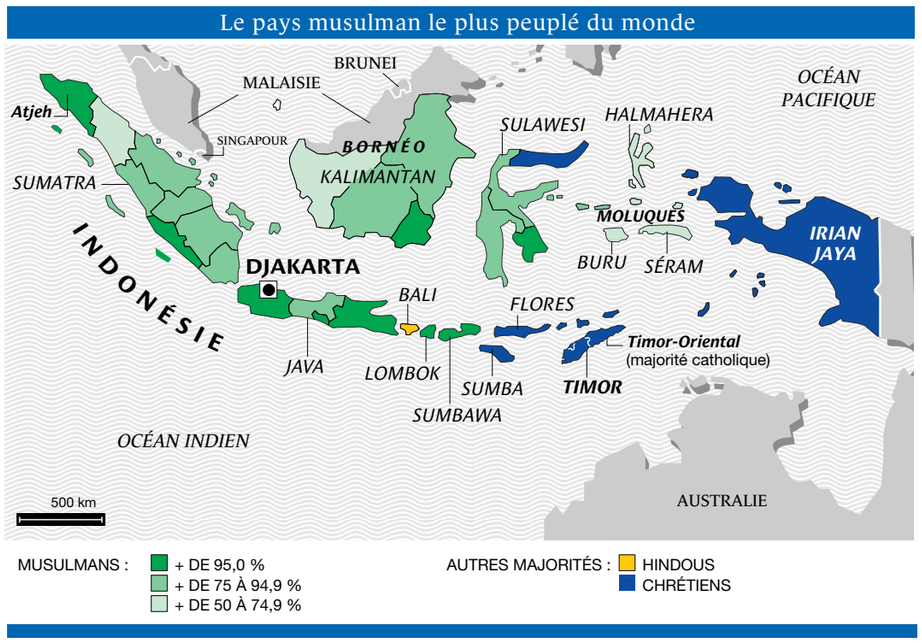
Comment expliquer que les médias chinois, d'ordinaire soucieux de ne pas *« s'ingérer »* dans les affaires intérieures d'un autre Etat, se répandent en commentaires aussi désobligeants ? Pékin a certes un vieux contentieux historique avec Djakarta, notamment depuis la farouche répression anti-communiste de 1965 et les pogroms anti-Chinois qui ont suivi. Pourtant, Pékin paraissait avoir tourné la page de ces événements tragiques, privilégiant, de nos jours, la solidarité entre pouvoirs établis.

Plus vraisemblablement, le gouvernement de Pékin fait aujourd'hui payer à Djakarta une complicité supposée avec les auteurs d'exactions qui ont frappé, en 1998, les Indonésiens d'origine chinoise, dans une impunité qui avait ému nombre de *« patriotes »* en Chine. A moins que Pékin se soit rallié à un scénario plus machiavélique : encourager *de facto*, et surtout sans l'avouer officiellement, l'affaiblissement de la populeuse Indonésie, le plus gros contrepoids à l'influence chinoise en en Asie du Sud-Est.

***Frédéric Bobin***

LeMonde Job: WMQ0909--0003-0 WAS LMQ0909-3 Op.: XX Rev.: 08-09-99 T.: 10:59 S.: 111,06-Cmp.:08,11, Base : LMQPAG 57Fap:100 N°:0529 Lcp:700 CMYK






# Entre 6 000 et 7 000 soldats nécessaires pour une opération de paix internationale

**DJAKARTA**
*de notre envoyé spécial*

Même s'il n'est toujours pas question d'intervenir au Timor-Oriental sans le consentement de Djakarta, les préparatifs pour former, si nécessaire, une force multinationale de paix sont avancés. John Moore, ministre australien de la défense, a estimé à six mille ou sept mille soldats les effectifs nécessaires à un contingent de paix.

Après avoir placé des unités en état d'alerte, l'Australie, qui en assurerait le commandement, s'est déjà engagée à fournir dans un premier temps deux mille hommes, dont le déploiement prendrait de un à trois jours, et jusqu'à quatre mille par la suite. La Nouvelle-Zélande a placé des bataillons en état d'attente. Les Philippines et la Thaïlande ont offert d'y participer, de même que le Canada et le Royaume-Uni, dont un navire de guerre croise déjà au large du Timor-Oriental. Les Néo-Zélandais ont, de leur côté, dépêché une frégate et les Australiens un catamaran ultra-rapide de transport de troupes.

John Howard, le premier ministre de Canberra, s'est déclaré *« assuré »* d'obtenir *« au moins un soutien logistique américain »*, Washington ne souhaitant pas envoyer des troupes. Il a ajouté que l'ONU entendait jouer *« un rôle très actif dans la mise en place d'une force internationale de maintien de la paix si les Indonésiens n'y parviennent pas tout seuls »*. De son côté, Max Bradford, ministre néo-zélandais de la défense, a espéré que la frégate que sa marine dépêche déjà sur place s'intégrerait dans une force navale internationale *« considérable »*.

La réalisation de cette intervention dépend, toutefois, de l'accord de Djakarta, où une délégation du Conseil de sécurité de l'ONU est arrivée mercredi pour négocier avec les Indonésiens l'application de l'accord international du 5 mai sur Timor-Oriental et, s'il le faut, la relève du commandement indonésien sur place par une force internationale.

Avant de participer à une conférence internationale sur le Timor-Oriental qui s'ouvre mercredi soir à Auckland, Madeleine Albright, secrétaire d'Etat américain, a réitéré que l'Indonésie doit *« résoudre le problème, faute de quoi il est essentiel qu'elle autorise la communauté internationale à s'en charger »*. L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, dont l'Indonésie est membre, a toutefois fait savoir qu'elle ne participerait pas à cette réunion.

Les appels en faveur d'une intervention internationale viennent, désormais, de différents horizons. Nicole Fontaine, présidente du Parlement européen, s'est notamment prononcée pour. Mais Peter Van Walsum, président en exercice du Conseil de sécurité de l'ONU, a reconnu, mardi, que les Nations unies *« pataugent »* et que l'éventualité d'une option militaire internationale demeure *« très mince »*. Un *« changement de position »* indonésien est un préalable indispensable, a-t-il dit.

La délégation du Conseil de sécurité à Djakarta devrait tenter d'obtenir un feu vert indonésien, une ambition à laquelle s'opposent encore catégoriquement les militaires.

***J.-C. P.***

## *L'ONU enquête sur un éventuel massacre dans une église*

**Les Nations unies ont annoncé, mercredi 8 septembre, qu'elles enquêtaient sur des informations non confirmées relatives au massacre d'une centaine de personnes par des miliciens dans une église du Timor-Oriental. *« Nous disposons d'informations non confirmées selon lesquelles un grand nombre de personnes ont été tuées, nous avons entendu parler de jusqu'à cent personnes tuées autour de l'église de Suai, mais nous n'avons pu le confirmer, nous poursuivons notre enquête »*, a déclaré David Wimhurst, porte-parole de l'ONU. Maria Bernardino, une Timoraise de l'Est a dit avoir appris d'un ami qui a fui de Dili à Kupang que des miliciens avaient attaqué mardi une église de Suai, à 95 km au sud de Dili, la capitale, et y avaient tué une quarantaine de personnes.**

# L'Eglise catholique, porte-parole d'un peuple martyr

**DES ÉGLISES** saccagées ou incendiées, des militants tués, des prêtres molestés, Mgr Belo en fuite : les catholiques timorais – 90 % de la population contre 32 % au moment de l'annexion en 1975 – paient un lourd tribut à leur engagement, déjà ancien, en faveur de l'autodétermination de l'ancienne colonie portugaise.

La popularité de l'Eglise, les attaques qu'elle subit de Djakarta, les contorsions diplomatiques auxquelles elle a longtemps contraint le Vatican remontent aux lendemains des massacres de 1976-1977. Depuis, elle s'est imposée comme la principale force d'opposition organisée, comme le symbole des souffrances d'un peuple martyr et le porte-parole de ses aspirations.

Jusqu'en 1975, l'Eglise timoraise est identifiée au « colon » portugais, à un pouvoir étranger aux besoins vitaux du pays. La nomination en 1977 d'un Timorais, Mgr Martinho da Costa Lopes, comme évêque du territoire, sert de déclic à l'affirmation d'une identité religieuse, et bientôt politique, du Timor-Oriental. Ses protestations répétées contre les violations des droits de l'homme mettent les autorités indonésiennes en furie. Mgr da Costa Lopes devient la cible des calomnies et des intimidations. Il est accusé de complicité avec les rebelles du Fretilin. Les pressions se multiplient au Vatican contre lui. Mais, nommé en 1988, son successeur, Mgr Carlos Ximenes Belo, le futur Prix Nobel de la paix, garde le même cap.

### « RÉSISTANCE PASSIVE »

Le nombre de fidèles triple en quinze ans. Dans le climat de terreur qui menace tout suspect de communisme, l'identité catholique sert de refuge. Mais l'assistance de ses réseaux sociaux et la résistance encouragée par l'épiscopat valent aussi à l'Eglise de nombreuses conversions. Elle protège les victimes de la répression, appelle au dialogue, prend en charge des services d'éducation et de soins, défend l'identité culturelle, se bat contre l'islamisation et l'imposition de la langue indonésienne. Mgr Belo alerte l'ONU, le Vatican, la communauté internationale, mais après le massacre de Santa-Cruz, à Noël 1991, il témoigne en ces termes de l'isolement du pays : *« Nous continuons de mourir en tant que nation. Nous vivons dans la peur. Nous souffrons, nous haïssons, nous pleurons et nous perdons espoir. »*

Le régime indonésien manie successivement la carotte et le bâton. Au début des années 90, le général Suharto fait élever une croix, haute de vingt-cinq mètres, dans le port de Dili, la capitale. Mais, au même moment, les autorités de Djakarta interdisent l'entrée des missionnaires chrétiens étrangers, envoient à Timor des contingents militaires composés de Javanais musulmans.

Les offices religieux ont lieu sous le contrôle d'hommes armés et des incidents perturbent régulièrement les cérémonies. Le régime encourage les musulmans indonésiens à s'établir dans le territoire (*« transmigration »*), fait construire des mosquées dans les quartiers où se dressent des chapelles et des églises.

La population musulmane de Timor est de 10 % environ, de 20 % à Dili. Mais c'est elle qui contrôle les affaires, l'administration, accède aux emplois dans les hôpitaux et autres services publics, alors que les Timorais de souche souffrent de discriminations. La plupart des enseignants sont indonésiens et musulmans, y compris dans les écoles catholiques. Les efforts du régime pour islamiser le pays se heurtent toutefois à une *« résistance passive »*, souligne la commission Justice et paix d'Australie, dans un document publié en France dans *Eglises d'Asie* (novembre 1992) : *« Quand les Indonésiens disent à un homme jamais sorti de sa tribu que, comme musulman, il aura le droit d'avoir plusieurs femmes, il est d'abord intéressé. Mais il ne veut plus rien entendre quand il apprend que les musulmans n'ont pas le droit de manger du porc, le plat coutumier favori à Timor. »*

Le désir du Vatican de ménager l'Indonésie, géant de l'islam, a longtemps contrarié les militants indépendantistes timorais. Ceux-ci comparent leur situation à celle des catholiques polonais sous le joug soviétique et ne comprennent pas pourquoi le pape condamne plus énergiquement les régimes marxistes que les régimes militaires en Amérique latine ou en Asie.

Bien sûr, Rome n'a jamais reconnu l'annexion du pays par l'Indonésie et a toujours défendu la spécificité de Timor. De même, pour préserver leur indépendance par rapport à Djakarta, nomme-t-il des « administrateurs apostoliques » dépendant de lui, et non des évêques appelés à rejoindre la conférence épiscopale indonésienne.

### LES PRUDENCES DIPLOMATIQUES DU VATICAN

Mais les prudences diplomatiques du Vatican sont mal perçues par la population catholique. Mgr Belo est tancé par le nonce à Djakarta quand, en mars 1989, il écrit au secrétaire général des Nations unies pour réclamer déjà un référendum d'autodétermination. La même année, en octobre, la visite du pape à Timor, au cours d'un voyage en Indonésie, est récupérée par le régime Suharto. En pleine messe, des militants indépendantistes brandissent des croix et des portraits de militants tués ou disparus. Au cours de son homélie, s'il invoque bien le respect des droits de la population timoraise, le pape insiste surtout sur le *« pardon des ennemis »* contenu dans le message du Christ.

Depuis, des missions à Dili, comme celle du cardinal français Roger Etchegaray (*« aucune matraque ne réussira à étouffer la quête et le requête fébrile d'une identité timoraise »*, écrit-il dans *Le Monde* du 22 mars 1996), ainsi qu'une solidarité de plus en plus marquée des évêques indonésiens eux-mêmes ont sorti les catholiques timorais – sans parler du prix Nobel de la paix attribué à Mgr Belo – de leur isolement international.

***Henri Tincq***

# La grande peur d'une balkanisation du plus grand archipel du monde

**L'INDONÉSIE** est plus un concept qu'une nation. Lors de l'indépendance de 1945, après le départ des Hollandais, la nouvelle République se glisse dans les frontières héritées de l'époque coloniale. Le défi est à la mesure de la démesure : le plus grand archipel du monde, avec ses 17 508 îles (dont 6 000 sont habitées), s'égrenne d'est en ouest sur 5 000 kilomètres et, avec plus de 200 millions d'habitants aujourd'hui, reste le pays à majorité musulmane le plus peuplé de la planète.

**ANALYSE**

L'armée indonésienne s'est toujours voulue le garant de l'unité nationale

L'extrême fragmentation de l'archipel, sa diversité culturelle, ethnique, linguistique, religieuse, et son histoire depuis la proclamation de l'indépendance expliquent, en partie, la fureur qui s'est emparée de l'armée sur le dossier du Timor-Oriental. Quand, en début d'année, le président B. J. Habibie surprend tout le monde en annonçant que l'Indonésie n'est plus hostile à l'indépendance de la « 27e province », certains, à Djakarta, redoutent immédiatement les conséquences d'un tel précédent. L'ancienne colonie portugaise a beau avoir été envahie en 1975 au mépris du droit international et des condamnations de l'ONU, qui refuse de reconnaître son annexion par Djakarta l'année suivante, la sécession du territoire est lourde de menaces. Même si le Timor-Oriental était devenu depuis longtemps pour l'Indonésie un embarrassant « boulet» diplomatique. La chute de Suharto, acculé à la démission après les manifestations de mai 1998, force le pays à l'ouverture mais porte en germe des perspectives de fragilisation. L'économie est en ruine, le taux de chômage atteint des records, et dans différentes régions les revendications identitaires longtemps étouffées par des années de régime militaire commencent à s'exprimer plus ouvertement dans le vide créé par le départ de Suharto.

A Atjeh, dans l'île de Sumatra, où s'est développé un mouvement indépendantiste emmené par des islamistes nostalgiques de l'ancien sultanat, les troubles redoublent de violence, et la répression de l'armée est féroce. Dans la lointaine et primitive Irian Jaya, à l'extrémité orientale de l'archipel, les Papous s'agitent dans ce territoire récupéré par l'Indonésie en 1963. Sans parler des sanglants heurts intercommunautaires qui auront lieu plus tard entre les chrétiens et les musulmans, notamment aux îles Moluques, et entre tribus locales et migrants, à Bornéo. Dans un tel contexte, l'armée indonésienne craint que laisser aux Timorais de l'Est la perspective de l'indépendance n'entraîne le pays tout entier dans un dangereux processus de balkanisation.

### L'OBSESSION DE L'UNITÉ

L'ère de l'« ordre nouveau » du général-président Suharto, au pouvoir durant trente-deux ans, fut placée sous le signe de l'armée : celle-ci est non seulement chargée de maintenir l'ordre mais aussi de jouer un rôle direct dans les affaires de l'Etat : la mise en place d'un système politique qu'elle contrôle s'articulait ainsi avec l'élaboration d'un système répressif chargé de briser toute manifestation d'opposition. Comme le dit un expert australien, *« depuis la fondation du pays, l'armée s'est constamment perçue comme étant le garant de l'unité nationale »*.

*« Unité dans la diversité »*, la devise de l'Indonésie moderne recouvre bien cette volonté de résoudre le paradoxe géographique et culturel d'un archipel de tous les dangers. Auquel fait écho le slogan d'*« un pays, un peuple, une langue »* dont cette République se sert en y voyant la promesse d'un ciment national. L'obsession de l'unité des pères fondateurs révèle ainsi, en creux, les craintes qui participent de la même logique en cours à New Delhi ou à Pékin à propos du Cachemire et du Tibet : perdre ces régions au profit des séparatistes serait remettre en cause le concept global de l'Union indienne ou de la République populaire de Chine.

Le président Suharto élabora son idéologie de l'« ordre nouveau », une expression aux accents orwelliens, autour de cinq principes qui eurent quasiment valeur de tables de la loi de l'Indonésie : le *Pantjasila* recommandait la croyance en un Dieu unique, exaltait les vertus du nationalisme, du sens de l'humanité, de la démocratie et de la justice sociale. Ce n'était certes là que l'habillage idéologique de l'idée toute personnelle que le général se faisait de la démocratie. Mais l'imposition de ces principes montrait bien le souci de jeter les bases d'une philosophie unitaire au nom de la cohérence de la plus populeuse des terres de l'islam. Avec pour but avéré de marginaliser les musulmans orthodoxes et, à l'époque, de constituer un rempart contre le *« péril rouge »* envahissant l'Asie.

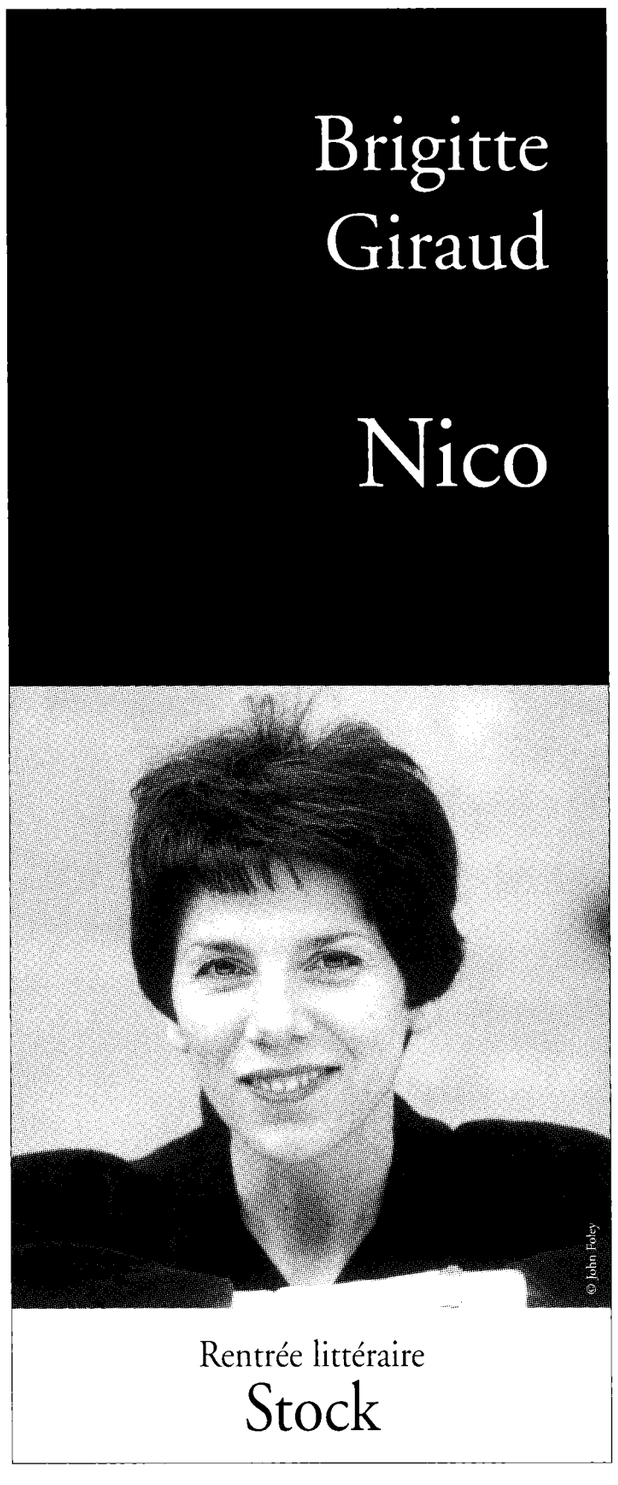
Ce qui n'a pas empêché en son temps le vieux président d'ostensiblement jouer la carte musulmane, là aussi pour empêcher que ne se constitue un mouvement par trop conservateur, menaçant, à terme, l'unité du pays. Ce qui, certes, ne concernait pas un Timor-Oriental à l'écrasante majorité catholique... On en est là aujourd'hui, en ces temps de crise économique, de remise en question identitaire et de perspectives de déstabilisation. Une Indonésie qui se cherche, revendique ses particularismes, rêve de revanche contre les affidés corrompus du clan Suharto et souhaite, dans son ensemble, une plus juste répartition des richesses et une plus grande décentralisation.

### NOUVELLE DONNE

La nouvelle donne indonésienne a été symbolisée par l'arrivée au pouvoir du président Habibie, dauphin de Suharto mais qui, rapidement, voulut se distancier et se distinguer de son prédécesseur. Pourtant, en promettant la *reformasi*, c'est-à-dire des réformes politiques aux contours flous, le nouveau chef de l'Etat, dont le parti vient de perdre les dernières élections législatives, a déclenché, depuis un an, un processus difficile à maîtriser.

Si, comme l'attestent aujourd'hui certains documents, la répression en cours au Timor-Oriental a été planifiée de longue date par l'armée – ou par une faction de celle-ci –, il s'agit donc bien là du sursaut d'exaspération de militaires dont la violence est à la mesure de leur sentiment d'insécurité face à un archipel plus éclaté que jamais.

***Bruno Philip***



LeMonde Job: WMQ0909--0004-0 WAS LMQ0909-4 Op.: XX Rev.: 08-09-99 T.: 10:37 S.: 111,06-Cmp.:08,11, Base : LMQPAG 57Fap:100 N°:0530 Lcp:700 CMYK



# Le chancelier Schröder s'efforce de réorganiser le SPD après ses échecs électoraux

## Franz Müntefering retrouve la fonction de secrétaire général du Parti social-démocrate

**Franz Müntefering, l'homme qui a organisé avec succès la campagne électorale social-démocrate en 1998, quitte le gouvernement pour reprendre en main l'appareil du SPD à Berlin. Il retrouve la fonction de secrétaire général qu'a occupé après lui le Sarrois Ottmar Schreiner, un proche de M. Lafontaine, qui a démissionné. Sa mission est de discipliner le parti et d'améliorer la coordination avec la chancellerie.**

**BERLIN**
*de notre correspondant*

A cinquante-neuf ans, Franz Müntefering fait figure d'homme providentiel pour sortir le SPD de l'ornière. Après l'échec des sociaux démocrates aux élections régionales de Sarre et du Brandebourg, le ministre des transports du chancelier Schröder a accepté de prendre à nouveau en main l'appareil du parti à la place du Sarrois Ottmar Schreiner, un proche d'Oskar Lafontaine, qui lui avait succédé après les législatives de 1998, comme secrétaire général.

Ce catholique aimable et discret, ancien vendeur dans l'industrie métallurgique, préside la plus grosse fédération social-démocrate d'Allemagne, celle de Rhénanie du Nord-Westphalie. Homme d'organisation, il avait évité de choisir entre Oskar Lafontaine et Gerhard Schröder pendant la campagne électorale de 1998. Il revient pour transformer le SPD en un parti de gouvernement. L'homme ne passe pas pour un théoricien, mais pour un pragmatique. *« Je ne suis pas ici pour annoncer un nouveau programme »*, a-t-il expliqué mardi 7 septembre. Son objectif est d'apprendre au SPD l'école du réalisme. *« Tant qu'on est dans l'opposition, on ne va pas jusqu'à la dernière vérité »*, a estimé M. Müntefering.

### PRÉPARER 2002

La mission de M. Müntefering est avant tout de discipliner le parti en prévision des législatives de 2002. Cette remise en ordre passe par une coordination entre la chancellerie, le groupe parlementaire SPD, la direction du parti à Berlin et ses structures dans les Länder. M. Müntefering, qui a indiqué vouloir entretenir avec le chancelier un rapport *« totalement loyal et plein de confiance »*, est censé animer cette coordination. Le nouveau secrétaire général doit faire comprendre aux militants que le centre du pouvoir n'est plus le parti, mais la chancellerie. Avec le ministre de la défense Rudolf Scharping, chargé de la révision du programme du parti qui doit être débattue lors du congrès convoqué en décembre, et le ministre des finances Hans Eichel qui doit imposer son programme d'économies, il fait partie des trois hommes avec lesquels Gerhard Schröder compte diriger l'Allemagne.

M. Müntefering doit tenir les troupes du SPD, qui n'ont jamais beaucoup aimé Gerhard Schröder. Dorénavant, le parti est censé parler d'une seule voix, au maximum deux, celles de son président, M. Schröder, et de son secrétaire général. Son arrivée doit aider le SPD a devenir, un peu comme le Parti chrétien-démocrate (CDU) du temps d'Helmut Kohl, une *« association pour le chancelier »*. Mais cet objectif, qui se heurte à la culture et à la tradition du SPD, ne doit pas être poussé trop loin, comme à la CDU où l'autoritarisme de Helmut Kohl avait fini par anesthésier le débat.

M. Müntefering, qui a la réputation de savoir parler aux militants, là où Gerhard Schröder peut être cassant, va devoir renouer les liens avec les troupes. Sinon, la modernisation que Gerhard Schröder essaie d'imposer par le haut sera un échec, note un observateur de l'opposition. La restructuration du parti sera une œuvre de longue haleine. Le chancelier avait annoncé de grandes réformes, sans parvenir à s'imposer totalement. M. Schröder a annoncé lundi que M. Müntefering aurait des compétences élargies, mais aucun changement officiel n'a été décidé. Il devra compter sur son propre charisme et le soutien du chancelier pour conquérir un pouvoir à sa mesure et transformer le parti sans toucher officiellement aux structures. Du moins pour l'instant.

***Ar. Le.***

# Madrid tente de débloquer la paix au Pays basque

## Le gouvernement Aznar fait un geste en direction de l'ETA en acceptant de transférer cent cinq détenus

**MADRID**
*correspondance*

Près de douze mois après l'annonce de la trêve illimitée de l'ETA, les négociations avec l'organisation basque armée ne se présentent pas sous leur meilleur jour. Elles sont même au point mort, sauf à considérer comme un développement prometteur la décision du gouvernement Aznar, annoncée mardi 7 septembre, de transférer 105 détenus de l'organisation séparatiste basque ETA dans des prisons proches du Pays basque (nord). Il s'agit, en effet, de la plus importante initiative de ce genre depuis l'annonce d'une trêve illimitée de l'ETA, le 16 septembre 1998. Le gouvernement va aussi accorder un régime de semi-liberté à cinq autres détenus de l'organisation armée.

Les détenus *« etarras »* qui feront l'objet d'un transfert seront placés dans les centres pénitenciers les plus proches de leurs lieux d'origine : vingt-quatre iront dans des prisons basques, les autres dans des lieux de détention proches de celui-ci (Navarre, Castille-León, Aragón). Le regroupement au Pays basque des détenus de l'organisation armée (quelque 410), dispersés actuellement à travers toute l'Espagne, comme le veut une politique adoptée au milieu des années 80, constitue l'une des principales revendications des indépendantistes basques, lesquels réclament également, outre, bien sûr, l'indépendance de cette région, un assouplissement de la politique pénitentiaire du gouvernement central.

Le gouvernement a voulu *« faire un pas de plus »* en faveur de la recherche de la paix, a souligné le ministre de l'intérieur, Jaime Major Oreja. Ce geste de bonne volonté sera-t-il suffisant ? Le chef du gouvernement espagnol, José Maria Aznar, l'a reconnu à la fin du mois d'août : le processus de paix est largement bloqué. Après la première rencontre au mois de mai, en Suisse, des représentants de l'exécutif avec des dirigeants de l'ETA, tout le monde s'attendait à un deuxième contact pour cet été. Mais ce rendez-vous n'a jamais eu lieu et rien n'indique qu'il soit possible au cours des prochaines semaines.

A quelques jours du premier anniversaire de la trêve décrétée par l'armée séparatiste basque le 16 septembre, les deux parties se rejettent mutuellement la responsabilité du blocage. Pour le gouvernement espagnol, la faute en revient à l'ETA et à Herri Batasuna (HB), son bras politique. Les portes ne sont cependant pas complètement refermées, puisque José Maria Aznar reste en principe disposé à poursuivre ces rencontres, comme en témoigne son initiative en faveur des prisonniers basques.

Confirmant dans un communiqué la rupture de communication avec Madrid, l'organisation séparatiste armée a critiqué le manque de discrétion de son interlocuteur, tout en l'invitant à reprendre le chemin de la discussion. Le blocage actuel du processus de paix n'est peut-être en effet que passager. Au Pays basque, certains estiment que l'évolution de la situation serait même assez logique. L'annonce de la trêve du 16 septembre a entraîné d'importants et profonds changements dans le monde nationaliste radical. Après trente ans de terrorisme, il s'agirait désormais de les *« digérer, de les normaliser »*. Les tensions actuelles entre le Parti nationaliste basque (PNV, modéré) et l'ETA et ses partisans compliquent en outre la situation. Au vu du dernier communiqué de l'organisation séparatiste basque dans lequel elle critique durement l'attitude du PNV, les divergences augmentent. Les nationalistes radicaux rendent le PNV en partie responsable du blocage actuel, même si celui-ci est soutenu au Parlement basque par Herri Batasuna.

**L'ETA cherche désormais à faire pression sur les nationalistes modérés pour qu'ils collaborent tous avec Herri Batasuna**

L'ETA place le PNV dans une position délicate. Non seulement elle cherche à faire pression sur lui pour le rallier totalement à ses positions, mais elle rejette sur ses épaules la responsabilité de la continuité de la trêve. Un forcing que le PNV a logiquement très mal accepté. Cette crispation s'explique par les résultats des élections municipales du 13 juin. Le Parti nationaliste basque a en effet perdu des voix au profit de Euskal Herritarrok (EH, version électorale de Herri Batasuna) et du Parti populaire (parti du gouvernement espagnol). D'où son inquiétude croissante devant sa perte de pouvoir et sa réticence à laisser Euskal Herritarrok rentrer de plain-pied dans les institutions basques.

Certaines attitudes et déclarations n'ont pas arrangé les choses. Ainsi de l'épisode hautement symbolique des drapeaux lors des fêtes de Bilbao : les nationalistes radicaux avaient sommé le maire (PNV) de la ville d'enlever le drapeau espagnol. L'ETA cherche donc clairement à mettre la pression sur une frange du Parti nationaliste basque plus récalcitrante à l'idée de collaborer avec Herri Batasuna. L'avertissement de l'ETA se produit en outre quelques semaines avant la réunion de l'Assemblée des municipalités basques, qui doit se tenir à Bilbao, le 18 septembre.

Constitué en février par huit cents élus locaux, ce regroupement, censé représenter tous les Basques, tant du côté espagnol que français, représente en fait pour l'ETA *« la première institution nationale basque »*. Celle-ci, selon les objectifs des nationalistes radicaux, servirait à *« constituer ensuite un Parlement national »* et rédiger *« une Constitution pour Euskal Herria »* (Pays basque), autrement dit pour remplacer peu à peu les institutions actuelles. Le PNV, qui participe pourtant à cette Assemblée de municipalités basques, ne cache pas qu'il n'apprécie pas beaucoup cette initiative, essentielle aux yeux de l'ETA. Le 18 septembre sera donc une date-clé pour l'ETA, afin de déterminer la position exacte des nationalistes modérés. Mais aussi un moment critique, quelques mois avant les élections législatives espagnoles, qui se dérouleront probablement en avril. Jusque-là, il est peu probable que de grandes avancées se produisent dans le processus de paix. – *(Intérim.)*

# *Un ministre du Bavarois Edmund Stoiber refuse de démissionner*

**BERLIN**
*de notre correspondant*

Que faire quand un de ses ministres refuse de démissionner ? C'est le casse-tête auquel s'est heurté le ministre-président de Bavière Edmund Stoiber, qui a exigé, samedi 4 septembre, la démission de son ministre de la justice, Alfred Sauter, impliqué dans la déroute financière de la société bavaroise de logement et de promotion immobilière parapublique Landeswohnungs und Städtebaugesellschaft (LWS). Mais M. Sauter a refusé de quitter ses fonctions, arguant qu'il fallait un vote du Parlement régional pour confirmer son limogeage, ce qui est juridiquement exact.

M. Stoiber a beau avoir remis, lundi 6 septembre, son congé à son ministre, celui-ci s'est imposé mardi au conseil des ministres, puis à la conférence de presse qui a suivi, devant toute l'Allemagne médusée. Pour que le récalcitrant soit démis de ses fonctions, le ministre-président devra attendre lundi 13 septembre une session exceptionnelle du Parlement de Bavière, où son parti, l'Union chrétienne-sociale (CSU) de Bavière, dispose de la majorité absolue.

A l'origine du scandale, la débâcle de LWS, qui a perdu 386 millions de deutschemarks entre 1994 et 1998 dans des projets immobiliers hasardeux, en particulier dans l'ex-RDA, frappée ces dernières années par une violente récession dans le bâtiment. Secrétaire d'Etat au ministère de l'intérieur bavarois de 1993 à 1998, M. Sauter fut à ce titre président du conseil de surveillance de LWS. Il passe pour l'un des principaux responsable du défaut de surveillance et de contrôle sur les activités de LWS, dénoncé par la cour des comptes bavaroises. Il n'existe en revanche pas de reproche d'enrichissement personnel ou de détournements de fonds.

### RÉSISTANCE INATTENDUE

La résistance de M. Sauter est du jamais-vu, en particulier au sein de l'autoritaire CSU. L'ancien ministre de la justice estime qu'il ne veut pas porter le chapeau. Il rappelle que c'est M. Stoiber, alors ministre de l'intérieur, qui s'est battu en 1991 contre le ministère bavarois des finances pour que LWS se lance dans la promotion immobilière.

*« Si on n'avait pas décidé en 1991 de se lancer dans la promotion immobilière, il n'aurait pas été possible de se retrouver dans la misère dans laquelle nous sommes »*, a accusé M. Sauter. M. Stoiber a défendu, mardi 7 septembre, son choix de 1991, expliquant qu'à l'époque l'Allemagne connaissait un manque cruel de logements, juste après la réunification, mais a rejeté toute responsabilité dans les pertes qui sont intervenues après. Cette affaire gêne l'homme fort de Bavière, l'un des trois candidats possibles de la droite allemande pour les élections à la chancellerie en 2002. Elle ternit l'image de bon gestionnaire volontiers donneur de leçons du ministre-président et apporte un démenti à l'image « libérale » que veut se donner la Bavière, alors que l'Etat passe son temps à intervenir dans l'économie : LWS est contrôlé – et détenu indirectement – par le Land de Bavière.

Maître en communication, M. Stoiber avait décidé de sacrifier son ministre samedi 4 juin, après que celui-ci eut déclaré dans un entretien à l'hebdomadaire *Focus* qu'il ne démissionnerait pas, même si M. Stoiber le lui demandait.

Le pacte de confiance était rompu, faisait savoir la chancellerie. Bien que l'entourage de la chancellerie bavaroise s'en défende, tout a été fait pour éviter une trop grande médiatisation : le limogeage du ministre devait être éclipsé par la défaite programmée des sociaux-démocrates, le dimanche, en Sarre et dans le Brandebourg. Mais M. Sauter ne l'a pas entendu ainsi, sa résistance inattendue empêchant M. Stoiber de faire son ménage discrètement.

***Arnaud Leparmentier***

# La Commission Prodi est assurée d'obtenir l'investiture du Parlement européen

## Les auditions des commissaires ont révélé une équipe soucieuse de corriger les erreurs du passé

**BRUXELLES (Union européenne)**
*de notre correspondant*

Commencées le 31 août, les auditions des commissaires européens par les commissions compétentes du Parlement de Strasbourg se sont achevées, mardi 7 septembre, à la satisfaction des deux parties. *« Réunion très positive, très constructive »*, estimait Romano Prodi, le président de la Commission, désormais assuré d'obtenir l'investiture pour son équipe lors du vote qui interviendra le 15 septembre à Strasbourg.

*« Une procédure qui s'est déroulée de façon assez exemplaire »*, a commenté pour sa part Nicole Fontaine, la présidente du Parlement qui, compte tenu des engagements pris par M. Prodi, pouvait se féliciter de voir son institution s'assurer une meilleure emprise sur la Commission.

### EXAMEN RÉUSSI

*« Ni simple formalité ni chasse aux sorcières... des questions sérieuses, de très haut niveau »*, se réjouissait-elle encore. Faute d'être spectaculaires, ces auditions, longues (trois heures en moyenne), souvent techniques et fastidieuses, avaient été préparées avec soin par la quasi-totalité des commissaires désignés, montrant ainsi qu'ils prenaient tout à fait au sérieux cet examen de passage.

Les auditions ont ainsi révélé une équipe compétente et soucieuse de corriger les dérives du passé. A ce sujet, certains ont regretté que les candidats commissaires aient peu été mis sous pression et n'aient guère eu à s'exprimer sur le terrain politique, sur la manière dont ils concevaient leur engagement européen. Il est vrai qu'après les épisodes dramatiques, qui, l'hiver dernier, avaient caractérisé les relations entre les deux institutions, ces auditions sont apparues comme particulièrement sages.

Peu de commissaires ont été mis sur le grill à propos de soupçons d'irrégularités et de telles mises en cause, quand elles ont eu lieu, telles celles touchant Loyola de Palacio, la vice-présidente espagnole de la Commission chargée des relations avec le Parlement, se sont déroulées sur un ton plutôt modéré. C'est ce que souhaitait la majorité du Parlement, peu soucieuse d'apparaître sous un jour systématiquement négatif à l'opinion. Les conservateurs britanniques et une partie du PPE (Parti populaire européen), essentiellement les Allemands, furieux que le chancelier Schröder n'ait pas désigné de commissaire chrétien-démocrate, auraient préféré en découdre.

On a vu se manifester leur tendance à l'agressivité lors de l'audition du Belge Philippe Busquin, harcelé de manière organisée sur des sujets qui n'avaient pas de lien évident avec ses futures fonctions (l'état de corruption chronique du Parti socialiste francophone, dont il était le président, sa mauvaise connaissance du néerlandais...). M. Busquin, orateur médiocre, n'était peut-être pas excellemment préparé et n'a pas bénéficié (c'est un euphémisme) de la bienveillance de ses compatriotes, en particulier flamands. L'attaque était donc facile, mais les mêmes chercheurs de noises se sont bien gardés de s'en prendre à des hommes comme le Français Pascal Lamy ou le Finlandais Erkki Liikanen dont ils avaient pourtant annoncé qu'ils leur demanderaient des comptes sur leur gestion passée.

### DÉCLARATIONS D'INTENTION

La majorité du PPE est apparue hostile à des dérapages et les plus agités ont donc dû calmer leur ardeur. Ceci s'est vérifié encore à propos de l'idée, un moment avancée par Hans-Gert Pötering, le président allemand du groupe PPE, d'imposer à la Commission une investiture en deux temps : le 15 septembre pour les trois mois qui restaient à faire à l'équipe Santer et, une nouvelle fois en janvier, pour le mandat des cinq ans à venir. Ç'aurait été la tenir momentanément en otage, et M. Prodi menaça de démissionner si le Parlement persistait dans cette voie. M. Pötering fit marche arrière, mais, en contrepartie, son groupe, ainsi que les socialistes et les libéraux, obtinrent plusieurs engagements de M. Prodi, notamment celui d'associer le Parlement à la réforme administrative de la Commission et de plaider auprès du Conseil pour qu'il le soit également à la prochaine Conférence intergouvernementale (CIG) chargée de réformer les institutions.

M. Prodi s'engagea à *« tenir le plus grand compte »* des demandes de proposition législative que lui présenterait le Parlement et d'examiner de façon approfondie l'opportunité de réclamer la démission de commissaires qui seraient privés de la confiance du Parlement. Ce ne sont à ce stade que des déclarations d'intention, mais il n'est pas douteux qu'elles renforcent le pouvoir de contrôle de l'Assemblée sur l'exécutif bruxellois.

***Philippe Lemaître***

LeMonde Job: WMQ0909--0005-0 WAS LMQ0909-5 Op.: XX Rev.: 08-09-99 T.: 10:36 S.: 111,06-Cmp.:08,11, Base : LMQPAG 57Fap:100 N°:0531 Lcp:700 CMYK



## Amnesty International dénonce la « culture de l'impunité » au Niger

**NIAMEY.** L'organisation de défense des droits de l'homme Amnesty International dénonce le *« sacre de l'impunité »* au Niger dans un rapport rendu public, mercredi 8 septembre. Amnesty note que la *« culture de l'impunité qui prévaut depuis des années au Niger vient de trouver sa consécration avec la décision récente d'amnistier avant tout jugement les auteurs des violations des droits humains lors des coups d'Etat de 1996 et 1999 »*. La nouvelle Constitution élaborée par la junte du commandant Daouda Mallam Wanké et adoptée par référendum en juillet prévoit explicitement – dans son article 141 – l'amnistie des auteurs des deux coups d'Etat. A propos de l'assassinat du président Ibrahim Baré Maïnassara à l'aéroport militaire de Niamey, le 9 avril, l'organisation internationale cite le témoignage de son valet de chambre, Hamani Amadou, qui incrimine directement le commandant Wanké, nouvel homme fort du pays. Amnesty affirme avoir reçu des récits similaires d'autres témoins, *« notamment de militaires »*.

## Les rebelles congolais hostiles à Kinshasa n'arrivent pas à s'entendre

**PRETORIA.** Les deux factions rivales du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), le principal mouvement de rébellion contre le pouvoir du président Laurent Désiré Kabila en République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), se sont rencontrées, mardi 7 septembre, à Pretoria, en Afrique du Sud, mais n'ont pas réussi à s'entendre. *« Nous ne sommes d'accord sur rien »*, a déclaré Emile Ilunga, dirigeant de la faction soutenue par le Rwanda. Le général Ilunga a accusé son rival, Ernest Wamba dia Wamba, à la tête de la faction soutenue par l'Ouganda, de *« changer son programme »*, au sujet de la façon dont le RCD doit se comporter depuis la signature, mardi 31 août, d'un accord de cessez-le-feu entre les belligérants. Les deux factions s'accusent depuis lors de saboter le processus de paix, en raison de controverses sur leur représentation respective dans deux comités chargés de la surveillance du cessez-le-feu. – *(AFP.)*

## Irak : défection d'un demi-frère de Saddam Hussein, selon l'opposition

**AMMAN.** Le demi-frère du président irakien Saddam Hussein, Barzan El Takriti, a fait défection, a indiqué à Amman un responsable du groupe d'opposition irakien l'Entente nationale irakienne. *« Barzan El Takriti, qui avait quitté l'Irak début août pour Genève, a récemment obtenu l'asile politique dans un pays du Golfe »*, a indiqué ce responsable de l'opposition irakienne, sans préciser le pays *« pour des raisons de sécurité »*. Ancien représentant de l'Irak aux Nations unies à Genève et rappelé en Irak il y a près d'un an, Barzan El Trakriti avait retardé son retour jusqu'en décembre, selon l'opposition parce qu'il craignait pour sa vie. Il avait démenti avant son arrivée à Bagdad des informations de presse sur un désaccord avec le président irakien. – *(AFP.)*

## Le président de la Cour de cassation demande plus de démocratie en Turquie

**ANKARA.** Sami Selcuk, le président de la Cour de cassation, a plaidé, lundi 6 septembre, pour plus de démocratie dans son pays, estimant que la Constitution *« déficiente »* devait être modifiée. *« La Turquie a une Constitution mais n'est pas un pays constitutionnel »*, a estimé M. Selcuk, en insistant sur le manque d'indépendance de la justice. La Constitution turque a été rédigée sous le contrôle des auteurs du coup d'Etat militaire de 1980 et fait l'objet de critiques, notamment pour ses lacunes dans le domaine des droits de l'homme et de la liberté d'expression. Plus de deux mille plaintes contre la Turquie attendent d'être examinées par la Cour européenne des droits de l'homme, qui a déjà réclamé des milliers de dollars de dommages à Ankara. La Cour de cassation examinera en octobre la condamnation à mort d'Abdullah Öcalan, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), condamné à mort en juin pour trahison et tentative de diviser la Turquie. – *(AFP.)*

### DÉPÊCHES

■ **TURQUIE : Veli Göcer, un entrepreneur en bâtiment**, accusé d'être responsable de la mort de centaines de personnes, lors du séisme meurtrier du 17 août, en raison de ses constructions défaillantes, a été arrêté par la police, lundi 6 septembre, à Istambul. Le séisme avait fait 15 135 morts selon un dernier bilan.– *(AFP.)*

■ **La Banque mondiale va accorder 1 milliard de dollars de prêts à** Ankara après le séisme qui a ravagé le 17 août le nord-ouest du pays, dont 300 millions déjà prévus sont réalloués pour faire face à la situation et quelque 750 millions de nouveaux prêts. – *(AFP.)*

■ **YOUGOSLAVIE : Slobodan Milosevic** a exigé, mardi 7 septembre, qu'un contingent militaire yougoslave soit de nouveau déployé au Kosovo, comme le prévoit la résolution 1 244 du Conseil de sécurité de l'ONU. La Yougoslavie *« exige qu'un contingent de l'armée yougoslave et de la police retourne au Kosovo et que des conditions soient créées pour un retour de tous les citoyens chassés »* de la province, a-t-il déclaré au terme d'un entretien avec Alexandre Avdeev, premier vice-ministre russe des affaires étrangères en visite à Belgrade. – *(AFP.)*

■ **CAMBODGE : Ta Mok, l'ancien chef de guerre des Khmers rouges**, six mois après son arrestation, a été inculpé de génocide, a-t-on appris, mardi 7 septembre, de sources judiciaires à Phnom Penh. Agé de soixante-treize ans, Ta Mok, surnommé « Le Boucher », devra répondre devant la justice de son rôle sous la dictature de Pol Pot (1975-1979). – *(AFP.)*

## Les industriels allemands sommés de se mobiliser pour les victimes du nazisme

**FRANCFORT.** Otto Lambsdorff, le médiateur allemand chargé des négociations sur l'indemnisation des victimes du nazisme, a lancé, mardi 7 septembre, un avertissement aux entreprises de son pays. Il a évoqué le risque d'une *« guerre commerciale »* avec les Etats-Unis si aucun accord satisfaisant n'était trouvé sur le fonds qu'elles auraient dû mettre en place le 1er septembre pour indemniser les travailleurs forcés employés pendant la guerre dans les usines allemandes. Seize grands groupes ont à ce jour annoncé leur participation, alors que des milliers de sociétés, selon les historiens, ont utilisé la main-d'œuvre issue des camps nazis. Une rencontre entre les représentants de ces entreprises et le chancelier Gerhard Schröder, lundi 6 septembre à Berlin, n'a pas pu débloquer la situation. Les Allemands jugent *« irréalistes »* les sommes réclamées par les avocats américains représentant les associations de victimes. Les négociations, auxquelles les gouvernements américain et israélien sont associés, doivent reprendre les 6 et 7 octobre à Washington. – *(Corresp.)*

# Athènes a été frappée par un des plus violents séismes de son histoire

## Plusieurs dizaines de personnes ont été tuées

**Au moins quarante personnes ont été tuées et des centaines blessées dans le violent séisme qui a frappé, mardi 7 septembre, toute la région nord d'Athènes, a indiqué, mercredi matin, le ministère grec de la santé. *« Plusieurs victimes du séisme ont été transférées ces dernières heures dans les hôpitaux athéniens et le chiffre exact ne peut pas être précisé »*, a indiqué le ministère de la santé.**

**ATHÈNES**
*de notre correspondant*

Trois semaines après le séisme meurtrier d'Izmit, dans le nord-ouest de la Turquie, un violent tremblement de terre a secoué, mardi 7 septembre, la capitale grecque, faisant au moins 40 morts, 73 disparus et des centaines de blessés, selon un bilan provisoire publié mercredi matin. La secousse d'une magnitude de 5,9 sur l'échelle ouverte de Richter, avait son épicentre entre les monts Parnis et Pentélique, au nord-ouest d'Athènes. Les sismologues grecs ont affirmé que le séisme d'Izmit avait joué un certain rôle dans le déclenchement du phénomène.

Le séisme, suivi de très nombreuses répliques, a frappé la capitale peu avant 15 heures, heure locale, semant la panique dans toute l'agglomération, qui abrite quatre millions d'habitants. Les gens se sont précipités dans les rues, se réfugiant sur les places et dans les parcs. La ville a été paralysée par les nombreux embouteillages provoqués par l'interruption des feux de circulation. Le téléphone a été coupé par endroits, de même que l'électricité, bloquant des personnes dans des ascenseurs.

### SYMPATHIE TURQUE

Rapidement, l'attention s'est portée sur tous les quartiers nord de la capitale, Nea Philadelphia, Nea Kifissia et surtout Metamorphosis, Menidi et Tatoï, où une cinquantaine de bâtiments et quatre usines se sont effondrés, ensevelissant quelque cent cinquante personnes. Dans le centre, les monuments antiques n'ont pas été touchés ou très peu. Seuls quelques vases au premier étage du Musée national, l'un des plus prestigieux du monde et qui a été fermé pour trois jours, ont été brisés. Les services publics se sont rapidement mobilisés tandis que le gouvernement s'est réuni à deux reprises sous la direction du premier ministre, Costas Simitis.

Les efforts se sont concentrés sur deux usines de la région de Menidi dans lesquelles étaient bloquées une soixantaine de personnes. Les sauveteurs ont réussi à les dégager pour la plupart. Après s'être rendu dans la soirée sur ces sites et avoir exprimé ses condoléances aux familles des victimes, le premier ministre, Costas Simitis, a réconforté ses compatriotes et appelé à l'unité nationale. *« La Grèce*, a-t-il déclaré, *dispose d'une assez grande expérience des séismes. L'action de l'Etat montre aujourd'hui que nous pouvons dépasser les difficultés. »*

Les autorités s'occuperont, mercredi, de répertorier les dégâts et fixeront les montants de l'aide à apporter aux victimes, a-t-il assuré. Le gouvernement a déjà annoncé que chaque famille sinistrée recevra 200 000 drachmes (613 euros) et que des allocations de logement seraient versées aux personnes sans toit.

Une dizaine de pays, dont la Turquie, devaient envoyer de l'aide dès mercredi. Le président turc, Süleyman Demirel, le premier ministre, Bülent Ecevit, et le ministre des affaires étrangères, Ismail Cem, ont immédiatement envoyé des messages de sympathie. La Grèce avait été l'une des premières nations à apporter sans compter son soutien matériel aux sinistrés turcs, ce qui avait spectaculairement transformé le climat traditionnellement hostile des relations gréco-turques.

### HAUTE SISMICITÉ

Le séisme de mardi est le plus violent qu'ait connu Athènes depuis deux siècles, ont affirmé les sismologues de la capitale. La ville avait été fortement secouée en février 1981 par un séisme qui avait son épicentre dans le golfe de Corinthe, à 80 kilomètres à l'ouest. Le nombre de morts s'était alors élevé à vingt et les dégâts avaient été limités.

La Grèce, placée à la rencontre des plaques tectoniques africaine et eurasienne, est le pays d'Europe à la plus haute sismicité. La moitié des séismes du continent se produisent dans l'espace hellénique.

***Didier Kunz***

La mobilité par Bosch

HANNOVER
Exposition Universelle
Partenaire-Produit
Téléphonie Mobile
Télématique de Transport

Une toute petite pièce est essentielle dans une automobile, la bougie d'allumage. Bosch en a fait une référence et c'est dans le même esprit qu'a été conçu le nouveau portable GSM 909 Dual. Tout petit : avec ses dimensions réduites (112 x 50 x 17 mm) et son poids plume (109 g), c'est l'un des portables multibandes les plus compacts du monde. Essentiel : grâce à son modem intégré il permet les communications par fax et la transmission directe de données à partir d'un PC. La technologie EFR (Enhanced Full Rate) offre une qualité vocale équivalente à celle d'un téléphone du réseau fixe. Il choisit automatiquement le meilleur réseau (GSM 900 ou GSM 1800) même en cours de communication. Et puis, avec son grand écran et son menu conversationnel, il est d'une telle simplicité d'utilisation qu'on en oublierait sa technologie High-Tech. Avec Bosch, on peut être petit et tenir une grande place dans votre vie.

Bosch. Il y a toujours une solution

Z.E. 2599

LeMonde Job: WMQ0909--0006-0 WAS LMQ0909-6 Op.: XX Rev.: 08-09-99 T.: 11:00 S.: 111,06-Cmp.:08,11, Base : LMQPAG 57Fap:100 N°:0532 Lcp:700 CMYK



**AGRICULTURE** **Après avoir accepté le paiement de la caution fixée par les magistrats pour sa mise en liberté et quitté la maison d'arrêt de Villeneuve-lès-Maguelone, près de Montpellier, mardi 7 septembre, José Bové, animateur de la Confédération paysanne dans l'Aveyron, plaide pour une alliance entre *« paysans, consommateurs et citoyens, au-delà des clivages politiques »*, avant les négociations commerciales de Seattle, fin novembre. ● LE GOUVERNEMENT, par la voix de Lionel Jospin comme par celle du ministre de l'agriculture, Jean Glavany, ne dissimule pas la sympathie que lui inspire la démarche de M. Bové et de la Confédération paysanne. ● LA CONFÉDÉRATION PAYSANNE conteste depuis dix ans la suprématie de la FNSEA. Cette rivalité s'accentue alors que se profilent à l'horizon les élections aux chambres départementales d'agriculture, prévues en 2001.**

# José Bové plaide pour une « alliance » des paysans et des consommateurs

## L'animateur de la Confédération paysanne, « en phase avec l'opinion », propose à la FNSEA, organisation professionnelle dominante, et aux pouvoirs publics de faire cause commune pour la défense de la qualité des aliments et du travail de la terre

**TOULOUSE**
*de notre correspondant régional*

L'histoire a failli bégayer. Tout juste sorti de prison, mardi 7 septembre, José Bové était convoqué au tribunal correctionnel de Millau, dans l'Aveyron, mercredi, pour y répondre d'une de ces « démonstrations » dans l'art desquelles il est passé maître. L'été 1998, avec ses fidèles du Larzac, n'avait-il pas labouré et semé 6 hectares de la propriété en friche d'un particulier, en représailles au refus de celui-ci de louer ses terres à un jeune agriculteur qui souhaitait s'y installer ? Le propriétaire avait saisi la justice. Opportunément, celle-ci a repoussé à plus tard l'examen de ce nouvel épisode des tribulations de l'enfant terrible de la Confédération paysanne.

Après vingt jours d'emprisonnement pour le « démontage » du McDonald's de Millau, M. Bové est apparu triomphant au soleil éclatant qui frappait la porte de la maison d'arrêt de Villeneuve-lès-Maguelone, dans l'Hérault, devant laquelle ses camarades lui ont fait une haie d'honneur, aux cris de *« merci José ! »*. Un peu amaigri – *« j'ai perdu 4 kilos avec leur sale bouffe »* –, mais fidèle à lui-même : souriant, volubile, le poing levé. Les journalistes, survoltés, l'attendaient comme une star sur la Croisette. Il ne les a pas déçus, se prêtant de bonne grâce à la valse des caméras et des micros qui, auparavant, n'avait pas épargné le souci de discrétion d'Aline, sa compagne, et d'Hélène, une de ses filles. En bon paysan, ses premiers mots sont pour ses « voisins », c'est-à-dire pour ses compagnons de cellule *« qui, il faut le reconnaître, n'ont pas fait que des choses bien »*. *« Mais je n'oublierai pas leur soutien,* ajoute-t-il, *et je les ai invités à passer à la maison dès qu'ils sortiraient. »* Puis, le militant revient au galop : *« La prison fonctionne comme le marché, qui sépare les riches des pauvres ; il y a ceux qui peuvent cantiner et ceux qui ne le peuvent pas. C'est des conditions inadmissibles ! »* L'explication pour justifier l'évolution entre le fier propos d'hier – *« je ne paierai pas la caution, car on n'achète pas la liberté syndicale »* – et l'acceptation, aujourd'hui, de son paiement, est un peu rapide : *« Le mouvement de solidarité était trop important pour que je ne le respecte pas. Même les gars en taule m'ont dit que je serai plus utile dehors que dedans. »*

### RENDEZ-VOUS À SEATTLE

M. Bové tient à en venir rapidement à ce qui, à ses yeux, est essentiel : le sens de son combat. D'emblée, sous les murs de la prison, alors qu'il n'a pas encore pu embrasser sa femme et sa fille, il situe l'adversaire – les règles du commerce international, l'OMC, les diktats américains – et l'enjeu : l'agriculture et l'alimentation mondiale. Toute la journée, pendant le pique-nique improvisé devant la prison, au téléphone qui ne connaît pas de repos, sous les arbres de sa maison de Montredon durant l'après-midi, à la soirée amicale qui rassemble la grande famille du Larzac, il répétera la même argumentation : *« Il faut faire valoir une autre logique internationale que le dumping économique, social et environnemental en agriculture ; il faut changer l'OMC afin qu'elle respecte les choix culturels des peuples, ne détruise pas la paysannerie mondiale et garantisse un commerce équitable. »* Une main serrée sur sa pipe, il fixe l'horizon du prochain rendez-vous : *« C'est à Seattle que le combat continue, c'est au round du millénaire des négociations commerciales internationales que l'avenir va se jouer. »*

Les amis vont et viennent, empressés, ravis. *« Cela fait vingt ans qu'on se bat pour une agriculture paysanne et non polluante,* disent-ils. *Aujourd'hui, pour la première fois, la confédération est en phase avec l'opinion. »* On conseille au héros du jour de se reposer un peu et de ne pas se rendre l'après-midi, comme il en avait l'intention, devant le tribunal de Millau, où d'autres participants à l'action contre le McDonald's sont convoqués par la juge d'instruction pour y être mis en examen – dont Jean-Paul Delaitte, responsable des Verts du département. *« La juge n'a qu'une logique, la répression. On lui a transmis une liste de quatre cent vingt et un noms qui disent avoir participé à l'action. Elle va avoir du travail »*, lâche M. Bové. Profitant de l'afflux des journalistes, il tient à faire passer deux messages. D'abord, il souhaite rencontrer et le président de la République et le premier ministre, dont il a apprécié les récents propos : *« Pour qu'on se mette d'accord avant Seattle et qu'on construise tous ensemble, au niveau européen, un rapport de force. »* Ensuite, il annonce qu'il se rendra aux Etats-Unis à la négociation internationale – *« grâce à l'invitation de Glavany »* –, et qu'avec *« les paysans du monde »* il se fera entendre.

### MAIN TENDUE À LA FNSEA

Radical dans le ton, le discours de M. Bové dessine néanmoins un changement de stratégie de la Confédération paysanne. L'heure ne semble plus être aux démonstrations symboliques et aux actions exemplaires mais, à la veille des négociations de Seattle, à la construction d'une alliance entre *« paysans, consommateurs et citoyens, au-delà des clivages politiques, pour une riposte commune »*. Le responsable syndical en profite d'ailleurs pour tendre la main à la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et à Luc Guyau : *« Ecoute, Luc, ce n'est pas un problème d'hégémonie. Rassemblons-nous pour changer de modèle paysan, mettons ensemble le problème paysan au cœur de la société française, refondons un projet paysan pour l'Europe ! »*

A Montredon, le petit hameau du Larzac où il élève son troupeau, en collaboration avec quatre autres paysans, les voitures sont interdites de séjour – elles doivent rester sur un pré, à l'entrée – et l'atmosphère plus calme. Assis sur un banc, M. Bové en profite pour développer le fond de sa pensée. *« Dans ma prison,* dit-il, *ce qui m'a le plus surpris, c'est que les politiques de toutes tendances ont soutenu le sens de notre action. De Voynet à Saint-Josse et de Krivine à Sarkozy. Il y a consensus national contre la sale bouffe. Parce que c'est une question qui concerne tout le monde. Alors profitons de ce mouvement d'opinion pour créer un rapport de force indispensable avant Seattle. Sinon, nous nous planterons comme sur le GATT. »*

M. Bové, que même Bruno Mégret et Jean-Marie Le Pen trouvent sympathique, ne serait-il pas tenté par le repli nationaliste ? *« Les soutiens me sont tombés dessus sans que je les sollicite*, répond-il. *Je sais qu'il y en a qui n'ont pas d'autre but que de défendre les frontières. Je me situe ailleurs : l'agriculture et l'alimentation ne seront pas sauvées dans le cadre de l'Etat-nation contre le reste du monde. Le problème réside dans la conception des échanges. Notre combat, c'est l'équité. »* Comment y parvenir ? *« En inversant la tendance qui veut que le marché dicte sa loi aux politiques, en régulant le marché mondial selon la réalité des pays, en sortant de la logique absurde qui prétend fixer un prix mondial pour tous, en établissant des prix planchers au-dessous desquels la grande distribution ne puisse pas descendre... »*

M. Bové ne s'est pas trop attardé, mardi soir, avec les copains. Aux aurores, mercredi, il « montait » à Paris pour une réunion du syndicat. Jeudi matin, il sera de retour à l'étable et aux champs.

***Jean-Paul Besset***

### *M. Jospin et les « causes justes »*

**En marge de sa visite en Corse, Lionel Jospin a souligné, mardi 7 septembre, que José Bové devait *« se retrouver en liberté »* et que le responsable de la Confédération paysanne *« ne s'est jamais dérobé »*. *« Il faut mener des causes justes avec des moyens raisonnables* (...). *Ce qui est juste, c'est de poser le problème du partage équitable entre ce qui va au producteur et ce qui va au distributeur* (...). *Ce qui est juste, c'est de poser la question de l'agriculture française dans le monde et* [de] *ses productions* (...). *Ce qui est juste, c'est d'avoir le souci de la qualité des produits. On ne fabrique pas n'importe quoi, notamment du bœuf aux hormones. Il ne faut pas prendre des boucs émissaires. »***

**Le premier ministre a enfin souligné l'importance du rôle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour *« réguler le commerce mondial »*.**

# Une libération saluée à gauche mais qui ne calme pas les inquiétudes

**LA LIBÉRATION** du responsable de la Confédération paysanne José Bové, mardi 7 septembre, a suscité des réactions positives à gauche, alors que la droite s'est tue. Tandis que Lionel Jospin et Jean Glavany se félicitaient de l'*« apaisement »* provoqué par cette mesure *(lire ci-dessous)*, le secrétaire national du PCF, Robert Hue, a souhaité que les questions posées par le dirigeant aveyronnais ne restent pas sans réponse. Il a appelé les autorités françaises à se faire l'*« interprète des inquiétudes et des attentes d'un nombre grandissant de citoyens »* lors des négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à la fin de l'année, à Seattle (Etats-Unis). Le porte-parole des Verts, Denis Baupin, s'est exprimé dans le même sens, en affirmant que *« cette victoire ne résout pas les nombreux problèmes posés par l'action de Millau : le refus du bœuf aux hormones, l'illégitimité des décisions de l'OMC, la détérioration de la qualité de l'alimentation, les risques posés par les OGM, etc. »* Georges Sarre, président délégué du Mouvement des citoyens, a souligné que *« les agriculteurs sont parmi les premières victimes de la mondialisation ultralibérale »*.

De leur côté, tout en rappelant que la libération de José Bové ne réglait en rien leurs difficultés, les producteurs de lait et de fruits et légumes, qui manifestent depuis le début de l'été à l'appel de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), ont continué leurs actions pour dénoncer la chute des cours. De nouvelles opérations ont ainsi visé, mardi et mercredi, des grandes surfaces et des centrales d'achat, notamment à Lisieux (Calvados), où les manifestants, toutes filières confondues, ont brûlé des pneus et des palettes pour bloquer l'accès aux entrepôts. Les producteurs de lait ont annoncé vouloir entamer *« une deuxième étape »* : ils rencontreront cette semaine les groupes Carrefour, Leclerc et la centrale d'achat Opéra (Cora-Casino) pour clarifier les relations commerciales. Objectif, à terme : obtenir la convocation d'une table ronde entre les différents acteurs de la filière. Une réunion avec les présidents de la transformation est également prévue jeudi.

### DURCISSEMENT DES ACTIONS

L'effervescence dans les secteurs des fruits et légumes et du lait a conduit le président de la FNSEA, Luc Guyau, à juger, mardi, au terme d'un entretien avec le ministre de l'agriculture, que la situation était *« plutôt explosive »*. La FNSEA doit décider lors de son conseil national, mercredi et jeudi, de la suite à donner au mouvement. La Fédération nationale des producteurs de lait (FNPL), une des organisations spécialisées de la FNSEA, a déjà annoncé qu'elle envisageait de durcir ses actions, conformément à l'état d'esprit manifesté par la fédération. Car le président de la FNSEA n'est pas sorti satisfait de son entretien avec le ministre. M. Guyau a souligné d'emblée la *« différence d'appréciation »* avec M. Glavany sur la gravité de l'actuelle crise agricole. *« Sur le terrain, le ministre ne sent pas les agriculteurs inquiets ; ce n'est pas notre avis. Pour certains agriculteurs, c'est l'existence même de leur exploitation qui est en cause »*, a déclaré M. Guyau.

Le président de la FNSEA a néanmoins obtenu l'assurance de la tenue d'une conférence agricole, courant octobre. Réclamé depuis plusieurs mois déjà par la FNSEA, ce rendez-vous est censé répondre à la délicate question du rééquilibrage des relations entre producteurs et distributeurs, afin que les premiers obtiennent *« un vrai pouvoir économique »* pour que *« la concurrence joue pleinement »*, selon les exigences de M. Guyau.

***Isabelle Gaudin***

# La guerre des deux syndicalismes

**ET MAINTENANT ?** Comment faire fructifier l'*« effet Bové »* ? La tournure des événements, l'ampleur des soutiens associatifs et politiques ont surpris les responsables de la Confédération paysanne. Une nouvelle stratégie à élaborer, des militants à ne pas décevoir... Les difficultés commencent. D'autant plus que leur statut d'acteur – médiatique – du mouvement social n'a fait que relancer la guerre avec la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA). Le premier syndicat agricole français (450 000 adhérents revendiqués, plus de 60 % des voix lors des dernières élections des chambres d'agriculture, en février 1995, contre 19 % pour la Confédération paysanne), vit mal d'être supplantée, même pour quelques semaines, dans son rôle de porte-parole du monde agricole. Son président, Luc Guyau, appelle donc à l'*« intensification »* de la mobilisation sur le front des fruits et légumes.

Dès sa naissance, en 1987, la Confédération paysanne s'est posée en adversaire de la politique agricole soutenue par la FNSEA depuis sa création, en 1946, fondée sur un système de production intensif. *« Ce système qui faisait que, pour sauver sa peau, il fallait bouffer les autres semblait en contradiction avec les valeurs d'un certain nombre d'agriculteurs chrétiens de gauche »*, explique Yves Dupont, sociologue et coauteur des *Champs du départ* (1989, La Découverte). Chrétiens de gauche, « gauchistes », « soixante-huitards », tous militent pour une agriculture qui contribue à l'entretien des paysages et au maintien de la vie en milieu rural. Ils rêvent de cultiver la terre sans détruire la Terre, d'être « paysans » en respectant le pays... Dans le même temps, la FNSEA met en place, avec les gouvernements successifs, quotas laitiers, politique agricole commune (PAC), au nom d'un objectif de rendement et d'autosuffisance alimentaire en Europe.

Aujourd'hui, l'Europe est excédentaire et l'environnement un thème central. Au début des années 90, la FNSEA a certes reconnu les *« multiples dimensions »* du métier d'agriculteur, tout en refusant l'avenir de *« jardinier de l'espace »*. L'idéologie productiviste des « gros » laisse place à une logique d'entreprise. Mais, pour la FNSEA, l'insertion dans une logique libérale l'emporte sur la défense des territoires et des terroirs. Les « petits », eux, se reconnaissent dans la Confédération. Alors que la FNSEA joue la carte de la cogestion avec les pouvoirs publics, les militants de la Confédération s'investissent au-delà des cercles agricoles pour tenter d'imposer leurs thèses sur le développement durable. Avec ses faibles moyens, celle-ci ne peut que développer des actions pédagogiques. *« Comme à l'époque le moyen d'action privilégié de la FNSEA était la casse,* [la Confédération] *a prôné la non-violence »*, analyse Nathalie Duclos, chercheuse en sciences politiques et auteur d'un ouvrage sur *Les Violences paysannes dans la Ve République.*

### « À LA LIMITE »

*« La FNSEA est un syndicalisme de masse,* rétorque André Thévenot, secrétaire général adjoint. *Demain, si la fédération nationale demande que quatre-vingt-dix préfectures soient assiégées par les agriculteurs, on aura suffisamment de militants pour les bloquer presque toutes immédiatement. »* Pour autant, la Fédération refuse l'étiquette de syndicat violent et renvoie le compliment à la Confédération. Le *« saccage »* du McDonald's de Millau par José Bové et ses amis a fourni à la FNSEA des arguments : *« José Bové est sous le coup de deux autres plaintes* [pour la séquestration d'un conseiller ministériel et la destruction de plants de maïs transgénique], rappelait dans un entretien à l'AFP, le 4 septembre, M. Guyau. *C'est toujours le même. On est à la limite du syndicalisme. »*

Ce climat d'hostilité entre les deux syndicats risque de s'exacerber, à l'approche des élections professionnelles aux chambres d'agriculture, en 2001. Chaque majorité départementale sera âprement disputée entre le *challenger* et le tenant du titre.

***Luc Bronner et Béatrice Jérôme***

# Jean Glavany confronté au risque de surenchère syndicale

*« **TOUT** ce qui va dans le sens d'un apaisement me va très bien. »* La réaction laconique de Jean Glavany à la libération de José Bové est d'autant plus sereine que le ministre de l'agriculture se trouve dans une situation inhabituelle et plutôt confortable – au moins jusqu'à maintenant : face à deux mouvements distincts de protestation menés par des syndicats agricoles, il peut constater que personne ne le prend pour cible... Les producteurs de fruits et légumes, surtout affiliés à la puissante Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et au Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), ont les grandes surfaces dans leur ligne de mire ; la Confédération paysanne s'en prend aux Etats-Unis, avec des arguments, sinon des méthodes, qui conviennent parfaitement à M. Glavany. En outre, la remise en liberté de José Bové met fin à l'exercice d'équilibrisme auquel avait dû se livrer, ces derniers jours, le ministre, qui s'employait à manifester son respect de l'indépendance des juges tout en déplorant l'incarcération du dirigeant syndicaliste.

La situation, toutefois, pourrait changer. La surenchère syndicale est toujours lourde de dangers pour un ministre, en l'occurrence plus proche, politiquement, des minoritaires – la Confédération paysanne, classée à gauche – que des majoritaires. En outre, les nouvelles orientations de Paris et de Bruxelles, la remise en cause du modèle productiviste et des aides apportées aux gros céréaliers ne posent guère de problème à la Confédération. A l'inverse, la FNSEA, confrontée à cette amorce de révolution culturelle, est traversée de courants contraires. La médiatisation des amis de M. Bové, mal vécue par ceux de Luc Guyau, pourrait pousser ce dernier à durcir le ton au détriment du ministre. D'autant plus que, à la différence de l'affaire du bœuf aux hormones américain, le gouvernement s'en tient, dans la crise des fruits et légumes, à une position nuancée.

M. Glavany a bien assuré, à plusieurs reprises, qu'aucun producteur ne serait laissé *« au bord du chemin »* et que des aides seraient apportées aux plus fragiles, mais, sur le fond, le gouvernement reste fidèle à la ligne de conduite classique de la gauche : celle-ci juge que les grandes surfaces facilitent plutôt la vie de l'électorat populaire. En outre, les implantations à l'étranger des grandes enseignes contribue à l'excédent commercial de la France.

### RÉÉQUILIBRER

On refuse donc, dans l'entourage du ministre, que la grande distribution devienne le bouc émissaire de la crise ; mieux vaut, juge-t-on Rue de Varenne, encourager les producteurs à s'organiser collectivement, à améliorer l'adéquation entre l'offre et la demande, tout en surveillant la puissance des grandes surfaces et en encadrant leur agressivité commerciale. Ainsi, dans la perspective du séminaire gouvernemental de vendredi, plusieurs ministres ont été invités à préparer un bilan de la loi Galland-Raffarin de 1996 sur *« la loyauté et l'équilibre des relations commerciales »*, qui visait à rééquilibrer les rapports de forces entre producteurs et grande distribution. Une « méthodologie » et des objectifs pourraient être élaborés vendredi.

Paradoxalement, le ministère de l'agriculture ne s'estime pas en mesure d'aider les producteurs de foie gras ou de roquefort touchés par les mesures de rétorsion américaines. Seuls des soutiens ponctuels – aide à la promotion, etc. – seraient envisagés. Il est vrai que les exportations de produits de terroir vers les Etats-Unis ne sont pas assez importantes pour que les sanctions menacent l'équilibre financier des producteurs, même si un patient travail d'implantation est remis en cause. La croisade antiaméricaine de la Confédération paysanne se place bien sur le terrain de l'« idéologie ». On ne jurerait pas que cela déplaise au socialiste Jean Glavany.

***Jean-Louis Andreani***

LeMonde Job: WMQ0909--0007-0 WAS LMQ0909-7 Op.: XX Rev.: 08-09-99 T.: 10:44 S.: 111,06-Cmp.:08,11, Base : LMQPAG 57Fap:100 N°:0533 Lcp:700 CMYK



# Lionel Jospin estime avoir fixé « un cap clair » pour la Corse

## Le terme d'autonomie n'a pas été prononcé

**BASTIA**
*de notre envoyée spéciale*

Vivent les communistes corses ! Eux, au moins, savent rameuter les foules, retransmettre un discours par haut-parleurs dans l'ensemble d'une ville. Après une traversée et des cérémonies dans un Ajaccio indifférent, lundi, Lionel Jospin a connu, mardi 7 septembre, chez son camarade Dominique Bucchini, à Sartène (Corse-du-Sud), son premier bain de foule. Place Porta, des centaines de personnes s'étaient massées devant la mairie pour l'entendre. *« Lionel, continue ! »*, ont crié les Sartenais. Des femmes, en haie d'honneur, lui ont lancé du riz pour lui porter bonheur. Dans une formule mystérieuse, le premier ministre, réjoui, a dit merci à *« Dumé », « républicain ouvert à l'insularité »*.

A Castellare-di-Casinca, dans la plaine orientale, près de Bastia, M. Jospin a pu, un peu plus tard, continuer à témoigner, dans une coopérative agricole, que la Corse n'était pas pour lui *« un dossier sécuritaire »* et redire son *« amour »* pour l'île. Le nouveau président de la chambre d'agriculture qui l'accueille est de Lumio, entre L'Ile-Rousse et Calvi, où l'ancien premier secrétaire du PS a précisément passé des vacances et se trouve donc *« presque voisin par amis interposés »*. M. Jospin partage du *prizuttu* (jambon corse) avec les ouvriers agricoles.

Bref, le premier ministre est détendu. La veille, à l'Assemblée de Corse, il était moins venu pour des annonces *« historiques »*, comme le réclamaient les autonomistes, que pour écouter les demandes du *« peuple corse »* (*Le Monde* du 7 septembre). Or, a-t-il expliqué, mardi à Bastia, il n'a pas le sentiment que les demandes soient très claires. *« J'ai l'impression que pour la majorité des Corses la question statutaire n'est pas première. »* Les nationalistes de Corsica Nazione, par leur présence dans l'Hémicycle – à défaut d'assister à la réception donnée à la préfecture d'Ajaccio, le soir – ont validé, pour le premier ministre, le cadre des débats à venir. *« Il n'y aura pas de discussions particulières, secrètes, dissimulées, caractéristiques d'un autre temps fini et qui ne reviendra pas »*, a expliqué M. Jospin en allusion aux pratiques de Charles Pasqua et de Jean-Louis Debré.

### « PAS DE CALENDRIER PRÉCIS »

Le premier ministre estime donc qu'il a le temps. Et propose, lui, *« un cap clair auquel chacun pourra se référer »*. Cap clair ? Pour M. Jospin, cela signifie qu'il n'y aura pas de discussion si l'on ne renonce pas à la violence. Il refuse d'en dire plus. Il est vrai qu'au même moment le FLNC-canal historique a revendiqué, dans un communiqué, six attentats et tentatives d'attentat récents, dont ceux qui ont visé la trésorerie principale d'Ajaccio, dimanche soir, et le tribunal d'instance de Porto-Vecchio, lundi matin. Cap clair ? Pas une fois, dans son voyage, M. Jospin n'a prononcé le mot d'autonomie. En mai 1996, pourtant, celui qui était alors premier secrétaire du PS n'avait pas écarté l'hypothèse d'*« un statut original, donnant à la collectivité de Corse des pouvoirs autonomes dans la République »*. Au terme de ses deux jours en Corse, le premier ministre s'est montré beaucoup plus prudent : *« certains disaient déjà avant que je vienne que ce mot ne leur convenait pas »*, a-t-il lancé aux nationalistes ou à d'autres élus, comme José Rossi. De même, il s'agace qu'on évoque une nouvelle fois, derrière les autonomistes, l'exemple de Tony Blair en Irlande : *« La comparaison de situation est sans contenu. »*

Pas question, non plus, de fixer des échéances. *« On verra bien si l'Assemblée territoriale peut poser des questions. Il n'y a pas de calendrier précis. Tout ceci fait partie d'un processus. Je travaille dans la durée, il n'y a pas de séquences courtes. » « Jospin à l'Elysée »*, disaient des affichettes, le matin, à Sartène. Les campagnes électorales sont souvent les plus belles occasions de faire des promesses. Jacques Chirac projette d'ailleurs de venir en Corse dans le courant de l'année 2000.

***Ariane Chemin***

## *Yvan Colonna, son père et le premier ministre*

**Lionel Jospin n'a pas téléphoné ou pris contact avec l'ancien député socialiste des Alpes-Maritimes, Jean-Hugues Colonna, dont le fils, tueur présumé de Claude Erignac, est recherché par toutes les polices et reçoit, dans quelques régions de Corse, des soutiens en forme de bombages : *« Yvan gloria a ti. » « Ma fonction m'en empêche,* a confié le premier ministre à l'issue de son voyage. *Comment cela serait-il interprété ? »* Lors d'une conférence de presse à Bastia, le chef du gouvernement avait indiqué, un peu agacé : *« Je ne connais pas ce garçon, je ne sais pas ce qui l'a amené là. J'ai connu son père, cela m'est suffisant déjà pour éprouver un sentiment de compassion pour ce qui s'est produit. Mais une chose est claire. Lorsqu'un homme a été accompagner son épouse au théâtre, qu'il est venu tout seul, lui, préfet, qui pouvait être protégé (...), qu'on s'approche de lui et qu'on lui tire une balle dans la tête, ça ne fait pas de vous un héros. »***

# Les partis de gauche commencent à parler de la préparation des élections municipales

## Le PS souhaite présenter des listes communes de la majorité « plurielle » dès le premier tour

**Coup d'envoi à la préparation des élections municipales de 2001, à gauche, le PS rencontre, à partir du 8 septembre, ses partenaires de la majorité. François Hollande, après des entretiens bilatéraux en juillet, devait se rendre, mercredi, aux sièges du Parti radical de gauche et du Mouvement des citoyens, avant d'être reçu, jeudi 9 septembre, par les Verts. La rencontre avec le PCF aura lieu autour du 15 septembre.**

**ILS PARLERONT** de ce qu'ils ont fait ensemble depuis juin 1997, au regard de leurs accords pour les élections législatives. Ils regarderont aussi ce qu'il reste à faire à la majorité d'ici à 2002. Autant de sujets sur lesquels l'exercice d'évaluation-programmation va révéler des divergences. Mais c'est la préparation des élections municipales de 2001 qui sera au centre des discussions entre les partis de la majorité. François Hollande conduit une délégation du Parti socialiste, mercredi, chez le Parti radical de gauche (PRG) puis chez le Mouvement des citoyens (MDC) avant de visiter, jeudi, les Verts. La rencontre avec le Parti communiste sera fixée au cours de la Fête de *L'Humanité*, à la fin de la semaine.

L'objectif de M. Hollande, totalement soutenu par Lionel Jospin, est de présenter, dès le premier tour, des listes communes aux élections municipales dans les villes de plus de vingt mille habitants, avec des têtes de liste réservées à ses alliés. Le 29 août, à l'« université d'été » du PS, à La Rochelle, M. Hollande avait jugé qu'une telle stratégie était *« l'intérêt de chacune de nos formations politiques, à condition que le partage des responsabilités, dans la composition comme dans la conduite des listes, soit effectif »*. Le premier secrétaire du PS espère faire mieux qu'aux élections régionales de 1998, où la majorité s'était présentée unie dans cinquante-neuf départements.

Après les turbulences de l'été, la difficulté essentielle risque de venir des Verts. *« Nous devrons respecter les positions prises et refuser tous les ultimatums »*, a prévenu M. Hollande. Jean-Luc Bennhamias, secrétaire national, qui conduira la délégation des Verts, en l'absence de Dominique Voynet, ne veut pas passer par pertes et profits ses exigences du lendemain des élections européennes. Il entend bien rappeler la demande, inscrite dans l'accord de 1997 et récusée par M. Jospin, d'introduction d'une dose de proportionnelle aux élections législatives.

Avant leur convention, en novembre, sur les élections municipales et cantonales, les Verts sont divisés face aux propositions du PS. Comme Mme Voynet, M. Bennhamias ne veut pas fermer la porte, en se référant aux élections européennes, à des listes communes au premier tour, en jugeant que *« l'important est de discuter des mairies »*, donc du nombre de têtes de liste. Mais une partie des Verts, derrière Daniel Cohn-Bendit et Noël Mamère, sont favorables à des *« listes autonomes »*. *« Beaucoup de ceux qui ont applaudi les listes autonomes sont en même temps adjoints à des maires socialistes »*, note cependant M. Bennhamias.

### TENSIONS PCF-PRG

Favorable à l'union de la gauche aux élections municipales, le PCF soutient également l'idée de listes communes dès le premier tour mais ne souhaite pas être pénalisé par son score aux élections européennes. Le PRG, allié traditionnel du PS, sait qu'il ne récupérera pas La Rochelle, qui, après le décès de Michel Crépeau, est passée sous bannière socialiste. Mais il pourrait revendiquer la tête de liste pour des villes détenues par la droite (Caen, Lourdes, Villeneuve-Saint-Georges, Sartrouville, Franconville), et même par le PCF, comme Tarbes. Or depuis l'élection cantonale partielle de Charente-Maritime, en juin, où la candidate communiste, soutenue par les Verts, avait refusé de se retirer pour favoriser l'élection d'un radical, les rapports entre les deux partis sont tendus.

La présence du MDC sur la liste de M. Hollande aux élections européennes devrait faciliter les discussions. Le MDC ne détient que deux grandes mairies (Belfort et Saint-Nazaire), qu'il juge *« indiscutables »*. Jean-Pierre Chevènement fait planer l'incertitude sur sa candidature à la mairie de Belfort, adandonnée lors de son entrée au gouvernement. Mais il a prévenu le PS que ses exigences ne seront *« pas minces »*. Le PS constituera des groupes de travail avec chacun de ses partenaires, qui devront eux-mêmes se rencontrer entre eux.

***Michel Noblecourt***

Photographie : Vincent Boisnault

# La querelle Tiberi-Toubon s'envenime au sein de la majorité parisienne

**L'APPROBATION** par Jean Tiberi, lundi 6 septembre, des accusations portées la veille par son épouse, Xavière, contre l'ancien ministre de la justice Jacques Toubon (*Le Monde* du 7 septembre) devient un véritable problème pour la majorité municipale parisienne. *« Si Jean approuve Xavière, ce n'est plus une querelle personnelle entre elle et moi, mais un problème politique, dont j'ai saisi le groupe RPR du Conseil de Paris »*, a déclaré au *Monde* M. Toubon, qui a évité, mardi, la visite du maire de Paris dans un jardin de son arrondissement, le 13e.

Au lendemain des déclarations de Mme Tiberi, l'accusant d'avoir monté de toutes pièces l'affaire qui vaut à l'épouse du maire de comparaître, le 18 octobre, devant le tribunal correctionnel d'Evry, M. Toubon a tenté d'obtenir du maire de Paris une déclaration d'apaisement. Il a téléphoné dans ce sens, lundi matin, au directeur du cabinet de M. Tiberi, Christian Poncet, ainsi qu'au directeur de la communication, Jérôme Peyrat. A peine quelques minutes plus tard, M. Tiberi déclarait *« approuver totalement »* son épouse, qui *« parle librement et avec beaucoup de courage »*.

*« Il y a certaines circonstances où chacun doit prendre ses responsabilités. J'ai donc demandé à Roger Romani, en tant que président du groupe RPR de Paris, si nous préparions la victoire ou la défaite en 2001 »*, déclare M. Toubon, qui se demande, aussi, qui, *« de Jean ou Xavière Tiberi, décide de la politique municipale »*. M. Tiberi a fait semblant de s'étonner, lors de sa visite de mardi, de l'absence de M. Toubon. Ce dernier avait averti Françoise de Panafieu (RPR), adjointe chargée des parcs et jardins, qu'il refusait de *« jouer la comédie »*. *« Les photographes étaient venus assister à une empoignade. J'ai préféré échapper au ridicule... et y faire échapper le maire »*, ironise M. Toubon.

***Pascale Sauvage***

LeMonde Job: WMQ0909--0008-0 WAS LMQ0909-8 Op.: XX Rev.: 08-09-99 T.: 11:12 S.: 111,06-Cmp.:08,11, Base : LMQPAG 57Fap:100 N°:0534 Lcp:700 CMYK



## A Saint-Pierre-et-Miquelon, M. Chirac défend la priorité aux natifs dans l'emploi public

**LE PRÉSIDENT** de la République a demandé, mardi 7 septembre, dans un entretien accordé à RFO-Saint-Pierre-et-Miquelon, qu'une *« forte priorité »* soit accordée aux jeunes de l'archipel dans l'emploi public local. *« La tradition française ne va pas dans ce sens »*, a toutefois observé Jacques Chirac. La priorité à l'emploi est déjà reconnue en Nouvelle-Calédonie et elle est revendiquée dans plusieurs départements et territoires d'Outre-mer.

De retour d'un séjour de près d'une semaine au Canada, le chef de l'Etat a aussi exalté les mérites de la commande publique, en félicitant notamment le conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon, à majorité de droite, d'avoir *« su soutenir l'activité du bâtiment et des travaux publics au moment où la filière pêche connaissait tant de difficultés »*. Il a enfin encouragé les habitants de l'archipel, qui se situe à 20 km seulement des côtes canadiennes, à *« bâtir avec les Canadiens de nouvelles relations pour devenir de véritables partenaires »*.

### DÉPÊCHES

■ **POLÉMIQUE : l'Union parisienne des syndicats CFDT de la métallurgie** a demandé, mardi 7 septembre, le remplacement des dirigeants actuels de la CFDT-Renault. Ceux-ci sont critiqués, au sein de leur syndicat, pour avoir signé au printemps un accord-cadre sur la réduction du temps de travail dans l'entreprise.

■ **REPRÉSENTATIVITÉ : Alain Deleu, président de la CFTC,** a estimé, mardi 7 septembre, que la réforme de la représentativité syndicale dans les entreprises était une *« disposition pro-CGT »* dans le projet de loi sur les 35 heures. Il a jugé *« inacceptable »* que cette réforme ouvre *« la voie à la réorganisation du syndicalisme par l'action politique »*.

■ **PCF : lors de la présentation de la Fête de *L'Humanité*,** qui aura lieu du 10 au 12 septembre à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), le directeur du quotidien communiste, Pierre Zarka, a affirmé, mardi 7 septembre, qu'*« il y a un écart entre le discours serein, paisible, parfois lénifiant – le premier ministre a l'air content – et les sondages qui ne disent pas la même chose »*.

■ **PS : Manuel Valls, conseiller du premier ministre pour la communication** et premier vice-président du conseil régional d'Ile-de-France, a annoncé, mardi 7 septembre, sa démission du poste de premier secrétaire de la fédération du Val-d'Oise du Parti socialiste, qu'il occupait depuis 1990.

# Le PCF juge « invotable » le projet de loi sur les 35 heures

## Devant la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, Martine Aubry a estimé que le projet de loi sur les 35 heures est « largement améliorable ». Elle a été soutenue par les socialistes et les Verts

**Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a présenté, mardi 7 septembre, devant la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, le deuxième projet de loi sur la réduction du temps de travail qui doit être examiné à partir du 5 octobre. Mme Aubry s'est heurtée aux critiques très vives des députés communistes qui contestent la plupart des dispositions du texte. Maxime Gremetz, porte-parole du groupe communiste, a jugé le projet *« invotable »* dans son état actuel. Du coup, la droite – qui entame, mercredi, une série d'auditions sur ce projet – est apparue presque modérée dans ses critiques. La ministre a reçu, en revanche, le soutien des socialistes et surtout des Verts. De son côté, le Medef et la CGPME entendent mobiliser très largement les chefs d'entreprise contre ce texte, et appellent à un vaste rassemblement, à Paris, le 4 octobre.**

**UNE RENTRÉE** placée sous le signe des 35 heures, cela se prépare. Alors que le débat sur la deuxième loi sur la réduction du temps de travail doit commencer le 5 octobre, et tandis que tous les groupes parlementaires travaillent à la rédaction de leurs amendements, Martine Aubry a fait salle comble, mardi 7 septembre. Auditionnée par la commission des affaires sociales de l'Assemblée, la ministre de l'emploi et de la solidarité a expliqué que si son texte – *« piste irremplaçable pour réduire le chômage »* –, est *« largement améliorable »*, il convient néanmoins de *« garder les conditions vertueuses de la première loi »*.

La promesse, dans les prochains jours, d'une nouvelle étude détaillée sur la mise en place des 35 heures, qui viendra s'ajouter aux nombreux bilans déjà diffusés et aux deux rapports parlementaires *« d'étape »*, n'a cependant pas permis de calmer l'ire communiste. D'emblée, le député Maxime Gremetz (PC, Somme), porte-parole du groupe communiste sur ce dossier, a annoncé qu'en *« l'état actuel, ce projet est invotable »*. Par contraste, la droite est apparue, du coup, presque modérée dans ses critiques. Le *« nombre significatif d'amendements »* qu'envisagent de déposer les communistes – *« une centaine »* a affirmé, dans les couloirs, M. Gremetz – touche à la majorité des 17 articles du texte.

Pêle-mêle, il s'agit d'augmenter le Smic, le barème des heures supplémentaires, de rétablir l'obligation de 6 % d'embauches, de maintenir une comptabilité horaire pour les cadres, de contester la nouvelle définition du temps partiel, de supprimer l'article relatif au licenciement en cas de refus du salarié, ou bien encore d'ajouter la fonction publique dans le dispositif. *« Il n'est pas normal que le département de Seine-Saint-Denis, qui veut créer 342 emplois, n'ait pas le droit aux aides »*, s'est plaint M. Gremetz.

*« Je crains, Monsieur Jacquat, que vous n'apparaissiez très en retrait »*, a ironisé le président (PS) de la commission des affaires sociales, Jean Le Garrec, en passant la parole à l'intervenant suivant. De fait, Denis Jacquat (DL, Moselle) s'est borné à lister toute une série de questions techniques, sur le devenir de certaines branches sociales en particulier. Roselyne Bachelot (RPR, Maine-et-Loire) a même trouvé *« quelques points positifs »* à la réduction du temps de travail, ne serait-ce que pour souligner la *« conversion de la gauche à l'abaissement des charges patronales »*.

### LES VERTS ENTHOUSIASTES

Pour la ministre, le réconfort est surtout venu des Verts qui font des 35 heures le *« processus sans doute le plus important de toute la législature et même depuis 1936 »*. *« Votre présentation, Madame, est trop modeste »*, a lancé Yves Cochet (Val-d'Oise), porte-parole du groupe sur la réduction du temps de travail. Il a ainsi milité pour *« essayer d'améliorer »* et non pas *« durcir »*, le dispositif transitoire des heures supplémentaires, sous peine qu'il se transforme en *« prime à l'immobilisme »*. Le parti de Dominique Voynet, qui a rencontré pendant l'été à deux reprises la ministre, à la différence des communistes, revendique également une incitation plus forte au passage à 32 heures pour les entreprises. Une proposition, Mme Aubry ne l'a pas caché, qui devrait être retenue.

Aux socialistes, inquiets de la complexité du texte, la ministre a tenté de fournir des réponses rassurantes, notamment sur le délai d'un an accordé aux heures supplémentaires. *« Entre six et neuf mois de négociations sont nécessaires dans les entreprises et trois mois pour les embauches, après »*, a-t-elle expliqué. *« Le processus dure un an en moyenne. Si nous ne laissions pas ce temps, la qualité des accords se dégraderait »*.

Elle a également assuré que la souplesse – terme préféré par les socialistes à celui de flexibilité – *« est rentrée des deux côtés, les salariés, aussi, ont imposé des formes de souplesse »*. Mais pour M. Le Garrec, il reste tout de même un *« gros travail de pédagogie »* à faire.

***Isabelle Mandraud***

## Forcing du Medef et de la CGPME pour reprendre la main dans les négociations sur l'application de la loi

**APRÈS AVOIR LANCÉ** une pétition contre le projet de loi de Martine Aubry sur les 35 heures, le Mouvement des entreprises de France (Medef) se lance dans les grandes manœuvres. A l'image de la CGT, qui tente de fédérer les organisations syndicales pour « peser » sur la seconde loi de réduction du temps de travail, le Medef et la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) ont annoncé, mercredi 8 septembre, lors d'une conférence de presse, l'organisation d'un vaste rassemblement d'entrepreneurs à Paris.

Le 4 octobre, à la veille de l'ouverture du débat sur les 35 heures à l'Assemblée nationale, seront attendus au parc des Expositions de la porte de Versailles, à Paris, plusieurs milliers de patrons, voire plusieurs dizaines de milliers. D'après la CGPME, 500 000 « invitations » ont ainsi été envoyées à toutes les entreprises du pays, pour protester, selon les termes d'Ernest-Antoine Seillière, président du Medef, contre une loi *« néfaste, inapplicable, ringarde »*, contre *« le dirigisme des bureaux »* et le *« rationnement du travail »*.

Cet appel à la mobilisation patronale répond à la *« colère »* et à l'*« exaspération »* des entrepreneurs, *« tenus à l'écart »* de la préparation de la deuxième loi sur les 35 heures, explique le président du Medef. *« A aucun moment, nous n'avons été considérés comme des partenaires pour la mise en œuvre d'une mesure qui conditionne de manière fondamentale l'avenir de nos entreprises »*, a déclaré M. Seillière, pour qui *« dix-huit mois de négociations ont été rayés d'un trait de plume »*. Le Medef ne digère toujours pas les *« réserves »* et les *« exclusions »* émises par le gouvernement pour l'extension à toutes les entreprises des 110 accords de branche négociés entre partenaires sociaux. Les litiges portent sur le temps de travail des cadres, la durée du travail en cas d'annualisation, la formation hors temps de travail ou le nombre d'heures supplémentaires... autant de dispositions jugées *« innovantes »* par le patronat, mais que le gouvernement entend définir par la loi.

### « LES MODALITÉS LES MOINS DOMMAGEABLES »

Selon M. Seillière, les entrepreneurs n'acceptent pas que *« les compensations financières au surcoût de la mise en place des 35 heures soient financées par trois impôts nouveaux sur les entreprises (l'écotaxe, la contribution sociale sur les bénéfices, la taxe sur les heures supplémentaires) et des prélèvements de droit divin dans les caisses des institutions sociales paritaires »*.

Le respect des accords est *« indispensable »*, conclut M. Seillière, qui se dit prêt à amplifier *« dans un dialogue libre avec les partenaires sociaux, l'effort pour trouver les modalités les moins dommageables à l'application »* des 35 heures dans les entreprises, si le gouvernement reconnaît la validité des accords signés. De son côté, la CGPME va tenter de convaincre les députés de la nocivité de la seconde loi sur les 35 heures lors d'une *« séance pédagogique »* organisée, le 21 septembre, dans les sous-sols de l'Assemblée nationale par l'Amicale parlementaire des PME. *« C'est pour donner mauvaise conscience aux députés avant l'ouverture du débat à l'assemblée »*, précise Dominique Barbey, secrétaire générale de la CGPME.

***Alexandre Garcia***

## La droite parlementaire ne veut pas se laisser piéger lors du débat

**LE DÉBAT** sur les 35 heures, aubaine ou piège pour la droite ? C'est la question qui agite les députés de l'opposition RPR-UDF-DL, en cette veille de rentrée parlementaire. Mercredi 8 septembre, les députés RPR-UDF-DL devaient se réunir, à l'Assemblée nationale, pour débattre de la stratégie à suivre, avant d'entamer une longue série d'auditions des partenaires sociaux, jusqu'au 21 septembre.

L'opposition est face à un dilemme : s'opposer radicalement au texte de Martine Aubry, au risque de paraître en décalage avec la société ; approuver le principe de réduction du temps de travail tout en récusant la « méthode Aubry », au risque d'être moins lisible dans l'opinion. *« Je souhaite que le débat ne sombre pas dans la caricature. Il y aura un certain cynisme du gouvernement à montrer que la droite est ringarde »*, prévient Renaud Donnedieu de Vabres (UDF, Indre-et-Loire). Autre écueil, le discours de la droite ne doit pas décalquer celui du Medef *(lire ci-contre)*. *« Je n'ai pas envie de coller au grand patronat. On a peut-être donné cette impression, lors du débat sur la première loi Aubry »*, explique Roselyne Bachelot (RPR, Maine-et-Loire).

Prudente, donc, la droite se livre à un véritable *brain-storming*. *« On a rarement travaillé autant en amont sur un texte »*, observe Mme Bachelot. Durant le premier semestre, la députée a organisé une quinzaine de petits déjeuners avec des députés de son groupe, auxquels étaient conviés des chefs d'entreprise et des représentants de salariés. Dans la lettre hebdomadaire du groupe RPR de l'Assemblée, elle a rédigé des chroniques sur l'application de la première loi « Aubry », votée le 19 mai 1998. Tout au long de l'année, ses stagiaires « sciences-po » ont travaillé sur les 35 heures.

Pas de répit, même pendant les vacances : le 20 juillet, Eric Doligé, Bernard Accoyer (Haute-Savoie), Thierry Mariani (Vaucluse) et Patrick Devedjian (Hauts-de-Seine) se sont retrouvés, à Paris, pour se concerter sur les 35 heures. Actuellement, M. Mariani dépouille les réponses aux quelque *« trois mille huit cents questionnaires »* qu'il a adressés à des entreprises de sa circonscription, et s'apprête à élargir son enquête auprès des artisans de la chambre des métiers.

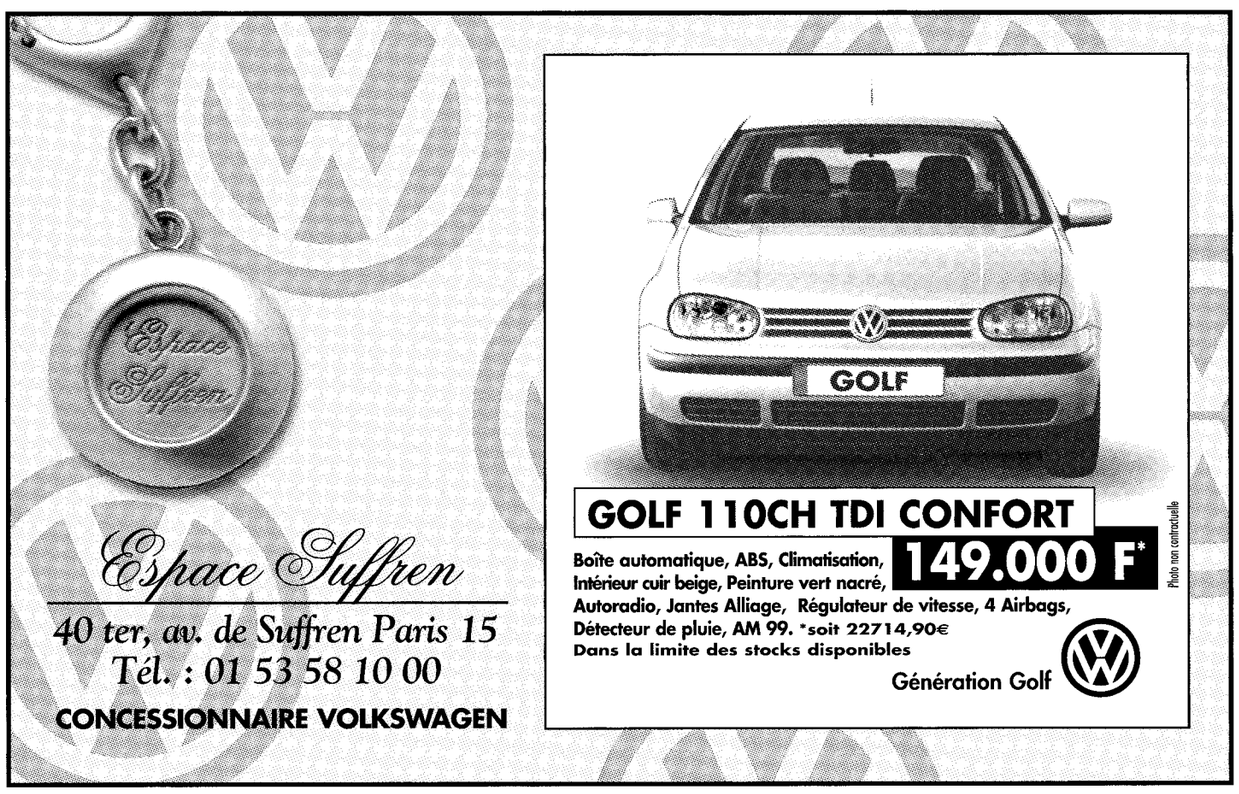
Le 1er octobre, jour « J moins 4 » du débat, qui s'ouvre le 5 octobre, Gilles de Robien (UDF, Somme) organise un colloque sur les *« réponses européennes »* à l'aménagement-réduction du temps de travail, *« sous le haut patronage et en présence »* de Mme Aubry. L'ancien président du groupe UDF fut le grand défenseur de la loi d'aménagement-réduction du temps de travail, dite *« loi Robien »*, votée en juin 1996. Les « 35 heures » seront au menu du comité directeur de Démocratie libérale, qui se tiendra dans l'Essonne, en fin de semaine. Et ainsi de suite. Un mois avant l'ouverture du débat, la droite est partagée. Pour François Goulard (DL, Morbihan), les 35 heures sont *« un beau sujet de rentrée politique »*. Autant l'opposition est apparue hésitante sur les questions de société – comme l'ont montré les récentes déclarations du RPR et de l'UDF sur le pacte civil de solidarité –, autant elle tient là l'occasion de se démarquer de la gauche.

> « On a rarement travaillé autant en amont sur un texte », observe Mme Bachelot

*« On va montrer une conception différente de l'économie, la droite repartir au front »*, résume M. Goulard, qui préconise une *« ligne dure : non au principe de réduction du temps de travail, non à la méthode Aubry »*.

En revanche, Marie-Thérèse Boisseau (UDF, Ile-et-Vilaine), coauteur, avec Denis Jacquat (DL, Moselle), de la loi Robien, dira *« oui au principe, non à la méthode autoritaire »*, même si elle constate, aujourd'hui, qu'*« une baisse importante et durable des taux d'intérêt vaut toutes les politiques »*. *« Nous allons nous opposer fermement, et argumenter que la baisse des charges sur les bas salaires depuis 1993 – et non sur l'ensemble des salaires, comme le propose la gauche – a produit des effets sur l'emploi »*, explique M. Devedjian, porte-parole du RPR, qui fustige les *« effets d'aubaine »* : *« On distribue de l'argent à des entreprises qui auraient de toute façon embauché du fait de la croissance ou qui ne le méritent pas : c'est le cas de l'industrie automobile, qui fait payer ses préretraites par l'Etat »*. Il y aura la droite sociale et la droite libérale.

***Clarisse Fabre***



LeMonde Job: WMQ0909--0010-0 WAS LMQ0909-10 Op.: XX Rev.: 08-09-99 T.: 11:09 S.: 111,06-Cmp.:08,11, Base : LMQPAG 57Fap:100 N°:0536 Lcp:700 CMYK



**EDUCATION** **La politique de sectorisation totale des collèges n'en finit pas de secouer l'académie de Paris. Depuis deux rentrées, le recteur, René Blanchet, et le directeur de l'académie, Pascal Jardin, ont mis en place un système centralisé et informatisé des affectations, laissant beaucoup moins de marge de manœuvre aux chefs d'établissement pour gérer les demandes de dérogation. ● S'INSCRIVANT dans le cadre de la politique en faveur de l'école républicaine menée par Claude Allègre, ce nouveau dispositif est accusé dans la capitale de rester opaque, de manquer de souplesse et de ne pas répondre suffisamment aux objectifs affichés de mixité sociale. ● LES FAMILLES des élèves n'ayant pas obtenu la place souhaitée le jour de la rentrée, forment devant le rectorat, depuis lundi 6 septembre, la longue file des cas particuliers, des coquilles, des erreurs informatiques et des oublis.**

# A Paris, le système d'affectation des élèves demeure un casse-tête

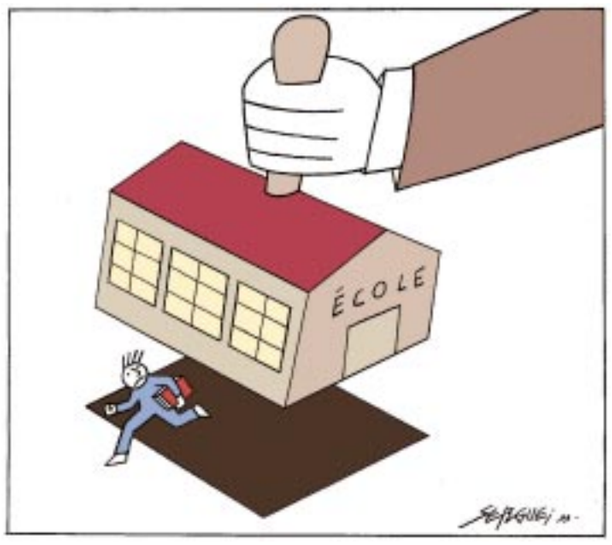
## La politique de sectorisation totale dans les collèges, menée, depuis deux rentrées, par les responsables de l'académie, suscite de nombreuses critiques. Les objectifs « républicains » affichés restent très difficiles à atteindre

**DES PARENTS EXCÉDÉS**, des élèves angoissés, des chefs d'établissement peu convaincus. La politique de sectorisation totale des collèges, telle qu'elle est pratiquée depuis deux rentrées à Paris, n'a semble-t-il pas fini de mettre le feu à l'académie. Paris, terre d'accueil des établissements les plus élitistes de France, paradis des passe-droits et des parents consommateurs d'école, où la trop grande concentration de collèges et de lycées exacerbe la concurrence scolaire, devait-il devenir l'exemple d'une éthique républicaine retrouvée dans l'éducation nationale ? La réalité rend le débat plus prosaïque.

Le directeur de l'académie de Paris, Pascal Jardin, affirme pour sa part, *« avoir voulu simplement édicter des règles claires et transparentes, afin que Paris cesse d'être une zone de non-droit en matière d'affectation des élèves, au nom de l'école de la République »*. A l'origine de cette politique, le recteur René Blanchet n'est pas arrivé, sur un terrain vierge de toute règle, livré au règne de la dérogation sauvage : ses prédécesseurs avaient, non sans mal d'ailleurs, instauré dès 1993, le découpage de la ville en six districts pour les lycées, puis introduit en 1997 la sectorisation des collèges. Au lieu d'émettre trois vœux pour entrer en sixième, les familles se voyaient réserver une place dans l'établissement de leur secteur d'habitation, avec la possibilité d'en demander un autre dans le cadre d'une politique de dérogation voulue *« souple »* : les établissements bénéficiaient, selon une règle non écrite, de la possibilité d'affecter eux-mêmes 10 % de leurs élèves.

Les nouveaux responsables, arrivés dans le sillage de Claude Allègre, ont voulu aller plus loin. Depuis 1998, les élèves sont affectés uniquement d'après leur secteur d'habitation et les dérogations gérées plus strictement par les services de l'académie. Surtout, les affectations sont centralisées au rectorat, grâce à un système informatique qui ne laisse plus aucune marge de manœuvre aux principaux de collège et qui n'offre guère plus de transparence aux familles.

C'est ce mode de gestion, et non le principe affiché, qui est aujourd'hui la cible de tous les mécontentements : *« intégriste »* pour les uns, *« aveugle »* pour les autres, il peine à prouver sa contribution à l'égalité républicaine. Passée la désagréable impression d'être traités comme des fonctionnaires irresponsables et mis à part les quelques barons attachés à une certaine tradition clientéliste, les chefs d'établissement dénoncent les limites du système : *« on ne sait plus traiter la marge »*, confesse l'un d'eux.




### PASSER AU TRAVERS

Entendez par là les cas particuliers et derrière eux les élèves qui sont passés au travers de la machine informatique : de l'élève, musicien depuis le cours élémentaire, qui vient de la banlieue, à celui qui a déménagé d'un arrondissement à l'autre au cours de l'été, en passant par celui qui habite en face du collège mais n'y est pas sectorisé.

Les critères ouvrant droit à dérogation, hiérarchisés, sont certes communiqués aux familles : raisons de santé, choix d'une langue rare, rapprochement d'un frère ou d'une sœur, présence d'un parent dans l'établissement, proximité du domicile. Mais la liste ne vaut que « sous réserve des places disponibles », sans transparence aucune. La création d'une commission mixte examinant les dérogations, réclamée par la FCPE, demande à laquelle s'est associé le SE-FEN, reste *« à l'étude »*.

*« L'affectation n'est transparente qu'au sens où la machine administrative vous dit : dans telle rue on va dans tel collège »*, ironise Jean-Jacques Hazan, président de la FCPE Paris. *« Attendre le verdict de l'ordinateur pour dire aux familles s'il reste de la place n'a rien à voir avec une politique républicaine,* complète un haut fonctionnaire de l'éducation nationale. *On a enlevé tout pouvoir au politique pour le donner à l'administratif, c'est une erreur »*.

De fait, cette gestion par l'ordinateur trouve ses limites. En 1998, 2 000 élèves étaient sans affectation le jour de la rentrée, dont 1 000 pour la seule entrée en sixième. Mardi 7 septembre, l'académie dénombrait 400 élèves en perdition, un nombre inférieur à l'année passée, mais vraissemblablement endeça de la réalité. Les files de mécontents présentes depuis lundi, avenue Gambetta, devant le siège du rectorat, ne comprenaient pas uniquement des parents déçus de l'affectation de leur enfant (*lire ci-dessous*).

### MESSSAGE RÉPUBLICAIN

Vendredi 3 septembre, 24 élèves, affectés au collège Honoré-de-Balzac dans le 17ème, ont été avertis qu'ils devaient finalement changer d'affectation, faute de place. Une situation telle que le cabinet de Claude Allègre a adressé par courrier à l'académie, ces jours derniers, des listes d'élèves à affecter *« pour exécution immédiate »*.

Pour sa défense, Pascal Jardin assure que *« les dérogations sont maîtrisées »*. En réalité, elles restent au même niveau depuis plusieurs années : 3 130 demandes dans le cadre des critères, 1 199 satisfaites (soit plus de 37 %) en 1998 ; 2 676 en 1999, dont 1 026 accordées (38 %), autant qu'en 1997.

Quant aux demandes d'interventions – les vrais passe-droits – elles seraient en passe d'être limitées : avocats, médecins, journalistes, vedettes du cinéma et autres membres du gouvernement auraient été moins enclins à vouloir déroger à la règle. Pascal Jardin affirme avoir reçu 682 demandes d'intervention cette année (dont une cinquantaine seulement seraient acceptées), contre 858 à la rentrée 1998, et 961 en 1993.

La preuve que le message républicain est passé ? *« Faire croire cela à l'opinion est un mensonge »*, affirme un bon connaisseur du système. *« Paris est Paris. La concentration des pouvoirs politique et économique rend inévitable ces phénomènes »*.

Sur le fond, il semble en fait que tous les aspects de cette *« politique républicaine »* ne soient pas maîtrisés. Le plus évident pour les familles relève d'une concertation transparente sur la définition des secteurs géographiques et les critères de recrutement des établissements. Elle est presque inexistante. *« Le fait que des familles se voient refuser des établissements de proximité montre que certains secteurs ne sont pas bons »*, explique Jean-Jacques Hazan. *« Il faut s'attaquer à leur redéfinition »*. Des aberrations sont ainsi relevées dans les arrondissements où la population est mobile (XIIe , XIXe ), et dans le centre de Paris (IIe notamment).

Deuxième condition de réussite, la nécessaire égalité de l'offre de formation entre les établissements, relève de la gageure. *« On ne met pas les mêmes profs partout »*, accuse un proviseur. L'académie vante un effort sur les ZEP, dotées cette année de 225 postes supplémentaires pour une trentaine de collèges. Mais ce rééquilibrage ne suffit pas pour relever les établissements réputés les plus faibles. De même, les tentatives faites pour disséminer les options ou les langues rares se sont à l'expérience révélées peu concluantes. Les sections internationales ouvertes à Balzac (XVIIème e) n'ont pas empêché la fuite des élèves ; le transfert du portugais de Henri-IV dans le Vème (où il comptait 140 élèves) à Montaigne dans le VIème (où ils se sont retrouvés à vingt) a échoué.

Quant à tenter, comme il y a quelques années, de supprimer une classe au collège Janson-de-Sailly, dans le XVIe , pour mieux gérer les moyens du secteur, mieux vaut ne pas y penser : Valéry Giscard-d'Estaing, ancien élève, est déjà intervenu contre ce qui, aussitôt, est apparu comme l'acte de décès de l'établissement.

Alors que le nombre d'élèves diminue dans la capitale, la sectorisation totale, menée sans que les capacités d'accueil des collèges et des lycées soient modifiées, conduit dans la réalité à la mort lente des établissements des arrondissements du pourtour parisien : sauf à faire tomber le mur du périphérique en allant recruter des élèves dans les banlieues limitrophes, ils continueront de se vider au profit de ceux du centre, plus réputés. Et si la sectorisation a permis à quelques collèges de retrouver un public plus favorisé, perdu depuis des années, ils restent dans une situation très fragile.

*« L'école à elle seule ne peut pas résoudre le problème de la mixité sociale et nous sommes engagés dans une politique de longue haleine »*, reconnaît Pascal Jardin, face aux critiques. Le débat est loin d'être clos. La direction de l'académie a dans l'idée d'étendre le principe de la sectorisation au lycée. Les règles actuelles, qui laissent aux familles plusieurs choix dans et hors de leur district d'habitation, ne donnent guère satisfaction.

Mais la réalité parisienne rend pour l'instant la réalisation de ce projet improbable. Quel sort réserver aux grands lycées de *« la montagne sacrée »* du cinquième arrondissement de la capitale ? Un groupe de travail réunissant quelques proviseurs est annoncé. La réflexion est dans les limbes, affirmet-on, prudemment, à l'académie, qui pense ouvrir là un chantier *« à l'horizon 2005 »*.

***Nathalie Guibert***

## *Bataille de chiffres sur les passages dans le privé*

**Réalité ou fantasme ? Mal évalué, le déplacement des élèves de l'enseignement public vers le privé donne lieu, à Paris, à une bataille de chiffres. Selon un ancien responsable de l'académie, les élèves parisiens fuyant le public pour le second degré privé ont augmenté de 15 % en 1998. Selon les chiffres fournis par Pascal Jardin, l'actuel directeur de l'académie, le privé, de la 6e aux classes préparatoires, n'a accueilli que 50 élèves de plus en 1998 par rapport 1997. En détaillant, l'académie compte, pour 1998, 600 élèves de plus à l'entrée en 6e dans le privé, et dénombre dans le même temps, 300 élèves de moins dans les 6e publiques. Elle note aussi, en 5e , un fort retour vers le public, de l'ordre de 400 élèves.**

**Les chiffres fournis par la direction de l'enseignement catholique de Paris sont sensiblement différents, même s'ils paraissent confirmer une croissance modérée. 19 360 élèves dans les collèges privés à la rentrée 1996, 19 444 à la rentrée 1997 et 19 910 à la rentrée 1998. Entre 1997 et 1998, on compterait 169 élèves de plus en 6e , 88 en 5e, 261 en 4e et 101 en 3e.**

# Elèves et parents au bord de la crise de nerfs

**REPORTAGE**

« Je suis socialiste et je vais inscrire mon fils dans le privé. C'est à vous écœurer »

***« J'AI** moins de seize ans. L'école est obligatoire, et il faut que je me batte pour avoir un lycée. »* Charlotte n'en revient pas. *« Dans mon lycée, on me dit que je suis inexistante. Alors je suis venue voir au rectorat si j'existe. »* Parquée derrière des barrières, la foule compacte trépigne, tempête, s'indigne. Deux jours après la rentrée, ces élèves sans affectation sont venus demander au rectorat de Paris dans quel établissement ils passeront leur année scolaire. C'est la file des cas particuliers, des erreurs informatiques, des coquilles et des oublis. On se raconte même que, dans la nuit de dimanche à lundi, plus d'une centaine de personnes ont dormi sur place.

Corinne et son fils sont outrés. Au début du mois de juillet, ces Rouennais sont venus s'installer à Paris. Le dossier de Sébastien, complet, est transmis à Paris. Une semaine avant sa rentrée en terminale STT, toujours rien. *« J'ai téléphoné toute la semaine à raison de six ou sept fois par jour : personne ! Vendredi, j'y suis allé. On m'a dit "Revenez lundi". Après cinq heures d'attente, j'ai appris que mon dossier avait été renvoyé à Rouen ». « Le pire est à l'intérieur. Ils en étaient au numéro 66. On avait le 215*, proteste Corinne. *Je vais porter plainte. »* Michelle est arrivée à 6 h 45. *« On était septième »*. Son fils, qui, à bientôt dix-huit ans, habite Paris dans un studio prêté par son grand-père, devait passer de l'académie de Créteil à celle de Paris. Problème : le nom indiqué sur le justificatif de domicile est celui du grand-père. *« Lundi, on m'a dit que le dossier avait été renvoyé à Melun le 19 juillet. Comment pouvais-je le savoir ? Je suis socialiste et je vais inscrire mon fils dans le privé. Je n'ai pas d'autre solution. C'est à vous écœurer. »* A 8 h 30, excédée, elle a appelé le ministère. Ballottée de service en service, elle a fini par atterrir au secrétariat de Claude Allègre. *« Je suis devant le rectorat. On est 500. Dites-le-lui ! »*, a-t-elle hurlé avant de se faire poliment conseiller d'appeler ailleurs. Pascal Jardin, directeur de l'académie de Paris, avance le chiffre de quatre cents dossiers sur le carreau.

La fille de Chantal n'est pas affectée dans le bon collège. Elle voulait qu'Elsa étudie l'espagnol en première langue, possibilité que propose seul le collège Bergson. La dérogation lui a été refusée. *« Oui, nous avons fait un choix différent, mais on n'a pas demandé Montaigne, quand même ! »*

Soudain, les portes s'ouvrent. Les gens s'engouffrent, les gros bras haussent le ton, une femme hurle : *« C'est pire que la caisse d'allocations familiales ici. Je suis là depuis 9 heures ! » « Il y en a qui sont là depuis 7 heures, madame »*, réplique l'un des huit vigiles. Jessica enjambe la barrière. *« Le matin de la rentrée, je suis allée dans mon nouveau lycée. Je n'étais pas sur les listes. »* Pourtant, le Minitel le lui avait assuré : *« Elève affectée à Stéphane-Mallarmé. »* Elle a fait la queue pendant des heures, téléphoné : le rectorat ne répond plus. *« Là, il est 13 heures. J'en ai marre. Je me casse. Je vais rentrer chez moi et piquer une crise de nerfs. »* Une fillette endormie sur l'épaule, l'autre trottinant à ses côtés, Isabelle aussi s'en va. *« Il faut être clochard et dormir dans la rue pour réussir à rentrer ou quoi ? J'ai déménagé place d'Italie. Ma fille devait redoubler sa troisième au collège Elsa-Triolet. En plus, il est mal fréquenté. Elle n'est pas inscrite. »* Mères en larmes, enfants angoissés, bébés qui pleurnichent : le trottoir prend des airs de camp de réfugiés.

Fatma se plante au milieu du passage *« J'ai un enfant à l'hosto, moi. J'ai neuf enfants. Non, je ne me calmerai pas. Je passerai aujourd'hui, monsieur. Ça commence à bien faire. »* Tout ce qu'elle veut, c'est entrer pour donner en mains propres son dossier à la bonne personne. L'école primaire de son fils a omis d'envoyer son dossier au collège Jean-Baptiste-Clément, où il devait entrer en sixième. Mais plus personne ne rentre. C'est la consigne. On distribue des tickets pour le lendemain. *« C'est kafkaïen cette histoire. Ils ont dit que, de toute façon, les tickets ne servaient à rien. »* Dans son poing, Catherine sert le précieux carton vert, numéro 41. Pour le rectorat, carton rouge.

***Stéphane Horel***

## *Près de 348 000 élèves à Paris*

● **Le primaire et le secondaire.**
321 683 élèves sont scolarisés à Paris, dans 1 121 écoles, collèges et lycées publics et privés sous contrat, dont :
– 55 254 enfants dans 312 écoles maternelles (privé : 10 437 enfants),
– 80 344 élèves dans 332 écoles élémentaires (privé : 23 413 élèves, 105 écoles),
– 1 784 élèves dans le public et 222 dans le privé ressortent de l'enseignement spécialisé.
L'enseignement primaire totalise 171 454 élèves dans 754 écoles.
L'enseignement secondaire compte 150 229 élèves dans 367 établissements, dont :
– 55 860 collégiens dans 109 établissements (privé : 24 497 élèves, 66 collèges),
– 36 270 lycéens dans 76 lycées d'enseignement général et technologique (privé : 19 033 lycéens, 66 lycées),
– 11 408 lycéens professionnels dans 40 LP (privé : 1 337 lycéens, 6 LP),
– 7 établissements spécialisés publics et privés accueillent 1 766 élèves.

● **Les zones d'éducation prioritaires (ZEP).**
Parmi les 321 683 élèves de l'académie, 57 852 sont scolarisés en ZEP, dans 211 écoles (dont 99 maternelles) et 31 collèges.

● **Le post-bac.**
– Un élève sur cinq en classes préparatoires se trouve à Paris, soit 10 992 préparationnaires dans le public et 1 398 dans le privé.
– Les sections de techniciens supérieurs (STS) comptent 10 468 élèves dans le public et 2 651 dans le privé.

# Dans le primaire, un système beaucoup plus satisfaisant

**LE PREMIER** degré reste plutôt en marge des tensions qui entourent le recrutement des élèves dans les collèges et les lycées. Si elle est loin d'être parfaite, la gestion de la sectorisation des écoles paraît plus sereine.

La préparation de l'ouverture d'une nouvelle école rue du Tibre, sur la ZAC Tage-Kellermann dans le XIIIe arrondissement, prévue pour la rentrée 2000, fournit un exemple de cette relative paix sociale et scolaire.

Des discussions sont engagées depuis de nombreux mois entre l'éducation nationale, la mairie d'arrondissement et les parents afin de déterminer le périmètre de recrutement de cette future école. Sur la ZAC, 230 logements neufs restent à livrer. A l'ouest de la nouvelle école, celle de la rue Küss, située en ZEP, cherche à alléger ses effectifs et devrait en adresser une partie rue du Tibre. Mais cela ne suffira pas à remplir le nouvel établissement.

Deux hypothèses sont donc en lice. La première consisterait à orienter rue du Tibre une partie des élèves actuellement sectorisés au nord, dans l'école de la rue de Tolbiac. Elle accueille une population plus favorisée, mais recrute sur une large zone, jouxtant la ZAC.

Dans la seconde hypothèse, la nouvelle école piocherait, au-delà du boulevard Kellermann, dans une population moins favorisée. La décision sera prise d'ici au mois de décembre, dans une relative sérénité.

C'est au maire de Paris, que revient en dernier ressort, le pouvoir discrétionnaire de définir les périmètres de recrutement des 650 écoles de la capitale. Ce tracé est arrêté après propositions des maires d'arrondissement, censés représenter leurs habitants, et sur avis des représentants de l'éducation nationale et des parents d'élèves. Il doit être communiqué aux familles : celles qui le demandent peuvent en prendre connaissance dans les mairies d'arrondissement.

### TRANSPARENCE

Reste à rendre cette transparence totale : le plan de Paris découpé par périmètre n'est pas encore distribué à tous. Et les parents, *via* leurs fédérations, ne sont associés à la concertation que dans la moitié des arrondissements. Pour 137 000 enfants scolarisés à Paris, le directeur des affaires scolaires de la ville, Patrice Molle, recense 9 à 10 % de demandes de dérogations. Cette proportion, stable, correspond selon lui *« à la souplesse nécessaire pour que le service public ne soit pas aveugle »*. Les dérogations sont *« gérées au cas par cas, en fonction de la situation des familles »*. Les petits arrangements locaux ne sont pas exclus. Mais ils ne semblent pas choquer grand monde.

***N. G.***

LeMonde Job: WMQ0909--0011-0 WAS LMQ0909-11 Op.: XX Rev.: 08-09-99 T.: 11:10 S.: 111,06-Cmp.:08,11, Base : LMQPAG 57Fap:100 N°:0537 Lcp:700 CMYK



# Le réseau des « chiennes de garde » a remporté une première victoire contre Force ouvrière

## Le syndicat a présenté ses excuses pour un tract contenant des propos sexistes contre Laure Adler

**Le réseau des *« chiennes de garde »*, lancé au mois de mars pour combattre la violence sexiste, vient d'obtenir une première victoire contre le syndicat Force ouvrière. A sa demande, la confédération s'est désolidarisée d'un tract distribué par la section FO de Radio-France, qui contenait des propos sexistes contre la directrice de France-Culture, Laure Adler.**

***LES « CHIENNES DE GARDE »*** ont, pour la première fois, montré les crocs. Elles ont tenu l'ennemi en respect, semble-t-il. Le 8 mars, date de la traditionnelle journée internationale des femmes, était lancé le *« Manifeste des chiennes de garde »* contre la violence sexiste. *« Enlève ton slip, salope ! »* venait de s'entendre conseiller Dominique Voynet, la ministre de l'environnement, au Salon de l'agriculture. Ce fut la *« goutte d'eau qui fit déborder le vase »* pour Florence Montreynaud, écrivaine, spécialiste de l'histoire des femmes, qui décidait alors de lancer un manifeste-pétition contre les injures sexistes, et se promettait de réagir avec les signataires à chaque nouvelle insulte proférée devant témoins contre une femme publique.

*« Nous vivons en démocratie,* rappelait le manifeste. *Le débat est libre, mais tous les arguments ne sont pas légitimes. Toute femme qui s'expose, qui s'affirme, qui s'affiche court le risque d'être traitée de "pute" ; si elle réussit, elle est soupçonnée d'avoir "couché" (...). Ça suffit ! Nous, chiennes de garde, nous montrons les crocs. Adresser une injure sexiste à une femme politique, c'est insulter toutes les femmes. Nous nous engageons à manifester notre soutien à toute femme publique attaquée en tant que femme.* (... ) » Six cent trente personnes, dont un grand nombre de figures du monde intellectuel et politique, et 30 % d'hommes, ont signé ce texte. Dominique Voynet a indiqué le 7 septembre son intention d'en faire autant.

C'est contre le syndicat Force ouvrière que le réseau des *« chiennes de garde »* aura eu la première occasion de se mobiliser. Lundi 6 septembre, il dénonçait les *« insultes sexistes »* de la section FO de Radio-France à l'encontre de la directrice de France-Culture, Laure Adler. Les syndicalistes avaient, le 1er septembre, diffusé dans la Maison de la radio un tract intitulé *« France-Culture : maison close à la création ! La taulière met les producteurs, réalisateurs, auteurs et artistes interprètes sur le trottoir. »* Mme Adler se voyait comparée à Imelda Marcos et à Mme de Pompadour, et il lui était suggéré de *« ne pas se coincer les talons aiguilles dans la grille de programmes »*.

### LETTRE D'EXCUSE

Dans une lettre adressée le 6 septembre à Marc Blondel, le réseau des *« chiennes de garde »* demandait au secrétaire national de Force ouvrière de désavouer ce tract, de faire figurer la lutte contre le sexisme au programme du prochain congrès national de FO et de faire en sorte que la section FO de Radio-France présente des excuses publiques à Laure Adler. *« Sans réponse satisfaisante,* était-il précisé, *nous serons en droit de penser que la lutte contre le sexisme n'est pas partie intégrante du programme politique de FO ; et nous demanderons à toutes les personnes indignées par ce texte de démissionner de FO. »*

Requête en grande partie satisfaite : le secrétaire général adjoint de la fédération FO presse, audiovisuel, spectacle, Fernand Guiot, s'est désolidarisé de ce texte lors de réunions publiques à Radio-France, et a exprimé toute la désapprobation de la Confédération FO. Une lettre d'excuses a par ailleurs été adressée à titre privé à Laure Adler par le responsable de la section FO de Radio-France (le SNFORT), à l'origine du tract. Pour autant, Jean-Marie Cavada, président de Radio France, *« se réserve la possibilité de donner une suite judiciaire »* à cette affaire, notamment en cas de récidive, révèle son entourage.

Florence Montreynaud se réjouit de l'impact de ce premier coup de semonce des *« chiennes de garde »*. *« J'ai été candidate aux élections législatives de 1978. Quand j'ai vu écrit* "Pute" *sur les affiches où j'apparaissais en tailleur, j'ai arrêté la politique : je n'étais pas assez forte pour encaisser cela. »* Depuis, cette violence n'a guère régressé, constate-t-elle, rappelant les propos tenus sur Nicole Notat, dirigeante de la CFDT, par Marc Blondel, en novembre 1997 : *« Moi, mon boulot, ce n'est pas de faire l'amour avec les premiers ministres. » « Dans les autres pays occidentaux,* poursuit Mme Montreynaud, *les femmes politiques ne sont pas agressées avec autant de machisme. A quoi tient cette exception française ? Serait-elle en relation avec la place dérisoire des femmes dans les assemblées élues ? »*

***Pascale Krémer***

# A Lyon, l'éditeur chômeur Jean Plantin jugé pour contestation de crimes contre l'humanité

**LYON**
*de notre correspondant régional*

L'éditeur de la revue *Akribeia,* Jean Plantin, un chômeur de 34 ans se déclarant sans ressources, ne s'est pas présenté, mardi 7 septembre, devant la sixième chambre du tribunal correctionnel de Lyon. M. Plantin, représenté par son avocat Eric Delcroix, conseil habituel des historiens révisionnistes ou de leurs éditeurs et lui-même condamné pour des propos tenus en 1994, était poursuivi pour *« contestation de crime contre l'humanité »*. Sa revue, dont quatre numéros ont été imprimés à Lyon depuis octobre 1997, est notamment constituée d'études d'auteurs dont certains appartiennent à la mouvance néonazie, et de notes de lectures dont la plupart font référence à des auteurs négationnistes ou proches d'eux. M. Plantin a également diffusé des ouvrages à caractère néonazis.

Le 27 mai, le tribunal correctionnel de Lyon l'avait condamné à six mois de prison avec sursis et dix mille francs d'amende pour *« publicité en faveur d'une publication dangereuse pour la jeunesse malgré interdiction administrative »*. Quelques jours après l'audience, Jean Plantin récidivait en déposant dans plusieurs librairies et en envoyant aux abonnés de sa revue le quatrième numéro de celle-ci. Le parquet de Lyon citait à comparaître l'éditeur ainsi que son imprimeur, Michel Brailly, sur le fondement de la loi Gayssot du 13 juillet 1990. A l'audience, l'imprimeur a soutenu n'avoir jamais posé les yeux sur les documents que Jean Plantin remettait à ses collaborateurs, sous la forme de disquettes informatiques. *« J'ai été négligent ou imprudent »*, a-t-il reconnu.

Négligents et imprudents, les deux professeurs d'université, Régis Ladous et Yves Lequin, appelés à témoigner à la barre par les parties civiles, SOS-Racisme et la Licra, le furent-ils aussi, lorsqu'ils attribuèrent à Jean Plantin, le premier la mention « très bien » pour son mémoire de maîtrise soutenue en 1990 sur Paul Rassinier, pionnier du négationnisme, et le second, l'année suivante, la note de onze sur vingt pour son mémoire de DEA sur les « Epidémies de typhus exanthématiques dans les camps de concentration nazis, 1933-1945 » ? En l'absence de leur ancien élève, les deux professeurs des universités lyonnaises sont apparus comme les principaux accusés de ce procès. Dans sa plaidoirie l'avocat de SOS-Racisme les a qualifiés de *« bonnes fées qui ont permis* [à Jean Plantin] *de s'épanouir »* dans la mouvance révisionniste.

### IMPRIMEUR « AVEUGLE »

Les deux enseignants se sont opposés sur la nature exacte de cet étudiant, *« très effacé, qui ne tenait pas de propos extrémistes »*, selon M. Ladous, mais chez lequel ce dernier reconnaît avoir décelé *« des tendances négationnistes »*. Yves Lequin n'a pas partagé cette opinion mais a admis avoir eu un doute. *« Mais on ne condamne pas sur un soupçon »*, a noté aussitôt le professeur d'histoire contemporaine de Lyon 2. Le procureur de la République a, lui, estimé que l'éditeur d'*Akribeia « appartient à un réseau négationniste »*. Il a requis contre lui une peine de six mois de prison avec sursis et une amende de 50 000 francs. Contre l'imprimeur « aveugle » de la revue, il a réclamé une amende de 8 000 francs.

Jugement le 28 septembre.

***Claude Francillon***

# Le cas d'Hans Münch, médecin nazi non repentant, devant le tribunal de Paris

**MÉDECIN** affecté au camp d'Auschwitz, Hans Münch, quatre-vingt-sept ans, est un nazi qui ne regrette rien. Dans un entretien paru en septembre 1998 dans l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel,* l'ancien Waffen-SS qui jouit d'une retraite tranquille à Rosshaupten, en Bavière, qualifiait Josef Mengele, médecin-chef du camp, de *« compagnon le plus sympathique qui soit »* et les juifs de l'Est de *« racaille épouvantable (...) si dressés à la servilité qu'on ne pouvait plus les qualifier d'êtres humains »* (*Le Monde* du 3 octobre 1998).

PROCÈS

Sur la trace du dernier médecin nazi d'Auschwitz, acquitté de crimes de guerre en 1947 à Cracovie sur la foi de témoignages de détenus, Daniel Mermet, producteur à France-Inter, constitua à son tour, à l'automne 1998, plusieurs émissions pour sa série « Là-bas si j'y suis ».

Cette fois, sur les ondes, le médecin allait qualifier les Tziganes de *« misérables minables »* et ajouter : *« Ils laissaient mourir les enfants de la manière la plus atroce (...). Ils ont été liquidés parce qu'on n'est pas arrivé à bout d'eux (...). C'était pratiquement la seule solution possible, envoyer au camp des Tziganes au gaz, oui, oui, pour que les jeunes puissent survivre »*.

Cité mardi 7 septembre devant la dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de Paris pour *« provocation à la haine raciale »* et *« apologie de crime contre l'humanité »*, Hans Münch a fait parvenir au tribunal, par l'intermédiaire de son avocat Me Jean-Marc Varaut, représenté à l'audience par Me Eric Morin, un *« rapport d'expertise psychiatrique »*, daté de mars, d'un praticien munichois. Selon ce dernier, le docteur Hans Lauter, M. Münch souffrirait de *« troubles considérables de la mémoire »*, liés à une maladie d'Alzheimer.

> « Rien ne peut m'arriver dans les deux ou trois années. Après cela, il sera trop tard »

Hans Münch juridiquement irresponsable de ses propos ? Pour en avoir le cœur net, la défense a demandé contre l'avis des associations constituées partie civile – le MRAP, la Ligue des droits de l'homme, la Licra et la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes (FNDIRP) – qu'une expertise judiciaire soit diligentée.

On fit aussi remarquer l'étrange conclusion du docteur Lauter dans son expertise commandée par la famille du médecin nazi : *« En raison des* [troubles dont il est atteint], *le docteur Münch ne s'est pas rendu compte du fait que les interviews ont été réalisées dans l'intention d'être publiées, car comme dans toutes les occasions précédentes, il se serait exprimé (...) avec beaucoup plus de retenue s'il avait été en mesure (...) de réfléchir à leurs conséquences éventuelles...»*

Le substitut François Cordier a reconnu qu'il serait *« paradoxal et choquant »* de voir un affidé *« d'une des plus grandes folies de l'histoire demander à être reconnu irresponsable »*. Cependant, il a estimé que, *« face à de tels personnages »*, il fallait *« respecter l'état de droit »*. Il s'est joint à la demande d'expertise, sur laquelle le tribunal se prononcera le 21 septembre.

Au journaliste du *Spiegel,* Hans Münch avait déclaré en septembre 1998 : *« Je sais que je peux aller en prison pour ce que je vous raconte. Mais je suis vieux. Je suis sûr que rien ne peut m'arriver dans les deux ou trois années. Et après cela, il sera trop tard »*.

***Jean-Michel Dumay***

# Condamnation de deux alpinistes pour « homicide involontaire »

**DEUX JEUNES ALPINISTES** ont été condamnés, lundi 6 septembre, pour *« homicide involontaire »* par le tribunal correctionnel de Lyon pour avoir laissé seul, lors d'une ascension dans le massif du Mont-Blanc, un troisième camarade qui devait ensuite faire une chute mortelle. Le 10 juin 1997, les trois hommes avaient entrepris l'ascension de l'Aiguille verte. Sébastien Meyer et Fabien Antolinos avaient décidé de poursuivre la course vers le sommet en laissant seul Bertrand Michat qui avait perdu un crampon. Ce dernier avait chuté mortellement dans la descente. Les deux alpinistes ont été condamnés à deux mois de prison avec sursis et à payer 100 000 francs de dommages et intérêts à la famille de l'alpiniste décédé. Le tribunal a considéré que le comportement des deux alpinistes était *« constitutif d'une imprudence »*. – *(Corresp. rég.)*

# Les écoles sont sous-équipées en manuels selon les éditeurs

**LES NOUVEAUX MANUELS SCOLAIRES** sont *« plus légers et moins chers »,* ont assuré mardi 7 septembre les représentants des éditeurs scolaires, en réponse au rapport annuel de l'inspection générale de l'éducation nationale, qui jugeait les livres de classe *« trop lourds, trop coûteux et mal conçus »*. Les éditeurs ont aussi rappelé que *« faute de crédits suffisants, les écoles primaires n'achètent que 1,2 livre par élève et par an, sur les cinq ou six prévus. » « De plus, alors que certains programmes ont changé depuis 1995, la moitié des élèves n'a pas encore de nouveaux manuels conformes »,* ont-ils ajouté.

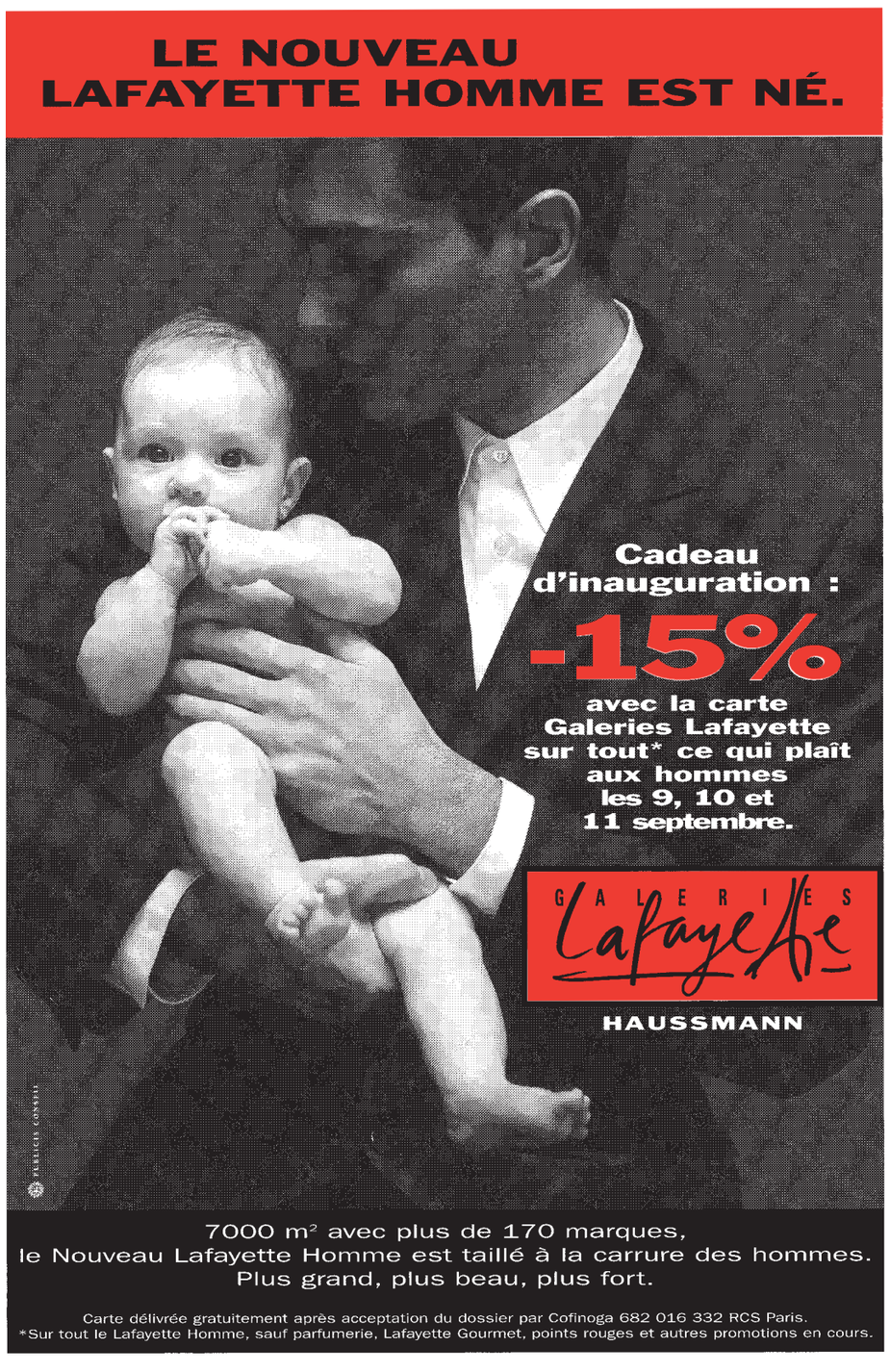
### DÉPÊCHES

■ **CORSE : l'ancien préfet de Corse, Bernard Bonnet, a refusé de se soumettre à l'expertise psychiatrique** et psychologique demandée par le juge d'instruction d'Ajaccio, Patrice Camberou, dans le cadre de l'enquête sur la destruction de la paillote Chez Francis. Affirmant être innocent, il a indiqué à l'institution judiciaire qu'il n'y avait pas de raison que l'on examine son état mental. Ce type d'examen est effectué dans tous les dossiers criminels.

■ **PRESSE : le directeur et un journaliste du journal *Libération* ont été condamnés, mardi 7 septembre, pour diffamation envers le préfet Yves Bonnet,** ancien directeur de la direction de la surveillance du territoire par le tribunal correctionnel de Paris. L'article incriminé indiquait implicitement que Yves Bonnet aurait pu participer, contre une rémunération, à une opération de propagande dans le cadre des attentats islamistes de 1995.

■ **SOCIAL : les urgentistes de Marseille ont entamé, lundi 6 septembre, un mouvement de grève administrative,** afin d'obtenir, notamment, le retour d'un fonctionnaire de police dans les hôpitaux. Excédés par la multiplication des agressions contre le personnel hospitalier, quelque 400 employés des quatre services d'urgence de Marseille sont en grève illimitée pour dénoncer le *« stress permanent »* dans lequel ils vivent.

■ **ENVIRONNEMENT : plus de 200 infractions à l'environnement ont été constatées dans le marais de Fontenay-le-Vicomte (Essonne)** lors d'une opération lancée par le parquet d'Evry, lundi 6 et mardi 7 septembre. Plus de 200 constructions ont été recensées dans ce marais de 400 hectares, classé en zone protégée déclaré zone inconstructible. Les infractions relevées concernent les lois sur l'eau, la pêche (création de pisciculture sauvage), les déchets, la forêt (défrichement) et l'urbanisme.



LeMonde Job: WMQ0909--0012-0 WAS LMQ0909-12 Op.: XX Rev.: 08-09-99 T.: 10:00 S.: 111,06-Cmp.:08,11, Base : LMQPAG 57Fap:100 N°:0538 Lcp:700 CMYK



# Voyage aux centres de la France

## Plusieurs villages du Cher affirment être au cœur de l'Hexagone. Mais les calculs des géographes diffèrent selon les marées et selon qu'ils intègrent ou non la Corse. Le département compte aussi, avec Blancfort, le « centre de la zone euro »

**BOURGES**
*de notre correspondant*

Fichée au milieu des quatre routes qui crucifient le village de Bruère-Allichamps (Cher), près de Saint-Amand-Montrond, elle figure, depuis deux cents ans exactement, le centre de la France. Cette borne milliaire, qui marquait les distances le long de la voie romaine, est, à elle seule, toute une histoire. Du temps de l'empereur Septime Sévère, en l'an 200, elle indiquait l'intersection des chemins venant de Bourges et Châteaumeillant (Cher) et de Néris-les-Bains (Allier), avant d'être renversée, comme d'autres, par les barbares au VI[e] siècle.

Cette pierre fut ensuite creusée pour être utilisée comme sarcophage. Il faut un curé entiché d'archéologie, l'abbé Pajonnet, prieur d'Allichamps, pour l'exhumer au mi-temps du XVIII[e] siècle. Le duc de Béthune-Charost, seigneur de Meillant (Cher), s'intéresse aux travaux du prieur. Il l'aide en lui obtenant une rente viagère, et le curé, sans doute en remerciement, lui offre la fameuse borne. Alors qu'à Paris, la République s'installe, le duc remet à sa place originelle, et à ses frais, cette borne. D'autant qu'un citoyen-ingénieur vient de reconnaître Bruère-Allichamps comme centre de la France. Mais la confusion des temps révolutionnaires retarde le projet de dix ans. En 1799, la borne retrouve sa place et sa fonction, que nul ne vient à lui contester.

Mais à la fin du XIX[e] siècle, géographes et mathématiciens posent règles et compas sur un Hexagone en voie de stabilité et reprennent les calculs afin de déterminer exactement le centre de la France.

C'est l'abbé Théophile Moreux – né à Argent-sur-Sauldre (Cher) en 1867 et mort de misère à Bourges en 1954 – qui impose son expertise. Cet astronome, philosophe (il eut entre autres Georges Bernanos comme élève), auteur d'une œuvre dont aurait pu s'inspirer Pierre Dac (*D'où venons-nous ?*, *Où sommes-nous ?*, *Qui sommes-nous ?*, *Où allons-nous ?*, éditions Bonne Presse) – pointe son index sur le village de Saulzais-le-Potier, dans le sud du département. A la sortie de ce bourg, un chemin discret mène jusqu'à une sorte de monument érigé d'après les résultats des savantes équations de l'abbé.

### UN VENTRE DE FEMME

En 1981, les temps sont au changement. Germe alors dans l'esprit du sculpteur Ben Jackober le projet de donner à la France un nombril. L'architecte Claude Parent – qui réalisa avec Paul Virilio l'église-blockhaus de Nevers en 1966 – imagine un ventre de femme en béton écaillé de céramique, sur 200 mètres de long et 40 mètres de large, s'alanguissant sur un coteau de Bruère-Allichamps dominant le Cher.

Le dossier séduit Jack Lang, ministre de la culture, qui le glisse en 1983 à François Mitterrand, lequel ne déteste pas les escapades dominicales dans le coin (notamment l'abbaye de Noirlac), non loin de son fief nivernais.

L'enveloppe, 20 millions de francs, est à la hauteur des retombées touristiques attendues. On prévoit d'installer des alvéoles sous l'épiderme de béton, aménagés en chambres d'accueil pour les participants aux nombreux colloques et séminaires qui ont lieu dans la célèbre abbaye toute proche. Une exposition permanente sur la notion de centre est envisagée, différentes boutiques également. Le conseil municipal de Bruère-Allichamps offre un terrain de 8 000 mètres carrés. Mais le projet fait long feu. *« On n'y a jamais vraiment cru »*, se défendent aujourd'hui les rares habitants de Bruère-Allichamps à s'en souvenir, et qui n'apprécient guère cette façon familière dont on les a traités.

Il est vrai que depuis cette affaire, un autre village du Cher en a profité pour tirer à lui les feux médiatiques. Vesdun, plus au sud du département, non loin d'Epineuil-le-Fleuriel d'Alain Fournier, a mené une véritable guerre de tranchée. Et le village campe sur ses positions : les calculs de Pierre Vermond en 1830, confirmés en 1957, reçoivent en outre le renfort inestimable de l'Institut géographique national (IGN) en 1984. Le « centroïde », terme utilisé par l'Institut, est certes un peu baladeur : si l'on tient compte de la Corse, il est au lieu-dit La Brande de Murat, aux confins des communes de Vallon-en-Sully et Nassigny (Allier) ; sans l'île de Beauté, il est bien sur la commune de Vesdun, au lieu-dit La Coucière.

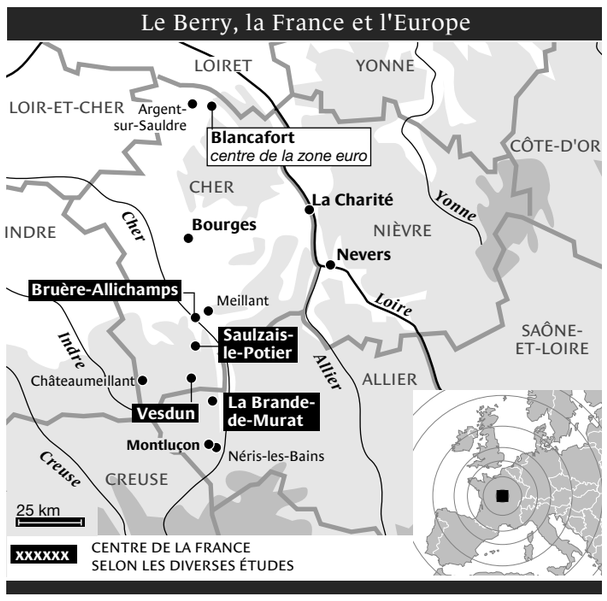
Considérant sa bataille gagnée, Vesdun s'est, depuis, jumelé avec le centre du monde, Felicity (Californie), et s'est borné d'une forêt des Mille Poètes, une idée de son maire, Jean-Marie Dumontet, qui reboise un arpent communal en friche en demandant à des poètes et des écrivains de venir baptiser chaque nouvel arbre planté.

L'un de ces poètes, pour le moins inspiré, a dénombré, dans un sonnet, dix-huit centres de la France. Il est vrai qu'un responsable de l'IGN avait prévenu : *« Il y a autant de centres de la France que de façons de définir le territoire national : à marée haute ou à marée basse, avec ou sans les îles, avec ou sans les lacs, étangs, estuaires. L'avènement de l'informatique et la disponibilité des données géographiques en ordinateur rendent et rendront de plus en plus facile le calcul de ces différentes hypothèses. »*

### « SON PIVOT EST SOLIDE »

Pour Jean Giraudoux, qui venait chez sa tante Charlotte à Saint-Amand-Montrond, il n'y avait pourtant aucun doute : *« Ce sarcophage debout, dans le Cher, à La Celle-Bruère, dans lequel enfant je me cachais debout, et qui marque toujours le centre de la France »*, écrit-il dans *Armistice à Bordeaux,* paru en 1945, un an après sa mort. Dans *Or dans la nuit* (Grasset, 1969), évoquant, entre autres, une France de 1918 ayant retrouvé ses territoires perdus en 1870, il pose cette certitude : *« La France peut tourner tranquille aujourd'hui, son pivot est solide. »*Le 3 décembre, Bruère-Allichamps fêtera comme il se doit sa borne « centre de la France ».

***Patrick Martinat***




# L'euro dans le jardin de Paul Berbain

**BOURGES**
*de notre correspondant*

Codifié IGN (Institut géographique national), le message est tombé en novembre 1998. Blancafort, commune du nord du Cher, était promu centre de la zone euro. Le point d'impact se trouvait très précisément dans le jardin de Paul Berbain, agriculteur au lieu-dit la Grande Roche. Dans cette bourgade d'un millier d'habitants, vivant d'une usine de dindes, quelques-uns ont tiré des plans sur la comète.

Feu le Café du centre a été rouvert, un syndicat d'initiative a été créé et une maison des souvenirs a été baptisée La Bouinotte, « petite lucarne » en Berrichon. La presse étrangère s'est intéressée au bourg : Blancafort était devenu mondial et très couru : au temps où il conduisait encore la liste RPR-DL aux élections européenes, Philippe Séguin est venu là pour lancer sa campagne électorale et y déclarer : *« Face aux excessifs de tout genre, nous entendons incarner la raison, le sérieux et la véritable modernité. »*

Un artiste local a concocté un œuvre de 2 mètres de diamètre, représentant « l'Europe de l'euro », quadrillé de carreaux bleus et blancs, provenant de La Borne, un village de potiers, voisin et célèbre. Elle a été tranquillement inaugurée le 22 mai, la veille du dimanche de la Pentecôte, date retenue pour le *« marché de l'euro »*. Mais c'était aussi jour de baptêmes...

### DÉCROCHER LES HAMEÇONS

Si dans la vitrine du pâtissier, Louis Ligneul, les euros en chocolat concurrencent les « langues de sorcières », clin d'oeil au Musée de la sorcellerie, à un coup de balai de Blancafort, le village n'a pas été gagné par la fièvre.

Ginette, soixante-seize ans, immortalisée par la presse suisse dans sa boutique Pêche-Coiffure-Chasse – une photo la montre tenant à bout de bras un lièvre empaillé par un taxidermiste blancafortais, Thierry LeLièvre –, pense même décrocher ses derniers hameçons. Titine, quatre-vingt-dix ans au prochain blé mûr, continue à tenir son Café de la paix où l'on tape le carton chaque soir, en remettant des tournées en anciens francs. *« L'euro, ça va rien changer pour nous »*, assène Charles. Et au Point du jour, seul hôtel-restaurant du bourg, on préfère causer chasse : on n'est pas loin de Brinon, la patrie de Raboliot. Chez Marie du Berry, à La Renardière, les chambres d'hôtes accueillent d'autres rêves.

Le fameux dimanche de la Pentecôte, au bout de son chemin de terre, Paul Berbain, héros récent du Jeu des 1 000 francs a fait sa ronde dans son jardin où il a flanqué la borne d'un drapeau tricolore en berne *« parce que la France est en guerre »*.

***P. Ma.***

# Les Parisiens et les Franciliens sont soumis à la question

**RENTRÉE** studieuse pour les citoyens de Paris et de la région Ile-de-France disposés à la « démocratie directe ». Mercredi 8 septembre, deux millions de questionnaires vont être distribués dans les principales gares parisiennes à l'initiative du conseil régional d'Ile-de-France. Par ailleurs, les habitants de la capitale sont invités, depuis le 1[er] septembre, à exprimer une *« idée concrète »* pour améliorer la qualité de la vie à Paris. Six cent mille feuillets vierges sont actuellement mis à disposition dans les vingt mairies d'arrondissement et dans les 3 000 établissements publics de la ville.

Ce genre de consultation à grande échelle est devenu habituel, les élus sont de plus en plus nombreux à prendre l'avis de la population, avec, parfois, quelques préoccupations électoralistes (*Le Monde* du 2 juin). Là, le hasard fait que ces deux initiatives parallèles risquent peut-être de s'annuler.

Jean-Paul Huchon, président (PS) du conseil régional, prétend pourtant innover avec son opération *« Vous avez la parole »*, menée avec Ipsos. Selon lui, les réponses aux 65 questions de ce petit fascicule de huit pages doivent *« permettre à chaque citoyen* [d'Ile-de-France] *de participer au grand débat qui s'ouvre pour les sept années à venir »*. En d'autres termes, M. Huchon demande l'appui des Franciliens dans la difficile négociation engagée avec le gouvernement sur les crédits accordés par l'Etat à la région pour le contrat de plan 2000-2006. À eux de choisir leurs priorités entre les transports publics et la sécurité, la formation professionnelle et le logement, la rénovation des lycées ou des universités, les liaisons de banlieue à banlieue ou les sites protégés pour bus, la lutte contre la pollution ou la réduction de la circulation automobile...

Les trois millions de francs dépensés par le conseil régional dans cette opération devraient aussi mieux faire connaître *« le rôle essentiel de l'institution régionale dans leur vie quotidienne »*. C'est l'autre objectif de cette consultation, dont les responsables attendent *« au moins »* 200 000 réponses, et dont la synthèse devrait être connue fin octobre. Pour Roger Karoutchi, président du groupe RPR au conseil régional, *« ce questionnaire est bidon, et nous demanderons le gel des crédits de communication du conseil régional au cours de sa prochaine session, le 23 septembre »*.

### ÉTATS GÉNÉRAUX

Jean Tiberi, maire (RPR) de Paris, et candidat à sa réélection, souhaite, avec sa consultation, connaître *« les réactions des Parisiens à sa politique en faveur de l'environnement »*. Il veut aussi poursuivre à plus grande échelle la *« concertation »* déjà mise en place en matière d'urbanisme, comme de circulation, avec la mise en place jugée *« exemplaire »* du plan-vélo dans Paris. La Ville de Paris s'engage à publier l'ensemble de ces contributions avant la tenue d'états généraux de la qualité de la vie qui devraient avoir lieu d'ici à la fin de l'année, et à l'issue desquels M. Tiberi s'engage à prendre des décisions concrètes...

***Christophe de Chenay***

## DÉPÊCHES

■ **TGV : le chantier de la ligne du TGV Méditerranée devrait** se poursuivre normalement, malgré la décision du tribunal administratif de Grenoble, prononcée le 7 avril, mais rendue publique le 6 septembre, d'annuler un arrêté du préfet de la Drôme sur la construction d'ouvrages d'art achevés depuis la fin de 1998. La décision ne porte que sur un vice de forme : les services de la préfecture n'ayant pas repris de façon assez détaillée, dans leur arrêté, les prescriptions nécessitées par la loi sur l'eau. Mais celles-ci avaient été prises en compte par la SNCF. Les associations requérantes redoutaient une extension des zones inondables de la vallée du Rhône, en raison de ces constructions.

■ **VOITURE : 66 villes participeront, mercredi 22 septembre**, à la deuxième journée « En ville, sans ma voiture ? ». La première édition n'avait réuni que 35 communes volontaires. Cette opération aura une tonalité *« réellement européenne »*, selon Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, puisque 93 villes italiennes, dont Rome, y participeront. M[me] Voynet a rejeté une suggestion du maire de Paris, Jean Tiberi (RPR), d'étendre l'édition 2000 à l'ensemble de la capitale, alors que le périmètre interdit ne concernera cette année que le centre historique, la butte Montmartre et le bassin de la Villette. *« Il me semble plus raisonnable,* a dit la ministre, *de définir des espaces dans lesquels les voitures ne sont pas souhaitables pendant une journée »* afin d'*« accompagner la réflexion »* des pouvoirs publics et des citoyens sur les autres modes de transport, *« plutôt que de décider un événement spectaculaire qui se révélerait invivable et qui susciterait le rejet de la population »*.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,
DE LA RECHERCHE ET DE LA TECHNOLOGIE

MÉTIERS DE L'ENSEIGNEMENT

PROFESSORAT DES ÉCOLES — Inscriptions de juillet à décembre
CAPES
CAPET — Inscriptions à partir de juin
CAPLP2
AGRÉGATION

L'enseignement à distance,
c'est la liberté de travailler
chez soi et à son rythme.

Le CNED, c'est l'assurance
de préparations sérieuses
adaptées aux exigences
spécifiques de chaque concours.

1939 - 1999 L'EXPERIENCE AU SERVICE DU SAVOIR
CNED

05 49 49 94 94

LeMonde Job: WMQ0909--0013-0 WAS LMQ0909-13 Op.: XX Rev.: 08-09-99 T.: 09:08 S.: 111,06-Cmp.:08,11, Base : LMQPAG 57Fap:100 N°:0539 Lcp:700 CMYK

ZAHEERUDDIN ABDULLAH/AP/MAX

*Exécution publique dans un stade. Kaboul, 1998. L'auteur de ces images, Zaheeruddin, trente-six ans, a dû fuir l'Afghanistan, son pays d'origine. Après avoir débuté comme chauffeur de l'agence Associated Press de Kaboul en 1992, il en devient le traducteur, puis le photographe attitré. Ses images du front, de la vie quotidienne, ou celles de l'arrestation de membres de minorités ethniques, lui ont valu brutalités et menaces de mort. Il vit aujourd'hui en Espagne.*

# Les disparus de Shamaly

**L'offensive des talibans dans la plaine de Shamaly, au nord de Kaboul, a provoqué l'afflux de quelque 200 000 réfugiés dans la vallée du Panshir. Aux massacres de populations civiles s'ajouterait le déplacement de minorités vers d'autres régions de l'Afghanistan**

UN mois après la fin de l'offensive des talibans dans la plaine de Shamaly, au nord de Kaboul, des témoignages dévoilent l'horreur et l'ampleur des exactions. Aux objectifs strictement militaires des talibans s'ajoute désormais une volonté de déplacement à grande échelle des populations, de massacres et de destructions systématiques.

Fuyant les combats à dos d'âne, à pied ou dans des camions surchargés, environ 200 000 réfugiés s'étaient disséminés tout au long de la vallée du Panshir. Ces milliers de familles campent à présent sous les rares arbres ou même dans un cimetière de tanks – les canons faisant office de charpentes. Depuis la ville de Bazarak (à cinquante kilomètres à l'intérieur de la vallée) jusqu'à l'entrée du Panshir, une majorité de ces familles affirme que le père, la mère ou des enfants ont disparu à la suite d'enlèvements ou de massacres.

*« Quand les talibans sont entrés dans Charikar,* raconte Abdoul Majeed, vingt ans, *je me suis caché avec ma famille sous la maison. Quatre enfants sont restés au-dessus. Ils les ont tués. Des talibans parlaient ourdou. Ils étaient pakistanais. Ensuite, ils ont rassemblé les habitants, leur ont attaché les mains dans le dos, et les ont enlevés dans des pick-up 4 × 4. Le soir, après leur départ, je suis sorti de ma cachette. Je suis allé à Guldara, un village voisin. Là, j'ai vu deux cent cinquante corps. Ils avaient été abattus. L'un avait la tête coupée. Parmi eux, des femmes et des enfants. J'ai reconnu deux amis de classe. J'ai ramené les corps en voiture et les ai enterrés. »*

Plus bas, dans la vallée, à Rokha, Haidar, vingt-six ans, est un rescapé : *« Je suis un paysan, un pauvre homme. En entrant dans Guldara, un taliban m'a vu et m'a tiré dans les jambes. Je me suis évanoui. En me réveillant, j'ai fait le mort. Le soir, mon père est venu, avec des amis, et ils m'ont emmené. Les talibans ont fait monter la population dans des camions. »* A l'hôpital d'Anabah, la famille Amadi est en état de choc. *« Les talibans ont enlevé ma sœur et ont tué mon frère,* témoigne Farid, vingt-deux ans, allongé sur une civière. *Nous avons tous été blessés. Mon père, lui, ne peut plus parler. Il n'a pu supporter de voir mon frère décapité. »*

Les témoignages, innombrables, se recoupent. Au cours des différentes offensives et razzias, les talibans ont enlevé massivement les civils dans des camions, des minibus et des pick-up 4 × 4 après leur avoir attaché les mains. Des groupes de civils ont été sommairement exécutés. Les troupes des talibans comprenaient des Afghans, des Pakistanais et des Arabes. Ils ont méthodiquement pillé et brûlé des habitations.

Pourquoi la population n'avait-elle pas fui, à l'arrivée des talibans ? Les civils afghans attendent toujours les tout derniers instants avant de fuir. Or, en raison de l'extrême brutalité de l'assaut des talibans, les moudjahidins du commandant Massoud avaient rapidement opéré un retrait stratégique dans la vallée du Panshir. Une partie de la population s'était ainsi retrouvée directement au contact des talibans.

Près de Bagram, sur la ligne de front, alors que les talibans venaient de se replier, une quarantaine de corps de civils gisaient sous des buissons et dans deux fosses, mains attachées dans le dos. A pied ou à vélo, quelques réfugiés hagards tentaient de retrouver les dépouilles de leurs proches. Sur cette même ligne de front, des colonnes de fumée s'échappent des villages conquis par les talibans. Haji Halmas, un commandant moudjahidin, observe, impuissant, l'incendie déclenché à proximité de Charikar : *« Ils sont en train de tout brûler, ils ne veulent pas que les habitants reviennent. »*

Après s'être rendus aux moudjahidins, une trentaine d'incendiaires, présumés talibans, ont témoigné. Aucun ne porte la longue barbe des fondamentalistes. Une vingtaine sont hazaras, originaires de la province de Bamian. Les Hazaras, qui sont chiites, ont combattu les talibans sunnites avant d'être vaincus. *« Nous ne sommes pas des talibans,* insiste Monawer Shah, soixante-dix ans. *Il y a dix jours, les talibans sont venus dans notre village en exigeant cinquante personnes. Ils nous ont forcés à monter dans un camion, puis ils nous ont amenés sur des collines au-dessus du front. Ils nous ont ensuite obligés à aller en première ligne, à coups de crosse de kalachnikov. Ils nous ont ordonné de rassembler des buissons, nous ont donné des allumettes, et nous ont forcés à brûler les maisons. Ils nous poussaient aussi sur des terrains minés. Trois d'entre nous ont sauté sur des mines. Dans notre groupe, le plus jeune a quinze ans. »*

DÉSORMAIS, il n'est plus possible de se rendre dans ces villages martyrs. Istalif, Karabah, Calakan ou Guldara sont tombés aux mains des talibans, ou se situent directement sur le front. La plupart des corps des civils ont été déplacés ou enterrés rapidement, empêchant toute quantification précise. Par recoupement, on peut estimer qu'un minimum de dix mille civils ont été enlevés, et quelques centaines abattus. Les chiffres pourraient être beaucoup plus élevés. La plaine de Shamaly, qui chevauche trois provinces – Parvan, Kapisa, Kaboul –, était habitée par au moins cinq cent cinquante mille personnes, avant l'offensive. Selon Abdel Hasiz Mansoor, un célèbre intellectuel afghan retiré dans le Panshir, quarante-cinq mille personnes ont disparu.

Durant les dernières offensives, les moudjahidins ont capturé des étrangers : trois Pakistanais, trois Birmans de la province de l'Arakan, qui ont été *« talibanisés »* au Pakistan, et deux Chinois. Leurs témoignages permettent de retracer les filières de recrutement islamiste et l'ingérence du Pakistan, puissance frontalière. *« Nous avons étudié dans une* madrassa [école islamiste] *à Karachi au Pakistan,* explique Mohammed Saleh, vingt-deux ans. *Notre professeur nous a demandé d'aller en Afghanistan pour faire le djihad ; il appartient aux services secrets pakistanais. A la frontière avec l'Afghanistan, nous n'avons pas été contrôlés. Nous n'avions même pas de passeport. A Kandahar, en Afghanistan, nous avons vu beaucoup de Pakistanais. On pouvait payer avec des roupies pakistanaises. Puis on nous a envoyés dans le Nord-Ouest pour recevoir un entraînement. Notre instructeur était pakistanais. »*

Les deux Chinois, des Ouïgours, sont aussi venus pour le djihad. *« Nous sommes musulmans,* dit Abdoul Jalil pour se justifier. *En Chine, nous sommes opprimés, la vie est très dure. On m'a proposé 30 dollars par mois pour venir étudier la charia à Peshawar, au Pakistan. Ensuite, j'ai été envoyé en Afghanistan. »*

Une prison, située dans la vallée de Farkhar, renferme une autre centaine de Pakistanais, un Anglo-Pakistanais et deux Arabes originaires du Yémen. *« Au Yémen, nous avons étudié dans une* madrassa, détaillent les deux yéménites, âgés d'une vingtaine d'années. *Notre mollah nous a envoyés au Pakistan, puis en Afghanistan pour faire la guerre sainte contre les non-croyants, les infidèles et ceux qui s'opposent à la charia. C'est notre école qui a payé l'avion jusqu'à Peshawar, ensuite les talibans ont tout pris en charge. Nos parents savent que nous sommes là, ils nous ont poussés à partir pour faire le djihad. »*

Anwar Khan, le prisonnier anglo-pakistanais, résume cyniquement sa présence en Afghanistan : *« Je suis venu pour m'entraîner. Les armes, c'est mon hobby. En quarante jours, tu reçois une formation : kalachnikov, lance-roquettes RPG, mitrailleuse PK... Quel autre pays permet ça ? Je suis musulman, mais pas taliban. L'Afghanistan, c'est un grand camp d'entraînement. Oussama Ben Laden en finance plusieurs. On y trouve des Pakistanais et des Arabes. Mais c'était pareil avant, à l'époque des Russes. Les gens, ici, ne savent faire qu'une chose, se battre. »*

Les exactions ne font plus aucun doute. Mais ont-elles été perpétrées dans le feu de l'action ou s'agit-il de l'application d'un programme d'envergure prémédité ? Des témoins affirment que les talibans rassemblaient parfois la population à l'aide de mégaphones ou d'annonces diffusées par les haut-parleurs de la mosquée. Le transport de milliers de civils dans des pick-up ne pouvait être improvisé. Mohamed Afzal faisait partie des déportés de Charikar. Après plusieurs jours de détention, il est parvenu à s'échapper avant de retrouver sa famille dans le Panshir. *« Il y avait au moins dix camions suivis par des minibus,* se souvient-il, *tout un convoi. Les femmes hurlaient parce qu'elles étaient séparées de leur famille. L'une d'entre elles s'est jetée d'un camion en marche. Ils nous ont emmenés à Jalalabad, dans le canton de Sarshahee. Ensuite, ils ont fait un tri. J'ai été renvoyé à Kaboul, dans l'ancienne ambassade de l'URSS. Il y avait des centaines de femmes enfermées. »*

TROIS mollahs talibans – des officiers –, capturés à Shamaly, précisent les conditions de ces enlèvements. *« Avant l'offensive,* reconnaît Abdoul Rachid, *nos supérieurs nous ont dit que tout ce que nous capturerions serait à nous, le sol et la population. » « Quand nous avons pris la ville de Sherkat,* ajoute Abdoul Samad, un autre mollah à la barbe rousse, *nous avons rassemblé nos hommes. Nous étions mille cinq cents. Nous avons décidé que nous pouvions piller les maisons et emporter ce que nous voulions à Kaboul, la population aussi. »* Saif Idin, un réfugié originaire de Senged Dara, confirme : *« Sur un taliban mort, j'ai trouvé des documents officiels. Ils étaient tamponnés et disaient : " Bon pour un terrain, bon pour une maison, bon pour une femme". Je les ai pris et les ai cachés dans ma maison. Mais ma maison a été brûlée. Les ordres viennent de Mollah Omar Mohammed. »*

Mollah Omar Mohammed est le chef religieux des talibans. Un songe lui aurait ordonné de conquérir l'ensemble du pays. Dans un tract signé de sa main et distribué par les talibans dans les villages conquis, il menace la population. *« Au nom de Sa Majesté Mollah Omar Mohammed, ce message s'adresse à tous les musulmans de Shamaly... »* Le tract souligne, dans un mauvais persan, que les habitants de Shamaly ont causé beaucoup de tort aux talibans et qu'*« il est impossible que le royaume islamique des talibans contrôle 90 % du territoire tandis que 10 % restent entre les mains de Massoud ».* Le tract exhorte alors la population à se rendre : *« Ce n'est pas à nous que vous vous rendez, mais à Dieu et à ses commandements. Si vous vous rendez, vous serez libérés de vos souffrances. »* Il conclut : *« Si vous ne vous rendez pas, vous devrez quitter vos maisons et partir ailleurs. Ceux qui resteront subiront tous les dommages causés par leur propre faute. »*

De fait, les talibans se heurtent à Shamaly à un problème insoluble. Même en cas de conquête de la plaine, la population resterait à majorité tadjike – comme le commandant Massoud –, alors que les talibans sont d'ethnie pashtoune. La population tadjike, profondément attachée à son chef charismatique, constituerait un groupe d'irréductibles ou, tout au moins, une menace potentielle.

La guerre entre les talibans et Massoud fait réapparaître un clivage afghan traditionnel : la rivalité entre la communauté pashtoune, majoritaire, et les minorités tadjike, ouzbèke et hazara notamment.

Un commerçant, qui a fui Kaboul au mois de mai, a rapporté dans le Panshir un livre édifiant. Ecrit en pashtou, ce petit livre rouge de vingt-deux centimètres sur quinze est, selon divers témoins, très connu des talibans, à Kaboul comme à Peshawar au Pakistan. Publié en 1998 sur du papier recyclé de mauvaise qualité par la mystérieuse « organisation pour la culture afghane en Allemagne », il comporte, au gré de ses cent soixante-quinze pages, un historique approximatif de l'Afghanistan, quelques photos indéchiffrables, diverses statistiques sur les crimes commis par les moudjahidins de Massoud et, dans les dernières pages, des recommandations inquiétantes concernant la population civile de Shamaly et du Panshir. La couverture est illustrée par une fresque représentant une femme... sans voile. *« L'auteur, un certain Samsoor Afghan, est totalement inconnu,* analyse ironiquement Abdel Mansoor, *on peut se demander s'il existe et si le livre n'est pas une invention des talibans avec l'aide des services pakistanais. »*

> « Les talibans ont enlevé ma sœur et tué mon frère. Nous avons tous été blessés. Mon père ne peut plus parler. Il n'a pu supporter de voir mon frère décapité »

Le titre du livre, *Le Second Porteur d'eau*, désigne, péjorativement, le commandant Massoud. Il fait référence à un autre chef tadjik du début du siècle, Abibulla Kalakani, surnommé le « porteur d'eau » en raison de ses origines modestes. Ce dernier s'était emparé de Kaboul pendant neuf mois, avant de s'enfuir à Shamaly et d'être exécuté.

Aux pages 170 et 171, on peut lire : *« Afin d'établir une paix durable, il est du devoir du gouvernement afghan de trouver des territoires dans le Sud pour y envoyer la population de Shamaly.* (...) *Le gouvernement a le droit absolu de déplacer toute la population du Panshir dans les déserts et territoires du Sud.* (...) *La population sera remplacée par des Pashtounes. »*

Les disparus de Shamaly font-ils partie de ce programme qui consisterait à vider des territoires hostiles de leur population, avant d'en entreprendre la « pashtounisation » en y établissant des Pashtounes pro-talibans ?

*(Florent Marcie est journaliste, réalisateur de documentaires. Depuis plus d'un mois en Afghanistan, il a assisté à la fin de l'offensive et tourne actuellement un documentaire-enquête sur ce sujet.)*

**Florent Marcie**

LeMonde Job: WMQ0909--0014-0 WAS LMQ0909-14 Op.: XX Rev.: 08-09-99 T.: 10:52 S.: 111,06-Cmp.:08,11, Base : LMQPAG 57Fap:100 N°:0540 Lcp:700 CMYK



Le Monde
21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http : //www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

# L'ONU défiée

**ON connaissait l'armée indonésienne. Prenant le pouvoir en 1965, sous le prétexte d'un complot communiste, elle massacre 800 000 personnes dans la communauté chinoise du pays ; s'emparant du Timor-Oriental en 1975, elle fait périr – assassinés, affamés, déplacés – 200 000 Timorais ; s'installant dans l'ex-colonie portugaise, elle en martyrise la population et gouverne par la terreur. On connaissait les milices anti-indépendantistes installées sur le territoire, supplétifs de l'armée et de la police, et qui avaient dit haut et fort qu'elles s'opposeraient par les armes à tout changement de statut du Timor-Oriental. On savait, enfin, la faiblesse du président indonésien Jusuf Habibie et le poids de l'armée.**

**On connaissait tout cela avant l'organisation par l'ONU, le 30 août, du référendum sur l'indépendance de ce territoire. Et tout le monde a été au rendez-vous, si l'on peut dire. Bravant menaces et intimidations, les Timorais sont allés voter et ils se sont prononcés à près de 80 % pour la séparation d'avec la puissance qui les opprimait. Fidèles à leur réputation et à leurs méthodes, l'armée et les milices ont littéralement ravagé le territoire. Elles ont entrepris d'en chasser la population par la terreur et d'empêcher Timor-Oriental d'accéder à l'indépendance.**

**Il est facile de jouer *a posteriori* les prophètes de malheur, mais ce qui se passe aujourd'hui au Timor-Oriental était prévisible. Et aurait dû être prévu. En prenant en charge l'organisation du référendum, l'ONU garantissait implicitement non seulement la sécurité des opérations de vote, mais celle des électeurs au lendemain du scrutin. Elle a trahi leur confiance ; elle les a abandonnés sans défense. Cinq membres de la mission de l'ONU sur place – des gens dont on salue le courage – ont été assassinés par l'armée et les milices, qui n'ont pas hésité à piller et brûler les locaux des Nations unies. L'ONU sort de l'affaire humiliée et discréditée. Quand on incrimine l'ONU, c'est moins du secrétaire général, Kofi Annan, qu'il s'agit, même si celui-ci n'a guère brillé par la fermeté de ses propos, que du seul organe compétent en la matière : le Conseil de sécurité.**

**L'ONU avait organisé son impuissance, acceptant que l'organisation du référendum soit liée à une promesse de non-intervention étrangère. Aux termes de l'accord conclu avec l'ONU le 5 mai, Djakarta reste responsable du Timor-Oriental jusqu'à ce que le Parlement indonésien résilie la loi d'annexion de 1976, sans doute en novembre. Au Conseil, il n'y aura pas d'accord en faveur d'une intervention militaire internationale. On peut compter sur le veto chinois, mais aussi sur l'opposition des pays du bloc asiatique, qui se méfient de tout interventionnisme étranger.**

**L'ONU peut-elle continuer longtemps à gérer cette impossible contradiction : être le promoteur des droits de l'homme – et au Timor-Oriental du droit à l'autodétermination – sans se donner les moyens de les faire respecter ? La réponse conditionne l'avenir de l'organisation.**

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Erik Izraelewicz *(Editoriaux et analyses)* ;
Laurent Greilsamer *(Suppléments et cahiers spéciaux)* ;
Michel Kajman *(Débats)* ; Eric Fottorino *(Enquêtes)* ;
Eric Le Boucher *(International)* ; Patrick Jarreau *(France)* ; Franck Nouchi *(Société)* ; Claire Blandin *(Entreprises)* ;
Jacques Buob *(Aujourd'hui)* ; Josyane Savigneau *(Culture)* ; Christian Massol *(Secrétariat de rédaction)*
Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;
partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

*Le Monde* est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 1 003 500 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du *Monde*,
Fonds commun de placement des personnels du *Monde*,
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde Entreprises,
Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

## IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

### La politique des importations

**LE GOUVERNEMENT** a pris, mercredi en conseil de cabinet, plusieurs décisions intéressant le ravitaillement. Certaines d'entre elles, dont le principe seul a été acquis, nécessiteront un nouvel examen. Mais les unes et les autres témoignent du désir du gouvernement de poursuivre sa politique d'importations et par conséquent de pression sur plusieurs prix intérieurs. En revanche, ainsi qu'il était attendu, les produits laitiers vont, comme chaque hiver, augmenter.

Le gouvernement avait décidé au début d'août d'importer du vin d'Espagne et du Portugal. Les quantités pouvaient être illimitées. Mais, en fait, les délais impartis étaient assez courts : les vins devaient être déclarés à la douane avant le 11 septembre. Le conseil de cabinet a prorogé ces délais. Mesure provisoire, il est vrai, puisque la question sera de nouveau examinée dans le courant du mois.

Le gouvernement a enfin décidé de diminuer les droits de douane sur les textiles, dont l'importation se faisait déjà sans licence ni formalités. Ces droits seraient abaissés de 20 % à 10 % et de 35 % à 20 %. Déjà le gouvernement avait annoncé, le 2 août, que des importations considérables seraient effectuées si les prix n'avaient pas sensiblement baissé le 15 septembre.

Il ne suffit pas, comme on le voit, d'importer. Encore faut-il que les droits de douane ne pèsent pas à l'excès sur les prix. Or c'est notamment le cas pour les œufs : le tarif douanier en rend actuellement vaine l'importation.

***Jacques Fauvet***
*(9 septembre 1949.)*

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS
Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

*Le Monde* sur CD-ROM : 01-44-88-46-60
Index et microfilms du *Monde* : 01-42-17-29-33

*Le Monde* sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http : //www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

# Etats-Unis : une campagne plus riche en dollars qu'en idées

**UNE CAMPAGNE** électorale pour quoi faire ? C'est la question que l'on serait conduit à se poser à l'écoute des *pundits*, ces experts qui pontifient sur tous les aspects de la vie américaine, et à la lecture des grands journaux. George W. Bush écrase déjà de sa puissance financière ses rivaux républicains, auxquels on ne donne guère de chances de pouvoir le détrôner. Et il dépasse depuis tant de semaines son concurrent démocrate Al Gore dans les sondages que les jeux passent pour faits. A quatorze mois du scrutin de novembre 2000, le suspense semble absent d'une campagne qui bat des records de durée, d'argent, d'ennui et de pénurie de programmes et de convictions.

Pour le moment, l'économie continue de bien se porter, en dépit des mises en garde de la Fed, et les salaires profitent du plein emploi. Les succès économiques qui ont aidé Bill Clinton à conserver la sympathie de l'opinion pendant l'affaire Lewinsky devraient profiter à son vice-président, car on ne change pas une équipe qui gagne. Les Américains n'ont pas connu une pareille embellie depuis des lustres. Mais sept années au côté d'un Clinton en permanence à l'écoute des gens n'ont guère profité à son héritier présomptif. Il a beau être considéré comme brillant, ne pas avoir la réputation d'homme à scandales, se montrer préoccupé par des thèmes qui intéressent la population (l'écologie, la famille, la sécurité), son image passe mal.

Il n'a pas le contact avec les gens, il ennuie. Il a beau insister sur ses racines du Tennessee, où il a succédé à son père comme sénateur, il n'en demeure pas moins un pur produit de Washington, parlant une langue incomprise au-delà du « Beltway », ce périphérique qui encercle la capitale fédérale.

#### LA VOLONTÉ DE GAGNER

L'Amérique est surtout lasse de tout ce remue-ménage qui a accompagné la présidence Clinton. Elle a beau lui avoir pardonné ses frédaines, elle a envie de tourner la page. Al Gore en est paradoxalement la première victime, et cette situation profite à « George W. ». Malgré une jeunesse agitée – qu'il renie aujourd'hui – ce dernier joue les parangons de la morale traditionnelle : bon père, bon mari, protecteur des familles, de la religion, de la loi et de l'ordre. Ce qui lui sert pour le moment de programme est de vouloir ramener sa dignité à la fonction présidentielle. Ses amis républicains sont tout prêts à l'entendre : après huit années hors de la Maison Blanche, le temps est venu de faire preuve de réalisme pour y retourner. Comme l'explique Stephen Hess, de la Brookings Institution, ils ont cette fois la volonté de l'emporter. La puissante droite chrétienne a, elle aussi, ses pragmatistes qui préfèrent le « conservatisme à visage humain » du jeune Bush, même s'ils le trouvent par trop clintonien, à quatre nouvelles années dans l'opposition.

Mais « George W. » n'a pas encore gagné. Il a beau avoir bénéficié de l'effet Clinton – les Américains en ont tellement vu qu'ils sont devenus plus tolérants sur la vie privée de ceux qui les gouvernent –, sans lequel les rumeurs sur son passé l'auraient disqualifié, on peut parier que ces rumeurs feront surface, alimentées en premier lieu par ses rivaux républicains.

On en a déjà eu un exemple avec les questions qui ont fusé sur la cocaïne : alors qu'il affirme n'avoir jamais trompé sa femme et ne plus boire depuis qu'il a fêté ses quarante ans, il demeure imprécis quand il s'agit de drogue. Il aura fallu des mois pour qu'il reconnaisse enfin n'avoir jamais consommé de poudre blanche depuis 1974. Mais avant ?

#### CONSÉQUENCES EUROPÉENNES

Sans doute les Américains ne s'en préoccupent pas trop aujourd'hui. Mais ce qui pourrait lui nuire est plutôt la manière avec laquelle il a géré sa première crise sérieuse et qui donne argument à ses ennemis. Ceux-là affirment que ce brave garçon n'a aucune expérience de la chose publique. Peut-être, mais il dispose d'une remarquable machine politique, composée d'anciens collaborateurs de Ronald Reagan et de son père George Bush. Et, surtout, il a ramassé 40 millions de dollars, un trésor de guerre jamais vu dans des élections où l'on devrait dépenser au total 2 milliards de dollars. Au point que sa campagne semble se limiter à cela. La preuve de son succès se compte en billets verts, même si ceux qui l'ont financé sont moins de cent mille, et il faudra attendre l'automne pour qu'il commence à parler de son programme.

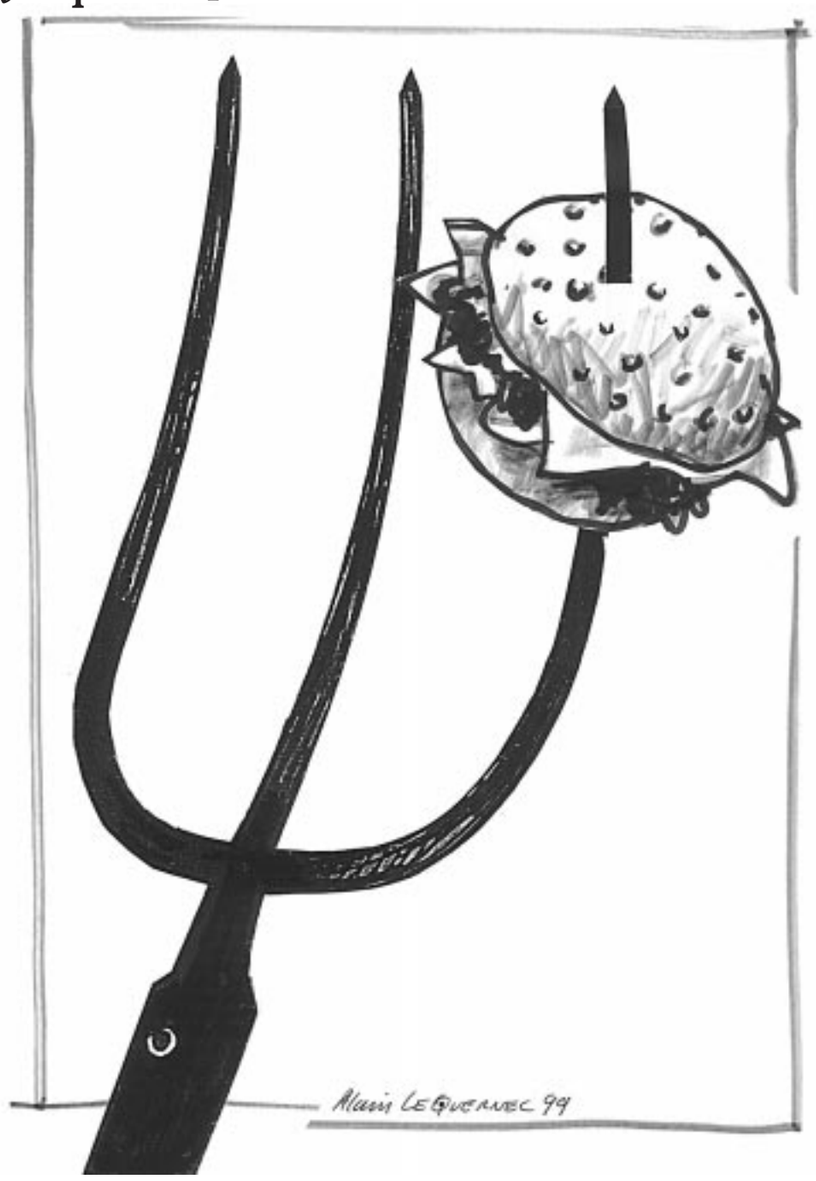
Mais un an, c'est long en politique, et rien ne garantit que les principaux candidats seront au rendez-vous : Al Gore est talonné par l'ex-sénateur Bradley, et l'avance de George W. Bush n'est pas vraiment stabilisée. Il n'a obtenu qu'un tiers des suffrages lors du test grandeur nature de l'Iowa. Et il semble que nombre d'électeurs républicains, même s'ils éprouvent de la sympathie pour un homme qui en inspire et qui a su désenclaver son parti en établissant des liens avec des républicains, des Noirs et des Hispaniques, n'ont pas fait définitivement leur choix. George W. Bush devra éviter les embûches et prier pour que l'on ne découvre rien sur son passé. En revanche, l'expérience laisse à penser que la cote d'Al Gore ne peut que remonter. Le duel entre les deux hommes, s'il a lieu, devrait être beaucoup moins inégal.

En tout cas, ce duel ne sera pas sans conséquences sur la politique européenne. Les relations entre les deux rives de l'Atlantique ne devraient pas en être fondamentalement modifiées, mais l'impact d'une victoire d'un George W. Bush pourrait redonner du tonus à un conservatisme européen en plein désarroi.

Bill Clinton avait ouvert cette « troisième voie » caractérisée par un pragmatisme agrémenté d'une petite pincée de social. L'entrée à la Maison Blanche d'un « conservateur à visage humain » arriverait à point nommé pour requinquer une droite déboussolée. Mais il y a fort à parier que ce n'est pas la préoccupation primordiale des protagonistes de la campagne électorale américaine.

***Patrice de Beer***

## Jacquerie *par Alain Le Quernec*




# L'automobile entre besoin et envie

**L'INSOLENTE** santé du marché automobile français (+ 24,7 % en juillet et + 14,8 % sur la période janvier-août) est le reflet d'une conjoncture économique porteuse et d'un regain d'optimisme des ménages. On peut aussi y voir un « effet de cycle », lié au renouvellement des nombreux achats réalisés au début des années 90, les Français changeant en moyenne leur voiture tous les sept ans.

Cette euphorie, qui devrait permettre d'atteindre voire de dépasser les 2,1 millions d'immatriculations cette année, tient également à d'autres facteurs, issus de phénomènes microéconomiques. Si les consommateurs sont plus nombreux à franchir le seuil des concessionnaires, c'est parce que, de plus en plus, les Français ont non seulement besoin mais aussi envie d'automobile.

En dépit des récriminations des citadins lassés, notamment, de devoir supporter des pics de pollution, la voiture est souvent le moyen le plus pratique pour se déplacer. Surtout lorsqu'il n'existe pas de réelle alternative. Dans une société « nomade » où les déplacements se multiplient (selon une étude réalisée par le Credoc en 1996, 30 % des Français effectuaient plus de 19 000 kilomètres par an, contre 23 % dix ans plus tôt), la part de marché de l'automobile ne cesse de croître.

La progression de la population des zones périurbaines est un puissant levier pour les ventes. Ne disposant guère d'infrastructures de transport en commun, ces lieux de résidence imposent à de nombreuses familles l'achat d'un véhicule supplémentaire. Alors que la proportion de ménages disposant de deux voitures est passée de 27,4 % à 28,5 % entre 1995 et 1998, dans certains quartiers de villes nouvelles, le problème du stationnement est presque aussi aigu que celui du centre des grandes métropoles.

#### PRATIQUE DES LOISIRS

A ce besoin de mobilité s'ajoute l'émergence d'une nouvelle complicité entre les Français et leur voiture. Le record d'affluence (1,2 million de visiteurs) enregistré en octobre 1998 par le Salon de l'automobile de Paris ou la vogue, surtout chez les jeunes des milieux populaires, du « tuning » (mode consistant à personnaliser son véhicule de manière plus ou moins voyante) sont autant d'indices qui suggèrent que la passion pour l'automobile reprend des couleurs.

Les constructeurs ont su « sentir » cette évolution des valeurs. Parmi les meilleures ventes, on trouve des véhicules appartenant à des catégories nouvelles – les petits monospaces tels que le Renault Scénic – et des espèces régénérées : les tout-terrain et surtout les breaks, dont la part dans les immatriculations (près de 10 %) a plus que doublé en quatre ans. On voit même des familles entières jeter leur dévolu sur des modèles (Renault Kangoo, Citroën Berlingo) dérivés de véhicules utilitaires.

Ces voitures d'allure très différente ont plusieurs points communs. Plutôt que de traduire la position de leur propriétaire dans la hiérarchie sociale, elles valorisent la pratique des loisirs en offrant un espace autrement plus généreux que leurs berlines. La vogue de ces véhicules peu encombrants, mais très habitables, a créé un nouvel imaginaire proche de l'univers domestique, ne sacrifiant pas le confort des passagers et tournant le dos aux symboles ancestraux (vitesse, agressivité, statut social) de l'auto. Les voitures classiques de dimension moyenne et, plus encore, les modèles de haut de gamme, dont la part dans les immatriculations recule à travers l'Europe, sont menacés. Les constructeurs ont également pris en compte l'aspiration grandissante à l'individualisation. Davantage qu'auparavant, ils n'hésitent plus à prendre des risques esthétiques pour jouer la carte de la différenciation.

Faute d'avoir suffisamment renouvelé leur gamme, Rover, Fiat et, dans une moindre mesure, Citroën sont à la peine. Du reste, innover n'est pas toujours synonyme de réussite, comme le montre la Smart, un concept insuffisamment abouti pour espérer s'imposer. Chez Ford, la Ka est un échec relatif, mais l'originalité de la Focus semble plus payante.

L'acheteur exige aussi des constructeurs une certaine cohérence. Ainsi, la Volkswagen New Beetle, réincarnation de la fameuse Coccinelle, trop éloignée du concept historique de *« voiture du peuple »* et jugée, à cause de cela, artificielle, ne se vend pas très bien en Allemagne et obtient en France des résultats juste honnêtes. A l'inverse, elle est plébiscitée aux Etats-Unis, où elle est considérée comme une voiture un peu « décalée ».

Ce nouvel appétit se nourrit d'une certaine désacralisation de l'automobile. La « bagnole » doit coller au style de vie de son conducteur, mais aussi de ses passagers. Elle doit désormais s'identifier à son propriétaire. Longtemps, ce fut le contraire.

***Jean-Michel Normand***

LeMonde Job: WMQ0909--0015-0 WAS LMQ0909-15 Op.: XX Rev.: 08-09-99 T.: 09:08 S.: 111,06-Cmp.:08,11, Base : LMQPAG 57Fap:100 N°:0541 Lcp:700 CMYK



# Timor-Oriental : au secours !

*par Frédéric Durand, Charles Macdonald et Jean-Louis Margolin*

Spécialistes universitaires de l'Asie du Sud-Est, nous n'avons pas, pour la plupart, l'habitude de prendre des positions politiques publiques. Mais, horrifiés par les informations accablantes en provenance de Timor-Oriental, et constatant que, pour l'instant, rien ne semble arrêter le bras des assassins, nous estimons moralement indispensable, et peut-être concrètement utile, de joindre notre appel à celui des Timorais en détresse.

Il est clair aujourd'hui que, au-delà d'écœurantes atrocités, une opération de grande ampleur est à l'œuvre, à l'encontre d'un petit peuple déjà recru de souffrance, colonisé quatre siècles par le Portugal (et non par les Pays-Bas, comme l'Indonésie), et dont la proclamation d'indépendance, en 1975, avait été suivie de la brutale et terriblement meurtrière invasion de l'armée indonésienne, le Timor-Oriental étant ensuite annexé sans consultation de la population. L'actuelle opération est menée avec la participation active de l'armée indonésienne ; elle engage pleinement la responsabilité du gouvernement du président Habibie, qui évoque *« deux parties qui se combattent »*, alors qu'il s'agit d'une opération de terreur organisée avec un pouvoir d'Etat. Son but, chaque instant plus clair : massacrer les militants indépendantistes, terroriser et briser le ressort de la masse de la population, expulser vers diverses régions d'Indonésie ou vers d'autres pays une part si importante des Timorais que les anti-indépendantistes pourraient reprendre le dessus, au moins dans les zones urbaines. Il suffirait ensuite de déclarer nuls et non avenus les résultats du référendum du 30 août (le gouvernement indonésien y aurait décelé – sans rire – des éléments de *« fraude à grande échelle »* à la charge de l'ONU), que le nouveau Parlement indonésien, non encore réuni, est de toute façon chargé de ratifier.

L'armée et le gouvernement indonésiens comptent sans doute sur la taille et l'importance stratégique et économique de leur pays pour que le reste du monde s'en tienne à des protestations symboliques. Après tout, qui avait sérieusement réagi aux quelque 500 000 communistes massacrés de 1965, aux 100 000 ou 200 000 Timorais martyrisés et affamés de 1975 et des années suivantes ? Les bourreaux d'alors sont toujours dans les allées du pouvoir...

A nos amis Indonésiens, nous voulons dire que nous savons la terrible crise économique et sociale qui les frappe, les incertitudes politiques qui les angoissent. Nous nous rappelons leur courage et leur obstinée lutte pour l'indépendance face au colonialisme néerlandais, leur juste acharnement à maintenir uni leur vaste archipel, face à des séparatismes souvent manipulés de l'étranger. Mais nous devons leur signifier aussi que leurs propres souffrances n'excusent en rien les souffrances pires que leurs dirigeants infligent délibérément aux Timorais. Nous devons leur faire comprendre qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut lui-même être libre, et que cette colonisation contre laquelle ils se sont dressés, ils la font subir eux-mêmes depuis un quart de siècle à un autre peuple.

Nous leur disons que les responsables de l'armée, qui, aujourd'hui, piétinent sans vergogne l'expression démocratique des Timorais, risquent demain de les priver, sans plus de scrupules, de leur liberté reconquise en 1998. Nous leur affirmons que l'indépendance de Timor-Oriental (qui ne correspond qu'à 0,4 % de la population de leur pays) ne préluderait en rien à un éclatement de l'Indonésie : de tout l'archipel, ce n'est que là que la volonté de Jakarta fut imposée à une population qui n'avait jamais fait partie du même ensemble politique, et qui avait proclamé son indépendance à l'issue d'un processus normal de décolonisation ; ce n'est que là qu'une population a si constamment signifié qu'elle ne voulait ni se soumettre, ni s'intégrer.

Face à un Etat, à une armée qui, comme par le passé, se montrent prêts à tout pour imposer leurs lois et ce au mépris des intérêts du peuple indonésien lui-même, nous affirmons à ce peuple, si trompé et manipulé soit-il, que nous ne le confondons pas avec ses dirigeants faillis.

A nos concitoyens, nous entendons d'abord dire que l'affaire timoraise n'est pas seulement l'un des multiples drames du monde d'aujourd'hui. Outre que ce peuple a déjà souffert comme bien peu, face à la quasi-indifférence du reste du monde, outre qu'il résiste dans les pires conditions depuis si longtemps, les autorités indonésiennes ont bafoué par deux fois à son encontre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et la volonté de la communauté internationale (l'annexion de 1975 n'a été reconnue par aucun Etat, sinon par l'Australie ; l'ONU s'est directement impliquée dans le récent référendum).

> C'est la crédibilité même de l'ONU, plusieurs fois mise à mal, qui se joue aujourd'hui

C'est aujourd'hui la crédibilité même de l'ONU, plusieurs fois mise à mal, qui se joue : jamais un gouvernement régulier n'avait jusqu'ici soutenu presque ouvertement des opérations terroristes contre le personnel de l'Organisation ; jamais un scrutin populaire organisé, surveillé et validé par les plus hautes instances mondiales n'avait été ainsi remis en cause, par le gouvernement même qui l'avait initialement proposé.

Nous affirmons ensuite que le viol de Timor-Oriental par la soldatesque indonésienne et ses protégés des milices est de même nature, mais plutôt en pire, que le viol du Kosovo par les forces de Milosevic : même absolu mépris de l'expression très majoritaire d'un peuple (mais les Timorais, eux, l'avait traduite par un vote incontestable), même absence de scrupules quant aux moyens (l'assassinat et l'incendie étant privilégiés), même volonté de *« purification »* par le vide (mais où sont les hâvres, même précaires, vers lesquels les Timorais chassés en masse de leur domicile pourraient aujourd'hui se réfugier ?).

Enfin, conscients de ce que, pour la plupart de nos compatriotes, Timor est une île du bout du monde, hier encore presque ignorée, nous voudrions mentionner que, si l'intervention au Kosovo a pu signifier que la construction européenne n'était pas qu'affaire d'intérêt économique, une intervention internationale à Timor montrerait que la mondialisation peut ne pas se résumer à la libéralisation des échanges commerciaux et financiers.

C'est bien d'intervention qu'il s'agit aujourd'hui : ni les Timorais, ni personne d'autre ne peuvent plus ajouter foi dans le bon vouloir des autorités indonésiennes. L'opposition même ne fera sans doute guère pression à Jakarta en vue d'une solution acceptable. Compte tenu de l'extrême urgence, on ne peut guère tabler non plus sur des sanctions économiques, malgré le besoin vital qu'a l'Indonésie de l'aide internationale : elles sont toujours lentes à faire pleinement effet, et elles frapperaient impitoyablement une population déjà terriblement appauvrie.

Il n'entre pas dans notre rôle de proposer des formes précises d'intervention. Ce qui est certain, c'est que son fondement juridique serait mieux assuré que dans le cas du Kosovo : l'ONU n'a jamais reconnu l'annexion de Timor par l'Indonésie et considère officiellement depuis le territoire comme occupé. Par ailleurs, une intervention internationale n'aurait sans doute pas besoin d'être militairement très considérable : les milices et même les détachements de l'armée indonésienne ne sont forts que du désarmement presque total de leurs victimes. Politiquement, il serait essentiel que des pays de la région (et pas seulement l'Australie et la Nouvelle-Zélande, d'ores et déjà volontaires) soient, d'une façon ou d'une autre, partie prenante de l'intervention.

Notre pays, si souvent en pointe quand il s'agit de défendre les droits de l'homme, aurait à rougir s'il ne se plaçait pas au premier rang d'une action collective pour la survie et le respect des droits du peuple timorais.

***Frédéric Durand,*** *géographe, est maître de conférences à l'université Toulouse-II - Le Mirail,*
***Charles Macdonald,*** *ethnologue, est directeur de la Maison Asie-Pacifique (CNRS) et directeur de recherche au CNRS,*
***Jean-Louis Margolin,*** *historien, est maître de conférences à l'université de Provence/IRSEA (Institut de recherches sur le Sud-Est asiatique)*
*Ce texte a déjà reçu le soutien de David Cameroux, Muriel Charras, Dana Rappoport, Andrée Seifflard, Pierre-Yves Manguin et Silvia Vignato.*

# Eloge de la puissance française

***Suite de la première page***

Notre capacité à créer une éducation et une recherche de qualité – ce qui impliquerait une évaluation internationale des chercheurs, une fin du localisme dans le recrutement des universitaires et une préférence collective pour le meilleur niveau –, c'est encore par le détour de la puissance qu'on l'acquerra.

Et comment ne pas constater que l'absence de contrôle, de responsabilité et de sanction, la permanence de réseaux et de prébendes, de complaisances et d'ententes, bref, le manque de démocratie de nos institutions, c'est aussi à l'absence d'objectif de puissance qu'on le doit ? La motivation est trop faible pour changer l'Etat et délaisser le jeu, parfois stérile, de nos structures publiques, car l'objectif national est perdu de vue. On accepte d'autant mieux les dérèglements des institutions et des mœurs publiques que le dessein d'ensemble s'obscurcit.

Quelque chose comme une motivation et une impulsion fait défaut. Manquent comme un projet et une ambition. Celle de la défense intransigeante des droits de l'homme, à l'extérieur, en est une. Elle ne peut, à elle seule, définir l'ambition d'un pays. L'Europe n'est pas le soubassement suffisant d'un projet d'ensemble. Elle oriente, mais ne mobilise pas.

Devons-nous faire le deuil d'une conception si exigeante de la politique ? Oui, au sens où un discours de « grandeur », tel que l'a pratiqué de Gaulle, ne peut exercer ses effets longtemps si ni l'intendance ni le peuple ne suivent. Non, car il faut bien une clef de voûte qui suscite la réforme, autorise les bouleversements, crée l'espoir que les transformations aboutissent à une amélioration de la condition du plus grand nombre.

Ce terme, nous proposons que ce soit la puissance. Nous y voyons le moteur des évolutions futures, une chance pour que les talents et les innovations soient reconnus et prospèrent, un aiguillon pour que soit éradiqué le provincialisme français, et trop souvent parisien.

La puissance devra être ainsi le grand thème de la politique française du XXIe siècle, comme celui de l'ensemble des démocraties solides. Sinon, on peut craindre que la politique ne piétine dans l'approximation et l'indifférence aux résultats. Le pourquoi du travail des hommes, les objectifs de la politique extérieure, et singulièrement européenne, de l'Etat, l'achèvement de la démocratie par le contrôle et par le droit, tout cela disparaîtra si nos ambitions ne sont pas fédérées.

Certes, on pourra rétorquer que la puissance n'est pas un objectif, mais seulement un moyen. Sans doute, mais peut-on séparer les instruments de ce qui nourrit la fierté et le dynamisme d'un peuple ? La démocratie et la domestication – partielle au demeurant – des passions par les institutions et par le droit ont-elles fait taire la nécessité d'une reconnaissance dans une stratégie positive ?

Suivant le peuple et le moment, cette aspiration revêt des formes différentes. En France, le refus comme l'amour de la puissance empruntent des formes paroxystiques et souvent dévoyées : la vie politique française oscille ainsi entre la charge de cavalerie et le compromis de l'immobilisme et, partant, le peuple entre l'excitation lyrique et l'asthénie.

Mais les sociétés contemporaines les plus apparemment étrangères au type de passions politiques que connaît la France – Etats-Unis, Allemagne, Royaume-Uni – n'ont pas abandonné ce besoin de mobilisation sur des finalités collectives susceptibles d'entraîner les aspirations individuelles. Le volontarisme y paraît moins fort, mais le souci de l'engagement collectif y est permanent : elles peuvent ainsi passer à l'acte.

Ce n'est pas une raison pour repartir sur les illusions qui ont desservi la France. Cela suppose d'en critiquer les mythologies, notamment celle qui fait de l'isolement et de la solitude de la nation la condition de la puissance. Cette mythologie passe par le verbe et le discours. Elle oppose la puissance à la coopération, aussi naïvement que d'autres lient cette coopération à son reflux prétendument nécessaire.

> La puissance est, par nature, une idée de gauche. Elle défie les conservatismes et les traditions dont on a oublié l'origine et la justification. Elle exige la justice, puisqu'elle brise les compromis et la corruption

Naïvetés angéliques et rodomontades de matamore se nourrissent du même jeu de l'inefficacité et de l'impuissance. On peut parfaitement coopérer, choisir d'être plus puissants ensemble ; à cette fin, déterminer des règles de droit et bâtir un code de bonne conduite accompagné des instruments de son respect, et, en même temps, poursuivre des objectifs de puissance qui n'ont, eux, rien de commun entre les différentes nations.

Entre les démocraties, cela n'implique aucunement la « guerre », ce n'est que, par une métaphore abusive, la « guerre économique ». Nous devons, par exemple, pour la qualité de nos universités et de notre appareil de recherche, pouvoir être concurrents de l'Allemagne et des Etats-Unis, ce qui implique de poursuivre des objectifs de puissance propres, tout en coopérant sur des projets communs. La compétition par l'excellence ne requiert pas que nous nous définissions comme les « ennemis » de ces autres puissances.

Il en va de même en économie et pour tout ce qui concerne l'influence que nous pouvons exercer grâce à notre sagesse ou à notre excellence. Il ne s'agit pas de domination et de conquête, mais bien d'une puissance que nulle nation ne peut abandonner si elle veut assurer la prospérité et la confiance de ses habitants, la valeur de son éducation et l'efficacité de son Etat.

Il ne s'agit pas de décréter la « grandeur », mais d'agir. On ne ruse pas avec la puissance : lorsque les mythes s'effondrent, le peuple se retrouve désarmé. La puissance ne tolère pas l'annonce a priori ; elle ne supporte que la réalisation. Elle ne peut reposer exclusivement ni même essentiellement sur une politique étrangère où l'image extérieure, qui fait, hélas, souvent sourire, devient le succédané d'un intérieur défaillant. Elle ne suppose pas une présence partout, comme notre diplomatie en cultive parfois le fantasme, comme si « occuper le terrain » servait toujours nos intérêts.

Il serait temps de juger notre politique à l'aune de ses résultats concrets. La puissance exige le compte-rendu, le jugement critique et distancié. Elle suppose, plus encore, que le politique paraisse assez légitime pour que l'esprit public devienne apte à une mobilisation collective.

Une clef de répartition juste des efforts est la première condition de la puissance. Elle est un lien entre le reflux de la puissance et notre incapacité à définir une constitution fiscale de la société acceptable par tous, comme avec notre impuissance à résoudre les maux sociaux les plus graves. L'unité d'un pays et ce qu'on appelle, avec approximation, la « cohésion » de la société – ce qui signifie, en général, l'aptitude au consensus, le reflux des conflits majeurs, la capacité à promouvoir des jeux coopératifs – ne se décrètent pas, mais se créent par des actes, et, en amont, par une lucidité sur les antagonismes réels, au premier rang desquels les conflits de répartition. Dans une démocratie, elles ne peuvent provenir du pur sentiment national, mais seulement du sentiment de justice. Le débat qui oppose le libéralisme au socialisme, le laisser-faire à la direction de l'économie n'a ici que peu de sens. Délibérer des conditions d'un accroissement des richesses qui puisse profiter à tous est la seule querelle qui vaille. Le paradigme de la puissance oblige de passer des principes à la réalité.

La puissance ne peut apparaître sans la conviction partagée qu'il existe des règles du jeu collectif, grâce auxquelles chacun peut trouver son avantage. Le surcroît d'insécurité et de mouvement que sa recherche implique, et qui conduit logiquement à bannir les protections et les échanges trop réglés, ne peut être accepté que si les perdants ne le sont que momentanément et que si les gagnants peuvent un jour tout perdre.

La puissance est, par nature, une idée de gauche. Elle défie les conservatismes et les traditions dont on a oublié l'origine et la justification. Elle exige la justice, puisqu'elle brise les compromis et la corruption. Le lien entre le surcroît d'exigences démocratiques et la montée du droit, d'une part, et la nécessité de la puissance et de formes, sans doute renouvelées, de souveraineté, d'autre part, doit être établi. La responsabilité porte l'exigence d'un pouvoir. Sur quoi aussi mobiliser les administrations, sinon sur un tel objectif, qui suppose toute sa portée à une troisième voie de gauche, qui redécouvre la force de l'Etat et mette fin à sa séparation du corps économique et social. Cela suppose d'arrêter d'opposer public et privé, comme si l'un prospérait par le déclin de l'autre. Repenser l'action publique, c'est comprendre que l'Etat doit être à la fois plus présent et l'être différemment.

> Le refus comme l'amour de la puissance empruntent des formes paroxystiques et souvent dévoyées : la vie politique française oscille entre la charge de cavalerie et le compromis de l'immobilisme, le peuple entre l'excitation lyrique et l'asthénie

Jadis, l'Etat en France pouvait presque se suffire à lui-même, et délaisser à peu près complètement la sphère de l'économie privée. Aujourd'hui, il ne le peut plus et, en même temps, il ne dispose plus de moyens d'action aussi directs. Les juristes qui dissertent encore sur le service public manquent d'ambition. Le droit, au-delà du socle de garanties fondamentales, doit devenir un instrument de puissance, non de protection. Les rivalités de conceptions juridiques mises au jour par l'Europe le donnent d'ailleurs à percevoir, même si la France reste souvent arc-boutée sur une position défensive. Les objectifs de puissance publique vont bien au-delà du secteur public défini par le droit administratif, qui fut pourtant à son origine aussi un instrument de puissance de l'Etat.

Il suffit de considérer les stratégies d'ensemble, incluant le secteur privé, que mènent les Etats-Unis ou l'Allemagne. Dans tous les secteurs de la vie d'une nation, les objectifs de puissance doivent être partagés. Encore doivent-ils être définis. Les défendre suppose une organisation, une stratégie, notamment dans les négociations internationales, une action sur l'environnement économique et réglementaire en général, une mobilisation de tous les instruments, y compris juridiques et fiscaux, pour faire aboutir un projet commun de tous ceux qui concourent à la puissance de l'ensemble. Il reste sur ce plan à conduire une révolution de notre gestion des affaires publiques, une révolution aussi de nos mœurs politiques, qui inclinent à l'annonce et à la déclaration de principe, donc à la pusillanimité plus qu'à l'action pragmatique et évaluée.

L'Etat de droit est ainsi l'une des conditions de la puissance. Les imperfections françaises en la matière sont un obstacle à notre efficacité collective. Un dirigeant italien, membre de l'ancien Parti communiste, me disait un jour que, pour son pays, il fallait *« law, order and free market »*. Il signifiait par là que la loi, l'ordre public comme la transparence de l'économie de marché étaient les conditions pour que l'Italie en finisse avec la Mafia, avec le jeu stérile des combinaisons politiques et avec les arrangements économiquement et socialement coûteux. Ainsi, elle deviendrait une démocratie plus juste, capable de conduire une politique sociale non clientéliste, bref, simultanément un Etat digne et une puissance.

La rivalité guerrière des puissances fut une catastrophe pour toutes. Pour que chacun profite de l'ordre international, il convient qu'on ne s'obstine pas en toutes circonstances à vitupérer la puissance des autres. Elle peut être à notre avantage et contribuer – on l'a vu au Kosovo – à satisfaire nos propres objectifs. Il faut savoir en quoi et par quoi nous pouvons être puissants, et cela n'implique pas, comme la mythologie gaullienne continue de nous le faire penser, l'indépendance à toute force, qui est confession de faiblesse.

Dépassons le débat irréel entre une Europe-puissance et une Europe qui serait d'abord une terre des droits. Bien sûr, pour exister et profiter à ses parties, l'Europe doit être une puissance, et elle ne le sera pas toujours par elle-même. Il n'est pas question non plus – mais cet objectif est plus cosmopolite, mondial, que strictement européen – que l'Europe ne soit pas un lieu qui cherche à universaliser les droits qui la définissent. Il faut d'abord savoir comment l'Europe pourra renforcer chacun de ses éléments, ce qui passe aussi par leur volonté propre d'être renforcés.

Finalement, on en revient toujours à cette question théoriquement simple et pratiquement difficile : que voulons-nous pour la France ? Il serait peut-être temps que, délaissant le débat sur les modalités et les règles, les principes et les incantations, nous commencions par là.

***Nicolas Tenzer***

LeMonde Job: WMQ0909--0016-0 WAS LMQ0909-16 Op.: XX Rev.: 08-09-99 T.: 13:13 S.: 111,06-Cmp.:08,13, Base : LMQPAG 14Fap:100 N°:0602 Lcp:700 CMYK



**COMMUNICATION** **Le groupe américain Viacom a annoncé, mardi 7 septembre, qu'il allait acquérir CBS pour 37 milliards de dollars (34,8 milliards d'euros) en titres. Il s'agit de la plus grosse fusion de l'univers des médias et des loisirs, créant le numéro deux mondial du secteur, derrière Walt Disney. ● L'OPÉRATION va permettre aux actionnaires de CBS de contrôler 55 % de la nouvelle société, qui s'appellera Viacom et dont le PDG reste le patron de Viacom, Sumner Redstone. Mel Karmazin, le patron de CBS, a accepté de jouer le numéro deux pendant trois ans. ● LE GROUPE aura 157 000 employés et aurait généré, l'an dernier, 21 milliards de dollars de revenus. ● CETTE FUSION est un exemple type d'*« intégration verticale »*, qui consiste à combiner au sein d'un groupe la fabrication de *« contenu »*, c'est-à-dire la production de programmes, et sa distribution.**

# La fusion de Viacom et de CBS crée un géant des médias de 500 milliards de francs

## Ce rapprochement illustre la tendance, dans l'industrie de la communication et des loisirs, à marier au sein d'une même entreprise la production de programmes (Paramount) et leur distribution (CBS, UPN, MTV, Showtime... )

**NEW YORK**
*de notre correspondante*

Après le temps de la synergie, voici venu celui de l'intégration verticale et de la promotion transversale : Wall Street adore les fusions et n'est jamais à court de concepts, aussi acrobatiques soient-ils, pour justifier ces méga-transactions mesurées en dizaines de milliards de dollars. Le mariage de Viacom et de CBS, annoncé mardi 7 septembre, aura de ce point de vue fourni au petit monde des experts et analystes l'occasion de quelques belles envolées pour saluer la naissance de ce nouveau géant de l'industrie des médias et du loisir audiovisuel, évalué en Bourse à quelque 80 milliards de dollars (près de 500 milliards de francs) et qui s'est vu aussitôt affublé de comparaisons allant de *« poids lourd »* à *« mammouth »* en passant par *« monumental »*.

Lyrique, il est vrai, on pourrait l'être à moins. C'est, pour commencer, la plus grosse fusion jamais enregistrée dans l'univers des médias : à titre d'exemple, la fusion de Disney et d'ABC, en 1996, avait déjà été présentée comme un record, alors qu'elle ne valait « que » 19 milliards de dollars. L'union de Viacom et de CBS, c'est aussi celle d'un groupe qui compte parmi ses fleurons plusieurs chaînes câblées, et non des moindres (MTV, Nickelodeon, Showtime, Country Music Television, The Nashville Network), la chaîne CBS – l'un des trois grands networks américains avec ses 212 stations locales affiliées –, une chaîne du réseau hertzien (UPN), le grand studio de cinéma Paramount Pictures, la maison d'édition Simon & Schuster, cinq parcs de loisirs et le distributeur de cassettes vidéo Blockbuster.

CBS apporte en outre à Viacom, à travers la société Infinity dont elle contrôle 80 %, un impressionnant réseau de 163 stations de radio et le géant de l'affichage publicitaire qu'elle est en train d'acquérir, Outdoor Systems ; ces deux secteurs, à forte croissance et excellente rentabilité, ouvrent toutes grandes à Viacom les portes de la publicité, qui sera également présente sur les différents sites Internet que les deux partenaires ont déjà méthodiquement acquis : incontestablement, les deux entreprises sont très complémentaires. Viacom plus CBS, c'est encore l'alliance d'un groupe qui emploie 111 000 personnes avec une entreprise de 46 000 employés pour former un empire qui aurait généré l'an dernier, assurent les artisans de la fusion, 21 milliards de dollars de revenus. C'est, résume Mel Karmazin, PDG de CBS, *« l'entreprise de communication du XXIe siècle »*.

L'annonce de la transaction, par laquelle Viacom acquiert CBS pour 37 milliards de dollars en titres, a fait monter les cours des actions des deux compagnies. Elle permet aux actionnaires de CBS de contrôler 55 % de la nouvelle société, qui s'appellera Viacom et dont le PDG reste le patron actuel de Viacom, Sumner Redstone. Mel Karmazin, le très énergique patron de CBS, a accepté de jouer le numéro deux pendant trois ans avec le titre de directeur général, mais devient le successeur désigné de M. Redstone.

La fusion Viacom-CBS est l'exemple type d'*« intégration verticale »*, formule qui consiste à combiner au sein d'une même entreprise la fabrication de *« contenu »*, c'est-à-dire la production de programmes (Paramount), et la distribution (CBS) : c'est la tendance en vogue dans l'industrie des médias et de l'*entertainment*, lancée par la Twentieth Century Fox lorsqu'elle a créé, il y a une dizaine d'années, Fox TV Network, aujourd'hui propriété de News Corp., l'empire de Rupert Murdoch. La fusion Disney-ABC relevait de la même démarche, grâce à laquelle les networks espèrent réduire les coûts de programmation en bénéficiant de productions maison.

L'annonce de la transaction a fait monter les cours des actions des deux compagnies

*« Cette nouvelle société*, estime Jessica Reif, spécialiste des médias chez Merrill Lynch, *crée une force dominante dans l'industrie à la fois dans le contenu et dans la distribution à travers pratiquement tout l'éventail des secteurs médiatiques : câble, réseau hertzien, affichage publicitaire, Internet, production de films et de programmes télévisés. »* Seul grand network désormais à ne pas être associé à un fabricant de contenu, NBC (qui appartient à General Electric) faisait l'objet mardi soir de multiples spéculations sur qui, de Sony à Seagram ou Time Warner, pourrait être l'heureux élu.

Enfin, une fois n'est pas coutume, les analystes ne voient que du bon dans la formation de ce qu'ils appellent *« une forte équipe dirigeante »* avec le tandem Redstone-Karmazin, alors que l'association de deux fortes personnalités à la tête d'entreprises fusionnées est souvent perçue comme trop risquée. Certes, admet l'un de ces experts, *« ces deux hommes ne sont pas exactement Batman et Robin »*, même s'ils n'avaient que mots doux l'un pour l'autre à la conférence de presse, au début de laquelle Mel Karmazin a même demandé aux très nombreux photographes, du haut de sa gouaille new-yorkaise, s'il leur fallait *« un long baiser sur la bouche »*.

Pour Viacom et CBS, la boucle est ainsi bouclée par une étrange ironie du sort : c'est une réglementation gouvernementale interdisant aux networks de posséder leur propre production de contenu qui avait forcé CBS, en 1971, à se séparer de Viacom et c'est, vingt-huit ans plus tard, une autre réglementation gouvernementale qui permet le rachat de CBS par Viacom : le mois dernier, la Federal Communications Commission (FCC), l'autorité de supervision de cette industrie, a autorisé la possession par la même entreprise de plus d'une station de télévision dans la même ville. Le nouveau géant Viacom sera ainsi en situation de « duopole » dans au moins six grandes villes, parmi lesquelles Philadelphie, Detroit, Pittsburgh et Miami.

Il reste malgré tout quelques obstacles à surmonter pour que la fusion devienne réalité : MM. Redstone et Karmazin devaient, par exemple, prendre dès mercredi l'avion pour Washington où ils espèrent convaincre les pouvoirs publics d'abandonner l'interdiction pour une entreprise de posséder deux networks (ici, CBS et UPN), interdiction que Mel Karmazin juge *« indéfendable à l'âge des larges bandes et d'Internet »*.

Le nouveau géant Viacom parviendrait par ailleurs à un taux de pénétration télévisuelle de 41 % des foyers américains, alors que la limite a été fixée par l'administration à 35 %. Si tout va bien, le point final à la fusion sera apporté au début de l'année prochaine.

***Sylvie Kauffmann***

## Sumner Redstone, 76 ans et une ambition « obsédante »

**PORTRAIT**

Il est parti de quelques drive-in reçus en héritage

**IL N'Y A PAS** si longtemps, Hollywood ne donnait pas cher de l'avenir de Sumner Redstone, dont la réputation était mesurée au cours de l'action Viacom, pitoyable à l'époque. Mais en annonçant sa « mégafusion », le PDG montrait presque autant d'énergie délurée que le *Dancing Baby* qui fait la pub de sa chaîne vidéo Blockbuster. D'ailleurs, sur la liste des personnalités du nouvel *« establishment »* américain, publiée par le magazine *Vanity Fair*, M. Redstone est remonté à la quatrième place, juste derrière Bill Gates, Rupert Murdoch et Michael Eisner, mais devant Ted Turner et Gerald Levin.

Sumner Redstone a la réputation d'un homme d'affaires pugnace et particulièrement malin. *« J'ai un désir de compétition ardent, obsédant, inexorable... »*, avouait-il au *Los Angeles Times*. De formation juridique, il a fait son droit à l'université de Harvard où il enseigne encore parfois. Dans les années 50, un héritage familial lui lègue quelques cinémas drive-in, à partir de quoi il va construire National Amusements Inc., une des plus grandes chaînes de cinémas américaines. C'est sur cette réussite professionnelle qu'il entreprend la reprise de Viacom, dont il devient le PDG en 1996. Puis son groupe avale le légendaire studio Paramount, et l'entrepreneur se trouve à la tête d'un conglomérat bien diversifié entre contenu et distribution.

M. Redstone vient de sortir son groupe d'une passe difficile en entamant une réduction de la dette. Les énormes retombées financières du film *Titanic* y ont contribué substantiellement. Mais le patron n'a pas de penchant hollywoodien pour les excès. Quand James Cameron a réclamé un cachet de 100 millions de dollars à Paramount, sa réponse fut : *« Nous lui donnerons une somme juste, mais rien d'aussi obscène. »*

**SUCCESSION ASSURÉE**

Il se dépeint comme un dirigeant attentif mais jamais discret. Il est connu pour téléphoner lui-même aux cinémas les soirs d'ouverture des films, afin de connaître les premières recettes. *« Je ne peux pas m'en empêcher, à deux heures du matin, je suis le premier à savoir comment le film marche. »* Il avait rétorqué à un journaliste qui lui demandait s'il regardait la chaîne musicale MTV, dont il est propriétaire : *« J'aime la sensualité et l'excitation de MTV. Vous pensez que je suis trop vieux pour regarder ça ? Détrompez-vous... »*

Sa vision de l'industrie du divertissement est exceptionnellement optimiste : *« Il y a une forte poussée en ce moment dans ce secteur, qui va se poursuivre irrésistiblement*, dit-il, *c'est un business formidable, ceux qui ne le voient pas seront les perdants. »* A 76 ans, à la tête d'un géant médiatique qui pèse près de 80 milliards de dollars, c'est en effet un business formidable pour le natif d'un immeuble modeste de Boston devenu le « roi du monde » de la communication. D'autant que, n'ayant jamais privilégié une solution familiale à la Rupert Murdoch, il a du même coup assuré sa succession, avec Mel Karmazin de CBS.

***Claudine Mulard***

LeMonde Job: WMQ0909--0017-0 WAS LMQ0909-17 Op.: XX Rev.: 08-09-99 T.: 13:13 S.: 111,06-Cmp.:08,13, Base : LMQPAG 14Fap:100 N°:0603 Lcp:700 CMYK



## Le nouvel empire

**RADIO-TÉLÉVISION**

- **Radio :** Infinity Broadcasting Corp.
- **Réseaux de télévision :** CBS, UPN.
- **Chaînes câblées :** MTV, MTV 2, VH1, Showtime, Home Team Sports, Midwest Sports Channels, The Nashville Network, Nickelodeon, The Movie Channel, etc.

**INTERNET**

- Sportsline. com, MTV. com, Viacom Interactive Services, etc.

**EDITION**

- Simon & Schuster

**CINÉMA**

- **Cinéma :** Paramount Pictures
- **Production :** CBS Prod., Viacom Prod., Paramount Television, Spelling Television.
- **Edition vidéo :** Blockbuster Video.

**LOISIRS**

- **Loisirs :** Paramount Parks (cinq parcs à thème).
- **Distribution de cinéma :** Famous Players (1 300 salles dans 9 pays.

**AFFICHAGE**

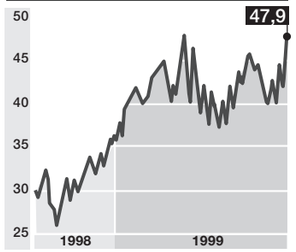
- Outdoor Systems

## Les premiers groupes mondiaux

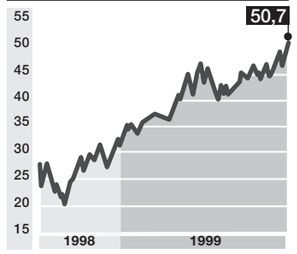
CA 1998 en milliards de dollars

| | | |
|---|---|---|
| 1 | **WALT DISNEY** (EU) | 22,98 |
| 2 | **VIACOM CBS** (EU) | 18,9 |
| 3 | **TIME WARNER** (EU) | 14,58 |
| 4 | **NEWS CORP.** (AUSTRALIE) | 12,99 |
| 5 | **SEAGRAM** (CANADA) | 10,73 |

Action Viacom en dollars




Action CBS en dollars




Source : Bloomberg/Le Monde

# Sous le règne de Mel Karmazin, CBS a retrouvé son lustre

**NEW YORK**
*de notre correspondante*

A 72 ans, la vieille dame n'en finit pas de se métamorphoser. Pour CBS, la fusion avec Viacom constitue une nouvelle étape dans la série de transformations qu'a subies cette entreprise fondée en 1927. Depuis, elle a connu des fortunes diverses après des débuts prometteurs qui lui valurent le surnom de *« Tiffany network »* sous la direction de William Paley, dont le père Sam, un fabricant de cigares, avait repris la station de radio en 1928.

CBS fut la reine incontestée des grands réseaux télévisés américains de 1955 à 1968. Lorsque l'on évoque aujourd'hui l'assassinat du président Kennedy en 1963, on le fait rarement sans l'image en noir et blanc de Walter Cronkite, le présentateur-vedette de CBS, annonçant la tragédie au peuple américain. Mais après 1968, sa position fut fragilisée et en 1995, son président, Lawrence Tisch, l'a vendue au géant de l'électricité Westinghouse pour 5,4 milliards de dollars.

**ACTEUR-CLÉ**

A la tête de Westinghouse, heureusement, Michael Jordan a décidé de métamorphoser son groupe : il veut permettre à ce conglomérat d'un autre âge de devenir un acteur-clé de l'un des secteurs économiques les plus dynamiques aux Etats-Unis, celui des médias et du loisir audiovisuel. CBS va accompagner Westinghouse dans cette mue en s'enrichissant au fil des années d'une unité de production de programmes télévisés, de 15 chaînes de télévision locales couvrant 32 % des téléspectateurs américains et de plusieurs dizaines de stations de radio. L'acquisition d'Infinity Broadcasting Corporation, groupe de 44 stations de radio, assure la première place parmi les exploitants de radio. Point capital : Westinghouse/CBS intègre alors dans son équipe de direction Mel Karmazin, le PDG d'Infinity.

Le physique léonin, d'épais sourcils noirs sous une chevelure déjà blanche à 55 ans, Mel Karmazin devient le plus gros actionnaire individuel de Westinghouse/CBS avec 1,7 % du capital. En 1998, il devient directeur général de CBS Corporation et en janvier 1999, succède à Michael Jordan à la tête de la compagnie. Entre-temps, CBS a acquis TDI, un géant de l'affichage publicitaire, a commencé à se placer sur Internet et a retrouvé ses téléspectateurs.

New-yorkais d'origine, coqueluche de Wall Street, qui a vu les actions de CBS remonter de 50 % entre octobre et avril, Mel Karmazin a toujours un bon mot. Il n'a pas déçu la presse mardi aux côtés de Sumner Redstone : *« Ce deal avec Viacom,* a-t-il dit, *je le voulais très fort, depuis ma bar-mitsva ».*

***S. K.***

# Microsoft et Liberty Media s'allient à UPC dans le câble

**MICROSOFT** poursuit sa marche en avant dans le secteur du câble en Europe. La société fondée par Bill Gates a annoncé, mardi 7 septembre, la création, en association avec Liberty Media Group, filiale de l'opérateur de téléphone américain AT & T, d'une société commune avec le Néerlandais United Pan-Europe Communications (UPC), deuxième câblo-opérateur européen, avec 3,8 millions d'abonnés.

Le signal de l'opération a été donné après le rachat par Liberty Media de 4,25 millions d'actions de United GlobalCom, holding de tête de UPC, pour 493 millions de dollars (469 millions d'euros). Une participation partagée avec Microsoft et placée dans le capital de la société commune. Pour sa part, UPC a apporté les 2,78 millions d'actions qu'il détenait dans United GlobalCom. Au terme de cette opération, les trois détiennent 14,5 % de United GlobalCom.

Plus qu'une alliance capitalistique, ce ménage à trois illustre la stratégie de pénétration des réseaux câblés européens par Microsoft. La société de Bill Gates est déjà partenaire du câblo-opérateur NTL en Grande-Bretagne et de TV Cabo, fournisseur d'accès à Internet au Portugal. Microsoft démontre qu'il a choisi le câble plutôt que le téléphone pour être le vecteur principal du développement des accès à Internet et de la diffusion de services interactifs. *« Les choses ne vont pas assez vite en Europe sur le front du téléphone »*, a déclaré Georges Nahon, directeur de Microsoft pour l'Europe. Selon lui, *« la législation est moins stricte sur le câble et les opérateurs ont besoin de financement pour améliorer leurs infrastructures ».*

Cette entente ouvre à Liberty Media de nouveaux débouchés pour diffuser ses programmes. Pour UPC, ce partenariat vient renforcer les ambitions du câblo-opérateur, déjà présent en Asie, en Amérique Latine et dans une dizaine de pays européens, dont la France où il propose des programmes de télévision, mais aussi des services Internet à haut débit et de la téléphonie.

Enfin, ce regroupement illustre l'âpreté de la compétition que se livrent les opérateurs pour imposer le logiciel de navigation compatible avec la télévision numérique, Internet et les services interactifs. En Europe, Microsoft doit affronter OpenTv et Mediahighway, deux logiciels présents dans la majorité des boîtiers numériques. L'américain OpenTv vient d'annoncer une augmentation de 45 % de ses ventes au deuxième trimestre. Son logiciel est présent dans 3,5 millions de décodeurs numériques dans le monde.

***Guy Dutheil***

# En rachetant Promus, Hilton devient le 6e groupe hôtelier mondial

**LE GROUPE** hôtelier Hilton qui exploite sous cette marque 275 hôtels en Amérique du Nord a annoncé, mardi 7 septembre, le lancement d'une offre publique d'achat et d'échange amicale sur son compatriote Promus Hotel (1 400 hôtels dans le monde) qui est notamment le franchiseur et l'opérateur des enseignes Doubletree, Embassy, Hampton Inn et Red Lions Hotels. Ces hôtels, principalement exploités aux Etats-Unis, au Canada, au Mexique et en Amérique latine représentent, avec la dette une opération d'environ quatre milliards de dollars (3,7 milliards d'euros). En 1998, Hilton a réalisé un chiffre d'affaires de 1,7 milliard de dollars et un résultat net de 298 millions. De son côté, Promus a réalisé un chiffre d'affaires de 1,1 milliard de dollars et un résultat de 154 millions. Hilton avait confirmé, il y a une semaine, être en discussion avec Promus mais il semble qu'en quelques jours la valorisation ait été revue à la hausse puisque la base de discussion était de l'ordre de 2,4 milliards de dollars (2,26 milliards d'euros).

Hilton était sorti perdant de la bataille boursière qui l'opposait à Starwood pour la reprise de ITT Sheraton (*Le Monde* du 14 novembre 1997). Au début de cette année, il s'était fait également souffler le groupe Patriot American par le promoteur immobilier Apollo Real Estate Advisors.

En repenant Promus, Stephen Bollenbach, PDG de Hilton marque enfin un point après ces deux échecs : la bataille pour la reprise de ITT Sheraton avait en effet duré plus de dix mois. Hilton Hotels Corp dont le siège est à Beverly Hills en Californie propose 38,50 dollars par titre pour 55 % du capital (soit une prime de 23 % par rapport au cours de clôture du vendredi 3 septembre) et les 45 % restants seront rémunérés en titres dont la parité reste à définir en fonction des conditions du marché.

Hilton était jusqu'à présent le huitième groupe mondial et Promus le septième (en fonction du nombre de chambres). Désormais, avec 290 000 chambres, le nouvel ensemble va talonner le groupe français Accor actuellement en cinquième position (291 000 chambres). En reprenant Promus, Hilton élargit sa gamme : essentiellement concentré sur des unités de quatre et cinq étoiles et spécialisé dans les hôtels d'affaires, d'aéroports ou de congrès ou sur des « monuments » du secteur comme le Waldorf Astoria ou le Hilton Chicago Towers, Hilton va désormais opérer sur tous les segments.

**VAGUE DE FUSIONS**

Pour Stephen Bollenbach, le PDG de Hilton, cette acquisition *« porte un potentiel de croissance extraordinaire »* pour le groupe même si elle entraînera un impact substantiel sur les résultats de l'exercice 2000. Par la suite, alors que la fusion doit être mise en place fin 1999, le groupe espère réaliser 55 millions de dollars d'économies la première année, puis 90 millions la deuxième et afficher un bénéfice opérationnel en hausse de plus de 10 %. Le bénéfice opérationnel du nouveau groupe se situe actuellement autour de 1,3 milliard de dollars.

Le secteur de l'hôtellerie n'échappe pas à la vague de fusions que connait actuellement l'économie mondiale. Les grands groupes cherchent non seulement à être maîtres sur leur continent mais également à l'international. Le groupe Accor avait d'ailleurs été classé par le magazine américain *Global Finance* devant le groupe Hilton, l'entreprise française ayant depuis longtemps intégré qu'être européen ne suffisait plus (*Le Monde* du 1er avril 1999). En ce sens, le groupe français avait repris le contrôle sur sa filiale minoritaire AAPC et lancé une OPA amicale au début de l'été sur la chaîne économique américaine Red Roof Inns pour un peu plus de 600 millions de dollars.

***François Bostnavaron***

### *Sixième groupe mondial, derrière Accor*

Selon le cabinet français MKG, le classement de l'hôtellerie mondiale est désormais le suivant :

- **Cendant** (Etats-Unis) : 5 978 hôtels et 528 891 chambres.
- **Bass Hotels & Resorts** (Grande-Bretagne) : 2 738 hôtels et 461 434 chambres.
- **Marriott International** (Etats-Unis) : 1 650 hôtels et 322 300 chambres.
- **Choice** (Etats-Unis) : 3 669 hôtels et 305 153 chambres.
- **Accor** (France) : 2 646 hôtels et 291 770 chambres.
- **Hilton + Promus** (Etats-Unis) : 1 700 hôtels et 290 000 chambres.
- **Starwood** (Etats-Unis) : 619 hôtels et 200 583 chambres.
- **Carlson Hospitality Worlwide** (Etats-Unis) : 548 hôtels et 115 244 chambres.
- **Hyatt Group** (Etats-Unis) : 255 hôtels et 97 134 chambres.
- **Sol Melia** (Espagne) : 232 hôtels et 57 056 chambres.

LeMonde Job: WMQ0909--0018-0 WAS LMQ0909-18 Op.: XX Rev.: 08-09-99 T.: 11:07 S.: 111,06-Cmp.:08,11, Base : LMQPAG 57Fap:100 N°:0543 Lcp:700 CMYK



# Pour accélérer son internationalisation, Toyota se fait coter à Londres et à New York

## L'introduction en Bourse du constructeur automobile japonais aura lieu dès la fin du mois

**Ryuji Araki, directeur général du constructeur automobile japonais, a annoncé, mardi 7 septembre, que Toyota pourrait être coté à New York et à Londres à partir du 29 septembre, afin de procéder *« à une globalisation et à une internationalisation de ses finances »*. Dans son évolution, Toyota envisage aussi de moderniser ses structures, de se transformer en holding tout en « occidentalisant » son management.**

**LE CAPITALISME** japonais vient de donner un nouveau signe de son évolution. Toyota s'apprête à entrer en Bourse hors de ses frontières. L'un des principaux directeurs généraux du groupe nippon, Ryuji Araki, a annoncé, mardi 7 septembre à Tokyo, que Toyota pourrait être coté à New York et à Londres à partir du 29 septembre. Cette date reste suspendue au feu vert de la SEC, l'autorité boursière américaine, qui doit rendre son avis dans les jours prochains, tandis que Londres a déjà donné son accord.

Parmi les constructeurs automobiles japonais, seul Honda était déjà coté à New York, depuis 1977. Le directeur général de Toyota a expliqué que le groupe avait pris cette décision afin de procéder *« à une globalisation et à une internationalisation de ses finances »*. Il a précisé que l'introduction à New York et à Londres allait permettre *« de créer un environnement permettant une participation plus aisée des investisseurs »*. Toyota a également décidé de se rapprocher des normes comptables anglo-saxonnes en publiant désormais des résultats trimestriels, et non plus uniquement des comptes semestriels et annuels.

En fait, cette décision illustre la volonté des entreprises nippones de se réformer et de s'ouvrir sur l'extérieur après la crise des années 90. L'automobile n'échappe pas au mouvement. Nissan a été obligé, en mars, de vendre à Renault plus d'un tiers de son capital et de confier une partie de son management aux Français.

### DISTANCÉ PAR FORD

Certes, Toyota n'en est pas là : le groupe dégage encore de solides bénéfices (2,74 milliards d'euros pour l'exercice achevé fin mars), bien que ceux-ci soient en fort recul (21,6 %) sur l'exercice précédent. Mais, dans le même temps, le secteur automobile est en pleine recomposition. Les rapprochements se sont multipliés, sans que pour le moment Toyota y participe. Résultat : alors qu'il y a deux ans à peine le japonais avait en ligne de mire Ford, à qui il pouvait disputer la deuxième place mondiale, il est aujourd'hui distancé par l'américain, notamment avec le rachat de Volvo par celui-ci.

Parallèlement, ses poursuivants s'organisent. DaimlerChrysler a donné le départ de la vague des fusions, Volkswagen monte en puissance et Nissan, son éternel rival japonais, qu'il avait enfin réussi à distancer, constitue désormais avec Renault le quatrième constructeur mondial. Aussi Toyota se doit de réagir et de devenir, sur le plan boursier, plus que jamais mondial et plus en phase avec ses résultats actuels : le groupe réalise désormais 70 % de ses bénéfices aux Etats-Unis.

Dans son évolution, Toyota envisage notamment de moderniser ses structures et souhaite se transformer en holding d'ici l'an prochain. *« Alors que les alliances et les unions se multiplient, nous devons devenir plus compétitifs et renforcer les liens au sein du groupe,* a indiqué le président du conseil d'administration, Hiroshi Okuda. *Tout seul, Toyota n'est pas suffisamment grand, et la création d'un système de holding est l'une des options que nous sommes en train d'étudier. »*

Jusque-là, la législation japonaise empêchait la constitution de grands conglomérats chapeautés par un holding de tête, mais une réforme est en cours. Cette nouvelle structure permettrait de mieux accompagner la diversification que mène Toyota depuis quelques années. Le constructeur automobile est en effet désormais présent dans la téléphonie, l'assurance et les maisons individuelles.

Sur le plan interne, le groupe poursuit l'occidentalisation de certains aspects de son management : fin des carrières à l'ancienneté, apparition des promotions au mérite, multiplication des primes, qui sont désormais monnaie courante dans le système de rémunération, de même que les stock-options. Bref, Toyota cherche à sortir de sa bulle nippone pour mieux affronter un environnement de plus en plus international.

***Stéphane Lauer***

# Modus vivendi entre la Caisse d'épargne et la Caisse des dépôts

## Les négociations ont duré plusieurs mois

**LE CORDON** ombilical entre l'Etat et les Caisses d'épargne est difficile à couper. Malgré la réforme intervenue début juillet, qui fait de l'Ecureuil un établissement mutualiste – appartenant donc à ses sociétaires, c'est-à-dire à ses clients – la Caisse des dépôts et consignations (CDC) souhaite conserver un droit de regard sur sa gestion. Cet établissement, qui est le bras armé de l'Etat dans le secteur bancaire, a toujours entretenu des rapports étroits et difficiles avec la Caisse d'épargne. Cette dernière espérait que la réforme de son statut allait lui permettre de détendre quelque peu ses liens avec la Caisse.

Après plusieurs mois d'intenses négociations, les deux groupes sont parvenus à un modus vivendi. Mercredi 8 septembre, les instances dirigeantes des Caisses d'épargne devaient approuver un accord de *« coopération stratégique »* entre les deux établissements. Ce texte prévoit que la CDC prendra 35 % de la future Caisse nationale des Caisses d'épargne (CNCE) qui doit voir le jour officiellement le 29 septembre. Il précise également les participations de la CNCE dans les différentes filiales de la CDC.

L'Ecureuil prendra 20 % dans CDC Asset Management (filiale spécialisée dans la gestion pour compte de tiers) et 20 % de CDC marchés. Les Caisses d'épargne porteront à 80 % leur participation dans Ecureuil gestion, la filiale commune avec la CDC, chargée de la gestion des Sicav et des fonds communs de placement du réseau. Cependant, la gestion des produits sera transférée à CDC Asset Management, Ecureuil gestion en restant toutefois concepteur. D'autre part, en marge de l'accord, les Caisses d'épargne pourraient monter à 20 % dans le capital de la Caisse nationale de prévoyance grâce à une baisse de la participation de CDC qui détient aujourd'hui 40 % du capital de l'assureur-vie.

Au siège des Caisses d'épargne, on se félicite de l'accord intervenu avec la CDC. *« Nous sommes arrivés à un texte équilibré qui définit les relations avec une banque d'investissement de gros [la Caisse des dépôts] et un établissement généraliste [les Caisses d'épargne]. »* Mais dans le réseau de l'Ecureuil, ce texte ne fait pas l'unanimité.

Mardi, le syndicat Force ouvrière (FO) du personnel du réseau des Caisses d'épargne juge dans un communiqué que *« loin d'acter le passage d'une relation tutéllaire à une relation contractuelle, ce protocole scelle la dépendance totale du groupe Caisse d'épargne vis-à-vis de la CDC »*. Il met en cause le *« comité stratégique »* – constitué du président du directoire de la CNCE, Charles Milhaud, et du directeur général de la CDC, Daniel Lebègue – dont la création est prévue par l'accord. Ce syndicat dénonce le fait que ce comité *« prendra les grandes décisions »* alors que, selon lui, elles devraient être prises par le conseil d'administration de la CNCE. FO considère également *« qu'avec une participation financière minimum faite de quelques miettes de ses filiales, la CDC va s'assurer un contrôle total de l'activité du groupe, contrôle renforcé par la présence de ses hommes dans l'appareil »*. Au siège des Caisses d'épargne, on s'insurge contre *« ce point de vue d'un syndicat très minoritaire dans le groupe »*.

### RELATIONS DIFFICILES

La réaction syndicale rappelle toutefois les relations difficiles entre la Caisse des dépôts et l'Ecureuil. Même s'ils viennent de signer un accord, les deux établissements vont s'affronter dans les prochains jours sur la désignation des nouvelles instances dirigeantes du groupe. La question est de savoir si Charles Milhaud, actuel président du directoire du Cencep (Centre national des caisses d'épargne) deviendra président du directoire de la future CNCE ou devra se contenter du poste de président du conseil de surveillance, plus honorifique. Dans cette affaire, Bercy aura également son mot à dire. Le ministre de l'économie et des finances Dominique Strauss-Kahn doit agréer le nom du prochain président du directoire de la Caisse nationale.

***Joël Morio***

# General Motors et DaimlerChrysler proposent « l'emploi à vie »

**LA GARANTIE** de l'emploi à vie ne fait *a priori* pas partie des habitudes des entreprises américaines. Surtout dans l'automobile qui connaît des suppressions d'emplois massives depuis de nombreuses années. Pourtant c'est bel et bien ce que General Motors et DaimlerChrysler viennent de proposer au syndicat américain des salariés de l'automobile, l'UAW (United Automotive Workers). En échange d'une plus grande flexibilité interne, les deux constructeurs s'engagent en effet à garantir l'emploi des salariés qui ont plus de dix ans d'ancienneté. Une proposition qui ne peut que séduire les syndicats américains, partisans du *« first in, last out »* (premier embauché, dernier licencié). Cette proposition n'est pas dépourvue d'arrière-pensée. Les contrats triennaux des salariés travaillant chez GM, DaimlerChrysler et Ford viennent à expiration le 14 septembre. L'UAW choisit tous les trois ans l'entreprise avec laquelle elle va renégocier ce contrat et la conclusion de l'accord s'impose aux deux autres constructeurs. En 1993 et 1996, l'UAW avait choisi Ford. Le 23 août, les membres de l'UAW avaient donné à une très large majorité leur accord pour que l'UAW déclenche une grève en cas de blocage. Malgré de telles menaces, chaque constructeur cherche à être retenu par l'UAW pour mieux défendre ses propres intérêts. *« C'est la meilleure proposition que General Motors et Daimler aient jamais faites »*, a reconnu Stephen Yokitc, président de l'UAW.

General Motors, qui avait subi une longue grève contre la sous-traitance à l'été 1998, propose, outre la garantie de l'emploi aux salariés ayant plus de dix ans d'ancienneté, l'embauche de nouveaux ouvriers dans des usines où le syndicat est présent. En revanche, GM veut continuer à pouvoir sous-traiter une partie de la production à d'autres entreprises et à introduire de nouvelles méthodes de production dans les usines qui perdent de l'argent.

***Frédéric Lemaître***

# Les logiciels de Cartésis fusionnent les comptabilités

**LES FUSIONS** qui secouent l'industrie française – Sanofi-Synthélabo, Vivendi-US Filter, Paribas-BNP, Promodès-Carrefour, bientôt Total-Elf ou Elf-Total – réjouissent Daniel Ruggeri, le président de Cartésis. Cet éditeur de logiciels spécialisés dans la consolidation de comptes et la gestion des systèmes d'information financière est en effet le fournisseur de trente sociétés parmi les quarante qui forment l'indice CAC 40.

Sous la pression des investisseurs anglo-saxons, l'information financière est devenue une arme stratégique. Les dirigeants de sociétés françaises ne peuvent plus se contenter de communiquer, une fois l'an, sur les résultats passés. Ils doivent constamment fournir des prévisions détaillées aux analystes financiers et les prévenir de toute dégradation de la conjoncture (les *profit warnings*). Ils ont également l'obligation de réduire au minimum les délais de publication des résultats consolidés (passé de trois à un mois en quelques années), non seulement annuels et semestriels mais aussi trimestriels, comme leurs homologues anglo-saxons.

Cartésis, qui vient lui-même d'être racheté par le cabinet de conseil anglo-saxon PricewaterhouseCoopers, puise son expertise dans son histoire. L'équipe dirigeante de Cartésis était chargée de la consolidation des comptes de la Générale des eaux (devenue Vivendi). Un exercice redoutable lorsqu'on sait que ce conglomérat compte pas moins de trois mille filiales, en France et à l'étranger. Ce savoir-faire a été filialisé en 1990 pour être commercialisé auprès d'autres groupes.

En cas de fusion, la mise en place d'un système d'information financière pertinent permet de découvrir rapidement les zones d'ombre, mais également de faire travailler les deux équipes sur les mêmes objectifs de gestion. La nouvelle direction doit disposer d'un système de gestion prévisionnelle unique, surveillant les mêmes indicateurs dans les deux entités fusionnées et collectant les mêmes informations auprès des filiales. Les logiciels de Cartésis permettent ces rapprochements d'information sans changer les différents systèmes informatiques.

Les chantiers ne manquent pas. Cartésis a débuté, au mois d'août, l'implantation de son logiciel-vedette, Carat, chez US Filter pour favoriser son intégration au sein de Vivendi. Il travaillera pendant un an pour harmoniser les systèmes d'information de la BNP et de Paribas. Et il faudra faire vite pour sortir les premiers résultats consolidés du futur ensemble Elf-Total. L'opération devrait se conclure en octobre, à peine deux mois avant la clôture des exercices.

***Enguérand Renault***

# Axis Genetics, première victime de la polémique sur les OGM

**UNE ENTREPRISE** britannique de biotechnologies, Axis Genetics, a été contrainte au dépôt de bilan à la suite de la polémique sur les organismes génétiquement modifiés (OGM), n'ayant pu réunir auprès des investisseurs les 10 millions de livres (100 millions de francs) nécessaires à son développement. Cette société de Cambridge travaille à la mise au point de vaccins transgéniques, dont un nouveau vaccin oral contre l'hépatite B, qui fait l'objet d'essais cliniques aux Etats-Unis. Une innovation obtenue à partir de culture de pommes de terre génétiquement modifiées. Selon Iain Cubitt, directeur général d'Axis, *« les investisseurs potentiels ont été effrayés par les campagnes contre les plantes OGM »*. Première société britannique de biotechnologie importante à devoir se mettre en faillite, Axis Genetics cherche un repreneur.

# Un nouveau PDG pour Technip

**NUMÉRO UN** européen de l'ingénierie, Technip change de PDG. Atteint par la limite d'âge, Pierre Vaillaud, 64 ans, X-Mines, a passé lundi 6 septembre le relais à son successeur, Daniel Valot, un énarque de 55 ans qui dirigeait jusqu'à présent l'activité d'exploration-production de TotalFina. Ce changement, prévu depuis avril, s'est effectué à l'issue d'un conseil d'administration consacré aux résultats semestriels du groupe : un chiffre d'affaires de à 8,2 milliards de francs (1,2 milliard d'euros) en hausse de 42 % à la suite de deux acquisitions, et un résultat net de 47 millions d'euros (+ 8,2 %).

# Les grosses fortunes d'Internet

**LES CRÉATEURS** de sociétés « high tech » de moins de 40 ans possèdent quelques-unes des plus grosses fortunes de leur classe d'âge, selon le magazine américain *Fortune*. Le numéro un est Michael Dell, patron du fabricant d'ordinateurs Dell, dont la richesse estimée à 21,5 milliards de dollars (134 milliards de francs), suivi par Jeff Bezos, le fondateur d'Amazon.com (vente de livres sur Internet), avec 5,8 milliards de dollars. Le patron de Gateway, Ted Waitt occupe la troisième place (5,5 milliards). Dans le classement figurent les créateurs du moteur de recherche Yahoo, ceux du site de ventes aux enchères eBay ou encore les spécialistes de la musique en ligne de RealNetworks, MP3. com ou Broadcast. com.

LE MONDE diplomatique SEPTEMBRE 1999

ALGÉRIE

Espoirs et incertitudes
par Akram Ellyas et Hatem Hamani

■ ÉCONOMIE : Fusions d'entreprises, festins de prédateurs, par Frédéric F. Clairmont.

■ SCIENCES : Carcan technocratique sur la recherche et la formation, par Christophe Charle. – Génoplante, ou la privatisation des laboratoires publics, par Jean-Loup Motchane.

■ RUSSIE : La transition vue de mon village, par Nina Bachkatov.

■ EUROPE : Culture, la mal-aimée, par Antonin Liehm. – Portion congrue, par Bernard Cassen.

■ INDE : Les élections polluées par le débat identitaire, par Purushottam Agrawal. – Hindouisme et nation, par Romain Maitra.

■ DÉVELOPPEMENT : Pour une croissance à l'africaine, par Philippe Engelhard. – Briser la spirale de la dette, par Eric Toussaint.

En vente chez votre marchand de journaux - 24 F - 3,66 €

Le Monde INTERACTIF

http://www.lemonde.fr

Emploi : Toutes les offres d'emploi parues dans « Le Monde ».

www.lemonde.fr/emploi

LeMonde Job: WMQ0909--0019-0 WAS LMQ0909-19 Op.: XX Rev.: 08-09-99 T.: 11:03 S.: 111,06-Cmp.:08,11, Base : LMQPAG 57Fap:100 N°:0544 Lcp:700 CMYK



# « France-Soir » cherche un dernier salut dans une nouvelle formule

## Le PDG, Georges Ghosn, et le directeur de la rédaction, Jean-Luc Mano, veulent retrouver un « journal crédible ». Avec un investissement de 40 millions de francs, ils espèrent stopper la chute des ventes

**UN COUP** de poker. Six mois après avoir racheté *France-Soir* à la Socpresse du groupe Hersant pour un franc symbolique, Georges Ghosn abat ses cartes. Jeudi 9 septembre, un million d'exemplaires de la nouvelle formule du quotidien seront mis en vente dans toute la France pour ce même montant, avant de passer à 5 francs dès le lendemain.

*« Vous remarquerez le changement »*, affirme le slogan de la campagne de lancement, martelé sur les ondes ou sur les affiches. Clou de cette opération promotionnelle évaluée à 10 millions de francs, une gigantesque *« rave chic »*, une fête au budget de 500 000 francs, devrait réunir deux mille invités du Paris mondain, mercredi soir, peu après le bouclage, au pied des rotatives du siège d'Aubervilliers. Là où, il y a un peu plus d'un an, l'ancien quotidien mythique de la rue de Réaumur s'est installé pour amorcer une *« opération de la dernière chance »* qui a sombré dans un pari perdu (*Le Monde* du 28 avril 1998).

### « POPULAIRE DE QUALITÉ »

La Socpresse ayant passé l'éponge sur des pertes cumulées évaluées à 500 millions de francs – dont 140 millions pour 1998 –, Georges Ghosn, l'homme d'affaires libanais en quête de reconnaissance après sa gestion controversée à *La Tribune* et son retour au *Nouvel Economiste,* s'est efforcé d'effacer les traces du passé.

Son ambition ? Recréer un *« journal populaire de qualité, complet et équilibré, qui puisse s'adresser à des millions de lecteurs potentiels »*, proclame-t-il.

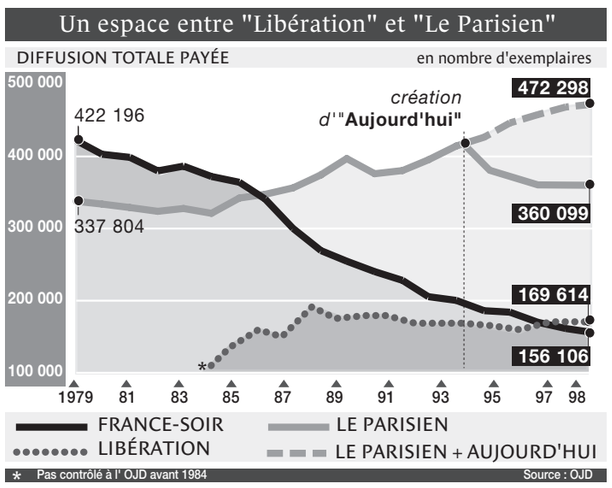
L'aventure est risquée. Depuis le début des années 90, *France-Soir* a subi plusieurs transformations, sous l'influence de patrons aussi différents que Michel Schiffres, Bernard Morot et, l'an dernier, Yves Thréard. Leurs tentatives respectives de rénovation ont passablement perturbé des lecteurs plutôt âgés, inactifs et conservateurs, répartis à parts égales entre Paris, la région parisienne et la province.

La tâche délicate de conquête de nouveaux clients, plus jeunes, plus actifs et plus représentatifs de la société française a été confiée à Jean-Luc Mano, directeur de la rédaction, en poste officiellement depuis le 16 août, mais très tôt associé à cette relance. Fort de son expérience télévisée, à TF 1 puis à France 2, il se voit bien *« réaliser un journal fédérateur qui corresponde au public de la Coupe du monde de football. Un journal où les gens se retrouvent sur des sujets qui les rassemblent. »* Un journal *« populaire, mais pas populiste »* qui serait la stricte application dans la presse des recettes d'audimat à la télévision.

Profondément remaniée par un graphiste anglais, Richard Moon, la nouvelle maquette s'inspire de principes en usage dans la presse britannique : une série de surtitres en tête de Une, une place importante pour la photo et la dernière page consacrée au sport.

Avec une pagination étoffée de quarante à quarante-huit pages – justifiant l'augmentation du prix de 4 à 5 francs –, le nouveau *France-Soir* élargit ses centres d'intérêt aux *« tendances »* actuelles, aux sorties culturelles, sans s'interdire de traiter tous les sujets de l'actualité française, étrangère et économique. Outre les suppléments hippiques maintenus, deux cahiers « femmes » et « sciences » seront également proposés durant la semaine.

Le nouveau *France-Soir* renoue avec la politique des *« têtes d'affiches »* dont la liste s'énonce comme un casting : Françoise Hardy pour un horoscope rénové, William Leymergie, Richard Bohringer, Thierry Roland, en attendant Dan Franck, sans oublier Philippe Bouvard.




A la tête d'une rédaction passablement bouleversée et rajeunie – un tiers, soit une trentaine de journalistes ont fait jouer la clause de cession pour être remplacés par une vingtaine d'arrivées –, des *« vieux routiers »* de la presse, issus de *Libération,* de *VSD,* de *L'Express,* de *L'Evénement* ou de la télévision ont été chargés de faire passer ce *« nouveau souffle »*.

### « LIBÉRATION », LA RÉFÉRENCE

« France-Soir *doit redevenir un journal crédible »*, assure Jean-Luc Mano. Un quotidien entre *Le Parisien* et *Libération,* devenu la référence avec son tirage assez proche, aux alentours de cent soixante-dix mille exemplaires. *« Raisonnablement, les anciens lecteurs ne devraient pas déserter. Ils retrouveront le sport, les faits divers, les courses »*, estime de son côté Georges Ghosn. Lui mise plutôt sur une augmentation notable des recettes publicitaires pour amortir les pertes. Si le cap des deux cent mille exemplaires reste affiché, l'objectif immédiat est plus modeste avec, en premier lieu, l'arrêt de la chute des ventes.

Cette *« aventure »* enthousiasme quelques-uns des nouveaux arrivants attachés *« à la survie d'un titre magique* [le quotidien de Pierre Lazareff] *qui fait partie du patrimoine de la presse française »*.

Elle suscite, en revanche, des réactions plus circonspectes auprès des *« rescapés »* des « anciennes-nouvelles » formules. L'un d'eux, représentant du personnel, déplore *« qu'on n'ait pas laissé sa chance à un titre passablement martyrisé.* France-Soir *souffre d'un déficit d'image qui sera difficile à combler en un an »*. Un autre s'inquiète des conséquences du *« choc culturel »* résultant d'un *« brassage »* interne que le titre n'avait jamais connu jusqu'alors. L'arrêt prévu de l'impression en province, soit le tiers du tirage, et le rapatriement sur les rotatives d'Aubervilliers suscite d'autres formes d'interrogation. Outre un accord avec la Socpresse qui assurera l'expédition *via* les ateliers du *Figaro,* à l'aéroport de Roissy, l'heure du bouclage avancée ne permettrait plus de publier les résultats des soirées de football.

Plus profondes apparaissent les inquiétudes formulées à l'égard de la *« solidité financière »* du nouveau propriétaire qui s'est bien gardé de préciser les appuis dont il dispose. Certes, Georges Ghosn a, pour l'heure, respecté ses engagements. Près de 40 millions de francs ont été injectés dans la nouvelle formule, dont 20 par la Socpresse, qui a pris en charge le coût des transferts et des départs d'environ soixante-dix salariés. Même s'il affiche sa volonté de rester à la tête du quotidien – contrairement à ses expériences précédentes –, le nouveau patron de *France-Soir* reste suspecté *« d'agir pour le compte d'un tiers »*.

### 280 SALARIÉS

L'intéressé ne nie pas être en contact avec des financiers extérieurs, y compris avec un quotidien étranger. Il y voit le signe que *« les investisseurs regardent la presse d'un œil favorable. C'est devenu un produit industriel comme les autres »*.

Selon lui, *« France-Soir devrait toujours obtenir des financements »*. Une manière optimiste de rassurer les deux cent quatre-vingts salariés de l'entreprise, en affirmant que cette relance ne sera pas la *« der des der »*. L'argument n'a pas totalement convaincu. *« Il faut être lucide*, souligne un des anciens. *Nous savons que si celle-là ne marche pas, qui osera faire autre chose après, et comment ? »*

***Michel Delberghe***

# Remaniements à la direction de Radio France

**JEAN-MARIE CAVADA,** PDG de Radio France, a réuni le personnel, mardi 7 septembre, pour rappeler sa stratégie. Les comédiens de France Culture, qui protestent contre la baisse des fictions et qui se sont fait rabrouer d'un ton cassant par le PDG, ont tenté de perturber cette réunion, au cours de laquelle ont notamment été évoquées les 35 heures. Jean-Marie Cavada a annoncé plusieurs nominations : Claude Norek, entré à Radio France en 1991, est nommé directeur général délégué à la gestion et à la production ; Daniel Andreu devient inspecteur général et a en charge l'ensemble des affaires générales de la société, Didier Tourancheau, directeur exécutif de l'école supérieure de journalisme de Lille et ancien directeur des ressources humaines de *Libération*, arrive comme conseiller chargé de la rénovation sociale.

France Info a présenté sa grille dans ses futurs locaux, encore en travaux pour cause de numérisation ; celle-ci permettra notamment le stockage des sujets qui seront ainsi réutilisables par les autres stations du groupe. *« Pristina, Zidane et les coupe-faims »*, ose Pascal Delannoy pour résumer la palette des sujets traités par la station. Le traitement des sciences, des technologies et de la justice dans le monde sera renforcé.

# Manifestation des salariés de l'édition

**ENVIRON 900 SALARIÉS** de l'édition ont manifesté mardi à Paris, à l'appel des syndicats CFDT, CFTC, CGC, CGT et FO, pour protester contre la dénonciation de la convention collective du secteur, par le Syndicat national de l'édition, le 24 septembre 1998. Lors d'une assemblée générale à la Mutualité, les personnels ont demandé que soit rétabli l'ancien texte, et qu'y soient inclus les travailleurs à domicile ainsi que ceux du multimédia. Ils exigent également des garanties d'embauches liées au passage aux 35 heures.

Les manifestants se disent prêts à intensifier leur action à l'approche des prix littéraires si aucun accord n'est trouvé. Dans un souci d'apaisement, le Syndicat de l'édition avait suggéré, dans une lettre du 2 septembre, de *« repartir de la convention actuelle avec l'objectif d'y toucher le moins possible. »*

### DÉPÊCHES

■ **AUDIOVISUEL : Rémy Sautter, directeur général de la CLT-UFA, a été nommé** président du conseil d'administration de Channel 5, une chaîne de télévision britannique dont la CLT-UFA détient 29 %, à égalité avec United News & Medias, tandis que Pearson TV et Warburg Pincus possèdent respectivement 24 % et 18 %.

■ **Jean-Pierre Paoli est nommé directeur général de la chaîne Eurosport,** en remplacement d'Emmanuel Florent. Cet énarque de cinquante et un ans était depuis 1992 à TF 1 où il occupait les fonctions de secrétaire général.

■ **PUBLICITÉ : le groupe britannique WPP**, notamment propriétaire des agences de publicité J. Walter Thompson et Ogilvy & Mather, a annoncé mardi la prise de 30 % du capital de High Co, une entreprise française spécialisée dans la gestion de bases de données appliquées aux nouvelles technologies.

# L'ONU impose sa propre télévision au Kosovo

**LES NATIONS UNIES** ont finalement décidé d'imposer leur projet de télévision onusienne, après l'avoir écarté en raison d'une forte opposition locale il y a deux mois (*Le Monde* du 22 juillet).

La Radio Télévision Kosovo (RTK), qui va utiliser les locaux de l'ancienne Radio Télévision Pristina (RTP), au centre de la ville, sera la seule télévision de service public au Kosovo. Elle devrait émettre par satellite – les antennes hertziennes ayant été détruites par la guerre – à partir du 19 septembre. La RTK est censée *« garantir la diffusion d'une information indépendante »*. Elle sera, en fait, l'outil de communication des Nations unies dans *« une province* [semblant] *être tombée dans l'anarchie »*, écrit le journaliste kosovar Fron Nazi dans le *Courrier des Balkans* du 27 août.

### FAIRE PASSER LE MESSAGE

Il est devenu impératif pour l'administration provisoire de Bernard Kouchner de faire passer le message de paix civile auprès d'une population qui reste largement la proie des manipulations militantes de l'Armée de libération du Kososvo (UCK). C'est donc l'Union européenne des radiodiffuseurs (UER) qui a été chargée par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) – mandatée pour relancer les médias au Kosovo – de produire localement deux heures quotidiennes d'information, dont une heure en albanais, une demi-heure en serbo-croate et une autre demi-heure en turc.

La direction de la chaîne a été confiée au Suisse Eric Lehmann, président de la Société suisse de radiodiffusion et de télévision (SSR). Un professionnel, selon l'UER, qui bénéficie d'une expérience dans un pays *« comportant plusieurs minorités ethniques »*. La SSR diffuse en effet en allemand, en français, en italien et en romanche.

Sa tâche n'en reste pas moins délicate : la nouvelle chaîne, dont le budget pour neuf mois est de 3 millions de dollars – 1 million de dollars est apporté par la Norvège – n'a pas commencé à émettre, et des doutes pèsent déjà sur sa viabilité. La RTK ne dispose, pour l'instant, d'aucune équipe locale, car les Nations unies n'ont toujours pas réussi à convaincre les journalistes serbes et albanais de travailler ensemble à ce projet qui attise, depuis le 13 juin, les luttes de pouvoir. A dix jours du lancement, il manque encore quarante personnes sur les cinquante prévues. Seuls les expatriés Richard Dill, ex-ARD (Allemagne) et Christabel King, un journaliste britannique, travaillent sur place au projet. Dans le but de désamorçer les crispations, les Nations unies ont pourtant cédé aux pressions du gouvernement autoproclamé de Hashim Taci et de l'UCK en n'exigeant plus que la nouvelle équipe soit composée à parité de Kosovars d'origine serbe et albanaise. *« Nous parlons aujourd'hui de proportionnalité »*, explique-t-on à l'UER.

### SURVEILLANCE DES MÉDIAS

Deuxième difficulté : la surveillance des médias au Kosovo est calquée sur le modèle développé en Bosnie-Herzégovine, dont l'OSCE affirme avoir tiré les enseignements. Or celui-ci est loin d'être concluant (*Le Monde* du 28 juillet).

Enfin, troisième difficulté : le projet est contesté par les journalistes locaux, qui reprochent aux Nations unies d'organiser une nouvelle forme de censure. Le *New York Times* a récemment révélé que l'objectif de la nouvelle commission des médias était de *« contrôler la réaction des médias locaux sur les évolutions en cours au Kosovo »*. Cette commission est composée de cinq personnalités locales sans expérience dans les médias. Elles sont placées sous l'autorité directe de l'OSCE : *« Certains journalistes ont peur que celle-ci ne soit que la courroie de transmission de l'OSCE »*, rapporte Garantina Kraja, de l'Institute of war and peace reporting.

***Florence Amalou***

# VNU se retire de la presse quotidienne régionale

**AMSTERDAM**
*de notre correspondant*

L'été aura été studieux pour les responsables de VNU. En moins d'un mois, l'éditeur néerlandais a accéléré son recentrage sur la presse professionnelle, les magazines grand public et les guides téléphoniques, trois activités considérées comme *« à forte marge bénéficiaire »* au siège du groupe. Après avoir mis la main, en août, sur le géant américain Nielsen, VNU a annoncé, mardi 7 septembre, la vente de ses activités dans la presse quotidienne régionale aux Pays-Bas.

La cession des cinq journaux régionaux de VNU à Wegener Arcade n'est pas bouclée, mais face à l'inquiétude croissante des salariés de cette branche, ainsi qu'à la menace de grèves dans les rédactions, VNU et Wegener sont rapidement sortis du bois. Selon un accord provisoire, la transaction est fixée à 1,8 milliard de florins (800 millions d'euros). Wegener conservera quatre des cinq titres, l'un d'entre eux étant vendu au groupe De Telegraaf. L'éditeur spécialisé deviendra l'un des trois grands groupes de presse quotidienne aux Pays-Bas, avec 28 % de parts de marché, un chiffre d'affaires annuel de 2,2 milliards de florins (1 milliard d'euros).

Joep Brentjens, président de VNU, a précisé que le revenu de la vente serait consacré à de nouvelles acquisitions, de préférence dans la presse professionnelle en Europe ou aux Etats-Unis. Contrairement à ce que nombre d'observateurs pensaient, l'argent ne sera pas utilisé pour financer l'acquisition de Nielsen.

### FIN DE L'OPA À L'AUTOMNE

Pour cette opération, VNU débourse 5,3 milliards de florins (2,4 milliards d'euros), sous la forme d'une OPA devant prendre fin à l'automne : un prix jugé élevé par un grand nombre d'analystes. Spécialisé dans la mesure d'audience télévisuelle, Nielsen Media Research est néanmoins leader sur son marché, avec un chiffre d'affaires de 408 millions de dollars pour un résultat d'exploitation brut de 126 millions. L'institut offre, selon la direction de VNU, *« une excellente plate-forme pour son développement futur aux Etats-Unis et sur les marchés internationaux de poids »*. Cette plate-forme a été construite notamment grâce à l'acquisition, fin 1997, des annuaires d'ITT. Une fois l'ensemble des transactions réalisées, les Etats-Unis représenteront près du tiers des revenus de l'éditeur néerlandais.

***Alain Franco***

Kosovo :
retour sur la guerre
En mars, au nom des droits de l'homme, l'OTAN déclarait la guerre à la Serbie. Retour sur ce conflit et son bilan dans une série en trois volets : crimes au Kosovo, la guerre vue de Serbie, la stratégie militaire de l'OTAN.
du jeudi 9 septembre au samedi 11 septembre
Le Monde daté 10

LeMonde Job: WMQ0909--0020-0 WAS LMQ0909-20 Op.: XX Rev.: 08-09-99 T.: 11:05 S.: 111,06-Cmp.:08,11, Base : LMQPAG 57Fap:100 N°:0545 Lcp:700 CMYK



# TABLEAU DE BORD

## AFFAIRES

### INDUSTRIE

● **FORD : le constructeur automobile**, numéro deux mondial, a accepté de payer 7,5 millions de dollars (7,1 millions d'euros) pour éviter un procès dans une affaire de plainte pour harcèlement sexuel et raciste déposée par deux salariées travaillant dans des sites de production américains.

● **ÉPÉDA : le fabricant de matelas,** filiale du groupe suisse Slumberland, envisage de fermer deux usines, à Mer (Loire-et-Cher) et à La Charité-sur-Loire (Nièvre), qui emploient respectivement 294 et 136 salariés. Les comités d'entreprise et d'établissements sont convoqués le 13 septembre. De source syndicale, les ouvriers de l'usine de Mer occupaient, mercredi 8 septembre, les locaux de l'entreprise.

● **USINOR : la direction du groupe sidérurgique** a accordé aux syndicats un délai de réflexion supplémentaire à propos du projet d'accord social intitulé *« Usinor Cap 2010 »*. Les syndicats ont jusqu'au 17 septembre pour se prononcer sur ce texte qui prévoit notamment le passage aux 35 heures.

● **AIR LIQUIDE : le groupe Air Liquide a annoncé** mardi 7 septembre avoir pris une participation de 65 % dans le capital de Métrotech, société spécialisée dans l'étalonnage et la maintenance des appareils de mesure.

● **PHARMACIE : les pharmaciens Roche (Suisse) et BASF (Allemagne), qui s'étaient vu infliger** une amende de 750 millions de dollars aux Etats-Unis pour entente sur les prix des vitamines, doivent s'attendre à des amendes encore plus élevées en Europe, selon le commissaire européen sortant à la concurrence, Karel van Miert.

● **ALSTOM : la direction d'Alstom Energy Systems** a suspendu le directeur des ressources humaines de ses fonctions suite aux révélations sur l'existence d'un fichage informatique des salariés (*Le Monde* du 7 septembre).
Cette décision a été jugée *« scandaleuse »* par l'intersyndicale de l'entreprise (CGT, CFDT, CFE-CGC) pour qui celui-ci *« fait figure de fusible pour la direction générale »*.

### SERVICES

● **COMMUNICATION : Viacom rachète CBS** pour un montant de 35 milliards de dollars. Ce rapprochement donne naissance au premier groupe mondial de média et de communication (*lire aussi page 16 et 17*).

● **HILTON : la chaine hôtelière** Hilton rachète le groupe américain Promus (*lire page 17*).

● **AHOLD : le premier distributeur néerlandais** a pris le contrôle de deux chaînes de supermarchés en Espagne, Mercasol et Las Postas, portant à près de 200 le nombre de magasins exploités par Ahold dans ce pays.

● **KERTEL : l'opérateur téléphonique** menace de demander l'arbitrage de l'autorité de régulation des télécommunications si France Télécom n'applique pas les conditions posées pour le forfait d'accès à Internet de 100 francs pour 20 heures par mois.
Kertel, associé à Club Internet, doit payer 9 centimes la minute à France Télécom pour acheminer l'appel. Une somme qu'il juge trop élevée.

● **FÉLIX POTIN : le liquidateur judiciaire de l'enseigne** de commerce de proximité a assigné la BNP devant le tribunal de commerce d'Evry pour *« soutien abusif »* du groupe Sayer, alors propriétaire de Félix Potin, selon *Les Echos* du 8 septembre.

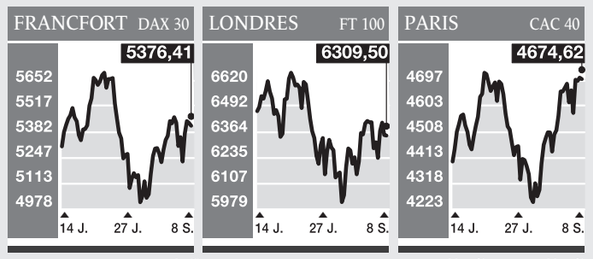
### FINANCE

● **ADR : la banque italienne San Paolo-Imi** a annoncé, mardi 7 septembre, qu'elle se joignait à Pirelli et à Benetton pour reprendre une participation du gouvernement dans Aeroporti di Roma, qui en contrôle aujourd'hui 54,2 %.

● **BANCA INTESA : le lancement de l'offre publique d'échange** (OPE), annoncée le 1er juillet, de Banca Intesa sur Banca commerciale italiana (Comit) est prévu le lundi 27 septembre. L'OPE porte dans un premier temps sur 70 % du capital de Comit.

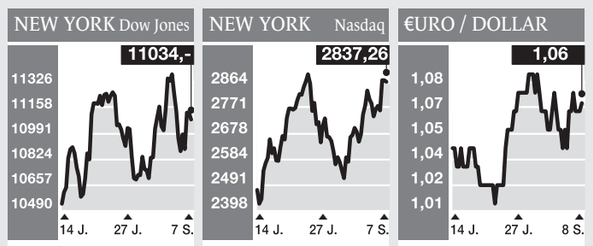
● **GENERALI : le groupe d'assurance italien** a démenti, mardi 7 septembre, les informations publiées par le quotidien milanais *Il Giornale*, selon lesquelles il aurait signé une lettre d'intention pour racheter à Telecom Italia sa filiale d'assurance-vie Meie.

## EUROPE



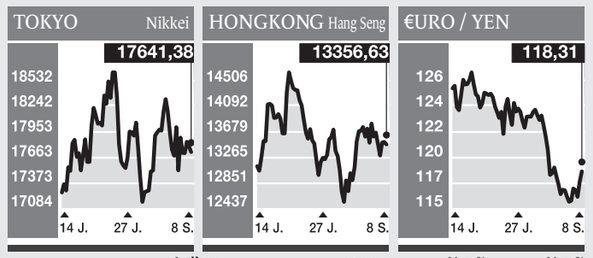

| Europe 10 h 15 | Indices sélection | cours 08/09 | Var. % 07/09 | Var. % 31/12 |
|---|---|---|---|---|
| EUROPE | EURO STOXX 50 | 3817,01 | – 0,45 | 14,20 |
| EUROPE | STOXX 50 | 3742,93 | – 0,44 | 12,73 |
| EUROPE | EURO STOXX 324 | 328,07 | – 0,36 | 9,95 |
| EUROPE | STOXX 653 | 312,94 | – 0,33 | 12,08 |
| PARIS | CAC 40 | 4674,62 | – 0,11 | 18,57 |
| PARIS | MIDCAC | 0,00 | .... | .... |
| PARIS | SBF 120 | 3204,09 | – 0,11 | 20,62 |
| PARIS | SBF 250 | 0,00 | .... | .... |
| PARIS | SECOND MARCHÉ | 0,00 | .... | .... |
| AMSTERDAM | AEX | 581,88 | – 0,80 | 8,08 |
| BRUXELLES | BEL 20 | 3177,39 | – 0,30 | – 9,59 |
| FRANCFORT | DAX 30 | 5376,41 | – 0,28 | 7,39 |
| LONDRES | FTSE 100 | 6309,50 | – 1,04 | 7,26 |
| MADRID | STOCK EXCHANGE | 9912,70 | 0,42 | 0,77 |
| MILAN | MIBTEL 30 | 34031,00 | 0,06 | – 3,19 |
| ZURICH | SPI | 7199,40 | 0,16 | 0,54 |

## AMÉRIQUES




| Amérique 10 h 15 | Indices sélection | cours 07/09 | Var. % veille | Var. % 31/12 |
|---|---|---|---|---|
| ÉTATS-UNIS | DOW JONES | 11034,13 | – 0,40 | 20,18 |
| ÉTATS-UNIS | S&P 500 | 1350,45 | – 0,50 | 9,86 |
| ÉTATS-UNIS | NASDAQ COMPOSITE | 2837,26 | – 0,21 | 29,40 |
| TORONTO | TSE INDEX | 7058,50 | 0,75 | 8,83 |
| SAO PAULO | BOVESPA | 11185,00 | 0,26 | 64,87 |
| MEXICO | BOLSA | 273,91 | – 3,13 | 17,82 |
| BUENOS AIRES | MERVAL | 513,00 | – 0,97 | 19,29 |
| SANTIAGO | IPSA GENERAL | 132,96 | – 0,02 | 72,68 |
| CARACAS | CAPITAL GENERAL | 4428,95 | – 0,90 | – 7,51 |

## ASIE - PACIFIQUE




| Zone Asie 10 h 15 | Indices sélection | cours 08/09 | Var. % 07/09 | Var. % 31/12 |
|---|---|---|---|---|
| TOKYO | NIKKEI 225 | 17641,38 | – 0,37 | 27,45 |
| HONGKONG | HANG SENG | 13356,63 | – 0,29 | 32,92 |
| SINGAPOUR | STRAITS TIMES | 0,00 | .... | 50,29 |
| SÉOUL | COMPOSITE INDEX | 113,59 | – 0,60 | 74,92 |
| SYDNEY | ALL ORDINARIES | 3000,70 | 0,24 | 6,66 |
| BANGKOK | SET | 29,33 | – 1,77 | 14,21 |
| BOMBAY | SENSITIVE INDEX | 4797,21 | 0,49 | 57,01 |
| WELLINGTON | NZSE-40 | 2113,61 | – 1,30 | 2,34 |

# ÉCONOMIE

## Accélération de la croissance en Asie-Pacifique

**LE PRODUIT** intérieur brut (PIB) des 21 membres du Forum de coopération économique d'Asie-Pacifique (APEC) devrait croître de 2,9 % en 1999, selon une étude réalisée par l'APEC, basée sur les prévisions gouvernementales. Les pays d'Asie-Pacifique vont afficher cette année une croissance économique plus forte que l'an dernier, mais l'embellie ne pourra être maintenue que par la poursuite des réformes structurelles. La croissance restera en l'an 2000 sur une pente ascendante, a indiqué le rapport. Parmi les menaces sur la croissance future, le rapport cite les incertitudes sur l'embellie de l'économie japonaise, l'éventualité d'un retournement de celle des Etats-Unis et d'une crise financière en Russie. En 1998, les économies de l'APEC avaient enregistré une croissance moyenne de 1,9 %, le plus faible chiffre depuis le début de la décennie. Ce faible taux était essentiellement dû aux pays asiatiques, victimes des effets de la crise globale qui s'était déclenchée en Thaïlande, en juillet 1997.

■ **JAPON : les prix de gros intérieurs ont progressé de 0,1 % en août** sur un mois mais ont chuté de 1,3 % par rapport au même mois de l'année précédente, a annoncé la banque centrale mercredi. Il s'agit du 18e mois consécutif de baisse pour les prix de gros intérieurs en rythme annuel, après un recul de 1,5 % en juillet, a précisé la Banque du Japon (BoJ).

■ **INDONÉSIE : le gouvernement a demandé aux pays qui lui ont prêté** de l'argent de rééchelonner jusqu'en 2002 quelque 6 milliards de dollars de dettes d'Etat arrivant à échéance en 2000, indique le ministre coordinateur pour l'économie, Ginanjar Kartasasmita. Le Club de Paris, qui regroupe les principaux Etats créanciers, doit se réunir à la fin de septembre ou au début d'octobre.

■ **FRANCE : les réserves officielles (brutes) de change de l'Etat français s'élevaient à fin août à 65,839 milliards d'euros**, contre 65,859 milliards d'euros à fin juillet, en recul de 20 millions d'euros, ont annoncé, mardi 7 septembre, le ministère des finances et la Banque de France dans un communiqué commun. Les réserves nettes, qui tiennent compte des sorties nettes de devises à court terme et sont publiées en fin de mois, s'élevaient à fin juillet à 65,505 milliards d'euros.

■ **ALLEMAGNE : le nombre de demandeurs d'emplois est resté au-dessus du seuil psychologique des 4 millions en août**, affichant un taux de chômage brut de 10,3 %, inchangé par rapport à celui de juillet, a annoncé mardi l'Office fédéral du travail.

■ **Le nouveau président de la Bundesbank Ernst Welteke** a estimé mardi que la croissance allemande serait inférieure à 2 % en 1999.

■ **GRANDE-BRETAGNE : la production industrielle a progressé en juillet de 0,3 %** par rapport à juin et régressé de 0,7 % en glissement annuel, selon des données corrigées, a annoncé mardi l'Office des statistiques nationales (ONS). Sur le trimestre achevé fin juillet, la production industrielle a progressé de 0,6 %, et baissé de 0,6 % en glissement annuel, tandis que la production de l'industrie manufacturière a progressé de 0,3 %, et reculé de 1,3 % en glissement annuel.

■ **Le gouvernement britannique a annoncé un programme de 5 milliards de livres** (7,6 milliards d'euros) d'exemptions fiscales pour les familles les plus pauvres. En soutenant les salariés à bas revenus, il s'agit de garantir un revenu minimum de 200 livres (304 euros) par semaine aux familles dont l'un des membres est employé à plein temps.

■ **RUSSIE : les récoltes de blé pour 1999 seront nettement insuffisantes,** et il manquera au moins 10 millions de tonnes pour assurer les besoins de consommation, soit l'une des plus importantes *« pénuries »* depuis dix ans, a souligné mardi le quotidien *Nezavissimaïa,* citant une étude d'experts.

■ **UKRAINE : le pays cherche de nouveaux fournisseurs de pétrole à la suite de la forte augmentation des prix du brut russe,** qui est passé de 55 dollars à 115 dollars la tonne, entre avril et début septembre, ont indiqué mardi les autorités ukrainiennes. L'Ukraine dépend à 70 % des fournitures russes pour sa consommation de pétrole.

■ **TURQUIE : la Banque mondiale prépare l'octroi d'un milliard de dollars (1,06 milliard d'euros) de prêts** à la Turquie pour aider à la reconstruction, après le séisme qui a ravagé le 17 août le nord-ouest du pays, a annoncé le président de l'institution de développement James Wolfensohn, dans un communiqué, mardi.

# VALEUR DU JOUR

## Forte hausse des bénéfices de PSA au premier semestre

**PSA PEUGEOT CITROËN** poursuit sa route sur le chemin de la croissance rentable. Le groupe automobile français a annoncé, mercredi matin 8 septembre, avoir dégagé au premier semestre un bénéfice net part du groupe en hausse de 60,2 %, à 543 millions d'euros (3,56 milliards de francs), contre 339 millions (2,22 milliards de francs) un an plus tôt. La veille, l'action avait terminé la séance en hausse de 0,11 %, à 187,3 euros.
Le bond des résultats s'explique à la fois par la forte hausse des ventes et la poursuite de la réduction des coûts. Concernant les immatriculations, PSA profite d'un marché automobile en pleine euphorie, en hausse de 11 % sur le premier semestre, largement supérieur aux attentes des professionnels. Ce contexte favorable permet au groupe français de *« confirmer sa position de deuxième constructeur européen avec une part de marché de 12,2 % »,* indique-t-il dans un communiqué.
Parallèlement à la hausse des ventes, PSA a poursuivi la baisse de ses coûts de production et se situe en ligne avec ses objectifs : 5,2 milliards de francs (800 millions d'euros) d'économies doivent être réalisés sur l'ensemble de l'année. Résultat : le groupe affiche pour le premier semestre une marge opérationnelle de la division automobile en hausse de 32,8 % par rapport à 1998.

Action PSA
en **euros** à Paris

Source : Bloomberg

La deuxième partie de l'année s'annonce tout aussi favorable. *« Les objectifs annoncés début mars, tant commerciaux que financiers seront très probablement atteints, voire dépassés »*, a annoncé le groupe. Ainsi le constructeur prévoit de vendre plus de 2,4 millions de voitures neuves, en raison *« de la bonne tenue des marchés européens »* qui *« devrait se poursuivre au deuxième semestre »*. Pour cela, PSA table sur le dynamisme de la 206 Peugeot, qui devrait atteindre les 550 000 exemplaires cette année, contre un objectif de 500 000. Les petits utilitaires Citroën Berlingo, Peugeot Partner, ainsi que des modèles équipés de moteurs diesel HDI devraient également soutenir la croissance.

***Stéphane Lauer***

# SUR LES MARCHÉS

## NEW YORK

**POUR SA** première séance de cotations de la semaine, l'indice Dow Jones de la Bourse de New York s'est replié, mardi 7 septembre, perdant 44,32 points (soit 0,40 %) à 11 034,13 points, tandis que l'indice composite de la Bourse électronique Nasdaq abandonnait 0,12 % à 2 839,83 points. L'indice Standard and Poor's 500 était en baisse de 0,50 % à 1 350,45 points.

## TAUX

**LES TAUX** d'intérêt à long terme en Europe continuaient leur remontée, mercredi 8 septembre, dans les premiers échanges, influencés par les perspectives d'accélération de la croissance en Europe. Le rendement de l'emprunt à 10 ans en France atteignait 5,22 %, tandis que son équivalent allemand restait au-dessus de la barre des 5 % à 5,05 %.

## MONNAIES

**MERCREDI** matin, le dollar restait stable face au yen dans les premières transactions, à 110,89 yens, tandis que l'euro s'échangeait à 1,0630 dollar. Le billet vert avait fortement progressé mardi, avec un pic à 111,38 yens, après l'annonce d'une baisse des investissements des entreprises japonaises au deuxième trimestre et d'un recul au mois de juillet de l'indicateur avancé de la conjoncture. Plusieurs analystes ont, en outre, revu à la baisse leurs prévisions de croissance pour le second trimestre, dont la publication aura lieu jeudi.

### Taux de change fixe zone €uro

| €uro contre | Taux | contre franc | Taux |
|---|---|---|---|
| FRANC | 6,55957 | €URO | 0,15245 |
| DEUTSCHEMARK | 1,95583 | DEUTSCHEMARK | 3,35385 |
| LIRE ITALIENNE (1000) | 1,93627 | LIRE ITAL. (1000) | 3,38774 |
| PESETA ESPAG. (100) | 1,66386 | PESETA ESPAG. (100) | 3,94238 |
| ESCUDO PORT. (100) | 2,00482 | ESCUDO PORT. (100) | 3,27190 |
| SCHILLING AUTR. (10) | 1,37603 | SCHILLING AUTR. (10) | 4,76703 |
| PUNT IRLANDAISE | 0,78756 | PUNT IRLANDAISE | 8,32894 |
| FLORIN NÉERLANDAIS | 2,20371 | FLORIN NÉERLANDAIS | 2,97660 |
| FRANC BELGE (10) | 4,03399 | FRANC BELGE (10) | 1,62607 |
| MARKKA FINLAND. | 5,94573 | MARKKA FINLAND. | 1,10324 |

### Hors zone €uro

| €uro contre | 07/09 |
|---|---|
| COURONNE DANOISE. | 7,4363 |
| COUR. NORVÉGIENNE | 8,2725 |
| COUR. SUÉDOISE | 8,6300 |
| COURONNE TCHÈQUE | 36,527 |
| DOLLAR AUSTRALIEN . | 1,6392 |
| DOLLAR CANADIEN | 1,5729 |
| DOLLAR NÉO-ZÉLAND | 2,0137 |
| DRACHME GRECQUE | 326,87 |
| FLORINT HONGROIS | 255,12 |
| ZLOTY POLONAIS | 4,3407 |

### Cours de change croisés

| 08/09 10 h 15 | Cours DOLLAR | Cours YEN(100) | Cours €URO | Cours FRANC | Cours LIVRE | Cours FR. S. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| DOLLAR | .... | 0,89956 | 1,06435 | 0,16229 | 1,61190 | 0,66580 |
| YEN | 111,16500 | .... | 118,31500 | 18,03500 | 179,19000 | 74,01500 |
| €URO | 0,93954 | 0,84520 | .... | 0,15245 | 1,51485 | 0,62535 |
| FRANC | 6,16185 | 5,54445 | 6,55957 | .... | 9,93320 | 4,10290 |
| LIVRE | 0,62039 | 0,55810 | 0,66015 | 0,10065 | .... | 0,41295 |
| FRANC SUISSE | 1,50195 | 1,35120 | 1,59845 | 0,24365 | 2,42145 | .... |

### Taux d'intérêt (%)

| Taux 07/09 | Taux j. j. | Taux 3 mois | Taux 10 ans | Taux 30 ans |
|---|---|---|---|---|
| FRANCE | 2,53 | 2,44 | 5,21 | 5,89 |
| ALLEMAGNE | 2,53 | 2,68 | 5,04 | 5,80 |
| GDE-BRETAG. | 4,56 | 4,87 | 5,41 | 4,65 |
| ITALIE | 2,53 | 2,65 | 5,33 | 6,04 |
| JAPON | 0,07 | 0,02 | 1,82 | .... |
| ÉTATS-UNIS | 5,34 | 4,89 | 5,94 | 6,06 |
| SUISSE | 0,48 | 0,94 | 3,14 | 4,14 |
| PAYS-BAS | 2,50 | 2,65 | 5,23 | 5,90 |

### Matières premières

| En dollars | Cours 07/09 | Var. % veille |
|---|---|---|
| **MÉTAUX (LONDRES)** | | **$/TONNE** |
| CUIVRE 3 MOIS | 1788,5 | – 0,53 |
| ALUMINIUM 3 MOIS | 1520,5 | – 0,10 |
| PLOMB 3 MOIS | 537 | – 0,19 |
| ETAIN 3 MOIS | 5380 | .... |
| ZINC 3 MOIS | 1220 | – 0,49 |
| NICKEL 3 MOIS | 7390 | 0,48 |
| **MÉTAUX (NEW YORK)** | | **$/ONCE** |
| ARGENT A TERME | 5,22 | 1,07 |
| PLATINE A TERME | 80815,35 | 1,48 |
| **GRAINES DENRÉES** | | **$/BOISSEAU** |
| BLÉ (CHICAGO) | 266,25 | – 3,88 |
| MAÏS (CHICAGO) | 210,75 | – 0,24 |
| SOJA TOURTEAU (CHG.) | 154,1 | – 0,71 |
| **SOFTS** | | **$/TONNE** |
| CACAO (NEW YORK) | 905 | 1,91 |
| CAFÉ (LONDRES) | 1302 | .... |
| SUCRE BLANC (PARIS) | 182 | .... |

### Matif

| Cours 10 h 15 | Volume 08/09 | dernier prix | premier prix |
|---|---|---|---|
| **Notionnel 5,5** | | | |
| SEPTEMBRE 99 | 4324 | 86,90 | 86,70 |
| **Euribor 3 mois** | | | |
| SEPTEMBRE 99 | 205 | 97,29 | 97,29 |

### Pétrole

| En dollars | Cours 07/09 | Var. % veille |
|---|---|---|
| BRENT (LONDRES) | 21,98 | .... |
| WTI (NEW YORK) | 22,6 | – 0,04 |
| LIGHT SWEET CRUDE | 22,58 | 1,30 |

### Or

| En €uros | Cours 07/09 | Var % 06/09 |
|---|---|---|
| OR FIN KILO BARRE | 7770 | + 0,52 |
| OR FIN LINGOT | 7790 | + 0,52 |
| ONCE D'OR (LO) $ | 259,65 | .... |
| PIÈCE FRANCE 20 F | 44,70 | + 0,90 |
| PIÈCE SUISSE 20 F | 44,90 | + 0,67 |
| PIÈCE UNION LAT. 20 F . | 44,30 | .... |
| PIÈCE 10 DOLLARS US | 230 | + 4,55 |
| PIÈCE 20 DOLLARS US | 381,25 | .... |
| PIÈCE 50 PESOS MEX | 288 | – 0,60 |

**Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse**

LeMonde Job: WMQ0909--0021-0 WAS LMQ0909-21 Op.: XX Rev.: 08-09-99 T.: 11:05 S.: 111,06-Cmp.:08,11, Base : LMQPAG 57Fap:100 N°:0546 Lcp:700 CMYK



# VALEURS EUROPÉENNES

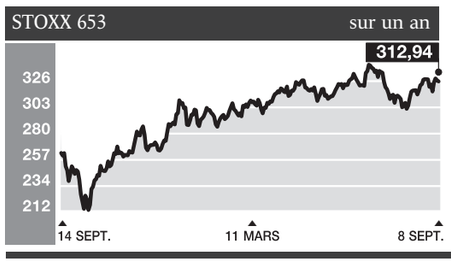
● Le titre de **British Biotech** a bondi mardi 7 septembre de 11,4 % à 41,50 pence. La société de biotechnologies a scellé une alliance avec le groupe pharmaceutique américain Schering Plough afin de développer et vendre le Marimastat, un médicament contre le cancer.

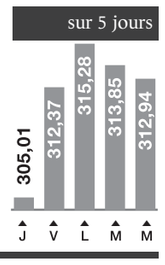
● La valeur **Williams** a perdu mardi 8,4 % à 345,50 pence. Le plus grand fabricant mondial d'extincteurs a annoncé que son revenu par action, au premier semestre, est tombé à 7,3 pence contre 22,30 pence à la même période, l'an passé.

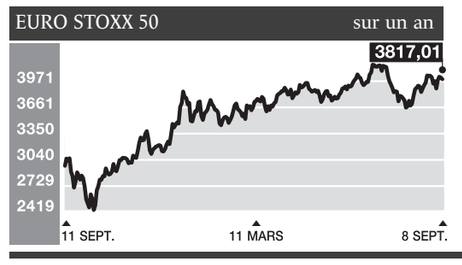
● L'action **Beiersdorf**, fabricant des crèmes Nivea, a progressé de 4,2 % à 72 euros mardi. Selon les analystes financiers, l'entreprise a un fort potentiel de croissance.

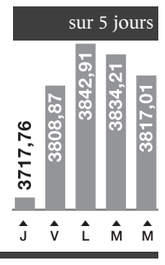
● Le cours de **Tarkett Sommer** s'est apprécié, mardi, de 8,18 % à 8,99 euros. Le plus grand fabricant mondial de parquets a enregistré une perte moins importante que prévu au premier semestre, à 1,9 million de marks.

● La valeur **Selecta** a chuté de 10,2 % à 593 francs suisses, mardi. Le numéro un européen des distributeurs automatiques a annoncé que son bénéfice net, au premier semestre, s'est apprécié de 28,5 % à 23,3 millions de francs suisses, une progression qui correspond à la fourchette basse des attentes de analystes financiers.




| 08/09 10 h 34 ▶ | Code pays | Cours en euros | % Var. veille |
|---|---|---|---|
| **AUTOMOBILE** | | | |
| AUTOLIV SDR | SE | 34,47 | – 0,34 |
| BASF AG | BE ⋆ | 41,4 | – 1,43 |
| BMW | DE ⋆ | 30,85 | + 0,98 |
| CONTINENTAL AG | DE ⋆ | 21,45 | – 0,46 |
| DAIMLERCHRYSLER | DE ⋆ | 72,7 | – 0,41 |
| FIAT | IT ⋆ | 31,6 | – 0,16 |
| FIAT PRIV. | IT ⋆ | 15,45 | + 0,32 |
| MICHELIN /RM | FR ⋆ | 42,7 | – 0,70 |
| PEUGEOT | FR ⋆ | 187,3 | .... |
| PIRELLI | IT ⋆ | 2,35 | – 0,84 |
| RENAULT | FR ⋆ | 52,3 | .... |
| VALEO /RM | FR ⋆ | 78,8 | + 0,83 |
| VOLKSWAGEN | DE ⋆ | 58,1 | – 0,51 |
| VOLVO -A- | SE | 26,88 | .... |
| VOLVO -B- | SE | 27 | .... |
| ▶ DJ E STOXX AUTO P | | 256,86 | – 0,29 |
| **BANQUES** | | | |
| ABBEY NATIONAL | GB | 15,97 | + 0,10 |
| ABN AMRO HOLDIN | NL ⋆ | 23,15 | – 0,86 |
| ALLIED IRISH BA | GB | 18,55 | .... |
| ALPHA CREDIT BA | GR | 77,09 | .... |
| ARGENTARIA R | ES ⋆ | 21,4 | – 0,60 |
| B PINTO MAYOR R | PT ⋆ | 17,88 | .... |
| BANK AUSTRIA AG | AT ⋆ | 49 | – 0,89 |
| BANK OF IRELAND | GB | .... | .... |
| BANK OF PIRAEUS | GR | 29,16 | .... |
| BANKINTER R | ES ⋆ | 39,13 | .... |
| BARCLAYS PLC | GB | 28,33 | + 0,49 |
| BAYR.HYPO-U.VER | DE ⋆ | 58,5 | + 1,30 |
| BCA FIDEURAM | IT ⋆ | 5,31 | – 0,19 |
| BCA INTESA | IT ⋆ | 3,98 | – 0,50 |
| BCA ROMA | IT ⋆ | 1,3 | .... |
| BBV R | ES ⋆ | 12,48 | + 0,16 |
| BCO POPULAR ESP | ES ⋆ | 70,75 | .... |
| BSCH R | ES ⋆ | 10,15 | .... |
| BCP R | PT ⋆ | 24,39 | .... |
| BNP /RM | FR ⋆ | 76,5 | .... |
| BSCH R | ES ⋆ | 9,42 | – 0,84 |
| CCF /RM | FR ⋆ | 123,5 | .... |
| CHRISTIANIA BK | NO | 4,10 | .... |
| COMIT | IT ⋆ | 6,36 | + 0,32 |
| COMM.BANK OF GR | GR | 97,41 | .... |
| COMMERZBANK | DE ⋆ | 35,65 | – 0,28 |
| DEN DANSKE BK | DK | 108,25 | + 0,63 |
| DEN NORSKE BANK | NO | 3,83 | .... |
| DEUTSCHE BANK | DE ⋆ | 66,6 | .... |
| DEXIA CC | BE ⋆ | 144,2 | .... |
| DEXIA FCE RM | FR ⋆ | 128 | .... |
| DRESDNER BANK | DE ⋆ | 44,25 | – 1,45 |
| ERGO BANK | GR | 88,26 | .... |
| ERSTE BANK | AT ⋆ | 51 | – 1,14 |
| FOERENINGSSB A | SE | 14,89 | – 0,77 |
| HALIFAX GROUP | GB | 10,83 | – 0,70 |
| HSBC HLDG | GB | 11,79 | + 0,26 |
| IONIAN BK REG.S | GR | 52,68 | .... |
| JYSKE BANK REG | DK | 86,06 | .... |
| KAPITAL HOLDING | DK | 34,69 | – 0,77 |
| KBC BANCASSURAN | BE ⋆ | 51,75 | .... |
| LLOYDS TSB | GB | 12,93 | + 0,47 |
| MERITA | FI ⋆ | 5,1 | – 1,35 |
| NAT BANK GREECE | GR | 76,77 | .... |
| NATEXIS BQ POP. | FR ⋆ | 63,4 | + 0,16 |
| NATL WESTM BK | GB | 17,64 | + 0,26 |
| NORDBANKEN HOLD | SE | 5,54 | .... |
| ROLO BANCA 1473 | IT ⋆ | 19,2 | – 2,04 |
| ROYAL BK SCOTL | GB | 18,70 | – 3,07 |
| S-E-BANKEN -A- | SE | 10,37 | .... |
| STE GENERAL-A-/ | FR ⋆ | 200,4 | .... |
| SV HANDBK -A- | SE | 13,21 | .... |
| UBS REG | CH | 262,68 | – 0,59 |
| UNICREDITO ITAL | IT ⋆ | 4,62 | .... |
| UNIDANMARK -A- | DK | 62,26 | – 1,07 |
| XIOSBANK | GR | 28,27 | .... |
| ▶ DJ E STOXX BANK P | | 280,53 | – 0,29 |
| **PRODUITS DE BASE** | | | |
| ALUMINIUM GREEC | GR | 54,82 | .... |
| ARJO WIGGINS AP | GB | 3,57 | .... |
| ASSIDOMAEN AB | SE | 17,73 | – 2,24 |
| AVESTA | SE | 5,09 | .... |
| BEKAERT | BE ⋆ | 445 | .... |
| BOEHLER-UDDEHOL | AT ⋆ | 44 | – 0,72 |
| BRITISH STEEL | GB | 2,69 | .... |
| BUHRMANN NV | NL ⋆ | 17,2 | – 0,29 |
| BUNZL PLC | GB | 4,99 | .... |
| CART.BURGO | IT ⋆ | 7,15 | .... |
| ELKEM ASA, OSLO | NO | 16,92 | .... |
| ELVAL | GR | 16,64 | .... |
| INPARSA | PT ⋆ | 11,88 | .... |
| JOHNSON MATTHEY | GB | 9,47 | + 0,48 |
| MAYR-MELNHOF KA | AT ⋆ | 44,55 | .... |
| METSAE-SERLA A | FI ⋆ | 8,55 | .... |
| MODO B FR | SE | 28,85 | .... |
| NORSKE SKOGIND- | NO | 40,50 | .... |
| OUTOKUMPU OY -A | FI ⋆ | 12 | + 0,84 |
| PECHINEY-A- | FR ⋆ | 55 | .... |
| PORTUCEL INDUST | PT ⋆ | 6,6 | .... |
| RAUTARUUKKI K | FI ⋆ | 6,5 | .... |
| RIO TINTO | GB | 17,44 | – 0,61 |
| SIDENOR | GR | 35,18 | .... |
| SILVER & BARYTE | GR | 41,73 | .... |
| SMURFIT JEFFERS | GB | 2,89 | .... |
| SONAE INDUSTRIA | PT ⋆ | 8,22 | .... |
| SOPORCEL | PT ⋆ | 13,88 | .... |
| SSAB SW ST A FR | SE | 13,50 | .... |
| STORA ENSO -A- | FI ⋆ | 12,5 | .... |
| STORA ENSO -R- | FI ⋆ | 12,6 | + 0,40 |
| SVENSKA CELLULO | SE | 26,83 | .... |
| THYSSEN KRUPP | DE ⋆ | 21,65 | – 0,60 |
| TRELLEBORG B | SE | 8,46 | .... |
| UNION MINIERE | BE ⋆ | 37,61 | .... |
| UPM-KYMMENE COR | FI ⋆ | 31,4 | + 1,29 |
| USINOR | FR ⋆ | 14,69 | .... |
| VIOHALCO | GR | 50,78 | .... |
| VOEST-ALPINE ST | AT ⋆ | 30,3 | – 0,56 |
| ▶ DJ E STOXX BASI P | | 200,21 | + 0,27 |
| **CHIMIE** | | | |
| AGA -A- | SE | 16,16 | .... |
| AGA -B- | SE | 16,11 | .... |
| AIR LIQUIDE /RM | FR ⋆ | 149,1 | – 1,52 |
| AKZO NOBEL NV | NL ⋆ | 44 | – 0,23 |
| BASF AG | DE ⋆ | 41,4 | – 1,43 |
| BAYER AG | DE ⋆ | 39,87 | + 0,18 |
| BOC GROUP PLC | GB | 19,92 | – 0,23 |
| CIBA SPEC CHEM | CH | 75,36 | – 0,41 |
| CLARIANT N | CH | 459,69 | – 0,14 |
| DEGUSSA-HUELS | DE ⋆ | 35,5 | – 1,39 |
| DYNO | NO | 21,03 | .... |
| EMS-CHEM HOLD A | CH | 4662,58 | – 0,33 |
| HENKEL KGAA VZ | DE ⋆ | 68 | – 0,58 |
| ICI | GB | 10,71 | – 0,56 |
| KEMIRA | FI ⋆ | 5,3 | + 0,76 |
| LAPORTE | GB | 10,54 | + 1,32 |
| PERSTORP -B- | SE | 10,89 | .... |
| SNIA | IT ⋆ | 1,2 | + 2,56 |
| SOLVAY | BE ⋆ | 70,4 | .... |
| TESSENDERLO CHE | BE ⋆ | 45,45 | .... |
| ▶ DJ E STOXX CHEM P | | 344,47 | – 0,49 |
| **CONGLOMÉRATS** | | | |
| AKER RGI -A- | NO | 14,57 | .... |
| CGIP /RM | FR ⋆ | 49,05 | .... |
| CIR | IT ⋆ | 1,5 | – 1,32 |
| D'IETEREN SA | BE ⋆ | 430 | .... |
| GAZ ET EAUX /RM | FR ⋆ | 48,1 | – 0,02 |
| GBL | BE ⋆ | 181,6 | .... |
| GENL ELECTR CO | GB | 9,35 | – 2,07 |
| GEVAERT | BE ⋆ | 52,45 | .... |
| HAGEMEYER NV | NL ⋆ | 22,5 | – 0,88 |
| INCHCAPE | GB | 5,98 | .... |
| INVESTOR -A- | SE | 11,41 | .... |
| INVESTOR -B- | SE | 11,53 | .... |
| KVAERNER -A- | NO | 21,46 | .... |
| LVMH / RM | FR ⋆ | 279,8 | .... |
| MYTILINEOS HOLD | GR | 29,68 | .... |
| NORSK HYDRO | NO | 41,95 | + 0,73 |
| OERLIKON-BUEHRL | CH | 135,87 | + 0,81 |
| ORKLA -A- | NO | 14,75 | .... |
| ORKLA -B- | NO | 12,87 | .... |
| SONAE INVESTIME | PT ⋆ | 32,6 | .... |
| VEBA AG | DE ⋆ | 59,35 | – 0,92 |
| ▶ DJ E STOXX CONG P | | 277,21 | – 0,50 |
| **TÉLÉCOMMUNICATIONS** | | | |
| BRITISH TELECOM | GB | 14,51 | + 0,21 |
| CABLE & WIRELES | GB | 10,80 | + 0,28 |
| DEUTSCHE TELEKO | DE ⋆ | 42,3 | – 0,24 |
| EUROPOLITAN HLD | SE | 8,98 | .... |
| FRANCE TELECOM | FR ⋆ | 78 | .... |
| HELLENIC TELE ( | GR | 21,54 | .... |
| KONINKLIJKE KPN | NL ⋆ | 44,5 | – 1,11 |
| PANAFON HELLENI | GR | 29,68 | .... |
| PORTUGAL TELECO | PT ⋆ | 39,1 | .... |
| SWISSCOM N | CH | 312,40 | + 0,40 |
| TELE DANMARK -B | DK | 54,33 | + 0,50 |
| TELECEL | PT ⋆ | 120,04 | .... |
| TELECOM ITALIA | IT ⋆ | 9,41 | – 1,05 |
| TELECOM ITALIA | IT ⋆ | 5,22 | – 0,95 |
| TELEFONICA | ES ⋆ | 15,31 | .... |
| TIM | IT ⋆ | 5,66 | – 0,70 |
| VODAFONE AIRTOU | GB | 19,10 | – 0,24 |
| ▶ DJ E STOXX TCOM P | | 695,4 | – 0,32 |
| **CONSTRUCTION** | | | |
| ACCIONA | ES ⋆ | 47,2 | .... |
| ACESA R | ES ⋆ | 10,8 | .... |
| AKTOR SA | GR | 28,02 | .... |
| ASKO OY | FI ⋆ | 16 | .... |
| AUMAR R | ES ⋆ | 20,1 | .... |
| AUTOSTRADE | IT ⋆ | 7,43 | – 0,13 |
| BCA INTESA | IT ⋆ | 3,98 | – 0,50 |
| BICC PLC | GB | 1,70 | .... |
| BLUE CIRCLE IND | GB | 7 | + 2,45 |
| BOUYGUES /RM | FR ⋆ | 266 | .... |
| BPB | GB | 6,13 | + 1 |
| CARADON | GB | 2,62 | + 1,78 |
| CBR | BE ⋆ | 84,75 | .... |
| CIMPOR R | PT ⋆ | 16,3 | .... |
| COLAS /RM | FR ⋆ | 190,5 | .... |
| CRH PLC | GB | 29,96 | .... |
| CRISTALERIA ESP | ES ⋆ | 48 | .... |
| GRUPO DRAGADOS | ES ⋆ | 11,55 | .... |
| FOM CON CONTRAT | ES ⋆ | 56,9 | .... |
| GROUPE GTM | FR ⋆ | 106 | .... |
| HANSON PLC | GB | 8,18 | – 0,92 |
| HEIDELBERGER ZE | DE ⋆ | 94 | – 1,05 |
| HELL.TECHNODO.R | GR | 44,02 | .... |
| HERACLES GENL R | GR | 31,02 | .... |
| HOCHTIEF ESSEN | DE ⋆ | 45 | + 1,58 |
| HOLDERBANK FINA | CH | 331,48 | – 2,57 |
| HOLDERBANK FINA | CH | 1170,18 | + 0,21 |
| IMETAL /RM | FR ⋆ | 160,1 | + 0,06 |
| ITALCEMENTI | IT ⋆ | 12,85 | + 1,42 |
| ITALCEMENTI RNC | IT ⋆ | 4,66 | + 0,22 |
| LAFARGE /RM | FR ⋆ | 101,7 | – 0,78 |
| MICHANIKI REG. | GR | 26,55 | .... |
| PARTEK | FI ⋆ | 12 | .... |
| PHILIPP HOLZMAN | DE ⋆ | 158,5 | .... |
| PILKINGTON PLC | GB | 1,76 | + 2,65 |
| RMC GROUP PLC | GB | 16,39 | – 0,28 |
| RUGBY GRP | GB | 1,60 | – 3,67 |
| SAINT GOBAIN /R | FR ⋆ | 184,5 | .... |
| SEMAPA | PT ⋆ | 16,2 | .... |
| SKANSKA -B- | SE | 37,43 | .... |
| SUPERFOS | DK | 19,23 | .... |
| TAYLOR WOODROW | GB | 2,89 | .... |
| TECHNIP /RM | FR ⋆ | 110 | + 1,38 |
| TITAN CEMENT RE | GR | 106,98 | .... |
| UNICEM | IT ⋆ | 12,05 | + 0,42 |
| URALITA | ES ⋆ | 8,34 | .... |
| VALENCIANA CEM | ES ⋆ | 9,65 | .... |
| WIENERB BAUSTOF | AT ⋆ | 22,67 | – 1 |
| WILLIAMS | GB | 5,32 | – 2,78 |
| ▶ DJ E STOXX CNST P | | 221,99 | + 0,23 |
| **CONSOMMATION CYCLIQUE** | | | |
| ACCOR /RM | FR ⋆ | 218,8 | + 0,32 |
| ADIDAS-SALOMON | DE ⋆ | 87,2 | – 1,58 |
| ALITALIA | IT ⋆ | 2,62 | .... |
| AUSTRIAN AIRLIN | AT ⋆ | 21,27 | – 0,09 |
| BANG & OLUFSEN | DK | 57,82 | + 1,18 |
| BARRATT DEV PLC | GB | 5,20 | + 0,59 |
| BEAZER GROUP | GB | 2,81 | – 1,60 |
| BENETTON GROUP | IT ⋆ | 1,91 | – 0,52 |
| BERKELEY GROUP | GB | 11,82 | .... |
| BRITISH AIRWAYS | GB | 6,08 | .... |
| CHARGEURS RM | FR ⋆ | 57,1 | – 0,52 |
| CLUB MED. /RM | FR ⋆ | 99 | .... |
| COATS VIYELLA | GB | 0,79 | – 1,89 |
| COMPASS GRP | GB | 9,28 | – 0,65 |
| COURTAULDS TEXT | GB | 2,54 | .... |
| DT.LUFTHANSA N | DE ⋆ | 18,22 | – 1,51 |
| ELECTROLUX -B- | SE | 19,47 | – 0,30 |
| EMI GROUP | GB | 8,12 | + 0,19 |
| EURO DISNEY /RM | FR ⋆ | 1,31 | – 2,24 |
| FINNAIR | FI ⋆ | 4,65 | – 1,06 |
| G WIMPEY PLC | GB | 2,42 | + 1,27 |
| GRANADA GROUP | GB | 8,96 | + 1,38 |
| HERMES INTL | FR ⋆ | 104,9 | + 0,38 |
| HPI | IT ⋆ | 0,58 | – 1,69 |
| HUNTER DOUGLAS | NL ⋆ | 29 | + 0,69 |
| KLM | NL ⋆ | 25,1 | – 2,71 |
| HILTON GROUP | GB | 3,70 | + 0,41 |
| MOULINEX /RM | FR ⋆ | 9,7 | + 1,89 |
| NCL HLDG | NO | 3 | .... |
| PATHE /RM | FR ⋆ | 112 | – 0,88 |
| PENTLAND GRP | GB | 2,17 | .... |
| PERSIMMON PLC | GB | 4,08 | – 1,11 |
| PREUSSAG AG | DE ⋆ | 54,15 | – 0,09 |
| RANK GROUP | GB | 3,92 | – 1,15 |
| SAIRGROUP N | CH | 212,96 | – 0,29 |
| SAS DANMARK A/S | DK | 10,76 | .... |
| SEB /RM | FR ⋆ | 71,85 | + 0,91 |
| THE SWATCH GRP | CH | 711,11 | + 0,71 |
| THE SWATCH GRP | CH | 151,20 | – 1,93 |
| WILLIAM BAIRD | GB | 1,60 | – 11,02 |
| WILSON BOWDEN | GB | 11,37 | .... |
| WOLFORD AG | AT ⋆ | 52 | + 1,56 |
| ▶ DJ E STOXX CYC GO P | | 165,31 | – 0,48 |
| **PHARMACIE** | | | |
| ASTRAZENECA | GB | 38,11 | .... |
| ELAN CORP | GB | 31,93 | .... |
| GLAXO WELLCOME | GB | 25,78 | – 1,22 |
| HOECHST AG | DE ⋆ | 39,55 | – 0,38 |
| NOVARTIS N | CH | 1438,49 | + 0,44 |
| NOVO NORDISK B | DK | 111,75 | – 0,72 |
| ORION A | FI ⋆ | 22,2 | – 0,22 |
| ORION B | FI ⋆ | 22,2 | – 0,22 |
| RHONE POUL/RM | FR ⋆ | 46,32 | – 0,64 |
| ROCHE HOLDING | CH | 17512,04 | .... |
| ROCHE HOLDING G | CH | 11382,83 | – 0,27 |
| SANOFI /RM | FR ⋆ | 163,8 | .... |
| SCHERING AG | DE ⋆ | 104,1 | – 0,43 |
| SMITHKLINE BEEC | GB | 12,21 | – 1,23 |
| ▶ DJ E STOXX PHAR P | | 381,64 | – 0,15 |
| **ÉNERGIE** | | | |
| AKER MARITIME | NO | 9,79 | .... |
| BG | GB | 5,85 | .... |
| BP AMOCO | GB | 17,64 | + 0,35 |
| BURMAH CASTROL | GB | 19,46 | + 3,06 |
| CEPSA | ES ⋆ | 11,1 | .... |
| ELECTRAFINA | BE ⋆ | 118,9 | .... |
| ELF AQUITAINE / | FR ⋆ | 171 | .... |
| ENI | IT ⋆ | 5,62 | – 0,35 |
| ENTERPRISE OIL | GB | 7,39 | + 0,62 |
| F.OLSEN ENERGY | NO | 8,82 | + 2,10 |
| LASMO | GB | 2,42 | – 0,63 |
| OMV AG | AT ⋆ | 95,61 | – 0,70 |
| PETROLEUM GEO-S | NO | 19,76 | + 3,15 |
| PRIMAGAZ /RM | FR ⋆ | 78,5 | – 0,13 |
| PROSAFE | NO | 9,91 | .... |
| GREENCORE GROUP | GB | 3,19 | .... |
| HEINEKEN | NL ⋆ | 49 | – 3,54 |
| HELLENIC BOTTLI | GR | 27,23 | .... |
| HELLENIC SUGAR | GR | 21,66 | .... |
| HUHTAMAEKI I VZ | FI ⋆ | 32 | – 0,93 |
| KERRY GRP-A- | GB | 11,86 | + 2,77 |
| MONTEDISON | IT ⋆ | 1,47 | – 1,34 |
| NESTLE N | CH | 1898,18 | – 0,30 |
| PARMALAT | IT ⋆ | 1,22 | .... |
| PERNOD RICARD / | FR ⋆ | 69,7 | + 0,29 |
| RAISIO GRP V | FI ⋆ | 9,32 | – 2,41 |
| RIEBER & SON -B | NO | 6,41 | .... |
| TATE & LYLE | GB | 6,20 | .... |
| UNICER R | PT ⋆ | 18,09 | .... |
| UNIGATE PLC | GB | 5,70 | .... |
| UNILEVER | NL ⋆ | 66,2 | – 1,27 |
| UNILEVER | GB | 9,12 | .... |
| ▶ DJ E STOXX F & BV P | | 232,32 | – 1,01 |
| **BIENS D'ÉQUIPEMENT** | | | |
| ABB PARTI | CH | 1607,36 | .... |
| ADECCO N | CH | 519,73 | – 0,60 |
| ALSTOM | FR ⋆ | 32 | + 1,23 |
| ALUSUISSE LON G | CH | 1138,91 | – 0,38 |
| ASSOC BR PORTS | GB | 4,94 | – 4,13 |
| ATLAS COPCO -A- | SE | 25,84 | – 4,09 |
| ATLAS COPCO -B- | SE | 25,61 | – 3,91 |
| ATTICA ENTR SA | GR | 17,13 | .... |
| BAA | GB | 9,49 | – 0,48 |
| BBA GROUP PLC | GB | 7,94 | .... |
| BERGESEN | NO | 15,29 | .... |
| BONHEUR | NO | 29,01 | .... |
| CMB | BE ⋆ | 42 | .... |
| CMG | GB | 34,06 | + 2,28 |
| COOKSON GROUP P | GB | 3,54 | .... |
| DAMPSKIBS -A- | DK | 9144,33 | .... |
| DAMPSKIBS -B- | DK | 9749,47 | – 1,89 |
| DAMSKIBS SVEND | DK | 14039,24 | .... |
| DELTA PLC | GB | 2,49 | .... |
| DET SONDENFJ NO | NO | 7,25 | + 3,45 |
| ELECTROCOMPONEN | GB | 7,91 | – 1,70 |
| EQUANT NV | DE ⋆ | 83,5 | – 1,76 |
| FINNLINES | FI ⋆ | 25,9 | – 2,26 |
| FKI | GB | 3,30 | – 0,46 |
| FLS IND.B | DK | 25,28 | + 1,08 |
| FLUGHAFEN WIEN | AT ⋆ | 39,55 | + 1,44 |
| GKN | GB | 17,05 | + 10,77 |
| GLYNWED INTL PL | GB | 3,62 | – 2,86 |
| HALKOR | GR | 26 | .... |
| HAYS | GB | 10,57 | + 0,43 |
| HEIDELBERGER DR | DE ⋆ | 61,9 | + 0,65 |
| HELLAS CAN SA P | GR | 55,07 | .... |
| IFIL | IT ⋆ | 6 | – 0,50 |

(Publicité)

www.lemonde.fr

VOYAGES

Réservez et achetez vos billets d'avion

| | | | |
|---|---|---|---|
| REPSOL | ES ⋆ | 20,01 | + 0,45 |
| ROYAL DUTCH CO | NL ⋆ | 59,05 | + 0,25 |
| SAIPEM | IT ⋆ | 4,08 | + 0,99 |
| SHELL TRANSP & | GB | 7,68 | – 0,20 |
| SMEDVIG -A- | NO | 11,48 | + 1,06 |
| TOTAL FINA /RM | FR ⋆ | 125,7 | .... |
| ▶ DJ E STOXX ENGY P | | 313,51 | + 0,12 |
| **SERVICES FINANCIERS** | | | |
| 3I | GB | 12,62 | .... |
| ALMANIJ | BE ⋆ | 53,7 | .... |
| ALPHA FINANCE | GR | 74,34 | .... |
| AMVESCAP | GB | 8,27 | + 0,74 |
| BAIL INVEST /RM | FR ⋆ | 124,4 | .... |
| BPI R | PT ⋆ | 18,93 | .... |
| BRITISH LAND CO | GB | 8,11 | + 1,14 |
| CAPITAL SHOPPIN | GB | 6,69 | .... |
| COBEPA | BE ⋆ | 57,1 | .... |
| CORP FIN ALBA | ES ⋆ | 27,8 | .... |
| CPR /RM | FR ⋆ | 43,45 | – 2,58 |
| CS GROUP N | CH | 185,13 | – 0,17 |
| EURAFRANCE /RM | FR ⋆ | 595 | + 0,85 |
| FONCIERE LYONNA | FR ⋆ | 125 | – 2,34 |
| GECINA /RM | FR ⋆ | 111,5 | .... |
| HAMMERSON | GB | 7,36 | .... |
| KAPITAL HOLDING | DK | 34,69 | – 0,77 |
| LAND SECURITIES | GB | 13,46 | + 0,23 |
| LIBERTY INTL | GB | 7,15 | – 0,21 |
| MEDIOBANCA | IT ⋆ | 9,92 | + 0,10 |
| MEDIOLANUM | IT ⋆ | 7,64 | – 0,78 |
| MEPC PLC | GB | 7,74 | – 0,20 |
| METROVACESA | ES ⋆ | 20,9 | .... |
| MEDIOLANUM | NL ⋆ | 7,64 | – 0,78 |
| PARIBAS | FR ⋆ | 103 | – 0,48 |
| PROVIDENT FIN | GB | 12,14 | .... |
| RODAMCO UK | NL ⋆ | 44,85 | .... |
| RODAMCO ASIA | NL ⋆ | 13,25 | – 0,38 |
| RODAMCO CONT. E | NL ⋆ | 40,25 | – 0,62 |
| RODAMCO NORTH A | NL ⋆ | 35,55 | – 0,56 |
| SCHRODERS PLC | GB | 20,23 | – 4,04 |
| SEFIMEG N /RM | FR ⋆ | 68 | .... |
| SIMCO N /RM | FR ⋆ | 83 | .... |
| SLOUGH ESTATES | GB | 5,90 | .... |
| UNIBAIL /RM | FR ⋆ | 127 | + 0,71 |
| UNIM | IT ⋆ | 0,44 | – 2,22 |
| VALLEHERMOSO | ES ⋆ | 9,12 | .... |
| WOOLWICH PLC | GB | 5,32 | .... |
| ▶ DJ E STOXX FINS P | | 243,1 | – 0,54 |
| **ALIMENTATION ET BOISSON** | | | |
| ALLIED DOMECQ ( | GB | 8,87 | .... |
| ASSOCIAT BRIT F | GB | 6,58 | – 0,46 |
| BASS | GB | 12,65 | – 0,95 |
| BBAG OE BRAU-BE | AT ⋆ | 43 | – 0,46 |
| BONGRAIN /RM | FR ⋆ | 369,5 | + 1,23 |
| BRAU-UNION | AT ⋆ | 45,9 | .... |
| CADBURY SCHWEPP | GB | 6,28 | + 0,98 |
| CARLSBERG -B- | DK | 37,12 | .... |
| CARLSBERG AS -A | DK | 36,85 | .... |
| CHR. HANSEN HLD | DK | 94,67 | .... |
| CULTOR -1- | FI ⋆ | 18 | .... |
| DANISCO | DK | 41,15 | + 0,99 |
| DANONE /RM | FR ⋆ | 232,9 | + 0,60 |
| DELTA DAIRY | GR | 34,25 | .... |
| DIAGEO | GB | 9,57 | – 0,16 |
| ELAIS OLEAGINOU | GR | 57,21 | .... |
| ERID.BEGH.SAY / | FR ⋆ | 122,2 | + 0,16 |
| IMI PLC | GB | 5,05 | – 0,60 |
| ISS INTL SERV-B | DK | 53,25 | .... |
| KOEBENHAVN LUFT | DK | 84,05 | + 1,13 |
| KON.NEDLLOYD | NL ⋆ | 27,5 | – 0,36 |
| KONE B | FI ⋆ | 118 | .... |
| LEGRAND /RM | FR ⋆ | 233 | .... |
| LEIF HOEGH | NO | 11,48 | .... |
| LINDE AG | DE ⋆ | 56,3 | – 0,53 |
| MAN AG | DE ⋆ | 33,4 | + 1,83 |
| MANNESMANN AG | DE ⋆ | 143,3 | – 0,62 |
| METALLGESELLSCH | DE ⋆ | 21,75 | .... |
| METRA A | FI ⋆ | 19,4 | .... |
| MORGAN CRUCIBLE | GB | 4,91 | .... |
| NFC | GB | 3,65 | + 9,09 |
| NKT HOLDING | DK | 74,63 | – 0,89 |
| OCEAN GROUP | GB | 16,04 | – 1,03 |
| PENINS.ORIENT.S | GB | 15,78 | + 0,68 |
| PREMIER FARNELL | GB | 4,46 | .... |
| RAILTRACK | GB | 17,85 | – 0,42 |
| RANDSTAD HOLDIN | NL ⋆ | 48,7 | – 0,71 |
| RATIN -A- | DK | 117,26 | .... |
| RATIN -B- | DK | 119,68 | – 0,56 |
| RENTOKIL INITIA | GB | 3,88 | – 1,92 |
| REXAM | GB | 4,79 | + 3,96 |
| REXEL /RM | FR ⋆ | 87,9 | .... |
| RHI AG | AT ⋆ | 28,53 | .... |
| RIETER HLDG N | CH | 603,54 | – 0,31 |
| SANDVIK -A- | SE | 25,72 | .... |
| SANDVIK -B- | SE | 25,84 | .... |
| SAURER ARBON N | CH | 425,29 | – 0,73 |
| SCANIA AB -A- | SE | 35,92 | .... |
| SCANIA AB -B- | SE | 35,92 | .... |
| SCHINDLER HOLD | CH | 1507,29 | – 0,12 |
| SCHINDLER HOLD | CH | 1594,85 | + 0,99 |
| SCHNEIDER ELECT | FR ⋆ | 66,6 | – 0,45 |
| SEAT-PAGINE GIA | IT ⋆ | 1,36 | + 0,74 |
| SECURICOR | GB | 9,35 | + 3,89 |
| SECURITAS -B- | SE | 14,19 | .... |
| SGS GENEVA BR | CH | 1080,12 | – 0,46 |
| SHANKS GROUP | GB | 3,59 | .... |
| SIDEL /RM | FR ⋆ | 102,5 | .... |
| INVENSYS | GB | 4,97 | – 0,91 |
| SITA /RM | FR ⋆ | 252 | + 0,60 |
| SKF -A- | SE | 20,34 | .... |
| SKF -B- | SE | 21,49 | .... |
| SOPHUS BEREND - | DK | 20,57 | – 0,65 |
| SULZER FRAT.SA1 | CH | 586,65 | – 0,95 |
| SVEDALA | SE | 19,41 | .... |
| SVENDBORG -A- | DK | 13227,55 | .... |
| T.I.GROUP PLC | GB | 7,85 | .... |
| TOMRA SYSTEMS | NO | 34,94 | .... |
| VA TECHNOLOGIE | AT ⋆ | 85,05 | – 0,29 |
| VALMET | FI ⋆ | 10,72 | – 2,55 |
| ▶ DJ E STOXX IND GO P | | 381,32 | – 0,08 |
| **ASSURANCES** | | | |
| AGF /RM | FR ⋆ | 48,85 | – 0,91 |
| ALLEANZA ASS | IT ⋆ | 9,8 | – 1,01 |
| ALLIANZ AG | DE ⋆ | 250 | – 0,79 |
| ALLIED ZURICH | GB | 11,82 | – 0,89 |
| ASPIS PRONIA GE | GR | 24,17 | .... |
| AXA /RM | FR ⋆ | 119 | .... |
| CGU | GB | 15,09 | + 0,51 |
| CNP ASSURANCES | FR ⋆ | 26 | .... |
| CORP MAPFRE R | ES ⋆ | 18,09 | .... |
| ERGO VERSICHERU | DE ⋆ | 110,5 | .... |
| ETHNIKI GEN INS | GR | 124,82 | .... |
| FONDIARIA ASS | IT ⋆ | 5,2 | – 0,95 |
| FORSIKRING CODA | DK | 92,52 | .... |
| FORTIS (NL) | NL ⋆ | 31,9 | – 0,93 |
| FORTIS (B) | BE ⋆ | 32,41 | .... |
| GENERALI ASS | IT ⋆ | 31,95 | – 0,62 |
| GENERALI HLD VI | AT ⋆ | 165,8 | + 0,06 |
| INA | IT ⋆ | 2,43 | .... |
| IRISH LIFE & PE | GB | 10,07 | .... |
| LEGAL & GENERAL | GB | 3,09 | + 0,50 |
| MUENCH RUECKVER | DE ⋆ | 188 | – 0,11 |
| NORWICH UNION | GB | 6,95 | – 0,87 |
| POHJOLA YHTYMAE | FI ⋆ | 47,1 | + 0,64 |
| PRUDENTIAL CORP | GB | 14,77 | – 1,82 |
| RAS | IT ⋆ | 8,7 | – 0,11 |
| ROYAL SUN ALLIA | GB | .... | .... |
| SAMPO -A- | FI ⋆ | 32 | + 0,31 |
| SWISS RE N | CH | 1923,82 | + 0,69 |
| SEGUROS MUNDIAL | PT ⋆ | 37,85 | .... |
| SKANDIA INSURAN | SE | 20,16 | .... |
| STOREBRAND | NO | 6,23 | .... |
| SWISS LIFE REG | CH | 572,89 | .... |
| TOPDANMARK AS | DK | 172,80 | .... |
| ZURICH ALLIED N | CH | 551 | – 0,56 |
| ▶ DJ E STOXX INSU P | | 318,05 | – 0,51 |
| **MEDIAS** | | | |
| B SKY B GROUP | GB | 9,09 | + 0,34 |
| CANAL PLUS /RM | FR ⋆ | 66,9 | + 2,14 |
| CARLTON COMMUNI | GB | 7,47 | + 0,20 |
| ELSEVIER | NL ⋆ | 10,65 | .... |
| HAVAS ADVERTISI | FR ⋆ | 228,3 | .... |
| INDP NEWS AND M | IR ⋆ | 4,64 | .... |
| LAGARDERE SCA N | FR ⋆ | 40,15 | + 0,50 |
| MEDIASET | IT ⋆ | 8,34 | + 1,34 |
| PEARSON | GB | 19,59 | – 0,62 |
| REED INTERNATIO | GB

LeMonde Job: WMQ0909--0022-0 WAS LMQ0909-22 Op.: XX Rev.: 08-09-99 T.: 11:12 S.: 111,06-Cmp.:08,11, Base : LMQPAG 57Fap:100 N°:0547 Lcp:700 CMYK



# VALEURS FRANÇAISES

● L'action **Peugeot SA** était, mercredi 8 septembre, dans les premiers échanges, en hausse de 0,37 %, à 188 euros. Le constructeur automobile a vu son bénéfice net (part du groupe) progresser de 60,2 % au premier semestre de 1999, à 3,56 milliards de francs, contre 2,22 milliards de francs un an plus tôt.

● La valeur **TotalFina** ouvrait en hausse de 0,24 %, à 126 euros, mercredi. Le groupe pétrolier a limité la baisse de son bénéfice net, au premier semestre, à 15,8 %, à 4,87 milliards de francs. Son résultat opérationnel par secteur a reculé de 17,9 %, à 7,976 millions de francs, l'amont étant en baisse de 6,6 %, l'aval de 28,4 % et la chimie de 26,5 %. Le conseil d'administration a réitéré son souhait de trouver un accord amiable avec Elf.

● Le titre **SGE** grimpait de 5,95 %, à 49 euros, à l'ouverture mercredi. L'embellie dans le secteur du bâtiment produit ses effets. Le groupe de construction Société générale d'entreprises ou SGE, filiale de Vivendi, a dégagé au premier semestre 1999 un résultat net (part du groupe) de 281 millions de francs, soit une multiplication par 5,8 par rapport au premier semestre 1998.

● La valeur **Legrand** perdait 3,43 %, à 225 euros, mercredi. Le fabricant de matériels électriques a enregistré une croissance limitée à 1,6 % de son profit au premier semestre, à 636 millions de francs.

# RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 8 SEPTEMBRE **Cours relevés à 10 h 15**

Liquidation : 23 septembre

| France ▶ | Précédent en €uros | Cours en €uros | Cours en francs | % Var. veille | Paiement dernier coupon (1) |
|---|---|---|---|---|---|
| B.N.P. (T.P) | 148 | 148 | 970,82 | .... | 30/07 |
| CR.LYONNAIS(TP) | 142,10 | 142,10 | 932,11 | .... | 22/10 |
| RENAULT (T.P.) | 394,90 | 394,80 | 2589,72 | − 0,03 | 24/10 |
| SAINT GOBAIN(T.P | 173,10 | 173,10 | 1135,46 | .... | 15/07 |
| THOMSON S.A (T.P | 145,50 | .... | .... | .... | 02/08 |
| ACCOR | 218,10 | 219 | 1436,55 | + 0,41 | 14/06 |
| AEROSPATIALE MAT | 22,30 | 22,35 | 146,61 | + 0,22 | .... |
| AGF | 49,30 | 48,90 | 320,76 | − 0,81 | 08/06 |
| AIR FRANCE GPE N | 17,34 | 17,01 | 111,58 | − 1,90 | 06/07 |
| AIR LIQUIDE | 151,40 | 147,90 | 970,16 | − 2,31 | 19/05 |
| ALCATEL | 140 | 136,30 | 894,07 | − 2,64 | 30/06 |
| ALSTOM | 31,61 | 31,75 | 208,27 | + 0,44 | .... |
| ALTRAN TECHNO. # | 273,90 | 272 | 1784,20 | − 0,69 | 28/09 |
| ATOS CA | 123 | 121 | 793,71 | − 1,63 | .... |
| AXA | 119 | 118,80 | 779,28 | − 0,17 | 10/05 |
| BAIL INVESTIS | 124,40 | 124,40 | 816,01 | .... | 15/07 |
| BAZAR HOT. VILLE | 120 | 124 | 813,39 | + 3,33 | 31/05 |
| BIC | 49,39 | 49,40 | 324,04 | + 0,02 | 07/07 |
| BIS | 94,90 | .... | .... | .... | 01/07 |
| B.N.P. | 76,50 | 75,85 | 497,54 | − 0,85 | 21/05 |
| BOLLORE | 166 | 166,90 | 1094,79 | + 0,54 | 01/07 |
| BONGRAIN | 365 | 369,50 | 2423,76 | + 1,23 | 11/05 |
| BOUYGUES | 266 | 266 | 1744,85 | .... | 07/07 |
| BOUYGUES OFFS. | 35,40 | 35,20 | 230,90 | − 0,56 | 23/06 |
| BULL# | 7,76 | 7,75 | 50,84 | − 0,13 | .... |
| CANAL + | 65,50 | 67 | 439,49 | + 2,29 | 01/07 |
| CAP GEMINI | 176 | 176,70 | 1159,08 | + 0,40 | 23/04 |
| CARBONE LORRAINE | 53,90 | 53,20 | 348,97 | − 1,30 | 22/06 |
| CARREFOUR | 147,50 | 147,60 | 968,19 | + 0,07 | 19/04 |
| CASINO GUICHARD | 100,30 | 99,60 | 653,33 | − 0,70 | 10/06 |
| CASINO GUICH.ADP | 63,55 | 62,60 | 410,63 | − 1,49 | 10/06 |
| CASTORAMA DUB.(L | 268,10 | 269 | 1764,52 | + 0,34 | 17/05 |
| C.C.F. | 123,50 | 124 | 813,39 | + 0,40 | 28/04 |
| CEGID (LY) | 172,50 | 172 | 1128,25 | − 0,29 | 02/06 |
| CERUS | 7,44 | 7,35 | 48,21 | − 1,21 | 17/06 |
| CGIP | 49,05 | 48,50 | 318,14 | − 1,12 | 11/06 |
| CHARGEURS | 57,40 | 57,40 | 376,52 | .... | 15/07 |
| CHRISTIAN DALLOZ | 52,60 | 52,50 | 344,38 | − 0,19 | 02/07 |
| CHRISTIAN DIOR | 148 | 147 | 964,26 | − 0,68 | 01/06 |
| CIC -ACTIONS A. | 85 | 85,60 | 561,50 | + 0,71 | .... |
| CIMENTS FRANCAIS | 69,50 | 70,50 | 462,45 | + 1,44 | 21/06 |
| CLARINS | 100,20 | 101 | 662,52 | + 0,80 | 21/07 |
| CLUB MEDITERRANE | 99 | 98,50 | 646,12 | − 0,51 | 24/06 |
| CNP ASSURANCES | 26 | 25,92 | 170,02 | − 0,31 | 05/07 |
| COFLEXIP | 85 | 86 | 564,12 | + 1,18 | 09/06 |
| COLAS | 190,50 | 190 | 1246,32 | − 0,26 | 29/06 |
| COMPTOIR ENTREP. | 1,89 | 1,90 | 12,46 | + 0,53 | 15/07 |
| CPR | 44,60 | 42 | 275,50 | − 5,83 | 01/06 |
| CRED.FON.FRANCE | 15,70 | 15,84 | 103,90 | + 0,89 | 24/08 |
| CFF.(FERRAILLES) | 34,80 | .... | .... | .... | 30/03 |
| CREDIT LYONNAIS | 29,84 | 29,60 | 194,16 | − 0,80 | .... |
| CS SIGNAUX(CSEE) | 54,50 | 54,80 | 359,46 | + 0,55 | 01/07 |
| DAMART | 79,90 | 80 | 524,77 | + 0,13 | 18/12 |
| DANONE | 231,50 | 232,40 | 1524,44 | + 0,39 | 26/05 |
| DASSAULT-AVIATIO | 174,80 | 175 | 1147,92 | + 0,11 | 07/05 |
| DASSAULT SYSTEME | 39,80 | 39,50 | 259,10 | − 0,75 | 01/07 |
| DE DIETRICH | 60,20 | 60,15 | 394,56 | − 0,08 | 21/04 |
| DEVEAUX(LY)# | 76,55 | 77 | 505,09 | + 0,59 | 01/07 |
| DEV.R.N-P.CAL LI | 15,14 | .... | .... | .... | 18/06 |
| DEXIA FRANCE | 128 | 128 | 839,62 | .... | 11/06 |
| DMC (DOLLFUS MI) | 6,74 | 6,82 | 44,74 | + 1,19 | 20/06 |
| DYNACTION | 26,48 | 26,47 | 173,63 | − 0,04 | 12/07 |
| EIFFAGE | 70,15 | 71 | 465,73 | + 1,21 | 30/06 |
| ELF AQUITAINE | 171 | 172,80 | 1133,49 | + 1,05 | 18/06 |
| ERAMET | 48 | 47,80 | 313,55 | − 0,42 | 07/06 |
| ERIDANIA BEGHIN | 122 | 122,20 | 801,58 | + 0,16 | 13/07 |
| ESSILOR INTL | 327,50 | 328 | 2151,54 | + 0,15 | 01/06 |
| ESSILOR INTL.ADP | 340,50 | 345 | 2263,05 | + 1,32 | 01/06 |
| ESSO | 79 | 79,10 | 518,86 | + 0,13 | 30/06 |
| EURAFRANCE | 590 | 595 | 3902,94 | + 0,85 | 18/12 |
| EURO DISNEY | 1,34 | 1,32 | 8,66 | − 1,49 | 23/02 |
| EUROTUNNEL | 1,44 | 1,42 | 9,31 | − 1,39 | .... |
| FACOM SA | 73,75 | 74 | 485,41 | + 0,34 | 08/07 |
| FAURECIA | 64,50 | 64,65 | 424,08 | + 0,23 | 06/05 |
| FIMALAC SA | 117,70 | 118,50 | 777,31 | + 0,68 | 02/06 |
| FINEXTEL | 19,20 | 19,50 | 127,91 | + 1,56 | 02/07 |
| FIVES-LILLE | 85 | 84,50 | 554,28 | − 0,59 | 15/06 |
| FONCIA.LYON.# | 128 | 128 | 839,62 | .... | 01/07 |
| FRANCE TELECOM | 78 | 77,65 | 509,35 | − 0,45 | 17/06 |
| FROMAGERIES BEL | 765 | .... | .... | .... | 21/07 |
| GALERIES LAFAYET | 153,50 | 152,50 | 1000,33 | − 0,65 | 10/06 |
| GASCOGNE | 76,25 | 77,30 | 507,05 | + 1,38 | 28/05 |
| GAUMONT # | 64,50 | 64,50 | 423,09 | .... | 06/05 |
| GAZ ET EAUX | 48,11 | 48,10 | 315,52 | − 0,02 | 01/07 |
| GECINA | 111,50 | 111,60 | 732,05 | + 0,09 | 02/07 |
| GEOPHYSIQUE | 57,20 | 57,50 | 377,18 | + 0,52 | 12/07 |
| GRANDVISION | 27,25 | 27 | 177,11 | − 0,92 | 30/06 |
| GROUPE ANDRE S.A | 138,80 | 138,80 | 910,47 | .... | 10/02 |
| GR.ZANNIER (LY) | 25,40 | 25,40 | 166,61 | .... | 01/07 |
| GROUPE GTM | 106 | 105,80 | 694 | − 0,19 | 30/06 |
| GROUPE PARTOUCHE | 66 | 66 | 432,93 | .... | 13/04 |
| GUILBERT | 137 | 135,50 | 888,82 | − 1,09 | 02/07 |
| GUYENNE GASCOGNE | 528 | 519 | 3404,42 | − 1,70 | 21/06 |
| HACHETTE FILI.ME | 222,80 | 228 | 1495,58 | + 2,33 | 15/06 |
| HAVAS ADVERTISIN | 228,30 | 228,50 | 1498,86 | + 0,09 | 16/07 |
| IMETAL | 160 | 160 | 1049,53 | .... | 25/06 |
| IMMEUBLES DE FCE | 19,88 | 19,95 | 130,86 | + 0,35 | 18/05 |
| INFOGRAMES ENTER | 76,60 | 75,50 | 495,25 | − 1,44 | .... |
| INGENICO | 23,60 | 23,61 | 154,87 | + 0,04 | 03/08 |
| INTERBAIL | 23,60 | 23,64 | 155,07 | + 0,17 | 30/06 |
| INTERTECHNIQUE | 316 | 320 | 2099,06 | + 1,27 | 30/09 |
| ISIS | 69,95 | 69 | 452,61 | − 1,36 | 30/06 |
| KLEPIERRE | 93,50 | 94,90 | 622,50 | + 1,50 | 30/04 |
| LABINAL | 131,50 | 132 | 865,86 | + 0,38 | 07/07 |
| LAFARGE | 102,50 | 101,80 | 667,76 | − 0,68 | 07/07 |
| LAGARDERE | 39,95 | 40,05 | 262,71 | + 0,25 | 01/06 |
| LAPEYRE | 72,40 | 72,40 | 474,91 | .... | 27/05 |
| LEBON (CIE) | 48,48 | 47,40 | 310,92 | − 2,23 | 09/06 |
| LEGRAND | 233 | 222 | 1456,22 | − 4,72 | 14/06 |
| LEGRAND ADP | 134 | 129 | 846,18 | − 3,73 | 14/06 |
| LEGRIS INDUST. | 39,10 | 38,45 | 252,22 | − 1,66 | 09/07 |
| LOCINDUS | 109,50 | 109,70 | 719,58 | + 0,18 | 01/07 |
| L'OREAL | 628 | 625 | 4099,73 | − 0,48 | 15/06 |
| LVMH MOET HEN. | 279,80 | 278,50 | 1826,84 | − 0,46 | 01/06 |
| MARINE WENDEL | 161,90 | 161 | 1056,09 | − 0,56 | 30/11 |
| METALEUROP | 7,44 | 7,50 | 49,20 | + 0,81 | 04/07 |
| MICHELIN | 43 | 42,60 | 279,44 | − 0,93 | 15/06 |
| MONTUPET SA | 32,20 | 32,40 | 212,53 | + 0,62 | 29/06 |
| MOULINEX | 9,52 | 9,61 | 63,04 | + 0,95 | 14/09 |
| NATEXIS BQ POP. | 63,30 | 63,40 | 415,88 | + 0,16 | 22/06 |
| NEOPOST | 24,98 | 25,45 | 166,94 | + 1,88 | .... |
| NORBERT DENTRES. | 24,24 | 24,39 | 159,99 | + 0,62 | 17/05 |
| NORD-EST | 26,40 | 26,30 | 172,52 | − 0,38 | 25/06 |
| NORDON (NY) | 72 | 72,50 | 475,57 | + 0,69 | .... |
| NRJ # | 257 | 260 | 1705,49 | + 1,17 | 17/03 |
| OLIPAR | 8 | 8 | 52,48 | .... | .... |
| PARIBAS | 103,50 | 102,30 | 671,04 | − 1,16 | 16/06 |
| PATHE | 113 | 112 | 734,67 | − 0,88 | 26/05 |
| PECHINEY ACT ORD | 55 | 54,20 | 355,53 | − 1,45 | 30/06 |
| PENAUILLE POLY.C | 254,50 | 254,80 | 1671,38 | + 0,12 | 23/06 |
| PERNOD-RICARD | 69,50 | 70 | 459,17 | + 0,72 | 11/05 |
| PEUGEOT | 187,30 | 182,90 | 1199,75 | − 2,35 | 09/06 |
| PINAULT-PRINT.RE | 175,90 | 176,10 | 1155,14 | + 0,11 | 01/07 |
| PLASTIC OMN.(LY) | 108,10 | 108 | 708,43 | − 0,09 | 28/06 |
| PRIMAGAZ | 78,60 | 79,60 | 522,14 | + 1,27 | 14/06 |
| PROMODES | 857 | 856,50 | 5618,27 | − 0,06 | 10/06 |
| PUBLICIS # | 203 | 203,50 | 1334,87 | + 0,25 | 07/07 |
| REMY COINTREAU | 18,50 | 18,49 | 121,29 | − 0,05 | 15/09 |
| RENAULT | 52,30 | 51,80 | 339,79 | − 0,96 | 02/07 |
| REXEL | 87,90 | 87 | 570,68 | − 1,02 | 01/07 |
| RHODIA | 20,38 | 20,48 | 134,34 | + 0,49 | 30/06 |
| RHONE POULENC A. | 46,62 | 46,34 | 303,97 | − 0,60 | 03/06 |
| ROCHETTE (LA) | 3,05 | 3 | 19,68 | − 1,64 | 25/06 |
| ROYAL CANIN | 59,50 | 59,60 | 390,95 | + 0,17 | 10/05 |
| RUE IMPERIALE (L | 1860 | 1860 | 12200,80 | .... | 09/07 |
| SADE (NY) | 38,20 | 38,30 | 251,23 | + 0,26 | 22/06 |
| SAGEM S.A. | 246,10 | 250 | 1639,89 | + 1,58 | .... |
| SAINT-GOBAIN | 184,50 | 183,50 | 1203,68 | − 0,54 | 28/06 |
| SALVEPAR (NY) | 78,90 | 79,25 | 519,85 | + 0,44 | 05/08 |
| SANOFI SYNTHELAB | 38,45 | 38,40 | 251,89 | − 0,13 | .... |
| SAUPIQUET (NS) | 76,30 | 76,15 | 499,51 | − 0,20 | 21/04 |
| SCHNEIDER ELECTR | 66,90 | 67,05 | 439,82 | + 0,22 | 11/06 |
| SCOR | 49,50 | 49,75 | 326,34 | + 0,51 | 02/06 |
| S.E.B. | 71,20 | 71,80 | 470,98 | + 0,84 | 11/06 |
| SEITA | 54 | 55,40 | 363,40 | + 2,59 | 01/06 |
| SELECTIBANQUE | 12,86 | 12,90 | 84,62 | + 0,31 | 12/07 |
| SGE | 46,25 | 48,70 | 319,45 | + 5,30 | 14/06 |
| SIDEL | 102,50 | 101,30 | 664,48 | − 1,17 | 04/06 |
| SILIC CA | 159 | 160 | 1049,53 | + 0,63 | 01/07 |
| SIMCO | 83 | 83 | 544,44 | .... | 29/06 |
| S.I.T.A | 250,50 | 251,50 | 1649,73 | + 0,40 | 24/08 |
| SKIS ROSSIGNOL | 15,50 | 15,40 | 101,02 | − 0,65 | 25/09 |
| SOCIETE GENERALE | 200,40 | 201 | 1318,47 | + 0,30 | 16/06 |
| SODEXHO ALLIANCE | 158,80 | 158,20 | 1037,72 | − 0,38 | 04/03 |
| SOGEPARC (FIN) | 85 | 85 | 557,56 | .... | 04/01 |
| SOMMER-ALLIBERT | 27,60 | 27,90 | 183,01 | + 1,09 | 18/06 |
| SOPHIA | 40 | 39,90 | 261,73 | − 0,25 | 30/06 |
| SPIR COMMUNIC. # | 74,90 | 73,80 | 484,10 | − 1,47 | 31/05 |
| SR TELEPERFORMAN | 119 | 120,50 | 790,43 | + 1,26 | 19/07 |
| SUEZ LYON.DES EA | 157,20 | 157,40 | 1032,48 | + 0,13 | 20/08 |
| TF1 | 241,10 | 244 | 1600,54 | + 1,20 | 30/06 |
| TECHNIP | 108,50 | 110 | 721,55 | + 1,38 | 28/05 |
| THOMSON-CSF | 34,05 | 34,40 | 225,65 | + 1,03 | 09/07 |
| TOTAL FINA SA | 125,70 | 126,50 | 829,79 | + 0,64 | 19/07 |
| UNIBAIL | 126,10 | 127 | 833,07 | + 0,71 | 10/06 |
| UNILOG | 56,45 | 56 | 367,34 | − 0,80 | 29/06 |
| UNION ASSUR.FDAL | 122 | 120,90 | 793,05 | − 0,90 | 15/06 |
| USINOR | 14,69 | 14,62 | 95,90 | − 0,48 | 01/07 |
| VALEO | 78,15 | 78,50 | 514,93 | + 0,45 | 12/07 |
| VALLOUREC | 39,60 | 39,78 | 260,94 | + 0,45 | 07/07 |
| VIA BANQUE | 28,90 | 28,61 | 187,67 | − 1 | 01/06 |
| VIVENDI | 75,50 | 75,85 | 497,54 | + 0,46 | 12/05 |
| WORMS (EX.SOMEAL | 13,91 | 14 | 91,83 | + 0,65 | 07/05 |
| ZODIAC EX.DT DIV | 208 | 208 | 1364,39 | .... | 06/01 |

| International ▶ | Précédent en €uros | Cours en €uros | Cours en francs | % Var. veille | Paiement dernier coupon (1) |
|---|---|---|---|---|---|
| AMERICAN EXPRESS | 133,70 | 132,10 | 866,52 | − 1,20 | 10/08 |
| A.T.T. # | 46,18 | 44,80 | 293,87 | − 2,99 | 02/08 |
| BARRICK GOLD # | 18,16 | 17,90 | 117,42 | − 1,43 | 15/06 |
| CROWN CORK ORD.# | 25,79 | .... | .... | .... | 20/08 |
| DE BEERS # | 26,65 | 26,97 | 176,91 | + 1,20 | 26/05 |
| DU PONT NEMOURS | 62 | 61 | 400,13 | − 1,61 | 11/09 |
| ERICSSON # | 31,80 | 31,35 | 205,64 | − 1,42 | 06/04 |
| FORD MOTOR # | 49,62 | 48,50 | 318,14 | − 2,26 | 01/09 |
| GENERAL ELECT. # | 111,80 | 112,30 | 736,64 | + 0,45 | 26/07 |
| GENERAL MOTORS # | 63 | 62 | 406,69 | − 1,59 | 10/09 |
| HITACHI # | 9,51 | 9,46 | 62,05 | − 0,53 | 31/12 |
| I.B.M # | 122,80 | 123,80 | 812,07 | + 0,81 | 10/09 |
| ITO YOKADO # | 70,55 | 71,90 | 471,63 | + 1,91 | 13/11 |
| MATSUSHITA # | 19,35 | 19,29 | 126,53 | − 0,31 | 31/12 |
| MC DONALD'S # | 39,79 | 39,70 | 260,41 | − 0,23 | 15/09 |
| MERCK AND CO # | 66,25 | 64,90 | 425,72 | − 2,04 | 01/10 |
| MITSUBISHI CORP. | 7,92 | 7,92 | 51,95 | .... | 31/12 |
| MOBIL CORPORAT.# | 98 | 98 | 642,84 | .... | 10/09 |
| MORGAN J.P. # | 124,40 | 121,90 | 799,61 | − 2,01 | 15/07 |
| NIPP. MEATPACKER | 12,61 | .... | .... | .... | 29/06 |
| PHILIP MORRIS # | 35,66 | 35,01 | 229,65 | − 1,82 | 12/07 |
| PROCTER GAMBLE | 96 | 95,90 | 629,06 | − 0,10 | 16/08 |
| SEGA ENTERPRISES | 18,03 | 17,99 | 118,01 | − 0,22 | 31/12 |
| SCHLUMBERGER # | 63 | 63,35 | 415,55 | + 0,56 | 09/07 |
| SONY CORP. # | 122,40 | 121 | 793,71 | − 1,14 | 31/12 |

## ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

## SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3 ; ■ coupon détaché ; ● droit détaché ; # contrat d'animation ; o = offert ; d = demandé ; ↑ offre réduite ; ↓ demande réduite ; ♦ cours précédent.

## DERNIÈRE COLONNE RM (1) :

**Lundi daté mardi :** % variation 31/12 ; **Mardi daté mercredi :** montant du coupon en euros ; **Mercredi daté jeudi :** paiement dernier coupon ; **Jeudi daté vendredi :** compensation ; **Vendredi daté samedi :** nominal.

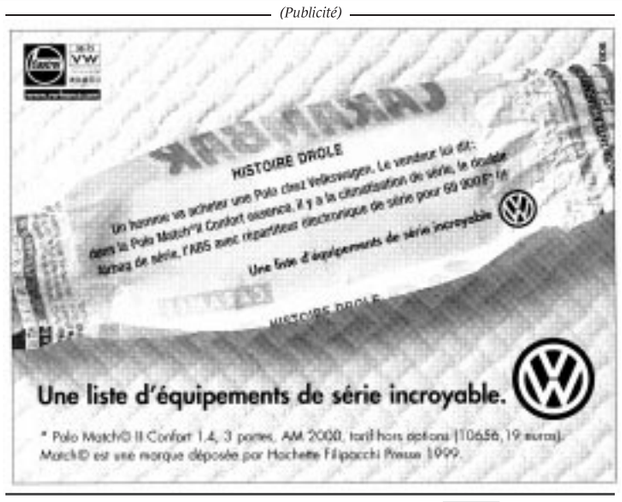
# NOUVEAU MARCHÉ

MARDI 7 SEPTEMBRE

Une sélection. **Cours relevés à 17 h 35**

| Valeurs ▶ | Cours en €uros | Cours en francs | % Var. veille |
|---|---|---|---|
| ADL PARTNER | 14 | 91,83 | + 1,08 |
| AB SOFT | 13,40 | 87,90 | + 0,37 |
| ALPHAMEDIA | 16,15 | 105,94 | − 0,92 |
| ALPHA MOS | 3,69 | 24,20 | − 2,89 |
| ALTAMIR & CI | 139,40 | 914,40 | .... |
| APPLIGENE ON | 1,99 | 13,05 | − 0,50 |
| ASTRA | 1,79 | 11,74 | − 0,56 |
| ATN | 9,95 | 65,27 | − 4,33 |
| AVENIR TELEC. | 64 | 419,81 | + 0,79 |
| BELVEDERE | 73,70 | 483,44 | + 0,82 |
| BIODOME # | 12,50 | 81,99 | − 3,10 |
| BVRP EX DT S. | 42 | 275,50 | − 1,18 |
| CAC SYSTEMES | 8,80 | 57,72 | .... |
| CEREP | 17,60 | 115,45 | − 2,22 |
| CHEMUNEX # | 0,65 | 4,26 | − 2,99 |
| COIL | 38 | 249,26 | − 6,17 |
| CRYO INTERAC | 22,15 | 145,29 | .... |
| CYBER PRES.P | 38,45 | 252,22 | − 0,13 |
| CYRANO # | 11,97 | 78,52 | + 1,01 |
| DESK # | 15,50 | 101,67 | − 3,06 |
| DESK BS 98 ♦ | 1,29 | 8,46 | .... |
| DMS # ♦ | 8,25 | 54,12 | .... |
| DURAND ALLIZ | 7,20 | 47,23 | .... |
| DURAN DUBOI | 101,50 | 665,80 | − 2,31 |
| EFFIK # | 15,99 | 104,89 | − 0,06 |
| ESKER | 27,81 | 182,42 | + 1,13 |
| EUROFINS SCI. | 75,80 | 497,22 | − 2,19 |
| EURO.CARGO S | 10 | 65,60 | + 5,26 |
| EUROPSTAT # | 96,95 | 635,95 | + 7,72 |
| FABMASTER # | 12 | 78,71 | − 3,92 |
| FI SYSTEM # | 86,65 | 568,39 | + 0,99 |
| FLOREANE MED. | 8,65 | 56,74 | + 0,58 |
| GENERIX # | 53,45 | 350,61 | − 0,09 |
| GENESYS # | 16,90 | 110,86 | + 8,33 |
| GENSET | 31,95 | 209,58 | − 0,47 |
| GROUPE D # | 20,30 | 133,16 | − 0,68 |
| GUILLEMOT # | 66,40 | 435,56 | + 8,85 |
| GUYANOR ACTI | 0,35 | 2,30 | − 2,78 |
| HF COMPANY | 74 | 485,41 | .... |
| HIGH CO. ♦ | 55 | 360,78 | .... |
| HOLOGRAM IND. | 40 | 262,38 | − 2,44 |
| IGE + XAO | 5,64 | 37 | + 6,02 |
| ILOG # | 6,06 | 39,75 | + 1 |
| IMECOM GROUP. | 4,60 | 30,17 | + 0,44 |
| INFOSOURCES | 17,10 | 112,17 | − 1,16 |
| INFOTEL # | 21,90 | 143,65 | + 1,86 |
| INTERCALL # | 28,40 | 186,29 | + 0,35 |
| LEXIBOOK # | 25,90 | 169,89 | − 0,38 |
| JOLIEZ-REGOL | 7,17 | 47,03 | − 0,55 |
| JOLIEZ-REGOL ♦ | 0,15 | 0,98 | .... |
| LACIE GROUP | 7,90 | 51,82 | − 1,37 |
| MEDIDEP # | 19,80 | 129,88 | .... |
| MILLE AMIS # ♦ | 5,50 | 36,08 | .... |
| MONDIAL PECH | 10 | 65,60 | + 10,50 |
| NATUREX | 7,62 | 49,98 | − 1,04 |
| OLITEC | 62,50 | 409,97 | + 0,81 |
| OXIS INTL RG | 0,86 | 5,64 | .... |
| PERFECT TECH | 20,50 | 134,47 | + 2,50 |
| PHONE SYS.NE | 8,60 | 56,41 | .... |
| PICOGIGA | 18,01 | 118,14 | + 5,94 |
| PROSODIE # | 94 | 616,60 | + 2,17 |
| PROLOGUE SOF. | 30,45 | 199,74 | + 3,22 |
| QUANTEL | 3,96 | 25,98 | − 1,25 |
| R2I SANTE | 50,10 | 328,63 | + 0,10 |
| RADOUX INTL | 39,50 | 259,10 | − 1,25 |
| RECIF # | 19,15 | 125,62 | + 1,86 |
| REPONSE # | 19,05 | 124,96 | − 1,30 |
| REGINA RUBEN. | 7,46 | 48,93 | + 0,81 |
| SAVEURS DE F | 20,50 | 134,47 | .... |
| SILICOMP # | 12,45 | 81,67 | − 0,40 |
| SERP RECYCLA | 126,90 | 832,41 | − 0,94 |
| SOI TEC SILI | 42,30 | 277,47 | − 0,70 |
| STACI # | 23,80 | 156,12 | − 2,82 |
| STELAX | 0,70 | 4,59 | + 9,38 |
| SYNELEC # | 17,50 | 114,79 | − 3,85 |
| LA TETE D.L. | 2 | 13,12 | − 0,50 |
| THERMATECH I. | 29,48 | 193,38 | − 1,67 |
| TITUS INTERA | 102 | 669,08 | − 1,83 |
| TITUS INTER. ♦ | 101,80 | 667,76 | .... |
| TRANSGENE # | 31,50 | 206,63 | .... |
| TR SERVICES | 11,60 | 76,09 | − 0,85 |
| V CON TELEC. | 8 | 52,48 | .... |
| WESTERN TELE | 10,90 | 71,50 | − 0,91 |

(Publicité)




# SECOND MARCHÉ

MERCREDI 8 SEPTEMBRE

Une sélection. **Cours relevés à 10 h 15**

| Valeurs ▶ | Cours en €uros | Cours en francs | % Var. veille |
|---|---|---|---|
| ADA | 53,95 | 353,89 | + 0,65 |
| ARKOPHARMA #. ♦ | 63,90 | 419,16 | .... |
| ASSUR.BQ.POP | 93,50 | 613,32 | − 0,32 |
| ASSYSTEM # | 35,20 | 230,90 | − 0,03 |
| BENETEAU CA# | 216 | 1416,87 | + 1,89 |
| BISC. GARDEI ♦ | 6,99 | 45,85 | .... |
| BOIRON (LY)# | 58,40 | 383,08 | − 0,51 |
| BOISSET (LY) ♦ | 38 | 249,26 | .... |
| BOIZEL CHANO | 96,90 | 635,62 | − 0,10 |
| BONDUELLE | 16,70 | 109,54 | − 1,65 |
| BOURGEOIS (L ♦ | 6 | 39,36 | .... |
| BRICE | 53 | 347,66 | .... |
| BRICORAMA # | 62,50 | 409,97 | + 0,97 |
| BRIOCHE PASQ ♦ | 93,60 | 613,98 | .... |
| SOLERI | 61,80 | 405,38 | + 1,48 |
| CDA-CIE DES | 30,97 | 203,15 | + 0,23 |
| AIGLE # | 91 | 596,92 | − 2,05 |
| ALGECO # | 76,40 | 501,15 | − 1,42 |
| APRIL S.A.#( | 100 | 655,96 | − 4,76 |
| CEGEDIM # | 46,99 | 308,23 | + 1,05 |
| CERG-FINANCE | 100 | 655,96 | .... |
| CGBI ♦ | 34,45 | 225,98 | .... |
| GUYOMARC H N. | 58,20 | 381,77 | .... |
| HERMES INTL | 104,90 | 688,10 | + 0,38 |
| HYPARLO #(LY | 119,80 | 785,84 | + 0,17 |
| AFIBEL ♦ | 38,10 | 249,92 | .... |
| AIRFEU#(NS) ♦ | 39 | 255,82 | .... |
| ALAIN MANOUK. | 36 | 236,14 | − 1,10 |
| CLAYEUX (LY) ♦ | 5,70 | 37,39 | .... |
| CNIM CA# | 42 | 275,50 | .... |
| COFITEM-COFI ♦ | 54,25 | 355,86 | .... |
| CIE FIN.ST-H ♦ | 65,50 | 429,65 | .... |
| C.A. PARIS I. | 147 | 964,26 | .... |
| C.A.ILLE & V. | 49,10 | 322,07 | + 0,02 |
| C.A.LOIRE AT ♦ | 50,20 | 329,29 | .... |
| C.A.MORBIHAN | 48,90 | 320,76 | .... |
| C.A.DU NORD# | 77,25 | 506,73 | .... |
| C.A. OISE CC ♦ | 65,50 | 429,65 | .... |
| C.A.PAS CAL | 96,40 | 632,34 | + 0,26 |
| C.A.TOULOUSE ♦ | 77,80 | 510,33 | .... |
| CRCAM TOUR.P ♦ | 64,10 | 420,47 | .... |
| CROMETAL ♦ | 44,50 | 291,90 | .... |
| DAPTA-MALLIN | .... | .... | .... |
| GROUPE J.C.D | 59,95 | 393,25 | − 0,42 |
| DAUPHIN ♦ | 134,80 | 884,23 | .... |
| DECAN GROUPE | 39,80 | 261,07 | .... |
| DU PAREIL AU ♦ | 79 | 518,21 | .... |
| ENTRELEC CB | 43 | 282,06 | .... |
| ENTREPRISE I | 106 | 695,31 | − 0,47 |
| ETAM DEVELOP | 44,90 | 294,52 | − 0,22 |
| EUROPEENNE C. | 117,50 | 770,75 | + 2,09 |
| EUROP.EXTINC ♦ | 49,50 | 324,70 | .... |
| EXEL INDUSTR | 50,80 | 333,23 | .... |
| EXPAND S.A | 35 | 229,58 | − 2,23 |
| FACTOREM ♦ | 135,50 | 888,82 | .... |
| FAIVELEY # | 15,21 | 99,77 | + 0,07 |
| FINACOR | 4,96 | 32,54 | + 0,20 |
| FINATIS(EX.L ♦ | 97 | 636,28 | .... |
| FININFO ♦ | 175 | 1147,92 | .... |
| FLO (GROUPE) | 46,90 | 307,64 | .... |
| FOCAL (GROUP. | 53,90 | 353,56 | − 0,19 |
| FRAIKIN 2# | 59 | 387,01 | − 0,59 |
| GAUTIER FRAN. | 42,50 | 278,78 | − 0,45 |
| GEL 2000 ♦ | 1,25 | 8,20 | .... |
| GENERALE LOC ♦ | 30,50 | 200,07 | .... |
| GEODIS | 77,30 | 507,05 | + 0,06 |
| G.E.P PASQUI ♦ | 1,01 | 6,63 | .... |
| GFI INDUSTRI | 26 | 170,55 | − 1,52 |
| GFI INFORMAT. | 71,50 | 469,01 | − 0,42 |
| GO SPORT ♦ | 66,50 | 436,21 | .... |
| GPRI FINANCI ♦ | 17,10 | 112,17 | .... |
| GRAND MARNIE ♦ | 5295 | 34732,92 | .... |
| GROUPE BOURB ♦ | 50 | 327,98 | .... |
| GUERBET S.A | 17,50 | 114,79 | + 1,74 |
| GUY DEGRENNE | 32,51 | 213,25 | + 1,53 |
| I.C.C.# ♦ | 35 | 229,58 | .... |
| IMMOB.BATIBA | 51,95 | 340,77 | + 2,87 |
| IMS(INT.META ♦ | 9,85 | 64,61 | .... |
| INFO REALITE | 43,25 | 283,70 | − 0,35 |
| INT. COMPUTE ♦ | 5,19 | 34,04 | .... |
| JET MULTIMED. | 175 | 1147,92 | − 1,41 |
| LATECOERE # | 101,70 | 667,11 | .... |
| L.D.C. | 102 | 669,08 | .... |
| LECTRA SYST. | 6,80 | 44,61 | + 0,59 |
| LEON BRUXELL | 38 | 249,26 | .... |
| LVL MEDICAL | 23,30 | 152,84 | + 1,30 |
| M6-METROPOLE | 226 | 1482,46 | − 0,40 |
| MEDASYS DIGI ♦ | 2,14 | 14,04 | .... |
| MANITOU # | 42,50 | 278,78 | + 1,55 |
| MANUTAN INTE ♦ | 50 | 327,98 | .... |
| MARC ORIAN ♦ | 111 | 728,11 | .... |
| MARIONNAUD P. | 52 | 341,10 | .... |
| MECATHERM # | 33 | 216,47 | − 0,90 |
| MGI COUTIER | 37,40 | 245,33 | − 4,59 |
| MICHEL THIER. | 135,60 | 889,48 | − 0,80 |
| NAF-NAF # | 12,57 | 82,45 | − 1,02 |
| PHYTO-LIERAC | 23,22 | 152,31 | − 1,74 |
| POCHET ♦ | 74 | 485,41 | .... |
| RADIALL # | 63,10 | 413,91 | − 1,25 |
| RALLYE(CATHI. | 64,20 | 421,12 | + 0,31 |
| REYNOLDS ♦ | 40,42 | 265,14 | .... |
| RUBIS # | 23 | 150,87 | + 0,04 |
| SABATE SA # | 118,50 | 777,31 | − 0,42 |
| SEGUIN MOREA | 70 | 459,17 | .... |
| SIDERGIE | 148 | 970,82 | + 1,02 |
| SIPAREX (LY) | 26,07 | 171,01 | − 0,69 |
| SOCAMEL-RESC ♦ | 23 | 150,87 | .... |
| SOPRA # | 50,55 | 331,59 | − 0,20 |
| SPORT ELEC S ♦ | 7,62 | 49,98 | .... |
| STALLERGENES | 17,10 | 112,17 | .... |
| STEF-TFE # ♦ | 39,95 | 262,05 | .... |
| SUPERVOX (B) ♦ | 1,99 | 13,05 | .... |
| SYLEA | 56,95 | 373,57 | + 1,33 |
| TOUPARGEL (L ♦ | 13,50 

LeMonde Job: WMQ0909--0023-0 WAS LMQ0909-23 Op.: XX Rev.: 08-09-99 T.: 09:08 S.: 111,06-Cmp.:08,11, Base : LMQPAG 57Fap:100 N°:0548 Lcp:700 CMYK



**SCIENCES** **Le moustique, s'il n'est plus en France vecteur de maladies parasitaires, reste une nuisance incontestable. Les biologistes l'étudient pour tenter d'éviter son pullulement, mais aussi pour tester certaines hypothèses issues de la théorie de l'évolution. ● UNE ÉQUIPE de généticiens de Montpellier a ainsi constaté que le phénomène de résistance aux insecticides observé chez le moustique des villes pouvait être contrôlé en optimisant les zones traitées. ● LE MAINTIEN de refuges, où les gènes de résistance peuvent se « diluer » par croisement avec des insectes non résistants, est primordial. ● CRAIGNANT que leurs observations soient aussi valables pour les moustiques des champs, les chercheurs mettent en garde contre une démoustication trop massive de la Camargue, qui pourrait précipiter l'apparition d'une résistance sur l'ensemble du littoral méditerranéen.**

# Le « millième moustique » continue de résister aux insecticides

## Une étude montre qu'il est impératif de conserver des réservoirs non traités pour préserver l'efficacité des pesticides. Une démoustication trop large, notamment en Camargue, pourrait créer des phénomènes de résistance, craignent certains chercheurs

**POUR EXPLIQUER** les arcanes de la théorie de l'évolution, les biologistes évoquent parfois le *« millième moustique »*, ce mutant capable de résister aux pesticides, déjouant les stratégies mises au point par les humains pour éradiquer cette vrombissante nuisance. La nature est ainsi faite qu'au sein d'une population soumise à une pression de sélection – insecticides, antibiotiques, changements climatiques ou autres –, il existera (presque) toujours quelques individus présentant une adaptation qui leur permettra d'y échapper. L'étude d'une équipe du laboratoire génétique et environnement de l'université Montpellier-II, publiée dans la revue *Nature* du 26 août, vient préciser les conditions d'évolution de ce phénomène de résistance aux insecticides chez *Culex pipiens*, notre moustique des villes. Et propose des stratégies susceptibles d'améliorer la lutte biologique contre ce diptère.

Michel Raymond et ses collègues avaient déjà découvert l'existence de gènes de résistance aux insecticides organophosphorés (*Le Monde* du 20 février 1997). Poursuivant leurs travaux, ils ont capturé 8 600 moustiques, entre juillet 1995 et mars 1997, dans des mares et des trous d'eau de la région montpelliéraine disposés sur une ligne nord-sud.

### UN « COÛT » POUR LES MUTANTS

Analysant le patrimoine génétique de chaque individu, ils ont constaté que la fréquence des *pipiens* disposant des gènes de résistance variait en fonction des saisons et des zones étudiées. Sans surprise, ils étaient plus fréquents dans les zones traitées. Mais la migration de ces mutants, en les mettant en contact avec leurs congénères non résistants, occasionnait une « dilution » de ce caractère.

Parallèlement, les chercheurs ont constaté que l'acquisition de la tolérance aux pesticides représentait un « coût » pour les mutants, qui se trouvent probablement moins adaptés ou, selon le vocable anglo-saxon, moins en forme (*fitness*) que les autres pour subsister dans les zones non traitées. *« Une estimation précise de ces phénomènes de migration et de coût de la capacité de résistance nous permet de calculer précisément la zone d'épandage des insecticides présentant la taille critique en dessous de laquelle les gènes de résistance s'éteindront d'eux-mêmes »*, concluent les chercheurs.

Le paradoxe est que, plus on traite, plus la résistance se renforce et s'étend au fil des migrations des moustiques. Il faut donc trouver la taille optimale des zones à traiter. Selon Michel Raymond, il conviendrait de réduire de moitié, autour de Montpellier, la surface des épandages d'organophosphorés et d'utiliser, sur l'autre moitié, d'autres moyens de lutte – comme *Bacillus sphæricus* –, qui ne suscitent pas la même réaction de défense.

Cette stratégie a commencé à être mise en œuvre par les services de l'entente interdépartementale de démoustication Méditerranée (EID), un organisme chargé de coordonner la lutte dans cinq départements du Languedoc-Roussillon. Un premier bilan devrait être disponible fin 1999, mais Michel Raymond reste prudent. Des résultats mitigés pourraient, en effet, décourager les politiques, qui ont pris des engagements contre le moustique, frein à l'essor touristique de ces régions côtières.

Les travaux sur *pipiens* ont un caractère fondamental, dans la mesure où ils vérifient certaines hypothèses majeures de la théorie de l'évolution. Mais ils ont aussi une portée pratique évidente, non sans répercussions politiques : la zone optimale de traitement, définie par les modèles scientifiques, ne correspond pas forcément aux zones de développement économique. *« Le traitement de la Camargue nous soucie énormément »*, assure le chercheur, qui met en garde contre une tentative d'éradication des moustiques dans une zone-réservoir, primordiale pour la dilution des gènes de résistance susceptibles d'apparaître. *« On pourrait assister à un basculement, la forte résistance envahissant toute la côte »*, prévient Michel Raymond, qui estime qu'il est de son rôle de mettre en garde les politiques contre un tel risque.

DA CUNHA TRISTAN BIOS

*Les chercheurs ont découvert que si l'on met en contact des moustiques mutants, dotés de gènes de résistance à des pesticides, avec des congénères non résistants, s'opère alors une « dilution de ce caractère ».*

Michel Vauzelle, ancien maire d'Arles et président (PS) du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, avait effectivement pris des engagements en 1995. *« Nous avons fait appel à un comité d'experts pour conduire une démoustication mesurée »*, indique son successeur Paolo Toeschi. L'opération a été enclenchée il y a deux ans, et les zones traitées devraient être élargies d'ici à 2002. Michel Babinot, directeur du service opérationnel de l'EID, convient que, pour *Culex pipiens*, le traitement des gîtes autour des agglomérations est parfois étendu *« plus qu'il ne faudrait »*. La stratégie de base consistant à faire alterner les produits sera mise en œuvre plus systématiquement, assure-t-il.

En revanche, il ne partage pas les craintes de Michel Raymond sur la Camargue. *« Sur le littoral, nos vrais ennemis ne sont pas les* pipiens, *mais deux espèces,* Ædes caspius *et* detritus, *bien plus gênantes. »* Contrairement à *Culex pipiens*, qui doit pondre dans l'eau, ces *Ædes* pondent « à sec » (jusqu'à 100 000 œufs par m²) et l'éclosion ne survient que lorsque la zone de ponte est inondée, à l'occasion de fortes pluies, de remontée des zones humides ou de « coup de mer ».

*« Il faut réagir dans les douze heures, afin d'épandre les insecticides avant que les larves n'éclosent »*, indique Michel Babinot. A défaut, des nuages de moustiques surgissent simultanément, parfois sur plusieurs km².

### 100 PIQÛRES EN UN QUART D'HEURE

Dans ces zones, au coucher du Soleil, on enregistre jusqu'à 100 piqûres en un quart d'heure, sur un seul mollet, alors qu'on tombe à une piqûre en zone démoustiquée. Autre différence avec *pipiens*, les *Ædes* ne se reproduisent qu'une à deux fois par an, contre une fois tous les quinze jours pour leur cousin des villes. L'instauration de souches résistantes – qui n'ont, pour l'heure, pas été observées – serait donc, en cas de traitement massif, beaucoup plus lente. D'autant que l'insecticide utilisé, le Bti, serait peu susceptible d'entraîner l'apparition d'une résistance. En outre, les *Ædes* migrent beaucoup plus, ce qui favoriserait la dilution de cette éventuelle résistance.

*« Notre proposition, c'est de traiter les gîtes potentiels d'*Ædes *sur un rayon de 10 à 15 kilomètres autour d'Arles »*, indique Michel Babinot. L'EID a obtenu une aide européenne pour engager une expérimentation dans la Camargue gardoise, afin d'étudier les meilleures méthodes de lutte. Pour quelques années encore, la Camargue restera donc le paradis des moustiques. Mais si ces stratégies devaient être mises en œuvre à grande échelle, et avec succès, nul doute que la question de l'équilibre écologique de la région se poserait aussi en d'autres termes : quelle proportion de moustiques doit-on conserver pour se protéger d'une autre nuisance, le tourisme de masse ?

***Hervé Morin***

### *Le petit vampire est aussi un gourmet*

**Certains individus semblent une cible de choix pour les moustiques. Ils seront piqués cent fois, quand des personnes moins appétissantes ne subiront que cinq attaques. Selon Jerry Butler et Karen McKenzie, de l'université de Floride, les anophèles seraient capables de distinguer les sujets présentant un taux élevé de cholestérol et de vitamine B, molécules dont ils sont friands car ils ne peuvent les synthétiser.**

**Les deux chercheurs ont mis au point un olfactomètre, afin de discerner les substances attractives et répulsives pour ces piqueurs : un ordinateur enregistre une impulsion chaque fois que le moustique cobaye pique un échantillon recouvert d'une membrane imitant la peau. La transpiration, mais aussi certains cosmétiques ont des pouvoirs attractifs indubitables. La prise de certains médicaments peut également modifier l'appétence des moustiques. Ces diptères ont un flair redoutable, certains pouvant remonter sur 70 kilomètres le panache de molécules exhalé par les humains.**

# La théorie mathématique de l'information revue par le manchot royal

**CURIEUX** volatile qui ne sait voler. Maladroit, le manchot ? Pas tant que cela. Malgré sa démarche balourde, ce bon gros doudou à plumes, qui vit là où l'homme ne peut que survivre, n'a pas fini d'étonner les chercheurs par ses capacités, notamment ses méthodes de communication. Cloué au sol dans des colonies comptant des dizaines, voire des centaines de milliers d'individus, le manchot royal constitue une véritable « souris de laboratoire » pour les spécialistes en acoustique. Car *Aptenodytes patagonicus* reconnaît son partenaire en « parlant », et pas autrement. Lorsqu'il se met en couple, cet oiseau commence par apprendre le chant de sa moitié, une succession de syllabes contenant chacune une signature vocale particulière, une modulation de fréquence unique, imperceptible pour nous, mais si caractéristique que la probabilité de confusion est quasiment nulle. La reconnaissance se fait les yeux bandés. En revanche, l'expérience a montré que, si l'un des deux membres du couple a les oreilles bouchées ou le bec attaché, les partenaires peuvent passer l'un à côté de l'autre sans s'en apercevoir.

### LE CRI, CAPACITÉ VITALE

Cette capacité à se retrouver grâce au cri, dans une foule de plusieurs milliers d'individus, massée à raison de deux animaux au mètre carré, s'avère vitale pour le manchot royal. Lorsque l'œuf paraît, le mâle le recueille sur ses pattes et le couve contre son ventre tandis que la femelle part se nourrir en mer – parfois jusqu'à 300 kilomètres – et reconstitue ses réserves de graisse. L'absence dure en général trois semaines, au cours desquelles le mâle jeûne, « fond », et attend avec une impatience croissante le retour de sa mie. Lorsque celle-ci revient, son concubin s'est évidemment déplacé. Un point de rendez-vous a bien été retenu, mais il peut compter jusqu'à 200 mètres de rayon, soit une superficie contenant théoriquement 250 000 oiseaux...

La femelle parcourt la zone sélectionnée en zigzaguant et émet son cri tous les 10 à 15 mètres dans un brouhaha s'élevant à 73 décibels, soit l'équivalent du boulevard périphérique à Paris. Dès que le mâle entend le chant tant espéré, il répond et la femelle arrive droit sur lui. Les deux animaux se collent poitrail contre poitrail et réémettent leur cri, pour l'identification finale. Tout intrus ou usurpateur est chassé à coups de bec. Le mâle peut enfin confier l'œuf à sa partenaire et courir vers l'océan nourricier. Trois à quatre échanges sont ainsi nécessaires jusqu'à l'éclosion. Qu'un rendez-vous soit manqué et l'« incubateur » se résoudra à abandonner l'œuf pour sa propre survie.

On comprend donc à quel point la perpétuation de l'espèce est liée à une bonne qualité d'émission du signal. Or les manchots vivent sur les terres du vent. Dans les îles Crozet, situées au sud de l'océan Indien, dans ces 40es Rugissants si bien nommés, le vent mugit, excite les manchots – ce qui augmente le bruit de fond – et perturbe fortement la propagation des sons. Comment les manchots royaux parviennent-ils à surmonter cette difficulté naturelle ?

Quatre chercheurs français sont partis étudier la colonie de 80 000 oiseaux vivant sur cet archipel du bout du monde et viennent de publier leurs surprenants résultats dans les comptes-rendus de la Royal Society of London. *« Le manchot ne peut pas compenser la perte due au vent en augmentant l'intensité de son cri, tout simplement parce qu'il est au maximum,* explique l'un des auteurs de l'étude, Thierry Aubin, chargé de recherches à l'unité neurobiologie de l'apprentissage et de la mémoire (CNRS, université Paris-XI). *Il va donc augmenter la durée globale du chant, et ce de deux façons. La première consiste à répéter l'information. C'est plutôt passif et cela n'a rien d'exceptionnel. Quand, en montagne, un alpiniste en cherche un autre, il crie* "Hello !" *jusqu'à ce que l'autre lui réponde. En revanche, la seconde solution est beaucoup plus curieuse : alors qu'en temps normal le cri du manchot royal compte cinq à six syllabes, dès que le vent dépasse un certain seuil, le nombre de syllabes augmente proportionnellement à la vitesse du vent. C'est comme si l'alpiniste se mettait à dire* "Hellohellohello !". *L'oiseau réagit de façon dynamique à son environnement et augmente ainsi la probabilité d'être entendu. »*

### UNE COURBE PARFAITE

La courbe montrant l'augmentation du nombre de syllabes en fonction du vent est quasiment parfaite au point que les chercheurs ont *« été gênés de voir ce tracé linéaire*, se souvient Thierry Aubin. *C'était presque trop beau. Le manchot applique la théorie de l'information, mais on ignore encore comment. C'est la première fois qu'une étude met en évidence qu'un oiseau calcule son environnement et réagit à ses changements de manière calculée. »* Dans le blizzard austral, un Monsieur Jourdain en livrée blanche et noire fait des mathématiques sans le savoir.

***Pierre Barthélémy***

Devenez ingénieur d'affaires ou manager de projet high-tech

DIPLÔME BAC + 5
Visa du Ministre de l'Education Nationale

Trois filières :
- informatique et communications numériques
- biotechnologies/bioindustries*
- matériaux avancés et ingénierie intégrée*

* demande d'extension du visa en cours

2ème session
Clôture : 15 septembre 1999

Admission :
DEUG, DUT, Math Spé ou équivalent

Pour tout renseignement :
Tél. 01 45 92 60 04
mh.cottavoz@istm.fr

istm
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Parc Downsview Park
Canada

Concours international de design pour le parc Downsview
DEMANDE D'EXPRESSIONS D'INTÉRÊT

Architectes, architectes paysagistes, autres professionnels du design et artistes sont invités à manifester leur intérêt pour un concours d'accès restreint portant sur la conception d'un grand parc urbain national sur le site d'une ancienne base militaire aérienne, dans la ville de Toronto. Le parc Downsview est en effet appelé à devenir l'une des références canadiennes et mondiales en matière de conception de parc.

Les témoignages d'intérêt et les documents de qualification doivent nous parvenir le 6 octobre 1999 au plus tard. Les participants sélectionnés devront soumettre leur projet à un jury dans le cadre d'une phase conceptuelle qui s'étalera de novembre 1999 à mars 2000.

Ce parc de 320 acres sera aménagé par CLC Downsview inc., une société d'État du gouvernement du Canada. Detlef Mertins sera le conseiller professionnel du concours. Le jury sera composé de Kurt W. Forster, Ydessa Hendeles, Cornelia Hahn Oberlander, Terence Riley et Gerald Sheff.

Pour plus de renseignements, veuillez consulter le site du concours du parc Downsview à l'adresse www.clcdownsview.ca/competition, appeler le (416) 973-6000 ou écrire au Conseiller professionnel, CLC Downsview inc., 35, Carl Hall Road, Toronto (Ontario), M3K 2B6, Canada. Les informations sont disponibles en français comme en anglais.

Canada

Chaque samedi
LE MONDE TELEVISION
avec Le Monde
DATÉ DIM./LUNDI

LeMonde Job: WMQ0909--0024-0 WAS LMQ0909-24 Op.: XX Rev.: 08-09-99 T.: 13:13 S.: 111,06-Cmp.:08,13, Base : LMQPAG 14Fap:100 N°:0604 Lcp:700 CMYK



# A Saint-Germain-des-Prés, avec un peintre du cru pour mentor

## A partir de son village angevin, Constant Le Breton (1895-1985) nous met sur les traces de Barbe-Bleue, de Gaulle ou Julien Gracq

**SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS (Maine-et-Loire)**
*de notre envoyé spécial*

Sans compter le quartier parisien autour de l'église de ce nom (dont la première appellation fut d'ailleurs Saint-Vincent), il existe en France quatre communes nommées Saint-Germain-des-Prés. La moins connue, peuplée de 1 300 âmes, est en Anjou, sur la rive droite de la Loire. De tous les cours d'eau de l'Hexagone, l'antique *Liger* est sans doute à la fois le plus sauvage et le plus chargé d'histoire – de Clovis aux Valois – et de littérature – de Rabelais à Proust.

De prime abord, pas de trace visible de cette fécondité dans le Saint-Germain-des-Prés du Maine-et-Loire : seulement des habitations individuelles, anciennes ou récentes, dont le tuffeau blanc joue les harmonies convenables avec le bleu des toits d'ardoise ; des demeures serrées autour de leur potager et d'une grosse église refaite sous le prince-président, au milieu de remous clochemerlesques consignés par le curé du temps dans son *Journal* (1842-1881). Les autres *« événements du siècle »* enregistrés par l'abbé Bonnin furent, à part les crues ravageuses du fleuve, les deux passages d'un certain Badinguet, alias Napoléon III.

### NÉ PLACE DE L'ÉGLISE

Si l'ecclésiastique avait vécu un peu plus longtemps, il aurait vraisemblablement ondoyé Constant Le Breton, né en 1895 dans une maison-épicerie-mercerie, 9, place de l'Eglise. C'est en l'honneur de celui qui se ferait connaître comme peintre que les Germanopratins de la Loire vont, le 30 octobre, baptiser une rue et apposer une plaque dans leur village. Le commerce a disparu, mais non point la demeure natale. Le jeune Constant n'avait que quelques mètres à franchir pour entrer dans le sanctuaire où il ressentit les premiers appels de l'art, devant les tableaux d'une montée au calvaire de belle pâte et beau format dus à un disciple de Delacroix, Dubois, mort ici à trente-trois ans.

La notoriété parisienne de Le Breton se ferait, elle, grâce à des portraits tout à fait laïcs, du fameux *Dullin au manteau rouge* (Musée Carnavalet, Paris) à Ingrid Bergman (collection privée), via les « poilus » de l'armée d'Orient, thème de la première exposition de Le Breton, envoyé en 1915 à vingt ans sur le front bulgare. L'Anjou, cependant, devait être l'inspirateur permanent d'une œuvre où le plaisir de peindre, sans se soucier des modes, produit une *« peinture heureuse »,* dans l'esprit de Chardin ou de Bonnard. En découvrant ses toiles ligériennes, sur Chalonnes, Ingrandes ou Montjean (où Le Breton eut son atelier dans un logis de mariniers, 26, quai Monseigneur-Provost), l'envie vient de rechercher les sites où l'artiste solitaire, non sans avoir lu auparavant, parfois, quelques pages de Rodin ou de Constable, posait son chevalet.

### MOULINS AVEC OU SANS AILES

Après le lieu le plus modeste, Saint-Germain-des-Prés, dont le peintre a fixé les cieux mobiles des quatre saisons, la toile *Allée de peupliers à Champtocé* conduit naturellement à cette localité. Là, le paysage devient immodeste, en ce qu'il est dominé par des ruines sombres et menaçantes comme une encre de Chine à la Victor Hugo : Champtocé fut l'une des forteresses criminelles de Gilles de Rais (1404-1440), alias Barbe-Bleue, en fait une sorte de Dutroux du Moyen Age. Ici, ni visite guidée ni son et lumière, contrairement à d'autres monuments de la région qu'ensanglanta aussi l'ancien maréchal de Jeanne d'Arc et qui sont exploités à fond, sans vergogne.

Réminiscence mérovingienne à Saint-Sigismond ; lieux-dits ou communes de Cure-Bourse, Charbon-Neuf, Clos-Rouillé, Barbe-Chat ou Bécon-les-Granits ; promontoire tragique de Saint-Florent-le-Vieil ; moulin sans ailes de Lancreau, moulin de Saint-Georges avec ailes ; haies creuses comme sous la chouannerie ; banal oratoire germanopratin de 1851 cachant dans son dos une *pietà* médiévale : il n'est qu'à suivre le peintre pour glaner, sous ses pas de connaisseur, petits trésors cachés et points de vue imprenables. A Montjean, passons rive gauche avec les randonneurs suivant les sentiers de mariniers, poussons vers Chemillé, qui se targue d'être *« la capitale des plantes médicinales »*.

Dans ses environs, la masse vert-noir d'un parc attire l'œil, dissimulant la gentilhommière de l'Echo. Une plaque indique que de Gaulle y résida cinq fois, en 1919, 1925, 1939, 1950 et 1965. *« Raisons familiales, je crois... »,* répond un naturel du pays peu loquace. Impossible de savoir ce que fit ici le grand homme. *« On ne visite pas ! »* En revanche, pour se faire expliquer l'Evre, proche affluent de la Loire, tiré de l'anonymat depuis 1976 par le plus illustre de ses riverains, Julien Gracq, il n'est qu'à lire *Les Eaux étroites,* dans lesquelles jadis l'écrivain vit, entre autres, se dérouler *« obscurément »* son avenir...

PHOTOS JOSEPH CLAUSS

***Ci-contre, la forteresse de Champtocé, qui passe pour avoir vu Gilles de Rais tuer des dizaines d'adolescents.***

***Ci-dessous, la Loire à Saint-Florent-le-Vieil. Stendhal se disait irrité par ce fleuve « ridicule à force d'îles ».***

### UN PALAIS PLUS QU'UN CHÂTEAU

En revenant vers Angers par la rive droite, on tombe sur Serrant, propriété d'aristocrates belges, mais cette fois on peut visiter. Et tel Napoléon qui, arrivant ici en 1808, eut le front de s'écrier : *« Je vois enfin un château en France ! »,* on n'est pas déçu. Au reste Serrant n'est pas un château, plutôt un palais, par ses proportions, ses cinq étages de schiste et de tuffeau, sa splendide cour d'honneur, son unité. Serrant est Renaissance, et c'est un chef-d'œuvre méconnu, injustement écarté de la plupart des listes de châteaux de la Loire.

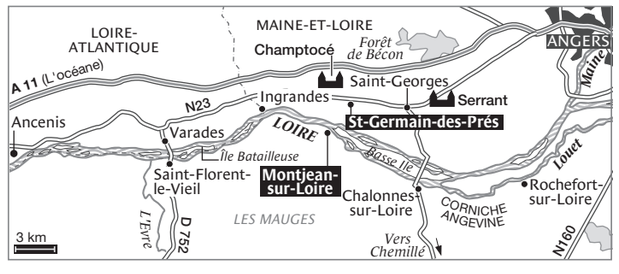
Après divers avatars dans le patrimoine de plusieurs serviteurs de l'Etat et la mémorable étape forcée d'un Louis XIV au carrosse embourbé, le palais conçu par l'architecte Jean Delespine échut, en 1749, aux Walsh, armateurs irlandais fidèles aux catholiques Stuart et donc durablement réfugiés en France. Appartenant à des étrangers, l'édifice fut épargné par la Révolution, ce qui permet aujourd'hui de le voir dans son « jus ».

### REPAS OPPORTUNISTE

L'escale napoléonienne est expliquée par le fait que l'impératrice Joséphine était la marraine d'une fillette Walsh. La chambre citron et crème, où Napoléon ne passa que deux heures, car il dut repartir à l'annonce de la capitulation de Bailén, est restée en l'état. Son neveu, le futur Napoléon III, prit, lui, son temps. C'est ce que nous raconte encore le curé de Saint-Germain-des-Prés, invité à un repas donné à Serrant, en 1849, autour du chef de l'Etat. Le prêtre hésitait à aller rompre le pain avec le prince-président. Il s'y rendit finalement, et sa plume naïve rapporte que tout le canton, dans un bel élan d'opportunisme, était présent *« au milieu de l'argent et du vermeil »*.

Constant le Breton se promena souvent du côté de Serrant, mais ne l'a pas peint. L'artiste, à l'instar du curé, préférait la simplicité villageoise. Toutefois, il est mort à Saint-Germain-des-Prés, Paris 6e.

***Jean-Pierre Péroncel-Hugoz***




## Les bords « plats et nuls » de la Loire

**Selon Hugo, *« les fameux bords de Loire sont plats et nuls » ;* il aurait dû imiter Balzac et monter sur une de ces « levées » bâties de main d'homme et du haut desquelles fleuve, cultures et agglomérations prennent soudain du relief. Quant à Stendhal, il trouva la Loire *« ridicule à force d'îles »,* lesquelles sont aujourd'hui la providence des plaisanciers et promeneurs. Louangeurs, critiques, pittoresques ou simplement descriptifs, cinquante textes ont été sélectionnés par Jacques-Louis Delpal pour composer sa *Loire* dans la collection de guides littéraires créée par Jean-Louis Gouraud et où figurent déjà, entre autres, *Himalaya, Kurdistan, Tibet, Corse.* Mme de Sévigné, de son bateau ligérien, écrivait des lettres *« dans le courant de l'eau ».* Taine décréta *« fleurs de galanterie »* les petits maîtres du XVIIIe siècle au Musée des beaux-arts d'Angers. Les Anglo-Saxons aussi ont été attirés par le fleuve royal, de Young à James, sans oublier Murray Kendall, qu'intéressa Louis XI, roi de Loire s'il en fut.**
**★ « La Loire », de Jacques-Louis Delpal, collection « Le Vagabond enchanté », Favre (Lausanne), 192 p., 96 F (14,6 €).**

## Carnet de route

● **Accès.** Le TGV relie Paris-Montparnasse à Angers en 1 h 30. L'autoroute L'Océane met Angers à 3 heures de Paris ; pour Saint-Germain-des-Prés, sortir à Beaupréau.
● **Saison.** La douceur angevine n'étant pas une légende climatique, la région peut se visiter agréablement toute l'année.
● **Hébergement.** Auberge de la Loire, 2, quai des Mariniers, 49570 Montjean. Tél. /Fax. : 02-41-39-80-20. Chambres à partir de 260 F, 39,6 € ; petit-déjeuner : 40 F, 6 € ; menus de 55 à 195 F, 8,3 à 29,7 €. Spécialité de poissons ligériens.
● **Randonnée.** Circuit pédestre circulaire des Mariniers de Loire, sur 20 km, *via* Ingrandes et Saint-Germain-des-Prés. Tél. : 02-41-72-52-37.
● **Site.** Château de Serrant, Saint-Georges-sur-Loire. Tél. : 02-41-39-13-01.
● **Lectures.** *Constant Le Breton, un peintre dans le siècle, 1895-1985,* de Jean-Marie Le Breton, préface de Michel Mohrt, de l'Académie française, L'Harmattan, 140 p., avec quarante-cinq illustrations en couleurs. Catalogue de l'exposition Constant Le Breton au Musée Marmottan, 1996, Paris. *Les Eaux étroites,* de Julien Gracq, José Corti, 75 p. *Carnets de Loire,* de Pascal Proust et Pierre Laurendeau, Le Polygraphe, Angers, deux tomes illustrés, 1996-1998. *Le Roman de la Loire,* de Bernard Pierre, Plon, 378 p. ; Guide *Angers,* Le Petit Fûté.
● **Renseignements.** Comité départemental du tourisme, Angers, tél. : 02-41-23-51-51, fax : 02-41-88-36-77.

EVASION
Publicités

Prix sacrifiés pour plus de 2000 VOYAGES DE DERNIERE MINUTE !!!
Spécial départs immédiats ! Prix exceptionnels à saisir : + de 11 000 départs ! 3617 airévasion
Vols, séjours, circuits, croisières à prix discount ! 3617 écovoyage
Voyages aux enchères ! Mise à prix : 100F 3617 AIRPORT
IATA

HAUTES-ALPES
05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
STATION VILLAGE - ÉTÉ - HIVER
Soleil - Randonnées - Flore
HÔTEL LE CHAMOIS**
LOGIS FRANCE 2 cheminées
1/2 pension 280 F - 310 F
Tél : 04.92.45.83.71 - Fax : 04.92.45.80.58

SEYCHELLES Séjour Mahé
9J/7N à partir de 7 485 F
Départs quotidiens de Paris.
Vol Air Seychelles + 7 nuits hôtel Méridien Barbarons 4* en chambre double petit-déjeuner inclus.
Taxes aéroport : à ce jour +120 F/personne.
Départ province : nous consulter.
(Taxe de dép. des Seychelles : 40 USD à régler sur place).
Directours 01.45.62.62.62
AGENCE ouverte 6j/7 au 90 Av. des Champs-Elysées Paris 8ème.
Minitel 3615 DIRECTOURS 2,23 F/mn.
Web www.directours.fr
Directours.
Membre SNAV - Garantie APS
Lic. 078960001 - Dans la limite des disponibilités

VOYAGE EN ARMÉNIE ET HAUT-KARABAGH
entre actualité et histoire
du 28 octobre au 5 novembre 1999
d'Erevan à Stepanakert, un itinéraire historique, culturel et touristique, jalonné de monuments monastiques médiévaux.
Organisateur : Union Générale Arménienne de Bienfaisance
11, square Alboni - 75016 Paris
Accompagnateur : Levon Kébabdjian
Prix : 8 500 F TTC par personne
Renseignements : Simone Sicsic
Tél. 01 45 20 03 18 ou 06 81 06 90 39 - Fax 01 40 50 88 09

3615 DÉGRIFTOUR
LE VOYAGE À PRIX DÉGRIFFÉ
SÉJOUR À L'ILE MAURICE-CÔTE NORD
6 nuits en hôtel 3*
En demi-pension
Vol régulier au départ de Paris
Prix Dégriftour 6300 F*
Prix Public : 9160 F
*Prix par personne hors taxes aéroport.
3615 DT - (de 1,01 à 2,23 F/mn.)
08.36.68.28.27 (2,23 F/mn)
www.degriftour.fr
LIC.095960001 - Offres selon disponibilité

PROFESSIONNELS DU TOURISME, POUR COMMUNIQUER DANS CETTE RUBRIQUE APPELEZ LE : 01.42.17.39.40

Chaque jeudi avec
Le Monde DATÉ VENDREDI
retrouvez
LE MONDE DES LIVRES

LeMonde Job: WMQ0909--0025-0 WAS LMQ0909-25 Op.: XX Rev.: 08-09-99 T.: 13:13 S.: 111,06-Cmp.:08,13, Base : LMQPAG 14Fap:100 N°:0605 Lcp:700 CMYK



PAR MONTS ET VIGNOBLES

# Un automne helvétique

**CANTON DE VAUD**
*de notre envoyée spéciale*

Des quatre saisons suisses, l'automne est la plus flamboyante. Le raisin cueilli, les vendanges faites ou en cours, le climat reste doux et la nature vire à l'écarlate. Qui a vu, au-dessus du lac Léman, les vignes s'enflammer sur la terre brune s'en souvient à jamais. Une orgie de couleurs naît, s'emballe et s'éteint au fil des jours. Magie éphémère à capter au bon moment, de mi-septembre à mi-octobre.

Au-dessus du Léman, dans le canton de Vaud, la route du vignoble court en deux tronçons. La Côte, de Nyon à Morges, puis, de Lutry à Vevey, le Lavaux, où elle prend le nom de « corniche ». De bout en bout ondulent les coteaux couverts de pampres empourprés. Alignés en terrasses soutenues par des murets entretenus pierre à pierre. Ce qui donne un vin aux trois soleils : les rayons solaires, la réverbération du lac et la chaleur restituée la nuit par les murets.

Petits villages médiévaux, caveaux et « pintes » (auberges) jalonnent le parcours. Seuls diffèrent les cépages et les appellations. Un dépliant intitulé « A la découverte des terrasses de Lavaux » trace une dizaine d'itinéraires sur les sentiers viticoles entre Ouchy et les tours rondes du château de Chillon. Alternative à la route, le bateau dégage une vision d'ensemble sur les collines en feu.

Parvenu à la pointe est du lac, la route s'élève vers Villars. Au passage, deux haltes : le Musée de la vigne et du vin, dans le château d'Aigle, et les spécialités aux chanterelles du restaurant de l'Hôtel de ville d'Ollon (tél. : 00-41-24-499-19-22). La station de Villars, à une heure et demie de Genève, possède un bon hôtel, le Bristol (tél. : 24-496-36-36).

**SYMPHONIE EN TROIS TONS**

Montant toujours, voici le refuge de Frience et une symphonie en trois tons : or des mélèzes, blanc des sommets, bleu du ciel, d'autant plus profond que l'air est pur. Bol d'oxygène le long des sentiers jusqu'à l'alpage de Solalex, où une table gastronomique – le restaurant Le Miroir d'Argentine, des frères Jaggi – est ouverte jusqu'au 15 octobre. Toujours dans le canton de Vaud, mais à Orbe, brunch chez Guignard, qui prépare avec sophistication des produits locaux (réservation indispensable au 00-41-24-441-11-30).

Sur les sommets d'alpage, de joyeuses fêtes accompagnent la « désalpe », ou descente des troupeaux vers leurs quartiers d'hiver. En tête du cortège, les vaches aux cornes chargées de fleurs. Pour la dernière fois, les cloches, graves ou claires, qui ont fait chanter l'été, sonnent gaiement. La plus spectaculaire, la « désalpe » de Charmey, à Gruyère, dans le canton de Fribourg, a lieu le 2 octobre : les bêtes portent un petit sapin sur la tête, les *armaillis* (bergers) un gilet brodé d'édelweiss et une sacoche en cuir emplie de sel. Puis, les 9 et 10 octobre, pour la « bénichon » (bénédiction) de la montagne, repas de neuf plats et course de charrettes à foin. Forfait à partir de 420 F (64 €) par personne et par nuit (office de tourisme, tél. : 26-927-14-98). Une table exceptionnelle : la Pinte des Mossettes.

**FÊTES DES VENDANGES**

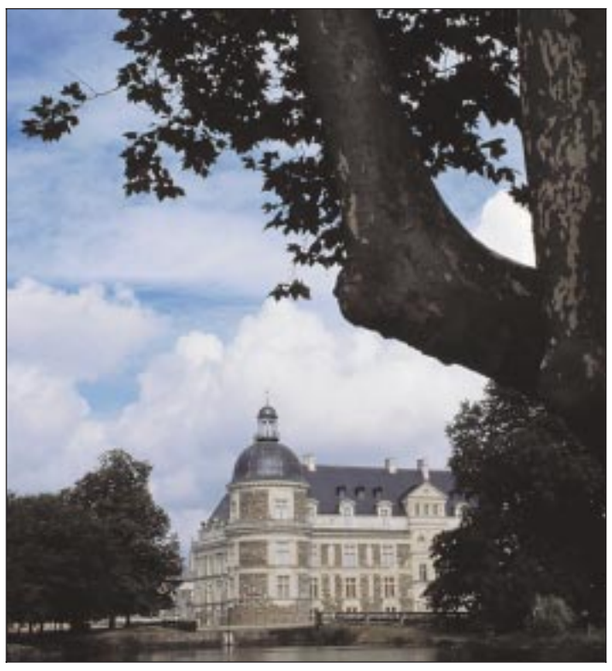
Les communes viticoles célèbrent la fête des vendanges : du 24 au 26 septembre à Neuchâtel (canton de même nom) et du 1er au 3 octobre à Lugano (Tessin). Neuchâtel, entre lac et sommets enneigés, déploie une route du vignoble et propose un forfait 4 jours/3 nuits en demi-pension à partir de 1 170 F (178 €), à réserver auprès du Tourisme neuchâtelois (tél. : 32-889-68-90). Au sud des Alpes, le Tessin jouit d'un automne clément. La patrie de Borromini parle italien et sert du merlot dans ses *grotti* (tavernes). Forfait similaire, à partir de 735 F (112 €), auprès de Lugano Tourisme (91-921-46-64) et vol Paris-Lugano de Crossair (0802-04-05-06), à partir de 2 144 F (326 €), favorisent une découverte avant tout naturelle et culturelle (Musée cantonal d'art).

Terre de montagnes et carrefour européen, la Suisse a développé un réseau de trains dans toutes les directions. De Vevey, le « train des vignes » conduit au cœur du vignoble de Lavaux. La « brouette » se propulse de Lausanne à Berger en passant par Echallens, où l'on verra un musée peu ordinaire, la « Maison du blé et du pain » : aussitôt arrivé, on met la main à la pâte, préparant une « tresse » qui cuit pendant la visite et que l'on emporte en partant.

Revenu à Lausanne, on s'offrira deux émotions fortes et antinomiques : un séjour au Beau Rivage Palace, quintessence du luxe (tél. : 0800-136-136), et une visite à la Collection de l'art brut, jaillie du tréfonds d'existences misérables. Devant ces formes hantées, obsessionnelles, on réalise à quel point l'équilibre d'une vie est précaire, éphémère et précieux. Un paradoxe de ce pays proche, la Suisse, où tout est si *« propre en ordre »,* selon une expression vaudoise.

En TGV, Paris est à quatre heures de Lausanne (promotion à partir de 498 F, 75 € A/R jusqu'au 15 septembre). Quant à la préparation de cette équipée automnale, Suisse Tourisme (tél. : 01-44-51-65-51) s'en charge, diffusant cartes et brochures thématiques, dont le « Guide du vignoble vaudois » et « Itinéraires artistiques au Tessin ». Restera à se munir, dans les gares SNCF, du Swiss Pass (4 jours, 866 F, 132 € ; 8 jours, 1 076 F, 164 €), qui permet d'emprunter gratuitement « cars postaux », bateaux, funiculaires et trains. Autant de munitions pour être, positivement, « déçu en bien ».

*D. T.*



ASSOCIATION DES AMIS DE CONSTANT LE BRETON

*L'huile de Constant Le Breton reproduite ci-dessus, qui montre des péniches au bord de la Loire, entre Chalonnes et Montjean, illustre bien la manière d'un artiste solitaire, indifférent aux modes et très inspiré par son terroir. Le peintre était natif de Saint-Germain-des-Prés (Maine-et-Loire), qui va rendre hommage le 30 octobre au plus fameux des siens.*

*Non loin d'Angers, au milieu d'allées de vieux tilleuls-muscats, la masse élégante du château de Serrant (ci-contre) donne au paysage une touche royale, bien que l'histoire de ce palais Renaissance, malgré les passages de Louis XIV et de Napoléon, ait surtout été marquée par des armateurs irlandais venus au XVIIIe siècle.*

## A tous prix

■ **60 F (9,1 €) : une « nocturne » au château de La Roche-Guyon,** dans le Val-d'Oise. Le château millénaire prend, à la nuit tombée, des allures mystérieuses et fantastiques. Heure propice pour découvrir l'histoire de l'édifice. Point d'orgue, l'ascension, à la lueur des torches, des 300 marches du donjon. De 20 heures à 22 h 30, les samedis 11 septembre, 9 et 30 octobre, le dimanche 31 octobre et le samedi 20 novembre. 40 F (6 €) pour les moins de vingt-cinq ans, gratuit pour les moins de six ans. Réservation obligatoire au 01-34-79-74-42. Accès par l'A 15 ou l'A 13.

■ **1 490 F (227 €) : un week-end transhumance en Provence,** du vendredi 10 au dimanche 12 septembre, au rythme d'un troupeau de mille moutons en retour d'estive, du sommet du mont Ventoux jusqu'au val de Sault, dans le Vaucluse. Au menu : l'ascension du géant de Provence avec un guide spécialiste de ce territoire classé « réserve de biosphère » par l'Unesco. Deux jours hors du temps avec bivouacs à la belle étoile, marche matinale et casse-croûte avec les produits du cru. Renseignements au 04-90-76-68-27.

■ **2 700 F (412 €) : deux séjours « découverte »** d'une semaine proposés par VAL, pour découvrir, depuis Saissac (Aude), le canal du Midi (avec Carcassonne et Toulouse), du 11 au 18 septembre, et, à partir de Parent (Puy-de-Dôme), l'art roman auvergnat (Issoire, Brioude, Blesle), du 18 au 25 septembre. Prix par personne, en pension complète avec animation, encadrement, visites, ateliers et déplacements en autocar. Renseignements au 04-73-43-00-67 et Minitel 3615 VALINFO.

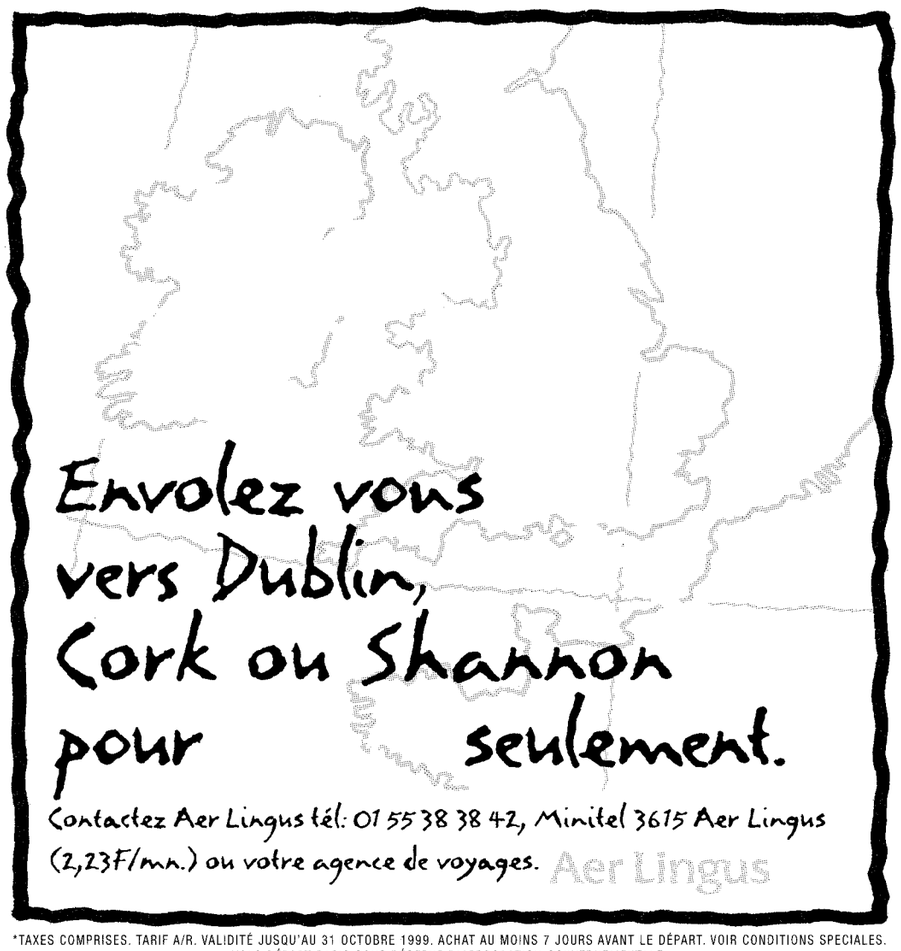
## Escapades sportives à Kuala-Lumpur

Deux rendez-vous sportifs de haut niveau – le Grand-Prix de formule 1 et la Coupe du monde de golf – auront lieu respectivement en octobre et novembre à Kuala-Lumpur, en Malaisie. Tôt le matin, le vol de Paris atterrit sur l'un des plus beaux aéroports du monde (10 000 hectares, des salons affaires de plus de 4 000 m²), ouvert en juin 1998 en lisière d'une forêt dense alignant ses palmiers en damier serré. Une belle route glisse sur les quelque 60 kilomètres qui le séparent de Kuala-Lumpur. « K-L » est une mégapole fascinante que l'on reconnaît à son odeur, sucrée, capiteuse, imprégnant l'air humide, et dont on ne voit d'abord que la modernité flamboyante des tours. Mégapole asiatique, donc étalée (244 km², 2 millions d'habitants) et luxuriante, empanachée de palmiers. La population – 57 % de Malais, 32 % de Chinois, 10 % d'Indiens – fourmille dans les quartiers traditionnels à l'ombre des buildings futuristes. Ce qui ne devrait pas déplaire aux cent trente mille spectateurs de formule 1 attendus sur le circuit de Sepang, flambant neuf et high-tech, proche de l'aéroport. Quant au très exotique Golf Club de Mines Resort, dont le terrain de dix-huit trous a été dessiné par le célèbre architecte de golfs Robert Trent Jones Jr, il accueillera les trente-deux nations participantes.

Les hôtels de luxe se bousculent ici, les principales chaînes internationales et asiatiques y battant pavillon. Citons, à proximité du circuit, l'extravagant Palace of the Golden Horses, digne des *Mille et Une Nuits,* ou, en ville même, le Mandarin Oriental, apologie du bon goût, qui vient d'ouvrir au pied des tours jumelles Petronas, les plus hautes au monde (451 mètres). Ou, élitiste, le Carcosa Seri Negara, ancienne résidence du gouverneur britannique, situé sur une éminence, au milieu d'un parc tropical. Ses treize chambres ont été rénovées en 1998 pour accueillir la reine d'Angleterre lors des Jeux du Commonwealth. Les épreuves sportives achevées, on ira déjeuner dans les nuages, au sommet de la tour des télécommunications (421 mètres), où un restaurant tournant regarde de haut les rivales de Babel. L'atmosphère bon enfant du sultanat éclate à « K-L », si l'on oublie le procès politique opposant un premier ministre au long cours à son ancien adjoint. Restera, avant de quitter la ville, à s'enivrer une dernière fois de l'atmosphère humide, embaumée qui monte de l'omniprésente végétation, des essences rares, de la terre même. Comme un avant-goût de jungle malaise.

*De notre envoyée spéciale, Danielle Tramard*

**★ Du 15 au 17 octobre, Grand-Prix de formule 1 sur le nouveau circuit de Sepang, puis, du 17 au 20 novembre, Coupe du monde de golf à Mines Resort Golf Club, à 20 minutes de K-L.**
**★ Malaysia Airlines (tél. : 01-44-51-64-20) relie Paris à K-L par trois vols hebdomadaires non stop de 12 h 40, 5 000 F (762 €) environ dans les agences de voyages. Forfaits formule 1 avec Griserie Sports (tél. : 01-42-93-31-81) : 8 jours, 8 050 F (1 227 €), Cat Voyages (tél. : 01-41-23-76-45) : 6 jours, 8 950 F (1 364 €), places autour du circuit de 750 F (114 €) à 2 980 F (454 €) pour 3 jours non incluses ; Coupe du monde de golf avec MVM (tél. : 01-40-47-78-40) : 6 jours, 10 460 F (1 595 €), avec séjour au Palace of the Golden Horses.**
**★ Décalage horaire : + 7 heures. Température : 32° C environ. Guide *Malaisie* (Olizane). Renseignements : Office national du tourisme de Malaisie, 29, rue des Pyramides, 75001 Paris, tél. : 01-42-97-41-71.**



*TAXES COMPRISES. TARIF A/R. VALIDITÉ JUSQU'AU 31 OCTOBRE 1999. ACHAT AU MOINS 7 JOURS AVANT LE DÉPART. VOIR CONDITIONS SPECIALES. VOLS DÉPART PARIS SOUS RÉSERVE D'APPROBATION GOUVERNEMENTALE.

LeMonde Job: WMQ0909--0026-0 WAS LMQ0909-26 Op.: XX Rev.: 08-09-99 T.: 10:22 S.: 111,06-Cmp.:08,11, Base : LMQPAG 58Fap:100 N°:0551 Lcp:700 CMYK



# Cédric Pioline maîtrise les éléments avant de décourager Tommy Haas

## Vainqueur en trois sets du jeune Allemand, le Français sera opposé au Brésilien Gustavo Kuerten en quarts de finale de l'US Open

**NEW YORK**
*de notre envoyée spéciale*

Sa joie est calme, mais son plaisir est pur. De ce mélange de chaud et de froid, Cédric Pioline fait son essentiel depuis toujours comme s'il ne voulait pas se brûler trop fort à un jeu dont il se dit passionné. Au terme d'un match disputé dans des conditions atmosphériques difficiles, le Français est venu à bout des bourrasques et de l'Allemand Tommy Haas, tête de série n° 14 (6-4, 7-5, 6-3).

La dernière petite merveille du tennis allemand avait pris le service de son adversaire lors des deux premières manches mais il a laissé s'évanouir sa concentration, trahi par son jeu trop impétueux. Gagné par la nervosité, il ne pouvait pas grand chose si ce n'est prolonger les échanges dans l'espoir de fatiguer Cédric Pioline.

Concentré, le Français a développé sans états d'âme son ample jeu de service-volée, malgré le vent et l'humidité qui alourdit l'air et les balles. C'est que Cédric va bien. Son jeu lui plaît, le public l'a pris en affection. Il aime, comme il le dit, le *« bordel organisé »* de New York et cette atmosphère l'a porté vers les quarts de finale. Une telle joie ne lui était pas arrivée depuis sa finale à l'US Open en 1993.

Pour le Parisien, 1993 fut une drôle d'année. Depuis son arrivée sur le circuit en 1989, il s'était révélé un solide joueur, prompt à venir à la volée, mais pas encore assez sûr de lui pour y protéger son terrain. New York avait découvert un garçon timide. Il avait 25 ans. En route, il avait battu l'Ukrainien Andrei Medvedev, alors au mieux de son ascension, et l'un des héros américains, Jim Courier. Les Américains n'arrivaient pas à prononcer Pioline, cela l'amusait. En finale, il avait perdu face à Pete Sampras. Il semblait tellement emprunté dans ce central amoureux de son adversaire qu'il avait même servi une balle... dans le public.

### TENNIS ESTHÉTIQUE

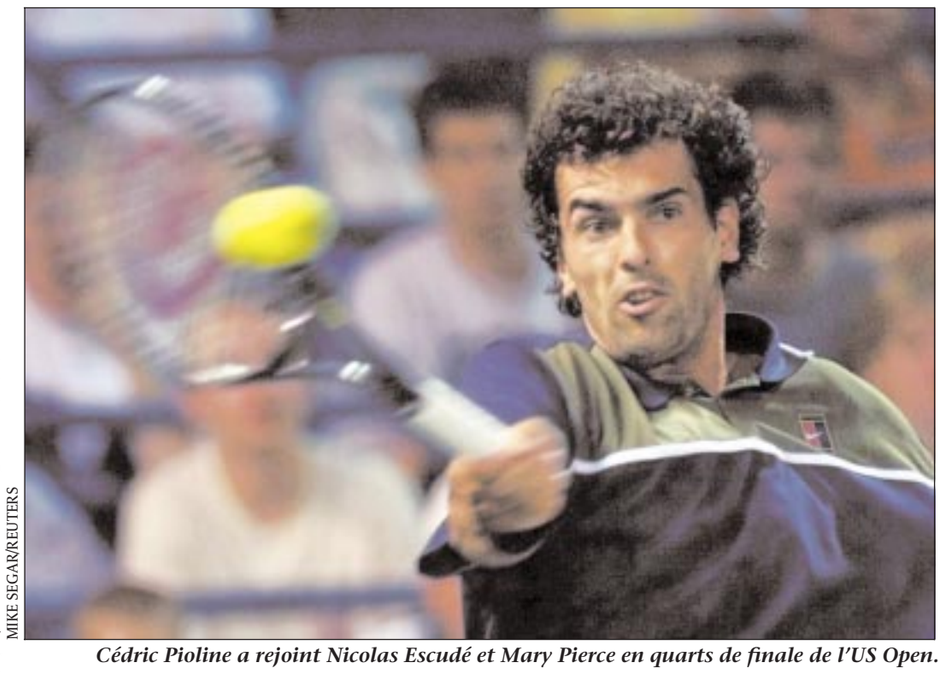
En 1999, New York le retrouve plus sûr de lui. Il est resté un beau gosse aux boucles brunes et a fini par gagner des finales. Dans les tournois du Grand Chelem, il s'est encore une fois hissé en finale, à Wimbledon, en 1997, pour y être une nouvelle fois battu par Pete Sampras. Il a fait rêver Roland-Garros, en atteignant les demi-finales en 1998. Il avait démontré que l'on peut être à la fois serveur-volleyeur et attaquant du fond du court et il avait gagné trois matches en cinq sets. L'imagination et la souffrance avaient fait de lui un héros. Depuis, le garçon timide s'est pris au jeu d'un tennis esthétique et s'est laissé aller juste assez pour que le public entre avec lui dans cette étrange danse du plaisir et du silence. Au premier tour de la Coupe Davis, contre les Pays-Bas, en avril à Nîmes, Pioline a renoué avec l'épique en rapportant les trois points de la rencontre grâce notamment à un match opiniâtre contre Richard Krajicek. Chef d'équipe, il a aussi puisé des bons souvenirs : *« Dans ce genre de rencontre, il y a des barrières physiques mais surtout des barrières mentales. Le fait de pouvoir les abattre pendant trois jours, cela met une pierre supplémentaire à mon édifice. »*

Il a fait un faux-pas le 24 mai à Roland-Garros en perdant (6-3, 6-3, 6-7 [8-10], 4-6, 3-6) au premier tour contre Arnaud Clément, mais est revenu sur le gazon pour montrer sa forme. A Pau, en quart de finale de la Coupe Davis, il a une nouvelle fois contribué à la victoire (3-2) de l'équipe de France contre le Brésil en battant notamment Gustavo Kuerten (6-3, 6-4, 6-4) qu'il retrouvera en quart de finale.

Le Brésilien, tête de série n° 5, a gagné le premier set 7-6 (7-4) avant de se rhabiller en raison du forfait du Suédois Magnus Norman, vaincu par son dos bloqué. Pour Gustavo Kuerten, c'est l'année des premières : quart-de-finaliste inédit à Wimbledon, il fait aussi bien à l'US Open. *« Je suis suffisamment jeune pour rêver à autre chose que la terre battue »*, plaisante-t-il.

A trente ans, Cédric Pioline étonne, lui, par sa longévité. *« Il suffit d'être jeune dans sa tête. Je me suis toujours très bien entraîné, ça n'a pas toujours été très marrant, mais il y a une sorte de justice aujourd'hui. »*

***Bénédicte Mathieu***



MIKE SEGAR/REUTERS

***Cédric Pioline a rejoint Nicolas Escudé et Mary Pierce en quarts de finale de l'US Open.***

## *Todd Martin au bout du suspense*

**Au terme d'une partie haletante, l'Américain Todd Martin, tête de série n° 7, s'est qualifié pour les quarts de finale aux dépens du Britannique Greg Rusedski (n° 9). Martin était mené deux sets à zéro avant de revenir dans la partie à force de multiplier des retours millimétrés et d'opposer une résistance étonnante à la volée comme au fond du court pour s'imposer finalement dans le cinquième set (5-7, 0-6, 7-6 [7-3] 6-4, 6-4). *« S'il n'y a qu'un moment dont je me souviendrai dans ma carrière, c'est sans doute celui-là »*, a-t-il déclaré. Agé de vingt-neuf ans, Todd Martin est un habitué de tels renversements. En quart de finale, il rencontrera le Tchèque Slava Dosedel qui a éliminé son compatriote Jiri Novak (6-4, 7-5, 5-7, 7-5).**

# New York attend le choc : Venus Williams contre Martina Hingis

**NEW YORK**
*de notre envoyée spéciale*

New York attendait la rencontre. Elle aura bien lieu, vendredi 10 septembre, si la météo le permet. En demi-finale des Internationaux des Etats-Unis, Martina Hingis, numéro un mondiale, sera opposée à Venus Williams. L'Américaine, tête de série n° 3, se réjouit à l'idée de défier celle qu'elle considère désormais comme sa principale rivale. *« Chacun de nos matches a quelque chose de spécial »*, estime Venus, qui proclame qu'elle sera la prochaine numéro un mondiale et qu'elle s'installera durablement à la place de sa rivale.

Jusqu'à présent, les deux joueuses ont eu un parcours relativement facile. Après une première semaine plutôt tranquille, où elle n'a été affaiblie que par une légère grippe, Venus Williams a expédié les affaires courantes sur le central, mardi 7 septembre, devant l'Autrichienne Barbara Schett, tête de série n° 12 (6-4, 6-3).

### PENSER SUR LE COURT

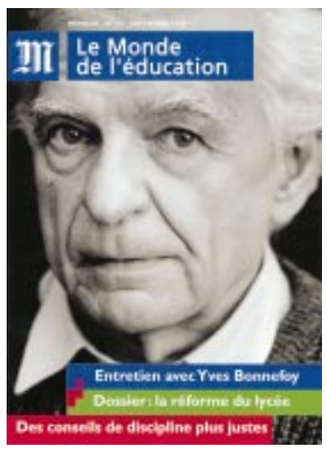
Jeu et placements impeccables, l'Américaine est venue à bout d'une adversaire au tennis pourtant opiniâtre. *« Je progresse de jour en jour »*, a clamé Venus, qui a gagné le tournoi de New Haven, le 29 août, à la veille de l'US Open en battant Lindsay Davenport, numéro deux mondiale et tenante du titre à New York.

Après une partie un peu accrochée contre Arantxa Sanchez en huitième de finale (6-4, 7-5), Martina Hingis a aisément disposé de l'Allemande Anke Huber, mardi, en quarts de finale. Menée deux jeux à zéro à l'ouverture du match, la Suissesse a ensuite remporté les douze suivants (6-2, 6-0). *« J'aime jouer contre le vent*, a-t-elle expliqué. *Il faut savoir se servir des éléments. Il faut de l'expérience et du talent bien sûr. Je ne serais pas numéro un si je ne pensais pas un peu sur le court. »*

Allusion directe à ses détracteurs, qui comparent son niveau d'éducation à celui des sœurs Williams, qui vont encore à l'école. Finaliste malheureuse à Roland-Garros et éliminée dès le premier tour de Wimbledon, Martina Hingis a annoncé qu'elle mettrait un point d'honneur à gagner ce match. Les deux joueuses se sont rencontrées dix fois en deux ans. Martina Hingis l'a emporté sept fois et a gagné le dernier match, la finale du tournoi de San Diego au mois d'août (6-4, 6-0).

***B. M.***

■ **La Française Sandrine Testud et l'Américaine Chanda Rubin** se sont qualifiées, mardi 7 septembre, pour les demi-finales du tournoi du double, en battant les Américaines Lindsay Davenport et Corina Morariu après avoir sauvé quatre balles de match (3-6, 6-2, 7-5).


En septembre

- Dossier : La réforme du lycée, interview de Claude Allègre.
- Entretien avec Yves Bonnefoy.
- Enseigner au Pays basque.
- Guide culture.
- Les conseils de discipline plus justes.
- Les manuels scolaires au banc d'essai.
- L'architecture scolaire au service de la pédagogie.
- Petites annonces.

LE MAGAZINE RÉSOLUMENT ENSEIGNANT

Le Monde de l'éducation

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX


# La vogue des « chaussettes miracle » chez les footballeurs professionnels

**TOUT EST BON** pour rassurer les footballeurs professionnels. Avant de s'envoler à destination de Kiev, vendredi 3 septembre, pour un périple d'une petite semaine dans l'ancien empire soviétique (Ukraine puis Arménie), les intendants de l'équipe de France ont embarqué suffisamment de matériel et de vivres pour tenir un siège. Dans l'une des cantines ont été entreposées avec un soin tout particulier des « chaussettes de récupération » destinées à régénérer au plus vite les artistes du ballon rond.

En octobre 1997, deux médecins spécialistes en angiologie – la science qui étudie les vaisseaux sanguins –, Serge Couzan et Mickael Prüfer (ancien recordman du monde du kilomètre lancé en ski alpin), prennent contact avec le médecin de l'équipe de France, Jean-Marcel Ferret. Ce dernier s'est probablement souvenu de cette demi-finale perdue par les Français face aux Tchèques lors de l'Euro 96, quand l'accumulation des rencontres avait fini par émousser les Bleus. Or la refonte du calendrier international oblige désormais les sélections nationales à coupler deux matches dans la même semaine. C'est ainsi que les champions du monde devaient affronter l'Arménie, mercredi 8 septembre, à Erevan, après avoir obtenu un match nul (0-0) quatre jours auparavant à Kiev face à l'Ukraine.

*« Selon les organismes, il faut entre quatre et cinq jours pour récupérer complètement »*, estime Jean-Marcel Ferret, qui est également le docteur de l'Olympique lyonnais. La technique des « chaussettes de récupération », mise au point par les deux angiologues, l'intéressait donc fortement. Le concept du Booster Veine Sport (BVS) repose sur le principe de la contention. Contrairement aux bas du même nom (généralement portés par les personnes âgées et par les femmes enceintes), où le serrage se fait au niveau de la cheville, la chaussette BVS exerce une pression sur le mollet, sans toutefois former garrot.

*« Après l'effort, le sang a tendance à rester stocké dans le réseau veineux superficiel*, explique Serge Couzan. *Grâce à la pression qu'elles exercent au niveau des mollets, les chaussettes BVS chassent le sang vers le cœur, ce qui permet d'alimenter les muscles en oxygène plus rapidement. Comme un massage, elles favorisent l'évacuation des toxines. »*

### MANNEQUINS DE LUXE

Lors du Mondial 98, un grand nombre des joueurs français les auraient enfilées après les matches. Le défenseur latéral Lilian Thuram avoue *« ne jamais s'en séparer »* et les porter *« même après un entraînement un peu costaud »*. Le libero Frank Lebœuf affirme être arrivé, au mois de juin, *« en pleine forme à Hongkong grâce à ces chaussettes, gardées aux pieds pendant les douze heures du vol »*. D'autres enfin, comme l'arrière latéral Vincent Candela ou le milieu de terrain Alain Boghossian, s'en servent *« quand la fatigue commence à se faire sentir »*.

Pour être efficaces, les « chaussettes miracle » doivent être portées pendant au moins deux heures. Comme elles facilitent l'oxygénation des fibres musculaires, elles améliorent aussi le rendement des muscles pendant l'effort, d'où l'intérêt de les mettre aussi pendant les rencontres. *« Pendant la Coupe du monde, Adidas* [l'équipementier officiel des Bleus] *nous regardait d'un mauvais œil,* regrette Serge Couzan. *Cela n'a donc pas été possible. »* Sur les bas, le logo BVS aurait fait de l'ombre aux trois bandes...

L'Olympique lyonnais, l'AS Saint-Etienne et la Juventus Turin les ont adoptées avec enthousiasme. *« Aujourd'hui, nous équipons des joueurs de tennis, de rugby, des gymnastes*, précise Serge Couzan. *Nous avons même pourvu l'équipe de France de basket. Pour nous, cela constituait un nouveau défi. Les joueurs chaussent presque tous... du 50. »*

***Pierre Lepidi***

## DÉPÊCHES

■ **OMNISPORTS : le Fonds national pour le développement du sport (FNDS) sera conservé, a annoncé le ministère de la jeunesse et des sports, mardi 7 septembre.** Créé en 1978, le FNDS est alimenté par un prélèvement sur les recettes de la Française des jeux. L'utilisation de cette somme, supérieure à 1 milliard de francs, est gérée paritairement par le mouvement sportif et le ministère. Mais, dans le projet de loi de finances pour 2000, qui doit être discuté au Parlement, les sommes habituellement affectées au FNDS avaient été intégrées directement dans le budget général du ministère (*Le Monde* du 7 septembre). Le Comité national olympique et sportif français (CNOSF) s'était vivement opposé à cette budgétisation.

■ **ATHLÉTISME : le Marocain Hicham El Guerrouj a battu le record du monde du 2 000 m,** mardi 7 septembre lors du meeting de Berlin, en courant la distance en 4 min 44 s 79. Le précédent record (4 min 47 s 88) appartenait à l'Algérien Nourredine Morceli depuis 1995. La réunion a vu, par ailleurs, les succès du Danois Wilson Kipkter sur 800 m et de la Roumaine Gabriela Szabo sur 5 000 m : vainqueurs des sept épreuves de la Golden League (Oslo, Rome, Paris, Monaco, Zurich, Bruxelles, Berlin), ces deux athlètes se sont partagé la somme de 1 million de dollars (6,15 millions de francs). Toujours lors de la même soirée, Fatima Yvelain a ravi à Yamna Belkacem son record de France du 5 000 m, en 14 min 58 s 18 (contre 15 min 03 s 47).

■ **FOOTBALL : Lille a accentué son avance en tête du championnat de France de division 2** après sa victoire (1-0), sur son voisin Wasquehal, mardi 7 septembre pour le compte de la 8e journée. Avec 22 points, le LOSC distance Amiens (16 pts) et Toulouse (14 pts) qui n'ont pu se départager en Picardie (1-1).

■ **VOLLEY-BALL : l'équipe de France a créé la sensation**, mardi 7 septembre à Wiener Neustadt (Autriche), en battant les Pays-Bas 3 sets à 0 (26-24, 27-25, 30-28), lors de la première journée du championnat d'Europe messieurs. Les Néerlandais sont tenants du titre et champions olympiques.

LeMonde Job: WMQ0909--0027-0 WAS LMQ0909-27 Op.: XX Rev.: 08-09-99 T.: 11:37 S.: 111,06-Cmp.:08,11, Base : LMQPAG 58Fap:100 N°:0552 Lcp:700 CMYK



# Beaucoup de soleil

**JEUDI,** un anticyclone centré près de la Bretagne s'étend sur la France, avec un temps sec. Un front froid peu actif évolue près des côtes de la Manche, se désagrégeant dans les hautes pressions.

**Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. –** Sur l'ouest de la Bretagne, de belles éclaircies reviendront l'après-midi. Sur les pays de Loire, le soleil prédominera. Ailleurs, les nuages resteront nombreux, avec de courtes éclaircies. Il fera de 19 à 24 degrés l'après-midi

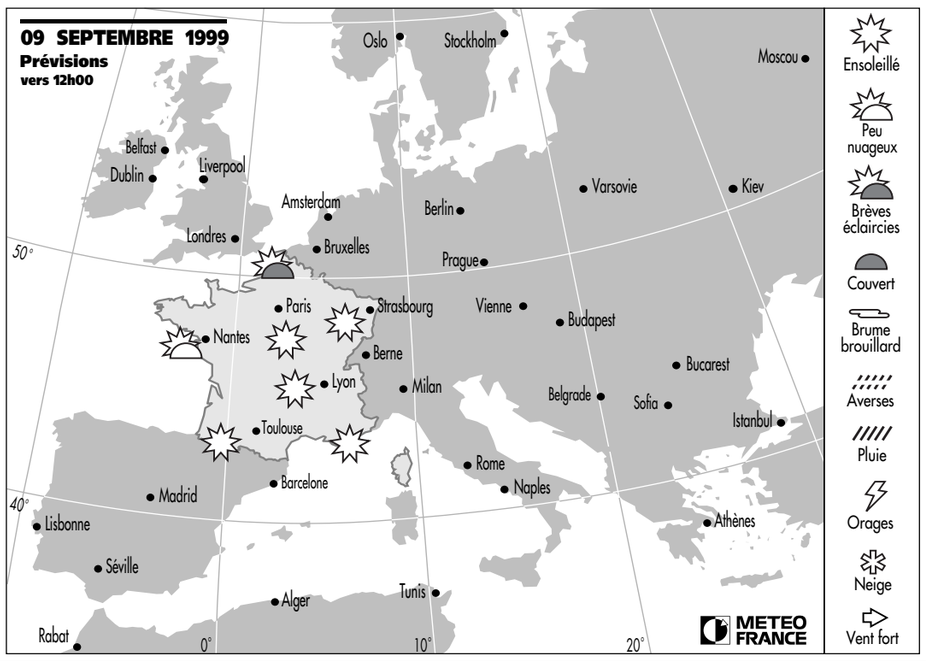
**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. –** Sur la Haute-Normandie et le Nord-Picardie, les nuages deviendront plus nombreux l'après-midi, surtout près des côtes. Ailleurs, le temps sera bien ensoleillé. Les températures maximales avoisineront 24 à 27 degrés.

**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. –** Après dissipation des brouillards matinaux, le soleil brillera largement. Il fera de 25 à 27 degrés l'après-midi.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. –** Après dissipation des brouillards locaux, le soleil s'imposera en toutes régions. Il fera chaud, avec 26 à 29 degrés l'après-midi.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. –** La journée sera placée sous le signe du soleil et d'un ciel peu nuageux. les températures maximales avoisineront 26 à 28 degrés.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. –** Le soleil brillera en toutes régions, avec des températures maximales avoisinant 26 à 29 degrés.




## LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **AVION.** British Airways a équipé les premières classes des appareils effectuant la liaison directe et quotidienne entre Londres et Baltimore de lits horizontaux. Ces cabines se composeront désormais de quatorze modules séparés les uns des autres afin d'offrir un espace d'intimité.

■ **AFRIQUE.** Air Afrique accorde jusqu'au 31 octobre 50 % de réduction sur les billets en classe affaires et en première classe sur tous ses vols, au départ de France (de Paris, Bordeaux et Marseille), notamment vers la Côte d'Ivoire, le Mali, le Congo, le Bénin, le Togo, le Sénégal, le Niger, la Mauritanie et le Burkina Faso. Deux escales sont autorisées au cours des vols aller et retour, sans supplément de prix, si celles-ci font partie du trajet aérien effectué. Par exemple, à Bamako et Niamey, sur la liaison Paris-Abidjan. Réservations au 01-44-21-32-32.

**PRATIQUE**

# Une sélection de spectacles de théâtre pour enfants

**ENFANTS,** abonnez vos parents ! Les grandes scènes du théâtre jeune public ont préparé une programmation variée et colorée. Voici quelques spectacles proposés d'ici à la fin de l'année.

● **Lille**. *« Les pieds dans un siècle, la tête dans l'autre »,* le Grand Bleu se fait passerelle vers de multiples cultures *:* marionnettes de Kiev pour un *Petit Chaperon rouge* d'inspiration ukrainienne (octobre, à partir de quatre ans) ; acrobates marocains édifiant d'étonnantes pyramides humaines (novembre, à partir de trois ans) et menu varié au festival Planetado, du 20 novembre au 8 décembre, avec notamment les danseurs de Farid Berki et de Claudio Basilio mêlant hip-hop et capoeira (à partir de neuf ans).

● **Lyon**. Humour et émotion au Théâtre des jeunes années (TJA), qui donne le curieux dialogue entre *Robinson et Crusoë*, imaginé par les duettistes du Teatro dell'Angolo de Turin (octobre, pour les neuf-onze ans), et *Le Secret*, conte théâtral de Richard Demarcy sur la justice et le pouvoir (octobre, puis décembre, pour les six-huit ans). Le TJA propose aussi, de septembre à mars, une version itinérante de la pièce de Maurice Yendt sur le travail des enfants, *En lettres rouges*, conçue pour des lieux non équipés (pour les dix-onze ans).

● **Nantes**. Au Théâtre Jules-Verne, deux créations régionales ouvrent la saison : *Le Fil de soi*, où Yannick Pasgrimaud mélange théâtre, musique et peinture (octobre, à partir de dix ans), et *Quai des Antilles*, par les Quatre Marionnettistes de Nantes, qui utilisent les astuces du théâtre d'objets pour évoquer l'histoire de la ville portuaire (octobre, à partir de neuf ans).

● **Saint-Etienne**. L'Esplanade inaugure, du 4 au 27 octobre, une expérience de spectacles à domicile disponibles pour les abonnés au secteur Jeunes Publics. Au programme : une courte pièce dans laquelle trois danseurs se font virtuoses d'histoires sans paroles (*Les Mains muettes*, par la Compagnie Maïté Fossen) et une création de poche du Turak Théâtre, maître ès images éphémères.

● **Strasbourg**. Le Théâtre Jeune Public inaugure une nouvelle salle adaptée aux petits, avec *La Fille aux pieds d'argile*, du conteur zaïrois Mukuna Kashala (octobre, à partir de sept ans), puis *Canto de Luna*, de Céline Schnepf, périple poétique dans l'univers de Federico Garcia Lorca (novembre, à partir de dix-huit mois). A noter également, parmi les autres créations à l'affiche du TJP : *Babel France*, terre d'accueil et d'exil vue par la troupe Flash Marionnettes (octobre, à partir de dix ans) ; *Cendre*, spectacle poético-politique du Paraplyteatret danois sur la guerre (novembre-décembre, à partir de cinq ans) et *Lili Mélodie*, de la Compagnie Médiane, qui joue sur la musique des langues (décembre, à partir de huit ans).

● **Vire**. Avec ses *« petites scènes buissonnières »,* Le Préau se rend à domicile, du 4 au 23 octobre, dans les gîtes, bistrots et fermes du bocage virois, avec six spectacles « tout terrain », parmi lesquels *Pomme d'amour*, création d'Eric de Dadelsen sur la publicité (à partir de cinq ans). Le Préau convie ensuite le public dans ses murs, pour partir au *Pays Blanc*, celui des contes norvégiens (novembre et décembre, à partir de cinq ans).

● **Région parisienne**. La Ferme du Buisson, à **Marne-la-Vallée**, fête ses dix ans, du 7 au 10 octobre, avec un week-end riche en aventures, dont une *Opération Jules Verne*, destinée aux plus de huit ans. A **Montreuil**, le Théâtre des Jeunes Spectateurs reprend le *David Copperfield* de Patricia Giros (octobre, à partir de sept ans), puis troque les tourments de l'enfance pour ses petits bonheurs chantés par le trio Mamemo (*Le Soleil est là !* novembre, à partir de trois ans). A **Saint-Denis,** le Théâtre Gérard-Philipe donne à entendre la parole des enfants sur leur quotidien dans *Anticonstitutionnellement* (décembre, à partir de huit ans). A **Sartrouville**, Heyoka invite les spectateurs à découvrir Flaubert et *La Légende de saint Julien l'Hospitalier*, mise en scène par Christian Rist (octobre, à partir de douze ans), avant de s'esbaudir aux prodiges accomplis par les Canadiens du Cirque Eloize (*Excentricus*, novembre, à partir de dix ans).

● **Paris**. Programme éclectique au Théâtre Dunois, avec des contes (*Souvenirs d'une fée*, de Micheline Uzan, d'après Madame d'Aulnoy, octobre-novembre, à partir de trois ans), de la musique (*Couleurs cuivres*, du quintette Odyssée, novembre, à partir de six ans) et de la danse contemporaine (*Ma maison va jusqu'à l'horizon*, par la Compagnie Terre Rouge, novembre-décembre, à partir de six ans). Au Lucernaire, la troupe de Guy Gravis permet au *Petit Prince* de poursuivre sa carrière (toute l'année, à partir de sept ans). La Compagnie Ecla Théâtre inscrit plusieurs nouveaux spectacles à son répertoire, dont *Les Contes des mille et une nuits*, au Théâtre de la Porte Saint-Martin (novembre-décembre, à partir de huit ans). Egalement inspiré des *Mille et Une Nuits,* l'opéra comique *Salima sac à ruses*, proposé au Théâtre Treize, est une création de la Compagnie du Tabouret sur une musique de Gérard Condé (novembre-décembre, à partir de huit ans).

***Caroline Helfter***

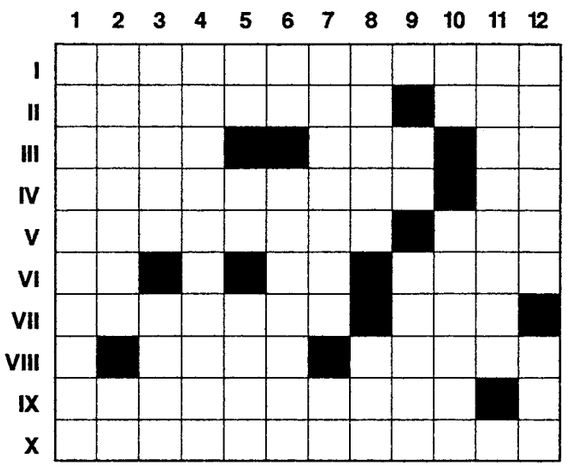
## *Adresses*

● **Grand Bleu,** 36, avenue Marx-Dormoy, 59000 Lille, tél. : 03-20-09-88-44.
● **Théâtre des jeunes années,** 23, rue de Bourgogne, 69257 Lyon Cedex 09, tél. : 04-72-53-15-15.
● **Théâtre Jules-Verne,** 11, rue de Mayence, 44000 Nantes, tél. : 02-40-12-41-42.
● **L'Esplanade,** Jardin des Plantes, BP 237, 42013 Saint-Etienne Cedex 2, tél. : 04-77-47-83-40.
● **Théâtre Jeune Public,** 7, rue des Balayeurs, 67000 Strasbourg, tél. : 03-88-35-70-10.
● **Le Préau,** pl. Castel, BP 104, 14504 Vire Cedex, tél. : 02-31-66-16-06.
● **La Ferme du Buisson,** allée de la Ferme, Noisiel, 77437 Marne-la-Vallée Cedex, tél. : 01-64-62-77-06.
● **Théâtre des jeunes spectateurs,** 26, pl. Jean-Jaurès, 93100 Montreuil, tél. : 01-48-70-48-91.
● **Heyoka,** pl. Jacques-Brel, 78505 Sartrouville Cedex, tél. : 01-30-86-77-77.
● **Théâtre Dunois,** 108, rue du Chevaleret 75013 Paris, tél. : 01-45-84-72-00.
● **Théâtre Lucernaire,** 53, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris, tél. : 01-42-22-26-50.
● **Compagnie Ecla Théâtre,** 25, rue Michel-Le-Comte, 75003 Paris, tél. : 01-40-27-82-05.
● **Théâtre Treize,** 24, rue Daviel, 75013 Paris, tél. : 01-45-88-62-22.

## MOTS CROISÉS

**PROBLÈME N° 99214**

*SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*




**HORIZONTALEMENT**

I. Dans le fond, il est à l'aise. – II. S'arrange pour que tout aille bien vers la sortie. Tient les cordons de la bourse mondiale. – III. Que l'on a peu de chances de rencontrer. Fait jouer les uns pendant que d'autres courent. Gardait les vieux papiers. – IV. Règles. Affirmation. – V. Qu'elles coulent de source ou non, évitons de les gaspiller. Descendu. – VI. Sur le côté. Littérature à bulles. Fête. – VII. Protégeaient le chevalier par en haut. Marque une hésitation. – VIII. Passe par Munich. Un peu partis. – IX. Remise au goût du jour. – X. Comme un système où il n'y a plus qu'à appuyer.

**VERTICALEMENT**

1. Dans les plus brefs délais. – 2. Petite frayeur. En baisse à Londres. – 3. Part du cœur. Apporte son soutien. – 4. Accompagnent bruyamment au moment du départ. – 5. Marque la surprise. Mettent leur nez dans toutes nos affaires. Fait la guerre à Rome. – 6. Ouverte à tous. Vieille réserve du soldat. – 7. Accessoires estivaux. En toute liberté. – 8. Découpages chez les Grecs. Fait parts égales. – 9. Dans les habitudes. Fait partie de la famille. – 10. Attend les retours en cave. Machine-outil. – 11. Engraissement dans les prés. – 12. Quand les coups pleuvent. Fait tache au soleil.

***Philippe Dupuis***

**SOLUTION DU N° 99213**

**HORIZONTALEMENT**

I. Langue-de-chat. II. Eternuer. Eta. – III. Vague. Sabrer. – IV. Irrespirable. – V. Tais. CDD. OEN. – VI. Axe. Ube. Or. – VII. Tiret. Résidu. – VIII. Ie. Divan. Sol. – IX. Filet. Atre. – X. Natte. Aînées.

**VERTICALEMENT**

1. Lévitation. – 2. Ataraxie. – 3. Négrier. Ft. – 4. Grues. Edit. – 5. Unes. Utile. – 6. Eu. PCB. Vé. – 7. Desiderata. – 8. Erard. En. – 9. BA. Os. An. – 10. Herboriste. – 11. Atèle. Doré. – 12. Tarentules.

## BRIDGE

**PROBLÈME N° 1857**

**L'INDISPENSABLE RECONSTITUTION**

Dans cette donne jouée au cours d'un championnat du monde par paires à Albuquerque, Wan, le champion de Hongkong, a fait chuter 3 SA, un contrat réussi aux autres tables.

Cachez les mains d'Ouest et de Sud et prenez la place de Wan en Est.

| | | |
|---|---|---|
| | ♠ V 10 9 6 4<br>♡ R 3<br>◇ D 5 3 2<br>♣ A 5 | |
| ♠ 8 7 2<br>♡ V 10 5<br>◇ 10 9<br>♣ D 10 7 6 3 | N<br>O E<br>S | ♠ R D 3<br>♡ A D 9 4<br>◇ 7 6 4<br>♣ V 8 2 |
| | ♠ A 5<br>♡ 8 7 6 2<br>◇ A R V 8<br>♣ R 9 4 | |

Ann. : O. don. E.-O. vuln.

| Ouest | Nord | Est | Sud |
|---|---|---|---|
| Young | X... | Wan | Y... |
| passe | passe | 1 ◇ | 1 SA |
| passe | 2 ♡ | passe | 2 ♠ |
| passe | 3 SA | passe | passe... |

Ouest a entamé le 6 de Trèfle pour le 5, le Valet d'Est et le 4 de Trèfle de Sud, *comment Wan, en Est, a-t-il fait chuter* TROIS SANS ATOUT ?

*Réponse*

Resté maître avec le Valet de Trèfle, Samuel Wan s'est efforcé de reconstituer la main de Sud, qui devrait avoir forcément le Roi de Trèfle pour avoir surenchéri à 1 SA.

Alors, que va-t-il arriver s'il continue Trèfle pris par l'As ? Le déclarant va jouer le Valet de Pique couvert par la Dame. Sud va prendre de l'As et rejouer Pique pour affranchir la couleur et faire, ainsi, quatre levées à Pique, qu'il faut ajouter à deux Trèfles et à au moins trois Carreaux.

Il n'y a donc *aucun espoir de chute en continuant Trèfle* à la deuxième levée. En revanche, la contre-attaque d'un petit Cœur va être mortelle si Ouest a quatre Cœurs quelconques ou V 10 troisièmes (ce qui était le cas). En effet, le déclarant a eu besoin de donner un Pique à Est, qui a fait aussitôt A D 9 de Cœur pour la chute...

**SCIENTIFIQUE ESCAMOTAGE**

Le champion anglais Paul Hackett a gagné ce chelem, qui a été joué au tournoi de Saint-Moritz.

Cachez les mains d'Est-Ouest pour vous mettre à la place du déclarant en Sud.

| | | |
|---|---|---|
| | ♠ 9 8 6 3<br>♡ A 8 5 2<br>◇ 7 2<br>♣ V 7 2 | |
| ♠ –<br>♡ 10 6 3<br>◇ 10 5 4<br>♣ D 10 9 8 6 4 3 | N<br>O E<br>S | ♠ D V 5<br>♡ V 4<br>◇ R D V 9 8 6 3<br>♣ R |
| | ♠ A R 10 7 4 2<br>♡ R D 9 7<br>◇ A<br>♣ A 5 | |

Ann. : S. don. Tous vuln.

| Sud | Ouest | Nord | Est |
|---|---|---|---|
| 1 ♣ | 3 ♣ | passe | 3 ◇ |
| 4 ♠ | 5 ◇ | 5 ♠ | passe |
| 6 ♠ | passe | passe... | passe |

Ouest a entamé le 4 de Carreau pour le 2 et le Valet d'Est. Sud a pris avec l'As et il a tiré l'As de Pique, mais Ouest a défaussé le 3 de Trèfle. *Comment Hackett, en Sud, a-t-il gagné* ce PETIT CHELEM À PIQUE contre toute défense ?

*Note sur les enchères*

L'ouverture de « 1 Trèfle » était artificielle et forte (au moins 17 pts). Le saut à « 3 Trèfles » équivalait à un barrage faible avec en principe sept cartes. Le premier « passe » de Nord montrait moins de 7 points et, ensuite, quand Nord a pu dire « 5 Piques », Hackett n'a pas résisté à la tentation de dire « 6 Piques ».

***Philippe Brugnon***

**Le Monde** est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex
PRINTED IN FRANCE
Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : **Dominique Alduy**
Directeur général : **Stéphane Corre**
*21bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05*
*Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26*

Le Monde INTERACTIF
http://www.lemonde.fr
**Immobilier :** consulter et passer des annonces en direct, services et conseils pratiques.

LeMonde Job: WMQ0909--0028-0 WAS LMQ0909-28 Op.: XX Rev.: 08-09-99 T.: 09:27 S.: 111,06-Cmp.:08,11, Base : LMQPAG 58Fap:100 N°:0553 Lcp:700 CMYK



**CINÉMA** **A mi-parcours de son déroulement (du 1er au 11 septembre), le public du 56e Festival de Venise a salué debout le film de l'Iranien Abbas Kiarostami, *Le vent nous emportera*. ● SOUS LE SIGNE du grand poète sensualiste Omar Khayyam (env. 1047-1122), en butte depuis un millénaire aux intégrismes, ce film fait suivre au spectateur des habitants de Téhéran en route pour un village du Kurdistan qu'ils ne connaissent pas. ● ABBAS KIAROSTAMI, dans un entretien au *Monde*, raconte les difficultés du tournage et celles rencontrées pour obtenir l'autorisation de diffuser ce film inspiré d'une poésie aujourd'hui censurée dans son pays. ● À DEAUVILLE, au Festival du cinéma américain, les films reflètent le rétrécissement des budgets dont souffre Hollywood, qu'il s'agisse du *remake* de *L'Affaire Thomas Crown*, ou de l'honnête comédie *Mafia Blues*.**

# Le trésor de la sierra kurde

## **Le vent nous emportera.** Le nouveau film de l'Iranien Abbas Kiarostami, s'impose comme une œuvre majeure, ovationnée lors de la projection officielle à mi-parcours du cinquante-sixième Festival de Venise

**VENISE**
*de notre envoyé spécial*

A mi-parcours de son déroulement (du 1er au 11 septembre), la compétition du 56e Festival de Venise tient enfin une œuvre incontestable. Il n'est pas surprenant qu'elle soit signée d'un des plus grands cinéastes vivants, l'Iranien Abbas Kiarostami. Il est plus étonnant qu'avec son dixième long métrage l'auteur de *Où est la maison de mon ami ?* parvienne ainsi à la fois à rester fidèle aux exigences et aux thèmes de son cinéma et à se renouveler, tout en dynamitant sans même avoir l'air d'y toucher les carcans qui enserrent les existences – et le cinéma – de son pays.

Dès le premier plan, *Le Vent nous emportera* enclenche le jeu entre les signes de reconnaissance et leur transgression. Comme souvent chez Kiarostami, voici une voiture sur une route, mais contrairement à d'habitude, la caméra n'y pénétrera pas. Dans des paysages d'une beauté à couper le souffle, on suit sur la seule bande son les hésitations des passagers, habitants de Téhéran en route pour un village du Kurdistan qu'ils ne connaissent pas. Montré, caché : toute mise en scène est la gestion particulière de cette alternative, ici le film se construit sur les absences à l'image de personnages pourtant très présents, sur l'élision ou le report d'informations, baignant le film d'un mystère ludique, quand bien même leur enjeu est dramatique.

Des hommes arrivés dans ce village si retiré qu'on le dirait *« caché au monde »*, nous ne verrons jamais que ce grand type à lunettes que les habitants appellent *« l'ingénieur »*. Au gosse venu l'accueillir, et qui le guide dans le dédale des maisons disposées en un extraordinaire désordre à flanc de colline, il dit de prétendre qu'il cherche un trésor. On mettra longtemps à comprendre la véritable nature de la mission de « l'ingénieur », on ne met pas longtemps à percevoir combien Abbas Kiarostami, avec ce film, élargit sa palette tout en poursuivant la même expérimentation, radicalement simple, des puissances du cinéma.

D.R.

I. ESHRAGI

*Abbas Kiarostami dans son jardin à Téhéran : « J'avais fini par prendre mes distances avec ce film, je ne l'aimais plus. Je l'ai redécouvert à Venise, j'ai commencé à me réconcilier avec lui. » Ci-contre : une scène du film « Le vent nous emportera ».*

### SOUS L'ÉGIDE D'OMAR KHAYYAM

La première note nouvelle chez Kiarostami est le burlesque, pratiqué avec une foudroyante efficacité lorsqu'il s'agit de faire entrer en collision un environnement archaïque et des objets modernes tels que le téléphone portable. A cette tonalité répond une autre, tout aussi inattendue et franchement leste, grâce en particulier à une étonnante vieille femme qui ne se prive pas de donner son sentiment sur le « troisième travail » auquel sont astreintes les femmes, en plus de leur métier et des travaux domestiques. Ces deux résonnances sont bientôt englobées dans un ensemble plus vaste, sous l'égide du grand poète sensualiste Omar Khayyam, dont l'œuvre irrigue depuis près d'un millénaire toute la culture persane, mais que son amour de la vie et son absence d'espoir dans l'au-delà ont toujours soumis à la réprobation des intégristes.

En un enchaînement de séquences dont la nécessité ne s'impose que par la musicalité qui en émane, Kiarostami arpège des atmosphères, des notations quotidiennes, des moments de pure beauté à l'érotisme revendiqué – ainsi d'une scène magique dans la pénombre d'une étable, accompagnée des mots de la grande poétesse Forough Farrokhzad, à qui le titre est emprunté – des incidents dramatiques, des traits d'ironie contre son propre métier. Avec les moyens matériels les plus élémentaires et le courage cinématographique de construire toujours sur le non-dit, le non-exhibé, *Le Vent nous emportera* chante le bonheur et la douleur physiques d'être au monde, ici et maintenant, et ce chant ne cesse de prendre de l'ampleur à mesure que la projection avance. D'une onde de sourire à une vague d'inquiétude puis une marée d'émotion, cette chronique d'une poignée de personnages auxquels il n'arrive presque rien dans un coin perdu devient une épopée ouverte, un assaut du ciel au nom des hommes et d'eux seuls.

Cette aventure universelle – et universellement perceptible, même si on risque, en Europe, de mal mesurer le courage politique et esthétique que suppose, dans l'Iran d'aujourd'hui, ce « parti-pris du réel » – a été salué debout par le public de la Mostra. Chaque jury a ses raisons, et la compétition n'est pas terminée, mais, sauf pour éviter d'emboîter immédiatement le pas au Festival de Cannes (qui attribua une Palme d'or au précédent film du cinéaste, *Le Goût de la cerise*, en 1997), on voit mal comment le Lion d'or pourrait échapper au *Vent nous emportera* au soir du 11 septembre.

### PIÈTRE « APRÈS LA PLUIE »

Sans doute, par comparaison, les autres films devaient-ils paraître un peupâles. Et sans doute attendait-on avec une impatience mêlée de quelque inquiétude *Après la pluie*, film posthume réalisé d'après un scénario d'Akira Kurosawa par Takashi Koizumi, qui fut son assistant. Tout de même, on ne prévoyait pas si piètre résultat. Histoire d'un gentil samouraï que sa bonté même condamne à une éternelle errance, *Après la pluie* est une fable jolie et souriante, qui renoue en partie avec l'esprit léger de *Sanjuro*, réalisé par le maître en 1962, avec son acteur fétiche Toshiro Mifune. Malgré la présence du fils de celui-ci à l'écran, celle du fils de Kurosawa comme producteur, et celle de nombre de ses anciens collaborateurs aux principaux postes techniques, le résultat est d'une pâleur et d'une mollesse navrantes – preuve s'il en était besoin que le génie n'est pas contagieux.

***J.-M. F.***

## Abbas Kiarostami, cinéaste

# « Que le spectateur imagine ce qu'il ne voit pas »

**« Comment est né le projet ?**

– Le scénariste, Mahmoud Ayedin, m'a proposé une histoire de deux pages. De cette histoire j'ai extrait seulement une dizaine de lignes : *« Quelques personnes arrivent de Téhéran pour un court séjour à Siah Dareh, un village du Kurdistan iranien. Les habitants ignorent la raison de leur venue. Les étrangers flânent surtout dans l'ancien cimetière et font croire aux villageois qu'ils sont à la recherche d'un trésor. Ils finissent par quitter le village sans pour autant donner l'impression d'avoir trouvé ce qu'ils cherchaient. »* Voilà, c'est le scénario du film. Mais j'avais en tête, dès le début, le parti pris de retarder au maximum l'apparition des personnages. Je voulais que le spectateur soit mis en situation d'imaginer ce qu'il ne voit pas.

**– Vous n'avez rien écrit de plus développé ?**

– J'ai pris beaucoup de notes, et j'ai énormément tourné en vidéo. Il m'a fallu d'abord trouver ce village, ce qui m'a demandé deux ans. En arpentant cette région, j'ai récolté beaucoup d'informations qui ont leur place dans le film. Le rituel dont il y est question existe vraiment, la vieille femme qui sert à boire est un personnage réel, mais découverte dans un autre village, etc. Et l'expérience du tournage se retrouve dans le film.

**– Quelle a été l'attitude de ces villageois qui vivent d'ordinaire à l'écart du monde, là où les émissions de télévision n'arrivent pas ?**

– Au début ils refusaient de se laisser filmer. Lorsqu'ils ont accepté, ils se sont avérés de formidables interprètes : ils ne jouaient pas du tout, ils étaient d'un naturel parfait.

**–Comment avez-vous choisi Behzad Dourani, l'interprète principal ?**

– Je l'ai rencontré dans la rue. Il m'a paru convenir parce que son visage n'est pas typé, il n'est pas particulièrement iranien, je voulais qu'on se dise que cette histoire pourrait arriver à n'importe qui, n'importe où. Son visage est aussi très neutre, on peut considérer qu'il a un air doux et sympathique, ou le soupçonner de meurtres. Il se trouve qu'il travaille d'ordinaire comme éclairagiste pour la télévision ou le cinéma. Il avait donc l'habitude de ce milieu.

**– Comment s'est passé le tournage ?**

– Mal, l'équipe technique ne comprenait pas ce que je faisais, le chef opérateur ne voulait pas travailler le matin, il a quitté le film avant la fin, et ensuite l'ingénieur du son est parti lui aussi. J'ai terminé avec beaucoup de difficultés, je suis tombé malade durant la postproduction. J'avais fini par prendre mes distances avec ce film, je ne l'aimais plus. Je l'ai redécouvert à Venise, j'ai commencé à me réconcilier avec lui.

**– Comment se fait-il que le film utilise de nombreuses références à la poésie ?**

– En Iran, tout le monde connaît ces poèmes et les cite volontiers, y compris les analphabètes. Mais cette pratique tend à disparaître chez les jeunes. La particularité de cette poésie est d'exprimer un rapport direct et concret à la vie, qui ne passe pas par l'au-delà.

**–Une telle relation à l'existence n'est-elle pas provocante en République islamique iranienne ?**

– Le film a suscité une controverse quant à l'opportunité de le laisser sortir du pays pour être présenté ici : une partie des officiels craignait qu'il ne soit considéré comme une provocation par les religieux, et qu'ils leur servent de prétexte à une offensive. C'est le ministre de la culture qui a imposé que le film puisse aller au Festival. La décision de l'autoriser ou pas en Iran même n'est pas encore prise. »

***Propos recueillis par Jean-Michel Frodon***

# Deauville, un Festival du cinéma américain apathique

## Plusieurs films reflètent la politique de contrôle des budgets qui sévit à Hollywood

**DEAUVILLE**
*de notre envoyé spécial*

Les films présentés à Deauville depuis l'ouverture du festival, le vendredi 3 septembre, traduisent une apathie qui se reflète dans l'ambiance même du festival. *L'Affaire Thomas Crown*, de John Mc Tiernan, *Mafia Blues*, de Harold Ramis, avec Robert De Niro et Billy Cristal, *Bowfinger, roi de Hollywood*, de Frank Oz, avec Eddie Murphy, et *Big Daddy,* de Dennis Dugan, avec Adam Sandler (la star américaine la plus populaire au box-office), montrent, à des degrés divers, l'état dans lequel se trouve le cinéma produit par les majors américaines. Leur difficulté à s'affranchir de l'influence de la télévision – dans la mise en scène et dans l'écriture – devient de plus en plus frappante.

*Bowfinger, roi de Hollywood* et *Big Daddy* ressemblent à s'y méprendre à ces « pilotes » qu'affectionne la télévision américaine, destinés à se transformer en feuilletons en cas de succès. Les fins de *Bowfinger* et de *Big Daddy* suggèrent clairement leur devenir télévisuel, sans Eddie Murphy et Adam Sandler – trop chers pour le petit écran –, mais dont les rôles pourront être repris par un autre acteur sans aucune difficulté : le frère d'une star de films d'action qui accède au vedettariat dans des séries Z tournées à Taïwan pour Murphy ; un adulte qui refuse de grandir et se retrouve brutalement confronté à la paternité pour Sandler.

Venus pour la présentation du remake de *L'Affaire Thomas Crown,* Pierce Brosnan et Rene Russo semblaient marqués par les ombres tutélaires de Steve McQueen et de Faye Dunaway, dont ils reprennent les rôles. De leur présence embarrassante ils ne s'affranchissent guère tout au long du film, tant leur façon d'incarner ces stars rappelle brutalement leur manque d'aura. Le visage inexpressif de Pierce Brosnan en magnat de l'informatique lassé de brasser des milliards et qui vole, pour passer le temps, un tableau de Monet (d'une valeur de 100 millions de dollars, nous est-il précisé) au Metropolitan Museum of Art à New York et l'absence de grâce de Rene Russo en enquêteur mandaté par une compagnie d'assurances pour retrouver l'auteur du vol soulignent les défauts d'un film qui confond glamour et vulgarité. Ironie du sort, deux heures après la fin de la présentation du film, l'enseigne lumineuse du casino de Deauville prenait feu, un incendie vite maîtrisé mais qui semblait réjouir la foule davantage que le film qu'elle venait de voir.

### À LA RECHERCHE DU REMAKE

Le film de John Mc Tiernan est un exemple de la politique d'économie et de contrôle des budgets qui sévit à Hollywood. Les studios réduisent drastiquement les accords, trop coûteux, qu'ils ont noués avec des maisons de production dirigées par des comédiens, des réalisateurs, des scénaristes, dont ils assuraient les frais de fonctionnement en échange de l'exclusivité de leurs projets. Pour pallier cette absence, ils puisent désormais de plus en plus dans leur catalogue de films, à la recherche d'un remake potentiel dont ils n'auront pas à acquitter les droits. Cette situation est flagrante dans le cas de *L'Affaire Thomas Crown*, un film produit par la MGM, une major qui n'arrive pas à résoudre depuis quinze ans ses problèmes économiques.

*Mafia Blues*, une honnête comédie signée Harold Ramis, pourrait, prise au second degré, apparaître comme une métaphore de ce recyclage. Un psychiatre hérite d'un patient encombrant en la personne d'un parrain de la Mafia, interprété par Robert De Niro, qui n'hésite pas à utiliser des pressions de toutes sortes pour que son médecin se mette à sa disposition lorsqu'il le désire. De Niro parodie à l'extrême son personnage des *Affranchis*, de Martin Scorsese, alors que le film reproduit des dialogues et des scènes entières du *Parrain*. Il semble que l'inconscient d'un parrain, aujourd'hui, prenne forcément racine dans deux des plus importants films de gangsters hollywoodiens de ces trente dernières années. Mais le simple fait de voir De Niro apparaître à l'écran crée un effet de dédoublement cocasse et pathétique, comme si, à défaut d'hériter de rôles satisfaisants, le comédien s'était résigné à incarner son ombre.

***Samuel Blumenfeld***

LeMonde Job: WMQ0909--0029-0 WAS LMQ0909-29 Op.: XX Rev.: 08-09-99 T.: 09:09 S.: 111,06-Cmp.:08,11, Base : LMQPAG 58Fap:100 N°:0554 Lcp:700 CMYK



# Des machines et des hommes

## **Peau neuve**. Le premier long métrage d'Emilie Deleuze met en scène une étrange amitié dans le cadre d'un chantier au fin fond de la Corrèze

**Film français d'Emilie Deleuze. Avec Samuel Le Bihan, Marcial Di Fonzo Bo, Catherine Vinatier, Claire Nebout (1 h 36).**

Tout commence par un rêve. Un jeune homme plus très jeune vaticine dans une rame de métro et remercie les gens pour leur accueil tandis que ces derniers entonnent une sorte de gospel. Une voix féminine interrompt le chœur en annonçant qu'il est 8 heures. L'homme se lève d'un air embrumé, il s'appelle Alain, il est marié et père d'une petite fille : c'est le héros du film. On le retrouve au travail, où il teste d'un air las des jeux vidéo avant de tout plaquer, de pointer au chômage et de connaître une aventure charnelle avec l'orientatrice de l'ANPE qui lui propose aussitôt un stage de formation de conducteur d'engins de chantier en Corrèze. Un raccord plus loin, le voici dans un train où s'inscrit sur la vitre de son compartiment la discussion houleuse au cours de laquelle il a annoncé son départ à sa femme.

Voilà à quoi ressemblent, montées au pas de charge, les vingt premières minutes de *Peau neuve*. Cela semble de prime abord si banal qu'on pourrait passer à côté du film. Il fut pourtant distingué du Prix de la critique internationale dans le maelström du dernier Festival de Cannes, où il était présenté dans la section Un certain regard. Une grossière erreur aurait pu être de classer le premier long métrage d'Emilie Deleuze, ex-élève de la Femis (promotion 1990) – et fille du philosophe Gilles Deleuze –, comme une énième manifestation du formatage actuel du jeune cinéma français. S'il fallait pourtant une preuve que cette nouvelle génération possède talent et originalité – après le récent film de Noémie Lvovsky, *La vie ne nous fait pas peur* –, Emilie Deleuze l'administre ici, non sans avoir fait ses armes dans *L'Incruste* (1994), un des films commandités par Arte pour la série « Tous les garçons et les filles de leur âge ».

Emilie Deleuze préfère à l'éclat immédiat, à la virtuosité ostentatoire, la sécheresse du montage, les suspensions de l'ellipse, la trivialité du propos et la subtilité des motifs et des formes qui finissent par instiller un vrai mystère. Ainsi du début de ce film qui, à bien y regarder, va beaucoup trop vite pour être aussi anodin qu'il n'y paraît. Cette précipitation délibérée inscrit les événements du monde réel dans le sillage magique du rêve inaugural et brouille la frontière entre imaginaire et réalité, enfance et maturité.

### L'ÂME DE LA PELLETEUSE

Alain teste des jeux vidéo, mais cette activité ludique constitue un travail qui l'accable. Inversement, confronté à la nécessité de trouver un emploi, il satisfait au trouble du désir avec une employée de l'ANPE. On ne sortira plus de cette ambiguïté que la cinéaste nourrira à la faveur d'une exploration de plus en plus étrange.

Elle formule ainsi dans ces vingt premières minutes trois hypothèses de genre – le film de couple, le marivaudage à la française, le film social – qu'elle abandonne toutes pour créer un objet autrement singulier. C'est ici qu'on retrouve Alain dans le train tandis que le film bifurque brutalement : deux nouveaux personnages principaux – un homme et une machine – apparaissent dans un centre de formation sis à Egletons. L'homme s'appelle Manu ; c'est un innocent hâbleur, un gosse dans un corps d'adulte, à la fois fasciné et terrifié par la machine. Celle-ci, monstrueuse, n'a pas de nom, mais une âme, une âme de pelleteuse, tantôt docile, tantôt sauvage, que Deleuze anime en filmant les engins comme des animaux de légende.

Ce qui se déroule alors prend une forme épique dans un lieu – un chantier – où Alain et Manu s'exercent à creuser leur rapport à eux-mêmes et au monde sous les barissements des mastodontes qui ressemblent, vus de loin, à de gros jouets en ferraille. Si Alain, rompant avec son égotisme velléitaire, prend en charge ce double de lui-même qu'est Manu, la cinéaste ne cède pas pour autant à la facilité d'une quelconque rédemption. L'amitié qui lie les deux hommes est placée sous le signe de l'émerveillement enfantin, de la maîtrise ludique du monde et de l'altérité, le couple n'éludant pas l'hypothèse homosexuelle.

Le contraste entre l'extrême simplicité de cette histoire – remarquablement interprétée par Samuel le Bihan et Marcial Di Fonzo Bo – et la complexité des sentiments qu'elle met en jeu fait la rareté du film d'Emilie Deleuze.

*J. M.*

PHOTO JÉRÔME PLON

*Emilie Deleuze sur le tournage de « Peau neuve ».*

### TROIS QUESTIONS À...

### *ÉMILIE DELEUZE*

**1 Le philosophe Gilles Deleuze, auteur d'un ouvrage classique de théorie du cinéma (*L'Image mouvement ; l'image temps*), était votre père. Que lui doit votre vocation de cinéaste ?**

C'est plus ou moins en cachette que j'ai découvert le cinéma, à la télévision, avec les cycles du ciné-club sur le cinéma fantastique et les westerns. J'ai donc au départ voulu devenir cavalière professionnelle. Mais la compétition hippique est quelque chose de très violent ; j'ai décidé ensuite d'être cascadeuse... Finalement, c'est en discutant avec des amis qui étaient à l'Idhec que je me suis inscrite dans une école de cinéma. Je parlais évidemment de cinéma avec mon père, qui voyait de son côté beaucoup de films à l'époque où il préparait son livre. Mais philosopher sur le cinéma est une chose, réaliser en est une autre. Cela ne nous a pas empêchés de travailler ensemble puisqu'il a interprété un clochard dans mon premier court-métrage.

**2 Les pelleteuses tiennent pour une bonne part la vedette dans votre film. D'où vient votre inclination pour ces engins ?**

Pendant une longue période, on a construit un parking en bas de chez moi. Il y avait ces machines qui creusaient le sol et je les ai regardées attentivement. Le mélange du vivant et du mécanique, le rapport organique de l'homme et de la machine, je trouve que ça a beaucoup à voir avec le cinéma. Et puis je sortais d'une mauvaise expérience, un projet de film assez avancé qui est finalement tombé à l'eau, et j'étais décidée à filmer, par réaction, tout ce qui me tomberait sous la main, dès lors que je pourrais me procurer une caméra et de la pellicule.

**3 Comment ce film a-t-il été produit ?**

Comme je sortais de cette expérience un peu douloureuse, où tous les gens engagés sur mon projet ont disparu quand l'avance sur recettes a été refusée, j'étais paniquée mais décidée cette fois-ci à faire les choses coûte que coûte, pour le budget d'un court-métrage s'il le fallait. Au départ, je n'avais rien du tout. Puis j'ai rencontré en cours de route Agnès B, qui montait sa société de production et qui a décidé de m'aider parce qu'elle avait beaucoup aimé *L'Incruste*. Elle a été formidable et les choses se sont alors enchaînées d'elles-mêmes : le film a été produit pour 10 millions de francs.

*Propos recueillis par Jacques Mandelbaum*

# Scènes de retour à la terre sur les Causses

## **C'est quoi la vie ?** La question de François Dupeyron ne suscite qu'une réponse : la bonne vieille tradition

**Film français de François Dupeyron. Avec Eric Caravaca, Isabelle Renauld, Jean-Pierre Daroussin, Jacques Dufilho (1 h 55.)**

Il y a deux catégories dans les films dont le titre est une question : ceux qui la laissent en suspens et ceux qui y répondent. *C'est quoi la vie ?* fait partie des seconds, et son auteur a bien de la chance, eu égard à la complexité d'une interrogation que ni la science ni la philosophie n'ont résolue à ce jour. L'art, et le cinéma en particulier, le peut-il davantage ? François Dupeyron semble le croire, et on le suivrait bien volontiers s'il ne mettait pas autant de force à ruiner la cause qu'il entend servir.

Celle-ci est d'une actualité brûlante : le film met en scène un jeune producteur de lait des Cévennes, Nicolas, qu'un désastre financier (la destruction de son cheptel en pleine période de « vache folle ») et familial (le suicide consécutif de son père, déjà surendetté) contraint à abandonner sa ferme, sa terre et son métier. De navrantes tentatives d'acclimatation urbaine le décident cependant – aidé de ses grands-parents sortis de la maison de retraite où ils dépérissaient – à renouer avec la plus pure et la plus modeste des traditions paysannes dans les hautes et sublimes solitudes des Causses où l'attend Maria, grand amour de sa vie.

Drôle d'endroit pour une rencontre, dira-t-on. Sans doute, mais ce quatrième long métrage de François Dupeyron tente d'accomplir comme aucun des précédents un programme qui était déjà celui de l'auteur à l'époque où il créait la Fédération française du cinéma populaire (1976) aux côtés de Richard Coppans et Jean-Pierre Thorn : concilier cinéma militant et fiction.

### TROP AIMABLES

C'est dire si le film tombe à pic, au moment où les exigences de santé publique et les dégâts humains causés par la concentration du marché confèrent à la revendication paysanne une portée collective qui dépasse de loin l'enjeu corporatiste. De même, à travers le personnage de Maria – chanteuse d'opéra reconvertie dans le fromage de chèvre, moquée au début du film par le fils de paysan qu'est Nicolas, qui finira au bout du compte par la rejoindre –, c'est à la revanche du Larzac sur le productivisme qu'on a l'impression d'assister.

Hélas, cette tentative de conciliation n'est guère concluante, quand bien même elle disposerait d'atouts non négligeables. A commencer par les acteurs, très convaincants : Eric Caravaca dans le rôle de Nicolas, Isabelle Renauld dans celui de Maria, et Jean-Pierre Daroussin, tendre et revêche, dans celui du père. A continuer par les belles scènes où, trop rarement, se rencontrent ces deux derniers. A finir par la région et ses paysages, si magnifiés par le scope cuivré de l'opérateur japonais Tetsuo Nagata qu'on défie tout spectateur de ne pas vouloir sur l'heure boucler ses valises pour s'y installer.

Mais c'est aussi là qu'est le hic. Dans ces paysages à la beauté de carte postale, dans ces êtres trop uniment aimables et justifiés dans leurs actions, dans ces gros plans en contre-plongée qui les découpent pour la postérité, dans cette vérité autoproclamée de la terre et de l'amour qui se donne pour une évidence et qui n'est qu'un mensonge de tous les instants. François Dupeyron rêvait le mariage du romanesque et de la protestation ; il signe un film d'apprentissage à message qui prône paradoxalement le retour aux valeurs de la tradition, du sol et de la famille, entre un ancêtre devenu fou de douleur (Jacques Dufilho, ex-Pétain chez Jean Marbœuf) et son petit-fils qui finit, à son image, par parler patois aux vaches. Elle a décidément bonne mine, la Révolution... Romain Goupil a bien raison d'en rire.

*J. M.*

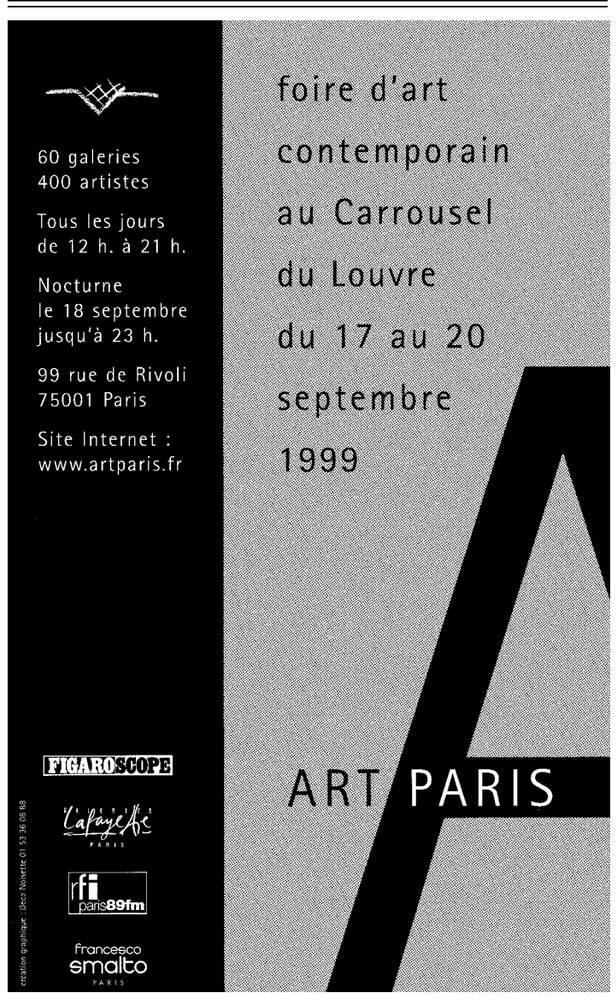
## Les meilleures entrées en France

| | FILMS | nombre de semaines d'exploitation | NOMBRE D'ENTRÉES * | NOMBRE D'ÉCRANS | % d'évolution par rapport à la semaine précédente | TOTAL depuis la sortie |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | **Coup de foudre...** | 3 | **481 597** | 665 | ▽ - 17 % | **2 522 888** |
| 2 | **La Neuvième Porte** | 2 | **270 665** | 440 | ▽ - 27 % | **770 009** |
| 3 | **South Park** | 2 | **204 472** | 258 | △ + 19 % | **454 291** |
| 4 | **Wild Wild West** | 5 | **156 712** | 552 | ▽ - 23 % | **2 822 173** |
| 5 | **Le 13e guerrier** | 3 | **136 708** | 478 | ▽ - 29 % | **883 742** |
| 6 | **Ma petite entreprise** | 1 | **129 372** | 237 | – | **129 372** |
| 7 | **Est, Ouest** | 1 | **100 758** | 258 | – | **100 758** |
| 8 | **La Momie** | 7 | **97 740** | 349 | ▽ - 20 % | **2 890 823** |
| 9 | **Matrix** | 11 | **72 190** | 241 | △ + 1 % | **4 429 753** |
| 10 | **Le Projet Blair Witch** | 6 | **55 009** | 190 | △ + 19 % | **551 906** |

* période du mercredi 1er/9 au dimanche 5/9 inclus

Source : "Ecran total"

Les premières sorties françaises de cette rentrée ont bien du mal à convaincre les cinéphiles de retrouver le chemin des salles : *Ma petite entreprise* comme *Est-Ouest* occupent un milieu de tableau en première semaine d'exploitation, loin derrière les productions américaines sorties les semaines précédentes, parmi lesquelles les réjouissantes impertinences de *South Park,* le film, sont les seules à progresser d'une semaine à l'autre. En bas de tableau, la rentrée profite au *Projet Blair Witch,* presque culte désormais, en tout cas phénomène public de l'année. *Kadosh,* plaidoyer d'Amos Gitaï contre les juifs ultra-orthodoxes, pointe au treizième rang.




# La France et l'Italie pour le maintien de l'exception culturelle

**GIOVANNA MELANDRI,** ministre italienne de la culture et de la communication, et Catherine Trautmann, son homologue française, ont réaffirmé le 6 septembre *« leur volonté de maintenir l'exception culturelle »*. Elles se sont rencontrées le 5 septembre à l'issue des travaux de la Commission franco-italienne sur le cinéma et la production télévisuelle, et ont évoqué les prochaines échéances concernant les discussions dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Dans le but de maintenir l'exception culturelle, elles ne présenteront *« pas d'offre de libéralisation dans le secteur de l'audiovisuel et de la culture, quel que soit le mode de diffusion des contenus »*. Les deux ministres ont réaffirmé leur volonté de porter les ressources du programme communautaire Media III de 310 à 400 millions d'euros, souhaitant que ce programme soit davantage axé sur la distribution des films et des programmes audiovisuels à l'intérieur de l'Union européenne et étendu aux exportations à l'extérieur de la Communauté.

### DÉPÊCHES

■ **CINÉMA : *La Couleur du paradis*, film réalisé par l'Iranien Majid Majidi,** a remporté, le 6 septembre, le Grand Prix des Amériques décerné dans le cadre du Festival des films de Montréal. Le Grand Prix spécial du jury – que présidait cette année la Suédoise Bibi Andersson – a été décerné ex aequo à *Hors du monde,* de l'Italien Giuseppe Picciioni, et à *The Minus Man,* de l'Américain Hampton Fancher. Un jeune cinéaste canadien, Louis Bélanger, a obtenu le Prix de la mise en scène pour son premier long métrage, *Post Mortem,* l'histoire d'une rencontre originale entre un employé de morgue et une mère voleuse. L'Espagnol Carlos Saura a remporté le Prix de la meilleure contribution artistique pour *Goya à Bordeaux.*

■ **Bertrand Blier a réuni une série de célébrités pour son nouveau film, actuellement en tournage :** Pierre Arditi, Josiane Balasko, Claude Brasseur, Jean-Claude Brialy, Christian Clavier, Alain Delon, Gérard Depardieu, André Dussolier, Sami Frey, Ticky Holgado, Jean-Pierre Marielle, Michel Piccoli, Michel Serrault, Jacques Villeret figurent au générique de ce projet, logiquement intitulé *Les Acteurs.*

■ **Claude Berri envisage de produire prochainement un deuxième épisode d'Astérix,** après le succès rencontré par *Astérix et Obélix contre César* (8 900 000 entrées en France). Gérard Depardieu et Christian Clavier devraient partager une nouvelle fois l'affiche sous les caméras d'Alain Chabat, qui succéderait ainsi à Claude Zidi.

■ **Isabelle Huppert aimerait travailler avec Takeshi Kitano.** Du Festival de Venise, où elle est venue accompagner la projection en compétition officielle de *Pas de scandale* de Benoît Jacquot, elle a fait passer le message à l'intention du réalisateur japonais – qui se trouve, lui, aux Etats-Unis, en repérage pour son prochain film.

■ **Le Vatican part en guerre contre** *Mensonges,* du Sud-Coréen Jang Sun-woo, présenté en compétition à Venise. Luca Pellegrini, membre du conseil de la culture du Saint-Siège, a déclaré que *« le véritable scandale n'est pas dans le film lui-même, qui est seulement répugnant, mais sa sélection en compétition à la Mostra »*. Après l'avoir vu, le prélat reproche surtout à ce sulfureux brûlot *« son aberration morale et l'absence de toute espérance. Rien à voir,* a-t-il ajouté, *avec* Le Dernier Tango à Paris *»*.

■ **Le prince Edward d'Angleterre, frère du prince de Galles, a embauché des vedettes de Hollywood** pour participer à un documentaire consacré aux paparazzi. Selon *Variety,* Tom Cruise et Brad Pitt feraient partie des stars qui ont accepté de participer à ce projet, intitulé *Stalkarazzi,* et qui contiendrait une séquence consacrée à la mort de la princesse Diana. Edward Windsor est en effet également producteur, à la tête de la société Ardent Prods.

LeMonde Job: WMQ0909--0030-0 WAS LMQ0909-30 Op.: XX Rev.: 08-09-99 T.: 10:27 S.: 111,06-Cmp.:08,11, Base : LMQPAG 58Fap:100 N°:0555 Lcp:700 CMYK



# Schizophrénie animée

## **Perfect Blue.** Un récit complexe et virtuose au cœur d'un imaginaire adolescent contemporain

**Film d'animation japonais de Satoshi Kon (1 h 21).**

Le cinéma d'animation, directement ou non adapté de bandes dessinées (les fameux « mangas»), est devenu le terrain d'élection de certaines expérimentations. Les exigences du genre fournissent en effet à la fois un cadre formel mais aussi des possibilités nouvelles que les plus talentueux des créateurs s'empressent d'utiliser. *Perfect Blue,* de Satoshi Kon, renvoie vaguement au *thriller* américain contemporain, sophistiqué, teinté de surnaturel et adepte d'une certaine complexité de scénario.

Mima est une vedette de la chanson qui décide d'abandonner la variété pour devenir comédienne, au grand désespoir de ses fans. Alors qu'elle commence à tourner ce que l'on devine être un sitcom policier pour la télévision, des faits étranges et inquiétants se déroulent autour d'elle. Lettres piégées, menaces, assassinats sanglants de ceux qui s'approchent trop près d'elle. Est-ce l'œuvre d'un de ses admirateurs trop exaltés ? Mima, qui voit régulièrement apparaître son double, bascule-t-elle dans la schizophrénie ?

Résumer *Perfect Blue* ne permet pas de donner une idée véritable de ce qu'est la virtuosité incroyable d'un récit où se mêlent réalité et fantasmes, présent et passé, vie et fiction. A l'instar d'une réussite précédente dans le genre, *Ghost in the Shell* de Mamoru Oshii, sorti il y a quelques mois, *Perfect Blue* invente un univers à la fois réaliste et abstrait, fonctionnant comme un monde de réseaux, de connexions secrètes. Le spectateur est comme transporté au gré des innervations et des circonvolutions d'un énorme cerveau.

D. R.

*Autour de Mima, des faits étranges et inquiétants.*

Le réalisateur du film joue ainsi habilement avec les ressources d'un montage qu'il effectue parfois à l'intérieur même d'un plan qui bascule soudain dans une autre dimension. Satoshi Kon réussit à tirer parti des insuffisances de l'animation à la japonaise pour obtenir les effets qui le serviront. Le statisme de certains personnages accentue les mouvements perceptibles dans le cadre, en un effet générateur d'angoisse. *Perfect Blue* plonge au cœur d'un imaginaire adolescent contemporain, d'une culture d'assouvissement dominatrice (la chanson de variétés, le sitcom, le cinéma d'épouvante). Les ressorts du récit, dont il serait criminel d'en dévoiler plus, reposent ainsi sur la révolte ascétique d'une adolescence qui refuse la sexualité.

Un peu comme si *Perfect Blue* ne parlait finalement que de ses premiers consommateurs virtuels.

***Jean-François Rauger***

# Perversions en noir et blanc

**DES MONSTRES ET DES HOMMES. Film russe d'Alexeï Balabanov. Avec Sergueï Makovetsky, Dinara Droukarova, Lika Nevolina (1 h 34).**
**SINGAPORE SLING. Film grec de Nikos Nikolaïdis. Avec Panos Thanassoulis, Meredith Herold, Michèle Valley (1 h 54).**

Hasards de la distribution : deux films étranges, l'un russe, l'autre grec, sortent en même temps. Chacun cultivant, en toute conscience, sa singularité et tous deux en noir et blanc. Pourquoi fait-on encore des films en noir et blanc ? Le noir et blanc, par un effet paradoxal, peut ajouter un surcroît de réalisme aux images. Sans doute parce qu'elles rappellent alors les archives filmées. Mais il est aussi utilisé, et c'est le cas la plupart du temps, comme la preuve d'une volonté d'irréalisme et d'artificialité. Les films d'Alexeï Balabanov et de Nikos Nikolaïdis relèvent de ce désir de construire un univers qui chercherait ses références non dans le réel, mais dans des mythologies et des images déjà existantes.

*Des monstres et des hommes* dépeint Saint-Pétersbourg au début du siècle, une ville désertée, peuplée d'individus hiératiques. L'un d'eux est un photographe spécialisé dans les prises de vue érotiques, et plus exactement les images de jeunes filles se faisant fouetter. La circulation de ces clichés va subrepticement dérégler l'ordre bourgeois en faisant découvrir à une jeune fille sérieuse les joies de pratiques sexuelles déviantes qui feront exploser sa famille.

**JEU DE RÔLE**

*Singapore Sling* est un huis clos à trois personnages. Un homme blessé par balle atterrit chez deux femmes. Commence alors un corps-à-corps sadomasochiste au cours duquel les copulations hébétées et brutales, les rituels *bondage*, les humiliations et les tortures se succèdent. L'homme, dont on entend parfois la voix off, prétend être à la recherche d'une jeune fille, une certaine Laura, que l'on croit morte. Est-ce une des deux femmes qui l'a séquestrée? Entre happenings et jeux de rôle, les personnages vont simuler les retrouvailles avec cette Laura. *Singapore Sling* est un objet totalement référencé, construit sur la mémoire d'une ancienne histoire. Le souvenir du film noir, le scénario du *Laura* d'Otto Preminger et, surtout, les paroles de la chanson tirées du film et citées par les personnages forment l'architecture secrète d'une œuvre qui entremêle les drapés et les contorsions d'un théâtre kitsch avec une sorte de cérémonie sexuelle sortie d'une bande pornographique.

Le film russe, quant à lui, se voit lui-même, par le traitement sépia de l'image, comme la description d'un univers mental modelé, dirait-on, par la peinture d'un Magritte autant que par la photographie primitive ou le cinéma muet, d'ailleurs parodié dans le prologue.

Dans les deux cas, la pulsion sexuelle sert à briser l'ordonnancement des choses, l'ordre social dans le film de Balabanov, l'artifice dans celui de Nikolaïdis où la matière même, sous sa forme la plus trivialement physiologique (vomi, urine, sang), vient souiller les dispositifs prévus. On devine dans ce dernier l'influence de Bataille tandis que le premier est davantage à l'affût d'une poésie de la monstruosité. *Des monstres et des hommes*, *Singapore Sling* : deux objets légèrement vains dans leur maniérisme et, en même temps, d'un charme indicible et réel.

***J.-F. R.***

# LES NOUVEAUX FILMS

**CROUPIER**
Mike Hodges avait réalisé, dans les années 70, *La Loi du milieu*, un des meilleurs films noirs anglais de son époque, avant de disparaître et de réaliser des comédies indignes de son talent. *Croupier*, son premier film depuis 1990, montre qu'il n'a pas perdu toute son inspiration. A partir d'un scénario faussement original sur un écrivain qui accepte une place de croupier dans un casino pour assurer des fins de mois difficiles et trouver l'inspiration, Mike Hodges réussit à créer une authentique ambiance. L'idée d'un casino fréquenté par des clients dont la nature schizophrène est clairement soulignée nous éloigne du cérémonial du jeu, si souvent mis en scène au cinéma. Malheureusement, le film n'échappe pas à certains clichés sur l'écrivain, comme les rapports trop évidents entre l'imaginaire et la réalité, qui alourdissent son déroulement.

***Samuel Blumenfeld***

*Film anglais de Mike Hodges, avec Clive Owen, Kate Hardie, Alex Kingston (1 h 27).*

**GO !**
L'intérêt supposé de *Go !* réside dans sa structure étoilée qui raconte, en prenant trois points de vue différents, la même nuit de Noël à Los Angeles. A la sortie d'une rave-party, Ronna, une jeune adolescente, est renversée, intentionnellement semble-t-il, par une voiture. Cette structure permet de revenir plus rigoureusement sur les personnages d'adolescents paumés qui peuplent cette histoire : Ronna, une caissière de supermarché qui tente de vendre de l'ecstasy pour payer son loyer ; Claire, sa camarade, incapable de l'aider dans son nouveau commerce ; un couple de comédiens gays de soap-opéras ; Simon, un jeune délinquant anglais qui côtoie Ronna au supermarché. Le choix de raconter une histoire de plusieurs points de vue, manifestement inspiré de Quentin Tarantino, rend le récit artificiel et n'apporte rien de spécial à la compréhension de personnages rebattus. ***S. Bd***

*Film américain de Doug Liman, avec Sarah Polley, Desmond Askew, Katie Holmes (1 h 42).*

**GUNS 1748**
En Angleterre, en 1748, deux hommes, un bandit et un aristocrate, détroussent les nobles du pays de leurs bijoux. Leur tête est mise à prix, un immense courant de sympathie traverse le pays. Jake Scott, réalisateur de *Guns 1748*, est le fils de Ridley Scott, dont il a hérité du goût pour la stylisation excessive, les filtres multicolores et un montage rapide qui n'offre aucune possibilité à un plan d'exister. On peut se demander pourquoi, pour son premier film, le réalisateur a tenu à le situer au XVIIIe siècle, car rien ne montre chez lui la moindre préoccupation pour cette époque. Il aurait tout aussi bien pu réaliser un film de science-fiction ou un western sans qu'on y voie la moindre différence. L'ambition de Jake Scott est sans doute de moderniser le film historique, ce qui signifie pour lui filmer le XVIIIe siècle à la manière d'un film musical commenté par MTV.

***S. Bd***

*Film anglais de Jake Scott, avec Jonny Lee Miller, Robert Carlyle, Liv Tyler (1 h 41).*

**REMBRANDT**
La biographie filmée est un genre périlleux, qui verse aisément dans la pompe, l'explication abusive, la dramatisation forcée, l'effort vain de recréer une époque. La vie des peintres est, parmi les différents sujets de biographie, l'un des thèmes les plus difficiles au cinéma, tant il est périlleux de montrer la peinture ailleurs que là où elle doit être (sur la toile), vain de faire un spectacle de l'acte de peindre, oiseux de transformer un artiste en personnage ou de prétendre l'expliquer. Ces préventions ont pu connaître de belles exceptions (Van Gogh par Pialat...). Ici, quelques plans suffisent à confirmer que les craintes étaient fondées, aggravées par l'académisme de la reconstitution et le jeu de Klaus Maria Brandauer, dont la délicatesse de touche n'est pas la principale caractéristique. Charles Matton, qui est peintre lui-même, a voulu rendre hommage à l'un des plus illustres de ses prédécesseurs ; il rend en fait un hommage paradoxal à son art. N'importe lequel des autoportraits de Rembrandt en dit plus que ce film. Il devient un éloge indirect de la peinture au détriment du cinéma.

***Jean-Michel Frodon***

*Film français de Charles Matton. Avec Klaus Maria Brandauer, Romane Bohringer, Joanna Ter Steege, Jean Rochefort, Jean-Philippe Ecoffey (1 h 43).*

**PEAU NEUVE ; C'EST QUOI LA VIE ?**
*Lire page 29.*
**PERFECT BLUE**
**DES MONSTRES ET DES HOMMES**
**SINGAPORE SLING**
*Lire ci-dessus.*

PRINTEMPS Haussmann

Portugal e Portugal

PROGRAMA IMIT INICIATIVA PARA A MODERNIZAÇÃO DA INDÚSTRIA TÊXTIL

# SORTIR

## PARIS

**Cinéma : La saga des Topper**
Cette trilogie hollywoodienne des années 40 ressort en salles sous l'impulsion du distributeur parisien indépendant Action. Ces trois comédies : *Topper* (1937), *Topper takes a trip* (1939), de Norman Z. McLeod, et *Topper returns* (1941), de Roy Del Ruth, retracent les péripéties d'un jeune couple de milliardaires américains, joué par Cary Grant et Constance Bennett, qui, devenus fantômes après avoir trouvé la mort dans un accident de voiture, doivent accomplir une bonne action afin de gagner le paradis. Ils ont pour mission d'aider leur ami Topper, brave bourgeois malmené par sa tyrannique épouse. Gags multiples et effets spéciaux se succèdent dans cette série qui a marqué son époque.
*Cinéma Action Ecoles, 23, rue des Ecoles, Paris 5e, Mo Maubert-Mutualité. A partir du 8 septembre. Tél. : 01–43–29–79–89.*
**La Chine en marche vers le XXIe siècle**
A l'occasion du 50e anniversaire de la République populaire de Chine, les autorités chinoises organisent avec le concours de l'Unesco toute une gamme de manifestations culturelles : ballets, concerts et défilés de mode. On peut également découvrir différents aspects de la culture chinoise comme la céramique, les cerfs-volants, les calligraphies, les costumes de l'Opéra de Pékin, la cuisine, etc. Quatre expositions photo permettent de mieux connaître l'empire du Milieu : « Traditions, mœurs et minorités ethniques » ; « Pékin et Shanghaï » ; « Les 21 sites chinois du patrimoine mondial » et « Le panda géant, animal symbole de la Chine ». Enfin, un défilé de mode aura lieu samedi 11 et dimanche 12 à 20 heures, sous le titre « Tradition et modernité du costume chinois » : 30 modèles féminins et masculins, costumes historiques de cour et créations de la couture des designers chinois contemporains.
*Maison de l'Unesco, 7, place de Fontenoy, Paris 7e, Mo Cambronne. Jusqu'au 12 septembre. Tél. : 01-45-68-07-77. Tous les jours de 10 h à 18 h. Entrée libre.*
**Fondation Cartier/danse**
Marion Lévy, exubérante, et superbe, danseuse de Keersmaeker, se lance dans l'improvisation autour de musiciens merveilleusement différents : le violoniste Ami Flammer, l'accordéoniste Gérard Barreaux et le contrebassiste contemporain Frédéric Stochl joignent leurs musiques pour suivre l'interprète bien décidée à placer haut la barre.
*Fondation Cartier, soirée nomade, 261, boulevard Raspail, Paris 14e. Le 9 septembre, à 20 h 30. Tél. : 01-42-18-56-72. De 20 F à 30 F.*
**Filter**
Quartette de format classique (deux guitares, basse et batterie), Filter vient défendre sur scène son récent album, *Title of Record* (Reprise Records), où les boucles rythmiques et sonores des machines électroniques servent à l'occasion de support à des éclats guitaristiques, qui, s'ils ne renouvellent pas le genre pop-rock énervé, ne le dénaturent pas non plus. Parfois une ballade emphatique (U2 n'est pas loin) vient tempérer l'ensemble.
*Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Mo Anvers. Le 8, à 19 h 30. Tél. : 01-55-07-06-00. 99 F.*

(Publicité)

SAISON 1999/2000
PETIT THÉÂTRE
THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE
DIRECTION ALAIN FRANÇON

LE CHANT DU DIRE-DIRE
Daniel Danis/Alain Françon
LA NUIT DE L'ENFANT CAILLOU
Caroline Marcadé et Michel Vittoz/Caroline Marcadé
JEANNE
Charles Péguy/Christian Schiaretti
DU MATIN À MINUIT
Georg Kaiser/Robert Cantarella
ANÉANTIS
Sarah Kane/Louis Do de Lencquesaing

Pour les lecteurs du Monde, jusqu'au 15/09, tarif exeptionnel sur les cartes colline : 10 spectacles 600 F - 8 spectacles 500 F

Théâtre National de la Colline - 01 44 62 52 52

# GUIDE

## TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

## ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 h, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 h, le dimanche.
**Festival d'été et d'humour du Point-Virgule**
*Point-Virgule, 7, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris 4e. Mo Hôtel-de-Ville. Du mercredi au mardi, à 20 h. Tél. : 01-42-78-67-03. De 50 F à 120 F. Jusqu'au 14 septembre.*
**Vivre**
d'après Arthur Schnitzler, mise en scène de Max Denes, avec Joséphine Flasseur et François Delaive.
*Théâtre de l'Atalante, 10, place Charles-Dullin (impasse à gauche), Paris 18e. Mo Anvers. A partir du 8 septembre. Du mercredi au samedi, le lundi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 17 h. Tél. : 01-46-06-11-90. 60 F et 100 F. Jusqu'au 4 octobre.*
**Philippe Milanta Trio**
*Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1er. Mo Châtelet. Les 8 et 9, à 22 h 30. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.*
**Fishbone, Marousse**
*Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11e. Mo Voltaire. Le 8, à 20 h. Tél. : 01-43-14-35-35. 132 F.*
**Dub Experience**
*Cithéa, 114, rue Oberkampf, Paris 11e. Mo Parmentier. Le 8, à 22 h 30. Tél. : 01-47-00-00-32. Entrée libre.*
**Cora Vaucaire**
*Bouffes du Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10e. Mo La Chapelle. Les 8, 9, 10 et 11, à 20 h 30 ; le 12, à 16 h. Tél. : 01-46-07-34-50. 150 F.*

## RÉSERVATIONS

**Cassandra Wilson « Traveling Miles Tour »**
*Casino de Paris, Paris 9e. Le 11 septembre. Tél. : 01-49-95-99-99.*
**Virtuoses de Corée**
*Cité de la musique, Paris 19e. Le 11 septembre. Tél. : 01-44-84-44-84.*
**Sawt El Atlas**
*Le Divan du monde, Paris 9e. Le 13 septembre. Tél. : 01-44-92-77-66.*
**Stomp**
*La Cigale, Paris 18e. A partir du 14 septembre. Tél. : 01-49-25-89-99.*
**Blur**
*La Mutualité, Paris 5e. Le 15 septembre. Tél. : 01-40-46-15-71.*
**En attendant Godot**
*Théâtre de l'Odéon, Paris 6e. Du 16 septembre au 24 octobre. Tél. : 01-44-41-36-36.*
**Premier amour**
de Samuel Beckett, avec Jean-Quentin Châtelain.
*Théâtre de la Bastille, Paris 11e. A partir du 16 septembre. Tél. : 01-43-57-42-14.*
**Monsieur Amédée**
d'Alain Reynaud-Fourton, avec Michel Galabru, Bernadette Lafont.
*Comédia-Théâtre (ex-Eldorado), Paris 10e. A partir du 17 septembre. Tél. : 01-42-38-22-22.*
**Les Indes galantes**
de Jean-Philippe Rameau, mise en scène d'Andréi Serban.
*Palais Garnier, Paris 9e. A partir du 17 septembre. Tél. : 08–36–69–78–68.*

## DERNIERS JOURS

**18 septembre :**
**La Collection de la fondation Coprim**
*Fondation Coprim, 46, rue de Sévigné, Paris 3e. Mo Saint-Paul. Tél. : 01-44-78-60-00. De 10 h à 18 h ; samedi de 12 h à 18 h. Fermé dimanche. Entrée libre.*
**Riken Yamamoto**
*Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournon, Paris 6e. Mo Mabillon. Tél. : 01-46-33-90-36. De 12 h 30 à 19 h. Fermé dimanche et lundi. Entrée libre.*
**En attendant Grouchy**
de Roland Dubillard, mise en scène de Dominique Lurcel, avec Gil Bourasseau et Bruno Cochet.
*Théâtre Hébertot (Petit), 78 bis, boulevard des Batignolles, Paris 17e. Mo Villiers. Du jeudi au samedi, à 20 h 30. Tél. : 01-44-70-06-69. 70 F et 100 F.*

LeMonde Job: WMQ0909--0031-0 WAS LMQ0909-31 Op.: XX Rev.: 08-09-99 T.: 14:58 S.: 111,06-Cmp.:08,14, Base : LMQPAG 59Fap:100 N°:0651 Lcp:700 CMYK



## Naissances

**Luc** et **Minh Dan BARTHÉLÉMY**
ont la joie d'annoncer la naissance de

**Emma AN-KHÊ,**

le 27 août 1999.

18, chemin de la Creuse-Voie,
91570 Bièvres.

---

**André-Michel BESSE,**
Président-Directeur Général de RFO,
est heureux d'annoncer la naissance de son petit-fils,

**Samuel JEAN-MARIE-FLORE,**

le 24 août 1999, à Paris,
au foyer de
**Séverine BESSE**
et **Daniel JEAN-MARIE-FLORE.**

26, rue Cadet,
75009 Paris.

---

## Adoptions

**Anne** et **François RIEGERT,**
en union avec **Isabelle,**
ont la joie de faire part de l'arrivée de

**Thomas,**

né le 13 octobre 1998, à Ambohidratrimo (Madagascar).

6, rue des Haudriettes,
75003 Paris.
Avenue du Val-au-Bois, 13,
1950 Kraainem (Belgique).

---

## Anniversaires de naissance

– Quelle surprise ! Tout « *Le Monde* » est au courant ! Même sur le Larzac... d'où l'on te souhaite bon anniversaire,

**Cyril.**

---

– Le 9 septembre 1999, notre petite merveille a deux ans.

Merci

**Mael**

de partager notre vie.

Maman, Papa, Mamie, Tonton, Grand-Père, Maminou, Gérard et Chantal.

---

## Décès

– Guy Bloch,
son époux,
Marouän et Waël,
ses fils,
May,
sa fille, et son époux, Adel Blouza,
Farouk Adli,
son frère, et son épouse Rabi'a,
Zamzam Adli,
sa sœur, et son époux, Fouad Chahal,
Saad Chahal et son épouse, Laura,
Samir Chahal, Joumana Chahal et son époux,
Rachid Tadmouri, Thomas et Olivier Adli,
ses neveux,
ont la douleur de faire part du décès de

**Bèr'a ADLI-BLOCH,**
docteur d'Etat,
maître de conférences
(Faculté d'Orsay),
présidente du CICUP
(Collectif interuniversitaire
pour la coopération
avec les universités palestiennes),
fondatrice du CVPR
(Comité de vigilance
pour une paix réelle au Proche-Orient),

survenu le 3 septembre 1999.

Les obsèques auront lieu le jeudi 9 septembre, à 13 h 30, à la Mosquée de Paris, 2, place du Puits-de-l'Hermite, Paris-5e.

L'inhumation aura lieu à 16 h 15, au cimetière parisien de Thiais.

Ni fleurs ni couronnes.

---

– Le professeur Jacques Milliez, président d'honneur du CVPR,
Le bureau du CVPR,
Le bureau du CICUP,
ont la tristesse de faire part de la grande perte qu'ils éprouvent par suite du décès, survenu le 3 septembre 1999, de leur fondatrice, présidente ou secrétaire générale,

**Bèr'a ADLI-BLOCH.**

---

– Marie-Christine et Franck Hawthorn,
Cédric et Aude,
François et Martine Beaujean, Clément,
Brigitte Beaujean, Georges Mougeot,
ont la profonde tristesse de faire part de la disparition de

**Mme Claude BEAUJEAN,**
née **Françoise DELACOUR.**

L'inhumation aura lieu vendredi 10 septembre 1999, à 14 h 30, au cimetière de Saint-Cyr-la-Rivière.

154, rue A.-Silvestre,
92400 Courbevoie.

---

– François et Martine Garay,
et Raphaelle Garay,
ses parents et sa sœur,
Les familles Garay, Bertrand, Barrera, Melin,
Ainsi que ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de

**Annabel,**

survenu accidentellement le 6 septembre 1999, dans sa vingt-deuxième année, aux Mureaux.

La cérémonie sera célébrée le jeudi 9 septembre, à 14 h 30, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul des Mureaux, suivie de l'inhumation au cimetière ancien des Mureaux.

On se réunira à l'église.

Prière de n'apporter ni fleurs ni couronnes.

Des dons seront collectés sur place à l'intention des accidentés de la route.

La famille ne recevra pas de condoléances, un registre sera tenu à disposition.

37 *bis*, rue des Perrons,
78130 Les Mureaux.

---

– Patric et Gioia Bascoul-Gauthier,
son fils et sa belle-fille,
Raphaël, Sveva, Clara,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

**M. Pierre**
**BASCOUL-GAUTHIER,**
officier de la Légion d'honneur,
médaille de la Résistance,
ancien contrôleur civil au Maroc,
inspecteur général
de l'économie nationale,
directeur honoraire
des services du premier ministre,

le 4 septembre 1999, dans sa soixante-dix-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée par le Père Michel Rondet, ami de la famille, le samedi 11 septembre, à 10 h 45, en l'église de Vif (Isère).

Cet avis tient lieu de faire-part.

---

– Nous avons la tristesse de faire part du décès de

**Robert BESSETTES,**
professeur,

survenu le 3 août 1999, à Colombiès (Aveyron).

Ses amis du collège Marcel-Roby et du lycée Jeanne-d'Albret de Saint-Germain-en-Laye.

---

– Mme René Brault,
Mme Jean Mersch,
Mme Jacques Brault,
M. et Mme Jacques Joly,
M. et Mme Michel Brault,
Sœur Elisabeth Brault, fmm,
Ainsi que ses nombreux neveux, petits-neveux, arrière-petits-neveux,
recommandent à votre prière

**le Père Jean BRAULT,**
chanoine honoraire
de Notre-Dame de Paris,
ancien supérieur
de Saint-Jean de Passy,
ancien curé de Saint-Mandé,

décédé à la Maison Marie-Thérèse, le 6 septembre 1999, dans sa quatre-vingt-treizième année.

La messe d'enterrement sera célébrée le samedi 11 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-François-Xavier, place du Président-Mithouard, Paris-7e.

L'inhumation aura lieu au cimetière Saint-Chéron, à Chartres, le lundi 13 septembre, à 11 h 30.

Pas de fleurs, dons au profit des missions.

---

– L'association En passant par la montagne
a l'immense douleur de faire part du décès, des suites d'un cancer, de

**Régis DARRIGOL,**
moniteur d'escalade,
accompagnateur en montagne,

le 2 septembre 1999, à l'âge de vingt-sept ans.

Régis était une personne d'exception. Il avait, avec courage, posé la première pierre de l'association. Il faisait ainsi le lien entre sa passion pour la montagne et son dévouement pour les autres.

Nous n'oublierons pas son enthousiasme, sa générosité, sa combativité.

Vraiment, Gaspard, tu avais un papa extraordinaire.

---

– Toute sa famille
fait part du décès de

**Jean Afoyil DIATTA,**
rédacteur en chef adjoint
du service Afrique
à Radio France International,

survenu dans sa cinquante-septième année.

Une bénédiction aura lieu le vendredi 10 septembre 1999, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, Paris-16e.

Selon sa volonté, il sera inhumé au cimetière Belair de Dakar (Sénégal).

---

– Mme Janick Collombin,
sa compagne,
Arnaud et Amaury,
ses fils,
Sa famille,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

**Jean Claude Philippe**
**DUMAS DELAGE.**

Les obsèques religieuses auront lieu le vendredi 10 septembre 1999, à 16 heures, en la cathédrale de Sarlat (Dordogne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

---

– Sa famille,
Et ses amis
ont la douleur de faire part du décès de

**Mme James GOW,**
née **Olga ZUKOVSKY,**

le 2 septembre 1999, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Nous nous réunirons au crématorium du Père-Lachaise, le 9 septembre, à 15 h 15.

---

– Aïda et Alexandre Meshaka
et leurs enfants,
Josette et Yves Nordmann
et leurs enfants,
Hélène et Henri Schmidt,
ont la très grande tristesse de faire part du décès de

**Mme Mina-Marguerite KADARA,**
née **BOUCLET,**

survenu le 1er septembre 1999, dans sa quatre-vingt-treizième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, impasse de la Camachefroy,
95200 Herblay.
14, rue des Puits,
92150 Suresnes.
14, rue du Ziegelfeld,
67100 Strasbourg.

---

– La Société psychanalytique de Paris,
Et le Centre Jean-Favreau
ont le regret de faire part du décès de leur collègue,

**Gledmar NASCIMENTO.**

---

– M. et Mme Jean-Pierre Zimmermann,
Et leur fille Camille,
Joëlle-Frédérique Zimmermann,
ses enfants,
Denise Siterre, Ghislaine Foessel, Patrice Babbucci,
ses filleuls,
Les familles Babbucci, Bourges-Maunoury, Cresp-Gandhaï, Foessel, Froment, Kohn, Padeano, Picard, Siterre, Vitry,
Tous ses amis, en particulier la famille Touati,
Mes Jean Eghiazarian, Nicole Milhaud, Renée Hatem,
Le docteur Crepin
et son infirmière Mme Aubrespy,
s'associent pour annoncer le retour vers Dieu de

**Andrée ZIMMERMANN,**
née **VITRY,**
dite **"PACQUOT-ZIM",**

le 5 septembre 1999, à Paris-14e.

Les obsèques auront lieu le vendredi 10 septembre, à 10 heures, dans la paroisse familiale Saint-François-de-Sales, rue Brémontier, Paris-17e, suivies de l'inhumation dans le caveau familial de Vitteaux, en Côte-d'Or, vers 16 heures.

## Anniversaires de décès

**François AUBOUX**

nous a quittés le 9 septembre 1997.

Sa famille et ses amis pensent à lui.

---

## Remerciements

– Mme Marc Bley,
Le général et Mme Jacques Bley,
Leurs enfants et petits-enfants,
Et tous les leurs,
profondément touchés par tous les témoignages qui leur sont parvenus lors du décès du

**docteur Marc BLEY,**

remercient vivement les nombreux amis qui se sont associés à leur peine.

Une messe sera célébrée à son intention le mardi 28 septembre 1999, à 19 heures, en la chapelle du cours Sainte-Ursule, 102, boulevard Pereire, Paris-17e.

---

– A tous ceux et celles qui leur ont témoigné affection et soutien, lors du décès de

**Jacques KERGOAT,**

A tous celles et ceux qui leur ont dit que les idées pour lesquelles il s'est tant battu continueraient à vivre,

Danièle et Prisca Kergoat tiennent à dire merci. Merci du fond du cœur.

---

## Avis de messe

– Une messe sera célébrée le samedi 25 septembre 1999, à 15 heures, en la chapelle de l'Ecole militaire, 13, place Joffre, Paris-7e, à l'intention du

**capitaine de vaisseau (cr)**
**Jean Louis DONATI,**

décédé le 6 août 1999.

---

– La cérémonie du dernier adieu à

**Michel DAUREIL,**

décédé le 28 juillet dernier dans sa quarante-deuxième année, aura lieu le vendredi 10 septembre, à 11 heures, en l'église Saint-Merri, 74, rue Saint-Martin, Paris-4e.

L'équipe de la Flamboyance et tous les amis de Michel Daureil rappellent le rôle exceptionnel que celui-ci aura joué, non seulement comme fondateur du mouvement, mais aussi en tant que visionnaire, porteur d'une nouvelle conception des rapports entre les générations dans notre société. Son action aura été d'autant plus remarquable qu'elle s'est étendue au-delà de nos frontières avec la création d'un réseau à l'échelle de l'Union européenne et des autres continents.

---

**CARNET DU MONDE**
**- TARIFS 99 -**
**TARIF à la ligne**

**DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS**
**136 TTC - 20,73 €**
**TARIF ABONNÉS**
**118 F TTC - 17,98 €**

**NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES**
**520 F TTC - 79,27 €**
**FORFAIT 10 LIGNES**
***Toute ligne suppl. : 62 F TTC - 9,45 €***

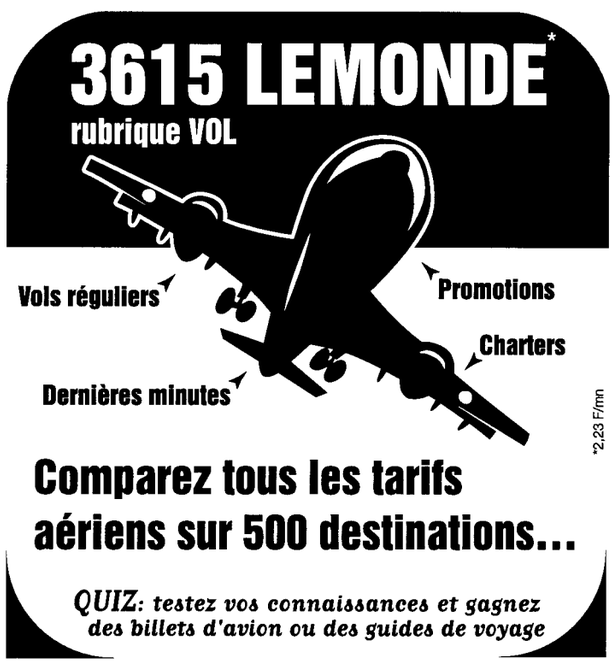
**THÈSES - ÉTUDIANTS :**
**83 F TTC - 12,65 €**
**COLLOQUES - CONFÉRENCES :**
***Nous consulter***

**☎ 01.42.17.39.80 + 01.42.17.29.96**
**Fax : 01.42.17.21.36**
Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.

SOUTENANCES DE THÈSE
**83F TTC - 12,65 € la ligne**
Tarif Etudiants 99

*Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du* Monde *», sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.*

**Associations communiquez vos**
***Assemblées générales***
**tous les jours dans le Carnet**
**Tarif à la ligne**
**120 F TTC / 18,29 €**
**☎ 01.42.17.39.80**
**Fax : 01.42.17.21.36**



LeMonde Job: WMQ0909--0032-0 WAS LMQ0909-32 Op.: XX Rev.: 08-09-99 T.: 10:58 S.: 111,06-Cmp.:08,11, Base : LMQPAG 58Fap:100 N°:0557 Lcp:700 CMYK



## EN VUE

■ Un seul Serbe a fait sa rentrée à l'école de la future police kosovare *« multi-ethnique, démocratique et respectueuse des droits de l'homme »*, mardi 7 septembre, à Vucitrn.

■ A Hadda, quartier aisé de Sanaa, les policiers, qui voulaient lui confisquer son fusil-mitrailleur, ont tué, au cours d'un échange de coups de feu, le fils du chef de la police militaire au Yémen.

■ **Saddam Hussein** enverra à **Rouaia Farouk,** 12 ans, Suédoise d'origine irakienne, qui avait exprimé sa *« compassion pour les enfants d'Irak »*, une montre fabriquée à partir d'armes portées par des combattants.

■ Le ministère de la défense refuse la médaille des volontaires – attribuée aux combattants qui se sont engagés entre le 1er septembre 1939 et le 8 mai 1945 (dernière heure) – à **Eugène Habibie,** Vendéen hâtif, qui s'était fait recruter le 31 août 1939, à la veille de la déclaration de guerre.

■ *Le Pape d'Hitler*, récent ouvrage de **John Cornwell**, historien anglais à qui le Vatican avait ouvert ses archives pour *« prouver l'innocence de Pie XII »*, accuse finalement **Eugenio Pacelli** d'avoir, par antisémitisme, joué un rôle décisif dans l'ascension du Führer.

■ *« La gangrène de la corruption gagne le secteur de la santé en Colombie »*, a déploré lundi 6 septembre, à Bogota, le président **Andrés Pastrana**, étonné que des hôpitaux puissent facturer des césariennes à des patients masculins.

■ Mardi 7 septembre, à Hongkong, une amoureuse, raccrochée dans sa chute à la rembarde d'un balcon, a témoigné à la barre en faveur de son amant jugé pour l'avoir jetée du dix-huitième étage d'une tour.

■ Après avoir envoyé à l'abattoir 440 écureuils en situation irrégulière, la compagnie néerlandaise KLM, qui n'admet déjà plus de rongeurs et de reptiles, interdira ses vols aux oiseaux.

■ **Regina Odeh** a remporté le concours de Soltau en Allemagne- 13 000 euros de récompense –, en restant assise pendant 108 jours, munie d'un parapluie et d'un coupe-vent, en haut d'un poteau sur une planchette de bois.

■ Après avoir longtemps nagé dans les étangs du nord de la Suède au milieu des oies naines de Laponie, cacardé en tenue de camouflage avec leurs oisillons, avoir fait voler le troupeau en formation derrière son ULM, **Christian Moullec**, ornithologue français, accompagnera leur migration, pour qu'elles évitent la France où les chasseurs, les prenant pour des oies rieuses, les tirent fréquemment.

*Christian Colombani*

# Timor dans la presse portugaise

## A Lisbonne, les quotidiens reflètent les sentiments d'inquiétude particulière et de solidarité d'un pays qui colonisa le territoire est-timorais au XVIe siècle et le quitta brutalement en 1975, ouvrant la voix à l'annexion indonésienne

**LA PRESSE** de Lisbonne a toujours réservé une place spéciale à l'ancienne colonie portugaise du Timor-Oriental, envahie par l'Indonésie en 1975 et annexée, l'année suivante, sans l'aval des Nations unies. L'avenir du territoire, dont le Portugal est toujours, aux yeux de l'ONU, la puissance administrative, représente pour le gouvernement du premier ministre socialiste, Antonio Guterres, la priorité des priorités de sa diplomatie.

Depuis le référendum du 30 août, largement favorable à l'indépendance, Timor ne quitte plus la une des journaux. Les éditoriaux laissent transparaître la frustration, la colère et, en même temps, la hargne et l'obstination de nombre de Portugais qui avaient rêvé d'un dénouement heureux. *« Après avoir vécu avec émotion la grande démonstration de courage du vote, après avoir senti une joie authentique quand le scrutin a confirmé l'option écrasante pour l'indépendance, nous avons assisté, désespérés, à l'écroulement de nos espoirs, à l'installation du chaos (...), à la complicité des autorités indonésiennes, à l'hypocrisie des représentations diplomatiques »,* écrit le journal *Público. « On meurt à Timor. Combien de morts faut-il encore avoir pour que quelqu'un leur tende la*

*main ? »*, s'interroge le quotidien. Selon *Público,* le gouvernement de Lisbonne fait tout ce qu'il peut pour obtenir un minimum : forcer l'Indonésie à accepter l'envoi d'une force de sécurité sous le commandement de l'ONU. *« Parmi les cinq membres du Conseil de sécurité, seule la Grande-Bretagne défend la même position que le Portugal. La Russie et la Chine s'opposent à toute option pouvant amener l'ONU à intervenir pour défendre des êtres humains en danger de mort. La France et les Etats-Unis ne bougent pas. Ils craignent la déstabilisation de la délicate situation intérieure de l'Indonésie vers la démocratie »*, ajoute le journal.

Le *Diario de Noticias*, l'autre grand quotidien de Lisbonne, écrit : *« MM. Clinton, Blair, Chirac et Jospin, pour ne parler que de quelques-uns, ont inauguré au Kosovo ce qu'on appelle les guerres morales ou humanitaires pour sauver un peuple du génocide. Maintenant, comme l'Indonésie est un pays ami, ils sont complices des crimes commis au Timor. Ils sont aussi criminels que les assassins de Djakarta. Le masque des droits de l'homme est tombé finalement. »* Se faisant l'écho de l'unanimité que l'affaire a créée dans tous les partis politiques portugais et dans la société civile, le journal ajoute : *« Monsieur le premier ministre, faites tout ce que vous pouvez. Vous avez décidé courageusement d'aller de l'avant avec la réalisation du référendum. Les Timorais ont joué héroïquement leur rôle. Ils ne peuvent pas être abandonnés à la fureur et à la vengeance d'assassins armés qui agissent sous le couvert de l'Indonésie. »*

### LARMES AUX YEUX

Un envoyé spécial du *Diario de Noticias*, obligé comme la plupart des journalistes à quitter Dili, la capitale du Timor-Oriental, écrit : *« L'avion parcourt la piste. Autour de moi, beaucoup de journalistes ont les larmes aux yeux. Des larmes de rage, d'impuissance, d'incompréhension. »* Et, en faisant allusion aux fréquentes promesses de Djakarta de garantir la sécurité dans le territoire, il conclut : *« Que d'hypocrisie, que de paroles inutiles. Aucune de ces paroles ne pourra aider ce petit peuple pauvre qui a vaincu les envahisseurs avec le murmure de ses prières et le silence de son vote, mais qui, à l'heure de la victoire, a été obligé de fuir à nouveau et de se cacher. »*

***Alexandre Flucher-Monteiro***

## DANS LA PRESSE

**LA TRIBUNE**
*Philippe Mudry*

■ A égalité avec Time-Warner et Walt Disney, le futur Viacom sera présent sur tous les marchés, dans la production et la distribution de films comme dans la télévision, la radio, le livre, les parcs à thème et l'Internet, au travers de marques de premier rang *(...).* Autant dire que l'Amérique, adossée à une industrie de l'image sans équivalent dans le monde et à une langue universelle, est bien décidée non seulement à conserver son hégémonie dans les médias, mais à la conforter. A l'heure où l'Europe s'efforce de rester dans la course, suscitant de légitimes interrogations sur les règles de concentration, la détermination américaine mérite d'être méditée. L'heure n'est pas aux petits champions. Les Etats-Unis ne nous laissent guère le choix.

**LCI**
*Pierre-Luc Séguillon*

■ Ce qui se passe aujourd'hui au Timor-Oriental illustre, de manière cynique, les limites du devoir d'ingérence et l'hypocrisie parfois de ses avocats *(...).* La communauté internationale a encouragé les Timorais à proclamer leur indépendance et elle a organisé, par le biais des Nations unies, un référendum à cet effet. Nul ne pouvait ignorer ce que serait la réaction de l'armée indonésienne. La tragédie était programmée. Elle se déroule sous nos yeux *(...).* Mais la communauté internationale demeure l'arme au pied. C'est que les raisons économiques, diplomatiques et politiques qui appelaient une intervention au Kosovo commandent le laisser-faire au Timor *(...).* Ainsi le devoir d'ingérence n'est-il jamais que prétexte. Son application dépend non pas de l'intérêt de ceux pour qui il s'exerce, mais d'abord et avant tout du bénéfice que peuvent en retirer ceux qui l'exercent.

**FRANCE-INTER**
*Pierre Le Marc*

■ La visite *[de Lionel Jospin en Corse]* a certes été « utile ». Mais elle a aussi souligné les limites de l'exercice. Limites auxquelles se sont heurtés ses prédécesseurs et que matérialisent le refus obstiné d'une minorité de sortir de la violence *(...),* le malentendu qu'il perpétue dans les rapports entre l'Etat et les Corses. Le mérite du premier ministre est d'avoir trouvé les mots susceptibles de réinstaller ce rapport dans la confiance *(...).* Mais malgré cette dimension relativement positive du voyage du premier ministre, l'impression qu'il laisse, c'est que son effet s'est arrêté là, que demeure inchangé, intact, hélas, le blocage de la société corse. Blocage dû à l'existence et la perpétuation d'une minorité indépendantiste résolue à imposer ses choix par la violence. Blocage dû à la passivité d'une grande partie de la mouvance nationaliste qui accepte d'être l'otage de cette minorité et de ses pratiques et renonce à imposer une autre voie, pacifique celle-là, pour promouvoir l'identité corse. Blocage renforcé par l'ambiguïté diffuse, culturelle, des élus et d'une partie de l'opinion à l'égard de ces phénomènes.

# www.letraslibres.com

## La nouvelle revue littéraire mexicaine « Letras libres » tient salon sur le Web

**« SANS LIBERTÉ,** *la littérature est lettre morte »,* affirmait l'historien Enrique Krauze dans son éditorial du premier numéro de la revue mexicaine *Letras libres*, paru en janvier 1999. Héritière de la célèbre *Vuelta*, créée il y a vingt-deux ans par le Prix Nobel de littérature Octavio Paz, *Letras libres* s'est dotée, dès sa parution, d'un site Internet. Pour Enrique Krauze et les autres fondateurs de ce nouveau périodique, une présence sur le Web allait de soi : *« Notre site est un lieu de rencontre pour tous ceux qui veulent laisser gambader leurs idées en liberté, tout en récoltant celles des autres. »* M. Krauze insiste sur la complémentarité de la version papier et de l'édition électronique : *« Letras libres interactivas ne sera pas un simple appendice de la revue, mais plutôt une assemblée de lecteurs où se développera un dialogue entre la page virtuelle et la page imprimée. »*

Cette profession de foi n'empêche pas *Letras libres* d'utiliser Internet comme un nouvel outil de distribution de la revue, dont le contenu peut être téléchargé dans une mise en page identique à celle de la version papier. Les hispanophones du monde entier pourront ainsi lire dans le numéro d'août 1999 un hommage à l'écrivain Jorge Luis Borges, à l'occasion du centenaire de sa naissance.

Par ailleurs, *Letras libres* a fait numériser l'ensemble des archives de la défunte et prestigieuse revue *Vuelta* et les a placées sur son site, ce qui permet de découvrir gratuitement les vingt-deux ans de son histoire. Le site héberge également une petite librairie virtuelle.

Les forums de discussion, ouverts à tous, traitent de sujets aussi variés que la création littéraire contemporaine ou la vie politique latino-américaine. Le forum consacré à la grève qui paralyse depuis quatre mois l'Université nationale autonome de Mexico (UNAM) accueille déjà plusieurs centaines de contributions. L'affaire Pinochet continue également d'être débattue avec passion.

Le site propose également des rubriques originales, notamment En Linea, alimentée quotidiennement par un réseau international de correspondants aux goûts éclectiques. Le journaliste basé à New York propose un entretien nostalgique avec Donna Summer, la diva de la musique disco américaine, tandis que celui de Sao Paulo commente une exposition brésilienne consacrée à Picasso. Cette rubrique s'accompagne d'un agenda culturel des principales capitales de tous les continents.

***Estelle Nouel et Jean-Christophe Rampal***

## SUR LA TOILE

**INTERNET GRATUIT**

■ En Belgique, trois nouveaux prestataires Internet vont proposer des accès gratuits : Worldonline, en partenariat avec le quotidien *De Morgen*, Planet Internet et le fabricant d'ordinateurs Compaq, en association avec l'opérateur national de téléphone Belgacom. Un premier fournisseur gratuit, Freebel, est ouvert depuis le mois de juillet.

**RADIO-FRANCE**

■ La version remaniée du site Internet de Radio-France est en ligne depuis le 6 septembre. Parmi les nouveautés, un reportage multimédia quotidien *« traitera un moment fort de l'actualité choisi par l'une des rédactions du groupe »*. Des dossiers thématiques seront prochainement disponibles. Le site propose également un système de *« personnalisation »*, permettant à l'internaute *« de voir le site évoluer en fonction de ses choix ou de ses comportements d'écoute »*. Cinq stations de Radio-France sont actuellement diffusées en direct sur Internet : France-Inter, France-Info, France-Culture, Le Mouv' et Radio-France Périgord. *www.radio-france.fr*

**Abonnez-vous au Monde pour seulement 173F par mois**

**Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à : *LE MONDE*, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 60646 Chantilly Cedex**

**Oui,** je souhaite recevoir *Le Monde* pour 173F (26,37€)par mois par prélèvement automatique.

❑ M. ❑ Mme Prénom : ..... Nom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Localité : .....

Offre valable jusqu'au 31/12/99 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 901MQPA1

**Autorisation de prélèvements**

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 134031

ORGANISME CRÉANCIER : *LE MONDE* 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*.

**Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.**

Date : .....

Signature :

TITULAIRE DU COMPTE A DÉBITER

Nom.....

Prénom .....

N° .....rue.....

Code postal ..... Ville .....

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE A DÉBITER *(votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)*

.....

.....

N° .....rue.....

Code postal ..... Ville .....

DÉSIGNATION DU COMPTE A DÉBITER

Code Etablissement | Code Guichet | N°de compte | Clé RIB

**IMPORTANT :** merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

**Pour tout renseignement concernant** le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc : **Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.**

**Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99FTTC/min)**

"*Le Monde*" (USPS=0009729) is published daily for $ 892 per year "*Le Monde*" 21, *bis*, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additionnal mailing offices, POSTMASTER : Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 129 19 1518

**Pour les abonnements souscrits aux USA :** INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

# Vive le roquefort libre ! *par Alain Rollat*

**C'ÉTAIT** soir de gloire pour l'Astérix du Larzac. Sorti de prison en fanfare, José Bové touchait, en direct, les dividendes de son savoir-faire médiatique. Il pouvait enfin pavoiser dans le journal de 20 heures de France 2 où Claude Sérillon se faisait l'avocat du diable mondialiste pour faciliter son appel à la *« non-violence active »* contre la *« mal-bouffe »*. Il exhortait les tribus des causses à résister au rouleau compresseur uniformisant de la World Company. Il justifiait le choix symbolique de sa cible au nom du droit des peuples à l'autodétermination alimentaire : *« La nourriture servie chez McDonald's,* disait-il, *n'est que de la nourriture industrielle, dégradée, sans saveur, qui détruit complètement le goût des consommateurs. »* Il avait raison. La résistance aux prétentions hégémoniques du hamburger est, avant tout, un impératif culturel.

Mais l'ami José parlait sur un fond champêtre qui donnait à son propos une tonalité nostalgique et confrontait sa démarche utopique à une réalité plus déprimante. L'arrière-plan montrait les ruines d'une bergerie. C'étaient de beaux vestiges, un bel amas de pierres sèches et de moisissures veloutées. Ces pierres moussues rappelaient le peuple des roquefort à l'humilité. A qui la faute si la civilisation des grands ensembles a phagocyté celle des terroirs ? A qui la faute si les légions de McDonald's ont si facilement asservi nos petits-enfants ?

Presque au même moment, la nouvelle coqueluche de Canal +, Nagui, faisait le clown dans un sketch qui, lui aussi, renvoyait la cause du Larzac retranché à la lutte du pot de terre contre le pot de fer. « *Donnez à choisir à un gamin entre une belle assiette d'épinards frais et un hamburger,* disait-il, *vous verrez ce qu'il choisira...* » Il parlait de José Bové avec sympathie mais ce qu'il disait de sa bataille perdue d'avance faisait rire son public. Il cherchait à amuser, non à faire réfléchir. Or, les grimaces de Nagui précédaient une tranche de publicité proclamant l'ouverture d'un « Festival international du hamburger ». La cible commerciale de McDonald's était la même que celle de Nagui. La connexion entre la nourriture industrielle de l'un et le fonds de commerce télévisuel de l'autre s'affichait en pleine logique.

Plus bizarrement, la même tranche de pub invitait aussi les consommateurs de hamburgers à être attentifs *« à la difficulté... de faire surfer une tranche de poulet sur une vague hawaïenne sans perdre la tomate et la salade ! »* C'était sans doute une directive cryptée confirmant que, sur Canal +, plus qu'ailleurs, *« la télévision engendre la myopie... »* (Mc Luhan).

LeMonde Job: WMQ0909--0033-0 WAS LMQ0909-33 Op.: XX Rev.: 08-09-99 T.: 09:09 S.: 111,06-Cmp.:08,11, Base : LMQPAG 58Fap:100 N°:0558 Lcp:700 CMYK



MERCREDI 8 SEPTEMBRE

# GUIDE TÉLÉVISION

## DÉBATS

**21.25** Russie, à la recherche d'une identité. **Forum Planète**
**23.30** Qui a peur d'Hollywood ? **Forum Planète**

## MAGAZINES

**18.30** Nulle part ailleurs. Amélie Nothomb ; Yves Simon ; Robin Williams ; Elie Semoun. **Canal +**
**20.45** Les Mercredis de l'Histoire. Nu et libre : Histoire du naturisme. **Arte**
**20.50** Combien ça coûte ? Les enfants. **TF 1**
**20.55** Des racines et des ailes. Angkor : Halte au pillage. Compostelle : A chacun son chemin. Un palais pour ambassade. **France 3**
**21.05** Strip-tease. Spécial enseignement. **TV 5**
**22.40** Ça se discute. Adolescents : d'où vient la tentation du suicide ? **France 2**
**23.30** Les Dossiers de l'Histoire. Le tsar, le docteur du tsar et l'espion. **France 3**

## DOCUMENTAIRES

**19.00** Connaissance. Les Olympiades de la technique : aux frontières du possible. **Arte**
**19.30** Qiuci. [1/4]. **Odyssée**
**19.45** Le Tata. **Histoire**
**20.00** All That Bach. **Muzzik**
**20.15** 360°, le reportage GEO. L'erreur est humaine. [3/4]. **Arte**
**20.30** La Légende napoléonienne. [2/2]. De feu et de sang. **Planète**
**20.45** Les Origines de la guerre. [1/8]. L'Allemagne. **Histoire**
**20.50** Les Derniers Navigateurs. **Odyssée**
**21.25** Vietnam, 10 000 jours de guerre. [6/13]. La puissance militaire américaine. **Planète**
**21.40** Carnets de vol. Le rêve d'Icare. **Odyssée**
**21.45** Musica. Expériences sonores à Berlin : le compositeur Wolfgang Rihm. **Arte**
**22.45** Une histoire de la médecine. [1/8]. Les sociétés devant l'épidémie : l'impuissance et la peur. **Histoire**
**22.45** Un siècle de danse. [5/5]. **Mezzo**
**23.35** Les Chevaliers. Robert Guiscard, terreur du monde. **Planète**
**23.40** Mémoire vivante. La Bataille de Citizen Kane. **TSR**
**23.50** Objectif nature. Les contrées sauvages du Rio Tortuguero. **Odyssée**
**0.05** Profil. Chantal Akerman par Chantal Akerman. **Arte**
**0.20** La Case de l'oncle Doc. Chasse aux sorcières à Hollywood. **France 3**

## SPORTS EN DIRECT

**17.50** Football. Euro 2000 (éliminatoires) : Arménie - France. **TF 1**
**19.00** et 1.30 Tennis. US Open. **Eurosport**
**19.30** Volley-ball. Euroligue : France - Yougoslavie. **Pathé Sport**
**20.05** Football. Euro 2000 (éliminatoires) : Suisse - Biélorussie. **TSR**
**21.30** Football. Euro 2000 (éliminatoires) : Islande - Ukraine. **Pathé Sport**

## DANSE

**23.40** Coppélia. Musique de Delibes. Chorégraphie. Maguy Marin. **Mezzo**

## MUSIQUE

**20.45** Denez Prigent. Rennes 1998. **Mezzo**
**21.40** P 18 à Rennes 1998. **Mezzo**
**21.55** Massive Attack. Amsterdam 1998. **Paris Première**
**22.35** Schubert. *Le Voyage d'hiver*. Avec Ian Bostridge, ténor ; Julius Drake, piano. **Muzzik**

## TÉLÉFILMS

**19.50** Proviseur d'un jour. Robert King. **Disney Channel**

## COURTS MÉTRAGES

**22.40** Musique de tables. Thierry de Mey (1999). **Arte**
**2.25** Bon voyage. Alfred Hitchcock (GB, 1944, N., 30 min) ✪. **Arte**

## SÉRIES

**20.55** X-Files. Le shérif a les dents longues. La fin. **M 6**
**22.15** Madame le proviseur. La Bête. **TV 5**
**22.45** Leaving L.A. Give Them Names (v.o.). **Série Club**
**23.10** Columbo. Ombres et lumières. **TF 1**
**0.45** Les Soprano. Egarement (v.o.). **Canal Jimmy**

# FILMS

**16.10 L'Impossible**
**Monsieur Bébé** ■ ■ ■
Howard Hawks (Etats-Unis, 1938, N., 105 min) ✪. **Ciné Classics**

**16.30 L'Esclave libre** ■ ■
Raoul Walsh (EU, 1957, v.o., 125 min) ✪. **Ciné Cinémas 3**

**17.05 Portrait de femme** ■ ■
Jane Campion (Grande-Bretagne, 1996, 140 min) ✪. **Cinéstar 2**

**18.05 Une corde, un colt** ■ ■
Robert Hossein (France - Italie, 1968, 85 min) ✪. **Cinétoile**

**18.30 Descente aux enfers** ■ ■
Francis Girod (France, 1986, 90 min) ○. **Ciné Cinémas 1**

**18.50 Je sais où je vais** ■ ■
Michael Powell et Emeric Pressburger (Grande-Bretagne, 1947, N., v.o., 90 min) ✪. **Ciné Classics**

**19.30 Beau fixe sur New York** ■ ■
Stanley Donen et Gene Kelly (Etats-Unis, 1955, v.o., 100 min) ✪. **Cinétoile**

**20.30 Snake Eyes** ■ ■
Abel Ferrara (Etats-Unis, 1993, 110 min) ✪. **Ciné Cinémas 1**

**20.30 Le Mariage de mon meilleur ami** ■ ■
**Paul J. Hogan. Avec Julia Roberts, Cameron Diaz** (Etats-Unis, 1997, 100 min) ✪. **Canal + Vert**

**20.30 Les Anges aux figures sales** ■ ■
Michael Curtiz (EU, 1938, N., v.o., 100 min) ✪. **Ciné Classics**

**21.15 Trainspotting** ■ ■
Danny Boyle (Grande-Bretagne, 1995, 105 min) ✪. **RTBF 1**

**22.40 Harry dans tous ses états** ■ ■
Woody Allen (Etats-Unis, 1997, 95 min) ✪. **Canal + Vert**

**22.45 L'As des as** ■ ■
Gérard Oury (Fr. - All., 1982, 100 min) ✪. **Cinétoile**

# PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

### TF 1

**17.50 Football.** Euro 2000 : Arménie - France.
**19.55** et 1.08 **Clic et net.**
**20.00 Journal, Météo.**
**20.50 Combien ça coûte ?** Les enfants.
**23.10 Columbo.** Ombres et lumières ✪.

### FRANCE 2

**18.50 Friends.** Celui qui enviait ses amis. ✪.
**19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.**
**19.25 Qui est qui.**
**19.55** et 20.50 **Tirage du Loto.**
**20.00 Journal, Météo.**
**20.55 La soirée continue.** L'Instit : Personne m'aime. Téléfilm. Véronique Tumahaï ✪. **22.40** Ça se discute. Adolescents : d'où vient la tentation du suicide ?
**0.40 Journal, Météo.**
**1.05 Des mots de minuit.** Eteignez vos portables !

### FRANCE 3

**18.20 Questions pour un champion.**
**18.50 Un livre, un jour.**
**18.55 Le 19-20 de l'Info, Météo.**
**20.05 Fa Si La.**
**20.35 Tout le sport.**
**20.55 Des racines et des ailes.**
**22.55 Météo, Soir 3.**
**23.30 Les Dossiers de l'Histoire.** Le tsar, le docteur du tsar et l'espion.
**0.20 La Case de l'oncle Doc.** Chasse aux sorcières à Hollywood.
**1.15 Nocturnales.** Stravinsky.

### CANAL +

▶ **En clair jusqu'à 21.00**
**18.20 Nulle part ailleurs.**
**20.30 Le Journal du cinéma.**
**21.00 La Dernière Preuve** ■ Film. Randal Kleiser. ✪.
**22.40 Secrets** ■ Film. Jocelyn Moorhouse (v.o.). ○.
**0.20 Mad City** ■ Film. C. Costa-Gavras (v.o.). ○.
**2.10 La Dernière Cavale** ■ Film. Kiefer Sutherland (v.o.). ✪.

### ARTE

**19.00 Connaissance.**
**19.45 Météo, Arte info.**
**20.15 360°, le reportage GEO.**
**20.45 Les Mercredis de l'Histoire.** Nu et libre : Histoire du naturisme.
**21.35 Les Cent Photos du siècle.**
**21.45 Musica.** Expériences sonores à Berlin : le compositeur Wolfgang Rihm. **22.40** *Musique de tables.* Court métrage. Thierry de Mey. ✪.
**22.50 La Lucarne. Sud** ■ ■ Film. Chantal Akerman. ✪.
**0.05 Profil.** Chantal Akerman par Chantal Akerman.
**1.10 Simone Barbès ou la vertu** ■ ■ Film. Marie-Claude Treilhou. ✪.
**2.25 Court-circuit.** *Bon voyage.* Court métrage. Alfred Hitchcock ✪.

### M 6

**17.30 Highlander.** ✪.
**18.25 The Sentinel.** ✪.
**19.20 Dharma & Greg.** ✪.
**19.50 La sécurité sort...**
**19.54 Le Six Minutes, Météo.**
**20.10 Une nounou d'enfer.** ✪.
**20.40 Avant-première.**
**20.55 X-Files.** Le shérif a les dents longues. La fin. ✪.
**22.40 Sniper.** Téléfilm. Klaus Biedermann. ○.

## RADIO

### FRANCE-CULTURE

**19.30 Personne n'est parfait.** Emilie Deleuze ; Charles Matton ; François Dupeyron ; Nicolas Philibert.
**20.30 Prima la musica.**
**21.20 Expresso.** Poésie sur parole.
**21.30 Multidiffusion.**
**22.10 Carnets de notes.** Tu vois ce que j'entends [1/3].
**22.30 Gouhahanouka.**

### FRANCE-MUSIQUES

**20.00 A pleines voix.** Festival de Montreux-Vevey. Par le Chœur de chambre de la RIAS de Berlin, dir. Marcus Creed.
**22.30 Suivez le thème.** Cotton Tail.
**23.00 Le Conversatoire.**

### RADIO CLASSIQUE

**20.15 Les Soirées.** *Carnaval de Vienne*, de R. Schumann, Alexander Rabinovitch, piano.
**20.40 Armida de Rossini.** Opéra. Par le Chœur et l'Orchestre du Théâtre communal de Bologne, dir. Daniele Gatti, Renée Fleming (Armida), Gregory Kunde (Rinaldo)...
**23.34 Renée Fleming.**

Le Monde TELÉVISION

## FRANCE-MUSIQUES

**20.00 Le Pèlerinage de la rose**
C'est en 1851, en deux semaines, que Schumann composa cet oratorio d'un genre nouveau, où s'efface la distinction entre airs et récitatifs, qui illustre parfaitement son art des hardiesses tranquilles. L'œuvre raconte la vie d'une rose qui devint une jeune fille, à condition de ne pas se séparer de sa fleur emblématique. Elle s'abolit d'elle-même en offrant la fleur à son premier-né.

## ARTE

**22.50 Sud** ■ ■
La cinéaste belge Chantal Akerman a planté ses caméras dans le sud des Etats-Unis, après que le meurtre d'un jeune Noir eut été commis par trois jeunes Blancs proches de l'extrême droite. On retrouve les mouvements lents de caméra de la cinéaste, ses silences, sa manière de retranscrire *« le paysage mental »* d'une ville – en l'occurrence Jasper –, où a eu lieu ce crime. Un document saisissant.

## FRANCE 3

**23.30 Le Tsar, le Docteur du tsar et l'Espion**
Un document de Daniel Leconte sur le retour de Constantin Melnik, quatre-vingts ans après que son grand-père, médecin de Nicolas II, eut été assassiné avec la famille impériale, en 1918. Retrouvailles avec le pays, avec la famille restée en URSS, et aussi avec ses *« rivaux »* du KGB, Melnik ayant été le patron des services secrets du général de Gaulle.

JEUDI 9 SEPTEMBRE

# GUIDE TÉLÉVISION

## DÉBATS

**21.25** Virus, l'ennemi microscopique. Avec Claude Chastel, Jean-Marie Decazes, Alain Goudeau, René Roué, Willy Rozenbaum. **Forum Planète**
**23.20** Greenpeace, au nom de l'écologie. Avec Jean Chesneau, Hélène Crié, Bernard Kalaora, Claude Lorenzato, Jean-Luc Thierry. **Forum Planète**

## MAGAZINES

**13.50** La Cinquième rencontre... Coulisses de la mode. **La Cinquième**
**15.45** Le Vrai Journal. La rentrée des hommes politiques et les universités d'été, par John-Paul Lepers. La croisade anti-Mac Do des membres de la Confédération paysanne. Histoire d'un reportage bidon dans le mensuel « Entrevue ». La secte Fa Lun Gong fait peur à la Chine. **Canal +**
**16.10** et 20.10 Le Talk Show. **LCI**
**17.40** Le Débat de Pierre-Luc Séguillon. **LCI**
**18.00** Stars en stock. William Holden. Dustin Hoffman. **Paris Première**
**19.00** Courts particuliers. Jacques Tati. **Paris Première**
**18.20** Nulle part ailleurs. Invité : Kevin Williamson, Muse, Nicolas Genka. **Canal +**
**19.10** et 0.10 Le Rendez-vous. **LCI**
**20.55** Envoyé spécial. Musiques du monde. Dyslexie : l'intelligence cachée. Sectes sur ordonnance. **France 2**
**22.55** Boléro. Invitée : Paloma Picasso. **TMC**
**23.10** Comme au cinéma. Star comme une image. Tom Cruise : l'acteur très sage et sa belle image. La gueule de l'emploi. Les acteurs. Nathalie Baye à Venise. De mâles en Pierce. Invités : Michèle Laroque ; Line Renaud ; Muriel Robin ; Didier Bourdon. **France 2**

## DOCUMENTAIRES

**18.45** Une histoire de la médecine. [1/8]. Les sociétés devant l'épidémie : l'impuissance et la peur. **Histoire**
**19.00** Voyages, voyages. Tanger. **Arte**
**19.25** Francis Blanche, à la vie à l'humour. **Ciné Classics**
**20.10** Terre François Joseph. Au cœur de l'Arctique mystérieux. **Odyssée**
**20.15** 360°, le reportage GEO. L'erreur est humaine. [4/4]. Vitesse mortelle. **Arte**
**20.30** L'Islam en questions. [1/3]. L'ex-URSS. **Planète**
**20.30** Les Nouveaux Explorateurs. Sur la piste d'un virus mortel. **Forum Planète**
**20.40** Thema. Le retour des épidémies. **Arte**
**21.25** A qui appartient ma vie ? **Planète**
**22.00** Les Esprits de l'île de la Princesse. **Odyssée**
**22.05** La Légende napoléonienne. [2/2]. De feu et de sang. **Planète**
**22.30** L'Europe des pélerinages. [2/11]. Amsterdam. **Odyssée**
**22.30** Greenpeace, les commandos de l'écologie. **Forum Planète**
**23.00** Vietnam, 10000 jours de guerre. [6/13]. La puissance militaire américaine. **Planète**
**23.00** Cézanne. **Odyssée**
**23.45** Mémoires de France. [1/12]. Mémoires de Picardie. **Histoire**
**23.50** Dieu, poste restante, à Jérusalem. **Planète**
**23.50** Les Derniers Navigateurs. **Odyssée**
**0.15** N.U. **Histoire**
**0.45** Il était une fois le royaume d'Angleterre. Harwich et Colchester. **Odyssée**

## SPORTS EN DIRECT

**13.00** Cyclisme. Tour d'Espagne. Béjar - Ciudad Rodrigo (154 km). **Eurosport**
**17.00** Volley-ball. Euroligue. France - Rép. Tchèque. **Pathé Sport**
**19.00** et 2.00 Tennis. US Open. 11e jour. A Flushing Meadow, **Eurosport**
**19.30** Volley-ball. Euroligue. Russie - Italie. **Pathé Sport**

## DANSE

**19.25** Martha Graham au Japon. *Le Sacre du printemps.* Chorégraphie de Martha Graham. Musique de Stravinsky. Mise en scène. Ron Protas. Par le Martha Graham Dance Company. Avec Steve Rooks (le shaman), Christine Dakin (l'élue), Dark Borneman (un prêtre). **Mezzo**

## MUSIQUE

**18.00** From Be Bop To Hip Hop. Montreux 1991. **Muzzik**
**19.00** Festival de Pontoise. Vauréal 1996. Avec : Myriam Ruggeri, soprano ; Valérie Balssa, flûte ; Xavier-Julien Laferrière, violon ; Philippe Foulon, viole de gambe ; Emer Buckley, clavecin. Par le Lachrimae Consort. **Muzzik**
**20.05** L'Oiseau de feu, de Stravinsky. Par le Philadelphia Orchestra, dir. Eugène Ormandy. **Mezzo**
**21.40** Les Quatre Saisons. De Vivaldi. Par l'Orchestre de chambre anglais, dir. Nigel Kennedy. **Mezzo**
**22.00** The Gadd Gang Live. Tokyo 1988. **Muzzik**
**22.35** Richard Strauss Gala. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado. **Paris Première**
**23.00** Les Brigands. Opéra d'Offenbach. Mise en scène. Louis Erio et Alain Maratrat. Par l'Orchestre et les Chœurs de l'Opéra de Lyon, dir. Claire Gibault. **Muzzik**
**23.40** Massive Attack. Bruxelles 1998. **Canal +**
**23.40** Le « Te Deum » de Berlioz. Par l'Orchestre philharmonique de Vienne et le Chœur du Philharmonique de Prague, dir. Claudio Abbado. **Mezzo**
**0.55** Tony Bennett. Jazz à Vienne 98. **Paris Première**

## TÉLÉFILMS

**20.30** Chasseurs d'écume. Denys Granier-Deferre [1/3]. **Festival**
**20.55** L'Album de famille. Jack Bender [1/2]. **Téva**
**20.55** Vaincre à tout prix. Dick Lowry. **TMC**
**22.10** Ma terre. Bernard Malaterre. **Festival**
**22.30** Zoya, les chemins du destin. Richard Colla [2/2]. **Téva**
**22.45** Made in America. Double casse. Stuart Orme. **TF 1**
**23.55** Confessions dangereuses. Robert Iscove. ○. **France 3**

## SÉRIES

**17.30** Highlander. Le messager. **M 6**
**17.55** Le Prince de Bel-Air. Carlton a le blues. **France 2**
**18.20** Amicalement vôtre. L'enlèvement de Liza Zorakin. **Série Club**
**18.25** Hartley, cœurs à vif. **France 2**
**18.25** The Sentinel. Pour Roy. **M 6**
**19.20** Dharma & Greg. Secrets et confusion. **M 6**
**20.00** Happy Days. La Saint-Valentin. **Série Club**
**20.00** Father Ted. Saint Ted l'hospitalier (v.o.). **Canal Jimmy**
**20.50** Buffy contre les vampires. Halloween. **Série Club**
**20.55** X-Files. Le commencement. Poursuite. ○. **M 6**
**21.25** Urgences. Double aveugle. Le choix de Joï. **TSR**
**21.35** Highlander. Etre. **Série Club**
**0.50** Rude Awakening. Les accrocs anonymes (v.o.). **Canal Jimmy**
**1.20** That 70's Show. Eric, Donna, Fez et les autres (v.o.). **Canal Jimmy**

# FILMS

**20.45 Le Carnaval des dieux** ■ ■
Richard Brooks (Etats-Unis, 1957, N., 120 min) ✪. **Histoire**

**20.55 L'Armée des ombres** ■ ■
Jean-Pierre Melville (France, 1969, 145 min) ✪. **France 3**

**21.00 Secrets de femmes** ■ ■
Robert Wise (Etats-Unis, 1950, N., v.o., 95 min) ✪. **Paris Première**

**21.05 Les Nuits de la pleine lune** ■ ■ ■
**Eric Rohmer. Avec Pascale Ogier, Tchéky Karyo** (France, 1984, 105 min) ✪. **Canal Jimmy**

**21.10 La Dernière Séance** ■ ■
Peter Bogdanovich (Etats-Unis, 1971, N., 120 min) ✪. **Cinétoile**

**21.40 Wild Man Blues** ■ ■
Barbara Kopple (Etats-Unis, 1997, 100 min) ✪. **Canal + Vert**

**21.55 L'Esclave libre** ■ ■
Raoul Walsh (Etats-Unis, 1957, v.o., 125 min) ✪. **Ciné Cinémas 1**

**21.55 Snake Eyes** ■ ■
Abel Ferrara (Etats-Unis, 1993, 110 min) ✪. **Ciné Cinémas 2**

**22.25 Le Dernier de la liste** ■ ■
John Huston (Etats-Unis, 1963, N., v.o., 100 min) ✪. **13ème Rue**

**22.45 La Cassette** ■ ■
Manoel De Oliveira (Portugal, 1994, v.o., 95 min) ✪. **Ciné Cinémas 3**

**22.50 La Gloire de mon père** ■ ■
Yves Robert (France, 1990, 105 min) ✪. **Cinéstar 2**

**23.35 Les Anges aux figures sales** ■ ■
Michael Curtiz (Etats-Unis, 1938, N., v.o., 95 min) ✪. **Ciné Classics**

**23.45 A la poursuite du diamant vert** ■ ■
Robert Zemeckis (EU, 1984, 100 min) ✪. **Ciné Cinémas 2**

**23.55 Le Baiser** ■ ■
Jacques Feyder (EU, muet, 1929, N., 60 min) ✪. **Arte**

**0.00 Descente aux enfers** ■ ■
Francis Girod (France, 1986, 90 min) ○. **Ciné Cinémas 1**

STUDIO CANAL +

**0.35 Arizona Dream** ■
**Emir Kusturica. Avec Johnny Depp, Faye Dunaway** (Fr. - EU, 1992, v.o., 145 min) ✪. **Cinéstar 2**

**0.55 Complot de famille** ■ ■
Alfred Hitchcock (Etats-Unis, 1976, v.o., 120 min) ✪. **Arte**

# PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

### TF 1

**14.45 Arabesque.** ✪.
**15.40 Sydney Police.** ✪.
**16.45 Sunset Beach.** ✪.
**17.35 Melrose Place.** ✪.
**18.25 Exclusif.**
**19.05 Le Bigdil.**
**19.55 Clic et net.**
**20.00 Journal, Météo.**
**20.50 Les Cordier, juge et flic.** Piège à minuit ✪.
**22.45 Made in America.** **Double casse.** Téléfilm. S. Orme. ✪.
**0.30 Minuit sport.**

### FRANCE 2

**13.50 Derrick.** ✪.
**14.55 Le Renard.** ✪.
**15.55 Tiercé.**
**16.10 La Chance aux chansons.**
**16.55 Des chiffres et des lettres.**
**17.25 Un livre, des livres.**
**17.30 La Vie de famille.** ✪.
**17.55 Le Prince de Bel-Air.** ✪.
**18.25 Hartley, cœurs à vif.** ✪.
**19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.**
**19.25 Qui est qui.**
**20.00 Journal, Météo, Point route.**
**20.55 Envoyé spécial.**
**23.00 Expression directe.**
**23.10 Comme au cinéma.**
**0.45 Journal, Météo.**

### FRANCE 3

**13.45 Corky.** ✪.
**14.40 Andersonville.** Téléfilm. J. Frankenheimer [1/2]. ✪.
**16.10 Les Zinzins de l'espace.**
**16.35 Les Minikeums.**
**17.40 Le Kadox.**
**18.12 Comment ça va aujourd'hui ?** Mal de tête, migraine ou pas ?
**18.20 Questions pour un champion.**
**18.50 Un livre, un jour.**
**18.55 Le 19-20 de l'information.**
**20.00 Météo.**
**20.05 Fa Si La.**
**20.35 Tout le sport, Consomag.**
**20.55 L'Armée des ombres** ■ ■ Film. Jean-Pierre Melville. ✪.
**23.20 Météo, Soir 3.**
**23.55 Confessions dangereuses.** Téléfilm. Robert Iscove. ○.
**1.20 Espace francophone.**
**1.45 Nocturnales.** Stravinsky.

### CANAL +

**14.05 Mimic** ■ Film. Guillermo Del Toro. ✪.
**15.45 Le Vrai Journal.**
**16.35 Loved** ■ Film. Erin Dignam. ○.
▶ **En clair jusqu'à 20.40**
**18.20 Nulle part ailleurs.**
**20.30 Le Journal du cinéma.**
**20.40 Mots d'amour** ■ Film. Mimmo Calopresti. ✪.
**22.00 Au-delà du désir** Film. Lance Young (v.o.). ✪.
**23.40 Massive Attack.**
**0.35 Si c'était à refaire** ■ Film. Claude Lelouch. ✪.

### LA CINQUIÈME/ARTE

**13.50 La Cinquième rencontre...**
**14.50 Journal intime du corps humain.**
**15.45 Lettres d'Amérique.** Steinbeck.
**16.30 Alf.** ✪.
**17.00 Salut l'instit !**
**17.10 Galilée.**
**17.30 100 % question.**
**17.54 Les Voyageurs du temps.**
**17.55 Missions extrêmes.**
**18.30 Le Monde des animaux.**
**19.00 Voyages, voyages.** Tanger.
**19.45 Météo, Arte info.**
**20.15 360°, le reportage GEO.** L'erreur est humaine. [4/4].
**20.40 Thema. Le retour des épidémies.** **20.45** L'Attaque des virus tueurs. **21.20** et 22.05, 23.00 Débat. **21.35** Hépatite : L'épidémie sournoise. **21.50** Herpès : Des virus invisibles. **22.20** Vivre avec le virus. **23.20** Les Armes bactériologiques.
**23.55 Le Baiser** ■ ■ Film. Jacques Feyder (muet) ✪.
**0.55 Complot de famille** ■ ■ Film. Alfred Hitchcock (v.o.). ✪.

### M 6

**13.30 Le Prix de la tyrannie.** Téléfilm. David Greene. ✪.
**15.15 Le Saint.** ✪.
**16.15 M comme musique.**
**17.30 Highlander.** ✪.
**18.25 The Sentinel.** ✪.
**19.20 Dharma & Greg.** ✪.
**19.54 Le Six Minutes, Météo.**
**20.10 Une nounou d'enfer.** ✪.
**20.40 Décrochages info, Passé simple.**
**20.55 X-Files.** Le commencement. ✪. Poursuite. ○.
**22.40 Amityville 2, le possédé** Film. Damiano Damiani. ✪.

## RADIO

### FRANCE-CULTURE

**19.30 En vivant, en écrivant.**
**20.30 Décibels.** Janis Joplin.
**21.20 Expresso, Poésie sur parole.**
**22.10 Carnets de notes.** Méli-mélodies.
**22.30 Noctiluques.**
**0.05 Du jour au lendemain.**

### FRANCE-MUSIQUES

**18.00 Le jazz est un roman.**
**19.08 A côté de la plaque.**
**20.00 Festival d'été euroradio.** Par l'Orchestre symphonique de la BBC, dir. Jiri Belohlavek.
**22.30 Suivez le thème.** Django.
**23.00 Le Conversatoire.**
**0.00 Tapage nocturne.**

### RADIO CLASSIQUE

**20.05 Les Soirées.** En direct. Festival de Montreux-Vevey. Par la Camerata Academica du Mozarteum de Salzburg, dir. Roger Norrington.
**21.50 Les Soirées (suite).**

### SIGNIFICATION DES SYMBOLES

**Les codes du CSA**
✪ Tous publics
○ Accord parental souhaitable
✪ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
○ Public adulte Interdit aux moins de 16 ans
✪ Interdit aux moins de 18 ans

**Les cotes des films**
■ On peut voir
■ ■ A ne pas manquer
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique

**Les symboles spéciaux de Canal +**
DD Dernière diffusion
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

LeMonde Job: WMQ0909--0034-0 WAS LMQ0909-34 Op.: XX Rev.: 08-09-99 T.: 11:10 S.: 111,06-Cmp.:08,11, Base : LMQPAG 58Fap:100 N°:0559 Lcp:700 CMYK



Le Monde
JEUDI 9 SEPTEMBRE 1999

# Eloge du marcel

*par Pierre Georges*

**CE SERAIT** comme un avocat commis d'office et qui n'a pas vraiment eu le temps d'étudier le dossier. Fût-il de presse ! Corvée de mots, les dictionnaires nouveaux sont arrivés ! Eh bien non, pas un mot ! Ou alors juste un pour se rincer l'esprit. Le marcel accède enfin à sa majorité linguistique. Le marcel est reconnu, légitimé, honoré. Le marcel reçoit pour l'an 2000 ses lettres de noblesse et de créance pour son entrée dans le monde des lettres. Justice est faite ! Au Petit Robert, le marcel reconnaissant !

C'est qu'il y a belle lurette que ce mot hardi hantait les conversations de salon, les défilés de mode, les plages et les cabines de routiers, les concepts culturels. Aussi, avant de se lancer dans l'éloge du marcel, convient-il de préciser, pour ne laisser personne au bord de la route, ce qu'est le susdit. Le marcel est ce fameux tricot de peau sans manches, ancêtre ouvrier, paysan et travailleur de l'impérialiste tee-shirt et fameux collecteur de sueurs laborieuses.

Fut un temps où le marcel s'ignorait « marcel ». Et, pourtant, il possédait déjà une forte valeur ajoutée culturelle. Fermez les yeux un instant. Revoyez Raimu derrière son bar. Ou Serge Reggiani dans *Casque* d'Or, héros du Faubourg. Ou alors Julien Carette et Jean Gabin, chevauchant *La Bête humaine*. Ou encore Charles Vanel et Yves Montand dans leur camion infernal du *Salaire de la peur.*

Tous en marcel ! Dans cette France-là, pas si lointaine, tout le monde portait son marcel. Chalutier ou petit bateau, chars à bœufs ou moissonneuse à vapeur. La paysannerie française, à son dur labeur, s'offrait ainsi des bronzages à la Poulidor quand Poulidor n'était même pas né à la gloire. Les petits écoliers de France le portaient blanc, immaculé, en sous-vêtement unisexe. Ordre préventif de la Faculté contre le principal ennemi, le redoutable général « chaud et froid » ! Les employés et patrons portaient beau, un marcel sous la chemise en Nylon, du plus séduisant effet. Et même les soldats du contingent recevaient, en paquetage, quelques beaux marcels kaki pour s'en aller mourir peut-être, guerroyer sûrement, aux colonies.

Tous en marcel donc. Sauf que cela ne s'appelait pas un marcel. D'où vient alors cette étrange appellation ? A oser une explication, le tricot de peau ne fut baptisé « marcel » ou plutôt « Marcel » qu'à partir du moment où il passa de mode, devint le symbole d'un fâcheux ringardisme et, pis encore, d'une beaufferie présumée.

En ce sens, les routiers payèrent pour les autres, qu'on voyait en tricot de peau, gros bras, des durs, des tatoués dans leur cabine constellée de pin-up court-vêtues et à « double Airbag » (autre appellation romantique admise au dico). Des *« Marcel »,* en somme. On les moqua. Et l'on se souvient fort bien ici avoir imaginé, avec un ami fin connaisseur, de fonder, pour échapper à la malédiction du présumé sérieux, *Le Petit Marcel* : un journal de routiers, fait par des routiers pour des routiers !

Hélas ! Pas eu même le temps de déposer l'appellation et d'affiner le concept. Le *« Marcel »* était devenu le marcel, porté par les stars, Julia Roberts et tant d'autres aujourd'hui comme grand-papa Mick Jagger hier, par les top models, les jeunes, les hordes rolleuses du samedi soir. Le petit *« marcel »* était devenu grand !

# Scientologie : des pièces judiciaires ont été détruites par erreur à Marseille

**DES SCELLÉS** judiciaires d'un dossier en cours à Marseille contre l'Eglise de scientologie ont été détruits à la suite d'une erreur commise par le greffe du tribunal, ont annoncé, mardi 7 septembre, le procureur de la République Francis Frémède et le président du tribunal de grande instance René Salomon. Les deux hauts magistrats ont informé l'avocat des parties civiles et les avocats de la défense de cette disparition qui intervient dans une instruction ouverte en 1990 sur la base d'une plainte d'un médecin marseillais pour *« escroquerie, violences volontaires et exercice illégale de la médecine »*. Le procès de ce dossier sensible avait été audiencé, avant découverte de la destruction, au 20 septembre devant le tribunal correctionnel de Marseille.

La destruction fautive des pièces intéressant la Scientologie – quelques cartons, sur un ensemble de scellés intéressant 1 782 affaires et pesant plus de trois tonnes, tous détruits lors de la purge annuelle du service des scellés – ne concernerait que des éléments non indispensables à l'accusation, explique-t-on de sources autorisées à Paris et à Marseille. Les principaux scellés avaient été préalablement sortis du greffe et annexés au dossier d'instruction. Selon les explications fournies aux avocats, la destruction de ces pièces serait intervenue en 1998, soit trois ans après le retour au greffe de ce dossier qui, lors d'un jugement intermédiaire intervenu en 1995, avait été renvoyé à la suite d'erreurs de procédures. La confusion alléguée reste toutefois difficile à comprendre : le renvoi du premier procès avait donné lieu, à Marseille, à une vive controverse publique, alimentée par les associations luttant contre les sectes.

L'épisode marseillais intervient un an après la mystérieuse disparition, au palais de justice de Paris, d'une partie d'un autre dossier d'instruction visant l'Eglise de scientologie, toujours pour *« escroquerie »* et *« exercice illégal de la médecine »*.

*« On exclut toute action volontaire et malveillante »,* commente cependant au parquet de Marseille le premier procureur adjoint, Yves Le Baud, qui préfère parler d'une *« méprise »*. Une fois par an, pour éviter son encombrement et des coûts excessifs, le service des scellés est purgé des pièces judiciaires n'intéressant plus la justice. Lorsque trois ans se sont écoulés à partir du classement d'un dossier ou d'un jugement définitif, les objets détenus sont restitués à leurs propriétaires ou deviennent propriété de l'Etat. Dans le cas marseillais, *« aucune pièce du dossier d'instruction n'a disparu. Le dossier est complet, de la cote D1 à l'ordonnance de renvoi »*, ponctue le magistrat.

Les pièces détruites concernent des scellés dits fermés, produits des saisies réalisées en 1990 lors des perquisitions opérées par la police judiciaire. Me Jean-Michel Pesenti, l'avocat des victimes, convient qu'aucun de ces scellés n'avait intéressé l'instruction ; ni le juge ni aucune des parties n'en avaient demandé communication durant ces neuf dernières années. *« Il s'agit de pièces tertiaires »*, affirme donc Me Pesenti et le tribunal pourra ainsi ne pas faire droit à une possible demande de renvoi du procès que seraient amenés à solliciter les défenseurs des sept scientologues marseillais. C'est fin juillet que la Chancellerie avait été alertée, par le parquet général de la cour d'appel d'Aix, de la destruction anticipée des scellés concernant la Scientologie. Le 20 août, dans un souci de transparence, la place Vendôme avait demandé au parquet général de faire en sorte que les parties au procès en soient informées avant l'ouverture du procès.

Dans l'attente du rapport adressé par le procureur de la République de Marseille, la Chancellerie devait diligenter, mercredi, une inspection technique des greffes au palais de justice de Marseille.

*Erich Inciyan et Luc Leroux*

Tirage du *Monde* daté mercredi 8 septembre : 503 447exemplaires 1 – 3

# Les stock-options connaissent un succès fulgurant dans les plus grandes sociétés françaises

## D'après « L'Expansion », les plus-values potentielles enregistrent une hausse de 68,1 % en huit mois

**FORME** de rémunération permettant aux cadres de haut niveau et aux dirigeants d'entreprise de faire de magnifiques plus-values en bénéficiant d'une fiscalité allégée, les stock-options connaissent, en France, un exceptionnel succès. C'est du moins ce que suggère l'enquête annuelle de *L'Expansion* (daté 9-22 septembre).

Selon le classement établi par le magazine, qui a dépouillé les rapports annuels des plus grands groupes français et, notamment, ceux cotés au CAC 40, les plus-values potentielles des stock-options attribuées au haut encadrement des quarante plus grandes sociétés françaises, soit environ 28 000 personnes, atteignent maintenant 45,4 milliards de francs (6,9 milliards d'euros), si l'on prend pour référence les cours des actions au 30 juin de cette année. Le premier décompte établi par *L'Expansion*, huit mois auparavant, parvenait à un bilan nettement plus modeste, avec une plus-value de « seulement » 27 milliards de francs. D'une étude à l'autre, la plus-value potentielle a donc grimpé de 68,1 %, alors que le CAC 40 ne progressait dans le même temps « que » de 23,1 %.

La plus-value potentielle la plus spectaculaire est celle des stock-options distribuées par Cap Gemini : elle atteint 5,3 milliards de francs pour un total de 550 bénéficiaires. Dans l'ordre du classement, viennent ensuite Paribas (3,7 milliards de francs pour 975 bénéficiaires), Axa (3,7 milliards de francs pour 764 bénéficiaires), Vivendi (2,9 milliards de francs pour 647 bénéficiaires), L'Oréal (2,7 milliards de francs pour 110 bénéficiaires) et LVMH (2,3 milliards de francs pour 1 211 bénéficiaires).

Sous le titre : « Comment les patrons font fortune », *L'Expansion* dévoile également les gains possibles que pourraient faire les équipes de directions de ces mêmes entreprises, si elles réalisaient leurs options. La plus-value potentielle atteint un sommet chez L'Oréal : 83,3 millions de francs par personne en moyenne pour les 9 dirigeants concernés. Suivent, après, Cap Gémini (71,1 millions de francs en moyenne pour chacun des 5 dirigeants), Axa (67,2 millions de francs pour chacun des 18 dirigeants), Paribas (59,6 millions de francs pour chacun des 7 dirigeants), Casino (43,4 millions de francs pour chacun des 3 dirigeants) et Vivendi (42,4 millions de francs pour chacun des 25 dirigeants).

### 1 % DES SALARIÉS

Il est à noter, dans le cas de Paribas, que les sept membres du directoire ont, par ricochet, grandement profité de la bataille boursière de ces derniers mois puisque les cours de Bourse ont fortement augmenté : la plus-value moyenne, qui est évaluée à 59,6 millions de francs par personne au 30 juin, n'était que de 12,2 millions de francs en novembre 1998. Les plus-values potentielles, qui étaient déjà exceptionnellement élevées en 1998, sont donc en forte hausse, mais elles ne concernent toujours qu'un nombre très limité de personnes. Le magazine relève que les stock-options ne profitent qu'à seulement 1 % des 2,76 millions de salariés des sociétés cotées au CAC 40, ce qui le conduit à soulever cette interrogation : *« N'est-on pas en présence d'une bulle financière d'un troisième type »* ?

Ces chiffres risquent donc de relancer la vieille polémique fiscale autour des stock-options. Officiellement, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, Dominique Strauss-Kahn, n'a toujours pas définitivement abandonné son projet visant à alléger les prélèvements sur cette forme de rémunération (déjà dérogatoire à l'impôt sur le revenu), en contrepartie d'une plus grande transparence du système d'attribution. Mais, à l'examen de ces chiffres, certains, à gauche, penseront que Matignon a été bien avisé, en début d'année, de retirer précipitamment du projet de loi de Claude Allègre sur l'innovation les articles qui y avait été glissés dans ce but par Bercy.

*Laurent Mauduit*

Plus vos projets sont fous plus ils ont besoin de sérieux.

LES PAGES JAUNES®

3611*

www.pagesjaunes.fr

Beaucoup d'histoires commencent avec Les Pages Jaunes.

France Telecom

Ammirati Puris Lintas ODA 552 028 425 RCS Nanterre. *3 minutes gratuites puis 0,74 F/2 mn.